



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2023

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2023

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume III

Comptes publics du Canada

2022-2023

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. États financiers des fonds renouvelables.....	7	7
2. Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la</i> <i>gestion des finances publiques</i>	131	129
3. Services professionnels et spéciaux	173	167
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	185	177
5. Acquisition de machinerie et matériel.....	189	181
6. Paiements de transfert.....	199	191
7. Frais de la dette publique	207	199
8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	213	205
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés	241	233
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	265	257
11. Autres informations diverses	293	283
12. Index.....	331	321

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 1

Comptes publics du Canada

2022-2023

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel.....	8
Bureau de la traduction	20
Commission canadienne des grains.....	32
CORCAN.....	45
Géomatique Canada	58
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	67
Office national du film	79
Passeport Canada	96
Production de défense	108
Services immobiliers.....	110
Services optionnels.....	121

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation du Conseil du Trésor et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvé par :

Directrice exécutive
Agence canadienne du pari mutuel
Lisa Foss

Directeur général par intérim
Direction des services des finances et de la gestion des ressources
Adjoint à la dirigeante principale des finances
Derek Rose

Sous-ministre adjointe
Gestion intégrée
Dirigeante principale des finances
Marie-Claude Guérard

Le 13 juin 2023
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(800)	80	(1 481)	(479)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	127	127	118	118
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(673)	207	(1 363)	(361)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(344)	(228)	(301)	(232)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	89	–	169
Autorisation fournie (employée)	(1 017)	68	(1 664)	(424)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	8 484	8 488
Imputation des crédateurs sur le crédit, à la fin de l'exercice.....	(535)	(658)
Montants affectés au crédit, à la fin de l'exercice	4	54
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	7 953	7 884
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	9 953	9 884

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe, Direction générale de la gestion intégrée (dirigeante principale des finances) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le Fonds) au 31 mars 2023 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent:

- l'état de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 du volume III des instructions du receveur général du Canada relatives aux *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Ottawa, (Ontario)
Le 13 juin 2023

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	264	418
Total des actifs financiers	264	418
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4)	2 675	2 574
Total des actifs	2 939	2 992
Passifs et actif net		
Passifs		
Créiteurs et charges à payer (note 5).....	535	658
Indemnités de vacances	251	265
Obligation au titre des avantages futurs du personnel	37	37
Total des passifs	823	960
Actif net (note 6)	2 116	2 032
Situation financière nette du Fonds	2 939	2 992

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Dirigeante principale des finances
Marie-Claude Guérard

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	8 928	8 132
Autres revenus.....	–	1
Total revenus.....	8 928	8 133
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	3 259	3 193
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants.....	4 065	3 921
Autres.....	634	729
Services publics, matériaux et fournitures	264	232
Transport et télécommunications.....	184	138
Réparations et entretien	181	95
Locations.....	134	185
Amortissement des immobilisations corporelles.....	127	119
Total frais d'exploitation	8 848	8 612
Résultats nets.....	80	(479)
Actif net, au début de l'exercice	2 032	2 174
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	4	337
Actif net, à la fin de l'exercice	2 116	2 032

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	80	(479)
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	127	119
Sous-total	207	(360)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des débiteurs	154	158
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(123)	133
Diminution des indemnités de vacances.....	(14)	(34)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	224	(103)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(228)	(234)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(228)	(234)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(4)	(337)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	8 488	8 825
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	8 484	8 488

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les conditions énoncées par le Conseil du Trésor du Canada (Conseil du Trésor) pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement du Canada pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor du Gouvernement du Canada au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat du Fonds de réguler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

Le Fonds n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonction ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et de l'actif net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 % sur chaque somme de un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars, mais non déposés avant l'exercice suivant.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement informatique et logiciel	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

e) Avantages futurs du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de la fonction publique (le régime), un régime de pension multi-employeurs administré par l'État. Les cotisations du Fonds à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale du Fonds à l'égard du régime. La responsabilité du Fonds à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés admissibles du Fonds ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité perçue par les employés du Fonds est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités liées aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des ajustements sont nécessaires, lesquels sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

3. Débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	45	63
Tiers	219	355
Total	264	418

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 771	–	–	1 771
Équipement informatique et logiciel	3 195	228	–	3 423
Véhicules motorisés	131	–	–	131
Bâtiments	588	–	–	588
Terrains	98	–	–	98
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	6 599	228	–	6 827

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 331	110	–	1 441
Équipement informatique et logiciel	1 259	–	–	1 259
Véhicules motorisés	90	14	–	104
Bâtiments	529	3	–	532
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	4 025	127	–	4 152

Valeur comptable nette	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement	330	440
Équipement informatique et logiciel	2 164	1 936
Véhicules motorisés	27	41
Bâtiments	56	59
Terrains	98	98
Améliorations locatives	–	–
Total	2 675	2 574

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	135	28
Tiers	400	630
Total	535	658

6. Actif net

L'excédent accumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Excédent accumulé, au début de l'exercice	10 520	10 999
Résultats nets	80	(479)
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	10 600	10 520
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(8 488)	(8 825)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	4	337
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(8 484)	(8 488)
Actif net, à la fin de l'exercice	2 116	2 032

7. Engagements contractuels

Le Fonds a des engagements contractuels se rapportant à un contrat avec un fournisseur de services. Les versements futurs prévus par exercice pour les engagements contractuels se chiffrent comme suit :

	(en milliers de dollars)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024	2 224
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025	2 159
Total	4 383

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2023, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses mesures juridiques et griefs ayant des implications financières dans les états financiers (aucune au 31 mars 2022).

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – fin

9. Dépendance économique

Le Fonds est financé uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (Woodbine) de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se clôturant le 31 mars 2023, Woodbine a généré 6 206 251 \$ (5 542 972 \$ en 2022), ou 70 % (68 % en 2022) du montant total des prélèvements du Fonds sur les paris mutuels. Au 31 mars 2023, 56 905 \$ (153 086 \$ en 2022) ou 28 % (43% en 2022) des débiteurs – tiers du Fonds sont des montants dus de cette organisation.

10. COVID-19

À la suite de COVID-19, les gouvernements provinciaux canadiens ont appliqué des règles strictes qui ont entraîné la fermeture d'hippodromes dans l'ensemble du Canada, ce qui eu pour effet de réduire considérablement le pari mutuel et les recettes du Fonds. Comme les fermetures ont commencé dans la deuxième moitié de mars 2020, les recettes du pari mutuel ont été touchées pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 en raison de la réduction du nombre de paris du public. Toutefois, le pari mutuel s'est poursuivi, car certains hippodromes sont restés partiellement ouverts, prenaient en charge le pari virtuel ou ont été entièrement rouverts à la suite de la levée des restrictions dans l'ensemble du Canada. Tous les hippodromes ont été rouverts pour l'exercice clos le 31 mars 2023, au cours duquel une augmentation du pari mutuel a été constatée sans toutefois qu'il atteigne les niveaux d'avant la pandémie.

Le Fonds a examiné l'impact de cet événement sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que les actifs sont correctement évalués et qu'aucune dépréciation n'est nécessaire. Pour soutenir ses activités courantes, le Fonds a la possibilité de réduire les coûts d'exploitation liés à ses services professionnels et spéciaux. En outre, le Fonds peut accéder à son excédent accumulé en cas de besoin.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA

Président-directeur général
Bureau de la traduction
Services publics et Approvisionnement Canada
Nathalie Laliberté pour
Dominic Laporte

Le 15 juin 2023
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(4 430)	(1 368)	(1 472)	(10 745)
Éléments n'affectant pas l'encaisse				
Amortissement	2 646	1 940	1 811	929
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(1 784)	572	339	(9 816)
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(2 778)	(1 524)	(3 178)	(2 654)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	16	–	(70)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(2 790)	3 028	(528)	1 405
Autorisation fournie (employée)	(7 352)	2 092	(3 367)	(11 135)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 094)	(3 455)
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(12 139)	(10 135)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	6 456	4 192
Autres éléments	9 117	8 646
Autorisation nette fournie (employée), à la fin d'exercice	1 340	(752)
Limite de l'autorisation (note 1)	30 000	30 000
Autorisation non employée reportée	31 340	29 248

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2023, et l'état des résultats et du passif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à la direction de Services publics et de l'Approvisionnement Canada, au Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 15 juin 2023
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	9 015	6 977
Autres actifs (note 4).....	2 109	1 592
Total des actifs financiers.....	11 124	8 569
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	2	1
Immobilisations corporelles (note 5).....	8 448	8 864
Total des actifs non financiers.....	8 450	8 865
Total des actifs.....	19 574	17 434
Passifs		
Créiteurs et charges à payer (note 6).....	16 523	10 865
Indemnités de vacances et congés compensatoires.....	4 658	5 127
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	2 274	2 610
Total des passifs.....	23 455	18 602
Passif net (note 8).....	(3 881)	(1 168)
Total.....	19 574	17 434

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Services de traduction.....	131 082	122 540
Services d'interprétation	21 213	19 339
Services de terminologie	14 220	13 758
Autres.....	10 125	8 905
Total des revenus	176 640	164 542
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	111 496	111 768
Services professionnels et spéciaux	37 416	35 043
Services généraux et administratifs.....	20 272	21 902
Coûts d'occupation	3 809	4 505
Amortissement (note 5)	1 940	929
Transports et télécommunications	1 760	401
Autres charges.....	838	594
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	526	384
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	(49)	(239)
Total des frais d'exploitation.....	178 008	175 287
Résultats nets.....	(1 368)	(10 745)
Passif net, au début de l'exercice	(1 168)	(5 454)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	16	(70)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	(1 361)	15 101
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(3 881)	(1 168)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(1 368)	(10 745)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5).....	1 940	929
Sous-total	572	(9 816)
 Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(2 038)	(556)
Diminution (augmentation) des autres actifs	(517)	(239)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	(1)	1
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	5 658	(1 030)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(469)	(164)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(336)	(573)
Total variation de l'état de la situation financière	2 297	(2 561)
 Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	16	(70)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	2 885	(12 447)
 Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5)	(1 524)	(2 654)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(1 524)	(2 654)
 Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	1 361	(15 101)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(3 455)	11 646
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(2 094)	(3 455)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le Fonds) est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1^{er} avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue, conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 30 000 000 \$ en aucun temps. Auparavant à 20 000 000 \$, la limite de l'autorisation a été augmentée à 30 000 000 \$ en 2021-2022 par le biais de la *Loi de crédits n° 5 pour 2021-2022*.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les instruments financiers et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds au titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de la clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés par le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir de l'année d'acquisition selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

g) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

3. Débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	6 456	4 192
Parties externes	2 560	2 786
Total	9 016	6 978
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(1)	(1)
Débiteurs nets	9 015	6 977

4. Autres actifs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	1 888	1 349
Autres avances	221	243
Total autres actifs	2 109	1 592

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations, radiations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	245	552	–	797
Logiciels informatiques	22 937	972	(30)	23 879
Améliorations locatives	8 995	–	(2 855)	6 140
Actifs en construction	1 280	–	(1 280)	–
Total	33 457	1 524	(4 165)	30 816

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortisse- ment de l'exercice	Aliénations, radiations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	(179)	(95)	–	(274)
Logiciels informatiques	(19 328)	(1 080)	30	(20 378)
Améliorations locatives	(5 086)	(765)	4 135	(1 716)
Total	(24 593)	(1 940)	4 165	(22 368)

Valeur comptable nette	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Matériel informatique	523	66
Logiciels informatiques	3 501	3 609
Améliorations locatives	4 424	3 909
Actifs en construction	–	1 280
Total	8 448	8 864

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	10 157	8 500
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 982	1 635
Total	12 139	10 135
Charges à payer	4 384	730
Total des crédoiteurs et charges à payer	16 523	10 865

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, au début de l'exercice	2 610	3 183
Charge de l'exercice	(49)	(239)
Indemnités versées au cours de l'exercice	(287)	(334)
Obligation au titre des indemnités de départ, à la fin de l'exercice	2 274	2 610

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
(Déficit) surplus accumulé, début de l'exercice	(4 623)	6 192
Résultats nets	(1 368)	(10 745)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	16	(70)
(Déficit) surplus accumulé, fin de l'exercice	(5 975)	(4 623)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	3 455	(11 646)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 361)	15 101
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	2 094	3 455
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 881)	(1 168)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2024	5 911
2025	2 137
2026	6 476
2027	1 637
2028 et les exercices suivants	1 637
Total des obligations contractuelles	17 798

10. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, le Fonds est impliqué dans une action en justice. Le montant n'est pas déterminable. Le règlement éventuel d'un litige sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices subséquents lorsque l'événement futur risque de se produire et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon les exigences du receveur général du Canada en matière de rapports. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport sur les résultats ministériel* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2023, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Chef des finances
Cheryl Blahey

Le 7 juin 2023
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non auditée) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(10 015)	(15 342)	(3 364)	(14 858)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	3 698	3 891	2 960	4 050
Fonds provenant (utilisés) de l'exploitation.....	(6 317)	(11 451)	(404)	(10 808)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(6 893)	(3 238)	(6 366)	(3 486)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(8 399)	–	(1 752)
Autorisation fournie.....	(13 210)	(23 088)	(6 770)	(16 046)
Autorisation annuelle votée et autres postes législatifs fournis (utilisés)	5 995	(6 945)	5 922	(6 492)
Autorisations législatives relatives au fonds renouvelable fournies (utilisées)	(7 215)	(16 143)	(848)	(9 554)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non auditée) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	127 458	143 759
Comptes créditeurs imputé au crédit, à la fin de l'exercice	(2 882)	(2 440)
	124 576	141 319
Montants affectés au crédit, à la fin de l'exercice	129	148
Autre	3 582	2 963
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	128 287	144 430
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	130 287	146 430

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel d'audit du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le Fonds) au 31 mars 2023 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section de la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser ses activités;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 2 juin 2023
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actif		
Actifs financiers		
Comptes débiteurs (note 3).....	7 552	3 728
Avances comptables.....	1	9
	7 553	3 737
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	645	707
Immobilisations corporelles (note 4).....	11 049	11 667
	11 694	12 374
Total des actifs	19 247	16 111
Passif et actif net		
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5).....	2 635	2 841
Salaires à payer.....	6 208	3 579
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	2 739	2 825
Revenus reportés.....	933	955
Passif lié aux indemnités de départ (note 6).....	973	1 109
Total des passifs	13 488	11 309
Actif net (note 8)	5 759	4 802
Total	19 247	16 111

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Garantie de paiement pour les producteurs (note 11)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Commissaire en chef et administrateur général
Anthony ChorneyChef des finances
Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023						2022
	Règlement sur les grains		Services internes		Total		Total
	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Montant réel
Revenus							
Droits et services	57 369	43 617	–	–	57 369	43 617	41 771
Crédits parlementaires (note 7).....	6 238	6 377	295	535	6 533	6 912	6 440
Licences et wagons de producteurs.....	4 008	1 972	–	–	4 008	1 972	1 896
Services facultatifs	3 179	1 884	50	26	3 229	1 910	1 742
Autres revenus.....	–	–	–	65	–	65	31
Total revenus	70 794	53 850	345	626	71 139	54 476	51 880
Charges d'exploitation							
Personnel.....	33 869	34 415	16 552	16 084	50 421	50 499	48 110
Locations.....	4 193	3 978	2 143	2 077	6 336	6 055	6 149
Amortissement des immobilisations corporelles.....	–	3 057	–	818	–	3 875	3 729
Services professionnels	651	498	3 107	2 673	3 758	3 171	3 527
Transport et communications	1 425	1 793	1 216	716	2 641	2 509	1 595
Matériaux et fournitures	1 731	1 055	331	97	2 062	1 152	1 306
Réparations et entretien	1 729	983	710	96	2 439	1 079	697
Machinerie et matériel.....	439	805	422	148	861	953	1 116
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	–	(20)	–	–	–	(20)	299
Information	57	104	284	408	341	512	182
Autres charges.....	–	2	1 075	33	1 075	35	28
Total charges	44 094	46 670	25 840	23 150	69 934	69 820	66 738
Résultat net.....	26 700	7 180	(25 495)	(22 524)	1 205	(15 344)	(14 858)
Actif net, au début de l'exercice						4 802	9 116
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice						16 301	10 544
Actif net, à la fin de l'exercice						5 759	4 802

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	(15 344)	(14 858)
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 875	3 729
Provision pour indemnités de départ	37	22
Perte à la cession d'immobilisations corporelles.....	(20)	299
Sous-total	(11 452)	(10 808)
Paiement des indemnités de départ	(173)	(350)
Variation de l'état de la situation financière		
Comptes débiteurs	(3 824)	5 359
Avances comptables	8	(2)
Charges payées d'avance.....	62	(143)
Comptes créditeurs et charges à payer	(206)	(877)
Salaires à payer.....	2 629	32
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	(86)	(283)
Revenus reportés.....	(22)	14
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation.....	(13 064)	(7 058)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 263)	(3 524)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles.....	26	38
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(3 237)	(3 486)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	(16 301)	(10 544)
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	143 759	154 303
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	127 458	143 759

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le Fonds) détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, le Fonds a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grains afin d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

La réglementation des grains est la responsabilité essentielle du Fonds : réglementer la manutention des grains au Canada et établir ainsi que maintenir des normes fondées sur la science pour le grain canadien. Les services internes soutiennent cette responsabilité essentielle.

Le Fonds a été constituée en vertu de la *Loi de crédits n°6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés, avec une autorisation de prélèvement de 2 000 000 \$. Le Fonds reçoit également des crédits annuels par l'entremise des lois portant octroi de crédits approuvées par le Parlement.

Les droits du Fonds sont en grande partie fondés sur les volumes de grains, qui fluctuent d'une année à l'autre. Les années où les volumes de grains sont supérieurs à la moyenne, les recettes peuvent dépasser les dépenses, et le Fonds peut accumuler des excédents. Les années où les volumes de grains sont inférieurs à la moyenne, les recettes pourraient être inférieures aux dépenses et le Fonds serait obligée de puiser dans son excédent. Les conditions de croissance excessivement chaudes et sèches dans la majeure partie de l'Ouest canadien en 2021 ont entraîné une baisse des rendements, ce qui s'est traduit par une diminution des revenus gagnés en 2022-2023.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'autoassurance, le Fonds ne détient pas de police d'assurance. Le Fonds n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les présents états financiers;
- les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des revenus et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la provision pour créances douteuses de tiers, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux indemnités de départ. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

b) Résultats prévus

Les résultats prévus pour l'exercice clos le 31 mars 2023 présentés dans l'état des résultats et de l'actif net sont fondés sur les revenus et charges selon le Plan ministériel 2022-2023 du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et comprennent tout ajustement apporté après la préparation des états financiers.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des droits de services, tels que ceux liés à l'inspection et aux activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore gagnés, sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés sont reçus essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences, qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

d) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

e) Crédits parlementaires

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (fonds renouvelable) selon laquelle le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherche sur les grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits ont été constatés en tant que revenus du Fonds.

f) Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêt ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et qui sont présumés irrécouvrables.

g) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

h) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

i) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

j) Régime de retraite

Les employés du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du compte de pension de retraite de la fonction publique.

k) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Comptes débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	169	651
Tiers.....	7 388	3 079
	7 557	3 730
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers	(5)	(2)
Total.....	7 552	3 728

4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Ajustement	Cessions et transferts	Solde à la fin de l'exercice	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions et transferts	Solde à la fin de l'exercice	2023	2022
	(en milliers de dollars)										
Matériel scientifique.....	22 313	1 212	–	(889)	22 636	16 636	1 911	(889)	17 658	4 978	5 677
Matériel et mobilier de bureau.....	243	24	–	–	267	233	5	–	238	29	10
Matériel opérationnel	3 086	185	–	(83)	3 188	2 314	222	(77)	2 459	729	772
Véhicules automobiles	457	–	–	–	457	343	37	–	380	77	114
Matériel informatique et logiciels	9 248	461	–	(17)	9 692	8 364	556	(17)	8 903	789	884
Améliorations locatives.....	10 207	105	132	–	10 444	7 443	1 144	–	8 587	1 857	2 764
Actifs en cours de construction ...	1 446	1 276	(132)	–	2 590	–	–	–	–	2 590	1 446
Total.....	47 000	3 263	–	(989)	49 274	35 333	3 875	(983)	38 225	11 049	11 667

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et des logiciels conçus à l'interne.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	778	362
Tiers.....	1 857	2 479
Total.....	2 635	2 841

6. Passif lié aux indemnités de départ

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les montants présentés sont liés aux employés qui n'ont pas touché leur indemnité de départ et qui en obtiendront le paiement au moment de leur départ de la fonction publique.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ, au début de l'exercice.....	1 109	1 437
Charge de l'exercice	37	22
Indemnités versées, au cours de l'exercice.....	(173)	(350)
Passif lié aux indemnités de départ, à la fin de l'exercice	973	1 109

7. Crédits parlementaires

Le financement du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit détaille les crédits reçus et utilisés.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus.....	7 071	6 506
Crédits périmés	(159)	(66)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice.....	6 912	6 440

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

8. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et débours cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture.....	143 620	158 478
Résultats nets de l'exercice.....	(15 344)	(14 858)
Solde de clôture	128 276	143 620
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture.....	(143 759)	(154 303)
Variation des ressources nettes fournies (employés).....	16 301	10 544
Solde de clôture	(127 458)	(143 759)
Total de l'actif net	5 759	4 802

9. Obligations contractuelles

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains loue ses locaux principalement aux termes de contrats de location à bail. Un contrats de location à bail constitue une entente formelle que concluent le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et Services publics et Approvisionnement Canada, qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a conclu 15 ententes d'occupation (15 en 2022) assorties d'échéances diverses allant jusqu'à 10 ans. En outre, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains détient un contrat de location directe avec l'Université du Manitoba pour la location de locaux de laboratoire et de bureau.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a engagé des coûts de 4 898 557 \$ en lien avec ses obligations au titre de l'occupation (5 104 847 \$ en 2022). Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
2024.....	4 516
2025.....	4 445
2026.....	4 225
2027.....	1 177
2028 et par la suite.....	2 042
Total	16 405

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains peut être impliquée dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2023, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses mesures légales et griefs ayant des implications financières dans les états financiers (néant au 31 mars 2022).

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – fin

11. Garantie de paiement pour les producteurs

Dans le cadre du Programme de mesures de protection des producteurs de grain du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, les sociétés céréalères autorisées doivent fournir une garantie de paiement au Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains pour couvrir les sommes dues aux producteurs pour les livraisons de céréales en cas de défaut de licence. Lorsqu'une entreprise agréée en vertu du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ne paie pas les producteurs pour les livraisons de grains, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains utilise la garantie pour payer les producteurs pour les demandes admissibles. Au 31 mars 2023, aucune transaction de réclamation en attente ne restait (néant au 31 mars 2022).

12. Opérations entre parties liées

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice clos le 31, mars 2023, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, comme suit :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Revenus	(483)	(533)
Charges		
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	9 072	8 979
Frais d'occupation.....	4 763	4 978
Améliorations locatives	442	94
Services professionnels et spéciaux.....	2 290	2 111
Transport et communications	296	320
Autres.....	366	334
Total.....	16 746	16 283

À la clôture de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges à payer et les salaires à payer :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs.....	169	651
Comptes créditeurs	778	362
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer	1 386	778

13. Instruments sur les risques

Les instruments financiers susceptibles d'exposer le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à des concentrations du risque de crédit se composent principalement des comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les six plus grandes entités intégrées représentent 5 766 447 \$ ou 78 % du solde des comptes débiteurs avec tiers du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (six entités représentaient 2 150 238 \$ ou 70 % en 2022).

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale,
CORCAN
Kelly Hartle

Directeur par intérim, Services financiers,
CORCAN
Derek Gallant

Le 30 mai 2023
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	204	5 346	(2 282)	1 343
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 181	1 143	1 353	1 258
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 385	6 489	(929)	2 601
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	–	(342)	–	(58)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	700	3 160	700	(1 285)
Autorisation fournie (employée)	2 085	9 307	(229)	1 258

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur (crédeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	12 438	1 869
Imputation des crédeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice.....	(12 815)	(9 666)
Créances affectées au crédit, à la fin de l'exercice	2 909	1 022
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	2 532	(6 775)
Limite de l'autorisation	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	22 532	13 225

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au commissaire du Service correctionnel Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2023, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, au Conseil du Trésor du Canada, au receveur général du Canada et à Service correctionnel Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, le Conseil du Trésor du Canada, le receveur général du Canada et Service correctionnel. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s r l / S E N C R L
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Canada)
Le 30 mai 2023

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	6 706	5 941
Stocks (note 5)	12 410	14 637
Total des actifs financiers	19 116	20 578
Actifs non financiers		
Immobilisations nettes (note 6).....	6 394	7 143
Total des actifs	25 510	27 721
Passifs		
Créditeurs (note 7).....	9 911	7 059
Revenus reportés	975	801
Salaires et vacances à payer.....	5 556	5 556
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	1 013	1 158
Total des passifs	17 455	14 574
Actif net (note 10).....	8 055	13 147
Situation financière nette du Fonds	25 510	27 721

Engagements (note 9)

Éventualités (note 13)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Revenus (notes 3 et 11).....	76 824	60 979
Coût des marchandises vendues (note 11).....	82 304	73 498
Marge brute	(5 480)	(12 519)
Autres revenus		
Frais de formation, frais correctionnels et autres frais (note 3).....	35 726	35 383
Divers.....	325	248
Total autres revenus	36 051	35 631
Charges (note 12)		
Administration centrale/régionale.....	10 306	8 674
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	12 594	10 722
Vente et commercialisation.....	2 325	2 373
Total charges	25 225	21 769
Résultats nets	5 346	1 343
Actif net, au début de l'exercice.....	13 147	16 166
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(10 569)	(4 368)
Autres.....	131	6
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10)	8 055	13 147

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets pour l'exercice.....	5 346	1 343
Éléments sans effet de trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(74)	(11)
Amortissement (note 6).....	1 201	1 269
Perte sur cessions ou réduction de valeur d'immobilisations	16	–
Sous-total	6 489	2 601
Variations des éléments de la situation financière		
Débiteurs	(760)	3 164
Stocks	2 227	(603)
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(71)	(229)
Créditeurs	2 852	(625)
Revenus reportés.....	174	620
Salaires et vacances à payer.....	–	(502)
Ressources financières nettes fournies dans les activités d'exploitation	10 911	4 426
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(342)	(58)
Ressources financières nettes affectées aux activités d'investissement	(342)	(58)
Ressources financières nettes affectées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10 569	4 368
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	1 869	(2 499)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10).....	12 438	1 869

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (CORCAN ou le Fonds) est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1^{er} avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le Conseil du Trésor). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pendant de courtes périodes, après leur mise en liberté. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 20 000 000 \$ (à compter du 1^{er} avril 2023, ce montant sera réduit à 17 000 000 \$). Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente l'actif net pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1^{er} avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Le référentiel comptable utilisé dans la préparation des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants:

- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Conseil du Trésor;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport; et
- les services obtenus sans frais d'autres ministères ne sont pas comptabilisés comme des charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus, mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

Les revenus de construction sont comptabilisés selon le degré d'avancement des travaux du projet. Le degré d'avancement des travaux est déterminé en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

b) Indemnités de vacances et de congés compensatoires

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont acquises par les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds fait des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Bâtiments	25 ans
Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 à 10 ans
Autres	3 ans

g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le Régime) administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier les insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN avaient droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont acquises lorsque les employés rendaient les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi, la durée de vie utile des immobilisations, la comptabilisation des revenus de construction en fonction du degré d'avancement des projets et la provision pour les créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le Service Correctionnel du Canada, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers, les services de ressources humaines et les services financiers corporatifs. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le Service Correctionnel du Canada visent à compenser les coûts liés aux formations professionnelles, aux services d'emploi pour les délinquants dans les établissements et la collectivité, à la gestion de politiques et de programmes et au financement de nouvelles initiatives ainsi que les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les opérations conclues avec le Service Correctionnel du Canada et d'autres ministères fédéraux, qui sont comptabilisées dans les états financiers de CORCAN, comprennent les éléments suivants:

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation	30 039	22 549
Formation, services correctionnels et autres frais	35 726	35 383
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation	41 265	32 233
Total.....	107 030	90 165

Les débiteurs et créditeurs des parties apparentées sont présentés dans les notes 4 et 7, respectivement.

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	2 909	1 022
Tiers.....	3 797	4 919
Total.....	6 706	5 941

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Matières premières.....	9 791	9 435
Travaux en cours.....	171	246
Produits finis.....	4 960	8 270
Sous-total.....	14 922	17 951
Provision pour stocks périmés.....	(2 512)	(3 314)
Total.....	12 410	14 637

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Bâtiments	397	145	–	542
Matériel	29 413	168	579	29 002
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules	8 181	155	316	8 020
Autres	130	–	–	130
Total.....	39 464	468	895	39 037

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions et radiations	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Bâtiments	18	14	–	32
Matériel	26 341	466	579	26 228
Améliorations locatives.....	1 342	–	–	1 342
Parc de véhicules	4 498	716	300	4 914
Autres	122	5	–	127
Total.....	32 321	1 201	879	32 643

Valeur comptable nette	2023	2022
(en milliers de dollars)		
Bâtiments	510	379
Matériel	2 774	3 072
Améliorations locatives.....	1	1
Parc de véhicules	3 106	3 683
Autres	3	8
Total.....	6 394	7 143

7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2023	2022
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada.....	2 088	1 956
Tiers.....	7 823	5 103
Total.....	9 911	7 059

8. Avantages sociaux futurs des employés

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique, dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, l'âge auquel un nouvel employé qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

Indemnités de cessation d'emploi

À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée. Les employés ont eu la possibilité d'être payés immédiatement pour la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à cette date ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 158	1 398
Indemnités de cessation d'emploi	(74)	(11)
Indemnités versées pendant l'exercice	(71)	(229)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 013	1 158

9. Engagements contractuels

CORCAN s'est engagé à verser en vertu des modalités de contrats de location un montant total de 1 910 110 \$. Ces engagements sont liés au bail du centre d'entreposage de Kingston, au bail des installations qui hébergent l'initiative d'emploi des détenus d'Edmonton et de Saskatoon et au bail de locaux à bureaux.

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sur tous les baux et les autres engagements sont estimés comme suit:

	(en milliers de dollars)
2024	2 828
2025	1 665
2026	1 645
2027	1 644
2028	1 644
2029 et exercices ultérieurs	3 856
Total	13 282

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(12 438)	(1 869)
Déficit accumulé	(10 180)	(15 532)
Autres	131	6
Actif net à la fin de l'exercice	8 055	13 147

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

Fonds renouvelable CORCAN – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – fin

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice clos le 31 mars 2023	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agro-industrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	38 469	26 109	8 615	3 286	345	–	76 824
Coût des marchandises vendues	41 395	26 647	9 388	3 622	1 252	–	82 304
Marge brute.....	(2 926)	(538)	(773)	(336)	(907)	–	(5 480)
Actifs identifiables							
Débiteurs	998	4 029	326	489	22	842	6 706
Stocks.....	8 618	186	2 934	637	35	–	12 410
Immobilisations nettes.....	2 126	2 372	106	180	1 368	242	6 394
Amortissement des immobilisations	407	453	21	26	180	114	1 201
Exercice clos le 31 mars 2022							
	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agro-industrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	30 883	18 279	8 394	3 040	383	–	60 979
Coût des marchandises vendues	36 776	22 114	9 344	4 140	1 124	–	73 498
Marge brute.....	(5 893)	(3 835)	(950)	(1 100)	(741)	–	(12 519)
Actifs identifiables							
Débiteurs	1 219	2 699	628	538	30	827	5 941
Stocks.....	10 380	1 258	2 525	401	73	–	14 637
Immobilisations nettes.....	2 514	2 516	129	193	1 440	351	7 143
Amortissement des immobilisations	432	464	36	44	176	117	1 269

12. Dépenses

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et des administrations régionales, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Salaires	12 677	11 847
Services professionnels et spéciaux.....	5 676	4 151
Avantages sociaux	2 988	2 841
Locations	2 502	2 500
Services publics, fournitures et approvisionnement.....	418	278
Achat de services de réparation et d'entretien.....	137	165
Transport et télécommunications	196	60
Information	8	–
Autres dépenses	623	(73)
Total.....	25 225	21 769

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. La direction a déterminé qu'il n'existait aucune réclamation importante au 31 mars 2023.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par les *Directives du Trésor du Canada sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* de dépenser les recettes et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base consistante avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, en matière de comptabilité et d'information, le Fonds tient un ensemble de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Secteur de la gestion et des services intégrés développe et diffuse les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité figurant dans les états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Directrice financière adjointe
Direction des finances et de l'approvisionnement
Grace Chennette, CPA, CMA

Sous-ministre adjointe et Dirigeante principale des finances
Secteur de la gestion et des services intégrés
Shirley Carruthers, CPA, CGA

Le 9 juin 2023
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	100	1 517	100	399
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	264	–	163
Fonds provenant de l'exploitation.....	100	1 781	100	562
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions d'immobilisations corporelles nettes	–	(89)	–	(689)
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	–	(14)	–	(57)
Autorisation fournie (employée)	100	1 678	100	(184)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	4 673	3 469
Imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le crédit après le 31 mars	(389)	(863)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	4 284	2 606
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	9 284	7 606

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	190	276
Stocks	48	48
Total des actifs financiers	238	324
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4)	712	887
Total des actifs	950	1 211
Passifs et passif net		
Créiteurs et charges à payer (note 5).....	370	913
Indemnités de vacances	121	152
Total des passifs	491	1 065
Actif (passif) net (note 6)	459	146
Total.....	950	1 211

Droits contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Frank DesRosiers
Sous-ministre adjoint
Secteur de la politique stratégique et innovation

Le 8 juin 2023

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Services.....	6 469	6 220
Produits.....	464	1 062
Total revenus.....	6 933	7 282
Charges		
Salaires et avantages sociaux.....	1 262	1 667
Services professionnels et spéciaux.....	3 118	3 953
Services du ministère et du secteur.....	362	473
Location.....	286	386
Amortissement des immobilisations corporelles.....	264	163
Fournitures et approvisionnements.....	41	111
Transport et télécommunications.....	38	–
Réparations et entretien.....	30	100
Autres charges.....	15	30
Total charges.....	5 416	6 883
Résultats nets.....	1 517	399
Actif (passif) net, au début de l'exercice.....	146	250
Ressources financières nettes fournies (utilisées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(1 204)	(503)
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice.....	459	146

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités de fonctionnement		
Résultats nets.....	1 517	399
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 4).....	264	163
Sous-total.....	1 781	562
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des débiteurs (note 3).....	86	88
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	–	17
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer (note 5).....	(543)	521
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances.....	(31)	4
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement.....	1 293	1 192
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 4).....	(89)	(689)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement.....	(89)	(689)
Ressources financières nettes fournies employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	1 204	503
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	3 469	2 966
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	4 673	3 469

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du Fonds était de transférer les coûts liés à la production de biens et à l'offre de services des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection était renommé Fonds renouvelable de Géomatique Canada. Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada, le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, l'acquisition d'immobilisations corporelles et le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers comprennent le montant de certaines charges à payer et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

b) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Les revenus de location sont comptabilisés sur la durée du bail ou de l'utilisation de la propriété.

c) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

e) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Machines et matériel	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 10 ans
Logiciels	4 ans
Autre équipement (incluant les meubles)	10 ans
Véhicules	5 à 7 ans

g) Régime de retraite

Les employés de Ressources naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

i) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

3. Débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	32	103
Parties externes	162	177
	194	280
Provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des parties externes	(4)	(4)
Débiteurs nets	190	276

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Ajustements, aliénations et radiations	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Machines et matériel	520	89	–	609
Matériel informatique	669	–	–	669
Logiciels informatiques.....	144	–	–	144
Autre équipement.....	38	–	–	38
Véhicules	31	–	–	31
Total.....	1 402	89	–	1 491

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Ajustements, aliénations et radiations	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Machines et matériel	64	68	3	135
Matériel informatique	311	152	(2)	461
Logiciels informatiques.....	108	36	–	144
Autre équipement.....	16	4	(1)	19
Véhicules	16	4	–	20
Total.....	515	264	–	779

Valeur comptable nette	2023	2022
(en milliers de dollars)		
Machines et matériel	474	456
Matériel informatique	208	358
Logiciels informatiques.....	–	36
Autre équipement.....	19	22
Véhicules	11	15
Total.....	712	887

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2023	2022
(en milliers de dollars)		
Autres ministères et organismes gouvernementaux	261	328
Parties externes	109	585
Total.....	370	913

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

6. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

L'excédent accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 673)	(3 469)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(20)	(20)
Surplus cumulé	3 714	2 197
Passif net.....	459	146

7. Droits contractuels

Les activités du Fonds comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des parties externes résultant du droit à des actifs ainsi qu'à des revenus futurs pour le Fonds. Ils comprennent principalement des droits contractuels pour des services à rendre. Voici les droits contractuels significatifs qui généreront des revenus dans les années futures, pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2024.....	796
2025.....	773
2026.....	112
2027.....	106
2028 et pour les années ultérieures	424
Total.....	2 211

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2023.

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre son mandat ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles par année pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2024.....	329
2025.....	51
2026.....	34
2027.....	35
2028 et pour les années ultérieures.....	831
Total.....	1 280

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *fin*

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – *fin*

10. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le Fonds) conformément aux exigences des Procédures liées au Volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Président
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Konstantinos Georgaras

Dirigeant principal des finances
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Douglas McConnachie

Gatineau, Canada
Le 26 mai 2023

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(63 022)	(37 865)	(31 387)	(39 470)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	14 346	15 442	7 198	11 016
Fonds employés de l'exploitation	(48 676)	(22 423)	(24 189)	(28 454)
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(10 647)	(18 667)	(11 503)	(12 620)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	18 674	26 550	4 158	23 945
Autorisation employée	(40 649)	(14 540)	(31 534)	(17 129)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	88 468	95 215
Imputation des créditeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice.....	(16 941)	(12 242)
Créances affectées au crédit, à la fin de l'exercice	126	1 698
Autres éléments	(7 741)	(6 219)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	63 912	78 452
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	68 912	83 452

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le Fonds) au 31 mars 2023 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état des résultats et du passif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes annexes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section 1 des procédures liées au volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser ses activités;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
Le 1^{er} juin 2023

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	2 869	3 122
Revenus non facturés.....	766	1 650
Total des actifs financiers	3 635	4 772
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance.....	1 057	1 167
Immobilisations corporelles (note 4).....	53 774	50 659
Total des actifs non financiers	54 831	51 826
Total des actifs	58 466	56 598
Passifs et passif net		
Passifs		
Comptes de dépôts.....	6 915	3 859
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	17 738	13 962
Indemnités de congé.....	6 832	7 299
Obligation pour indemnités de départ (note 6).....	2 000	2 240
Revenus reportés.....	164 066	137 205
Total des passifs	197 551	164 565
Passif net (note 7)	(139 085)	(107 967)
Total	58 466	56 598

Obligations contractuelles (note 8)

Opérations entre apparentés (note 9)

Passifs éventuel (note 10)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Résultats et passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus	169 577	155 888
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	130 602	123 098
Provision pour indemnités de départ.....	(184)	160
Services professionnels	46 276	47 084
Amortissement des immobilisations corporelles.....	12 901	11 275
Logement	8 045	7 691
Information	3 386	3 265
Perte (gain) sur la disposition des immobilisations corporelles.....	2 647	(1)
Matériels et fournitures	1 722	1 010
Location	627	599
Formation.....	406	527
Entretien et réparations.....	403	106
Voyages	350	101
Provision pour créances douteuses	213	–
Fret et courrier.....	27	386
Communications	21	57
Total des frais d'exploitation	207 442	195 358
Résultats nets	(37 865)	(39 470)
Passif net, au début de l'exercice	(107 967)	(85 041)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	6 747	16 544
Passif net, à la fin de l'exercice	(139 085)	(107 967)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(37 865)	(39 470)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	12 901	11 275
Perte sur la disposition des immobilisations corporelles	2 651	–
Sous-total	(22 313)	(28 195)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	253	(146)
Diminution des revenus non facturés	884	186
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	110	(493)
Augmentation des comptes de dépôt.....	3 056	145
Augmentation des créditeurs et charges à payer.....	3 776	400
Diminution des indemnités de congé	(467)	(276)
Diminution de l'obligation pour indemnités de départ.....	(240)	(170)
Augmentation des revenus reportés	26 861	24 625
Total des variations de l'état de la situation financière	34 233	24 271
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	11 920	(3 924)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(18 667)	(12 620)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(6 747)	(16 544)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	95 215	111 759
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7).....	88 468	95 215

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique, leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada est financé par un fonds renouvelable (le Fonds) qui a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994, pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite de 15 000 000 \$ à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et du passif net;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi relève d'une estimation de la direction, et non d'une évaluation actuarielle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est terminé avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil. Les revenus sont reflétés dans l'état des résultats et du passif net, nets des remises de frais selon les termes de la *Loi sur les frais de service*.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	Durée du bail
Logiciels	3 à 10 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2023 – suite

c) Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi comme prévu dans leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1. un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) comme stipulé dans la convention collective, ou
2. un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
3. une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec les options (1) et (3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique (le Régime) administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, les revenus non facturés, les revenus reportés, les remises, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est engagé.

f) Opération en devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des états financiers. Les gains et les pertes résultant des opérations en devises sont comptabilisés dans l'état des résultats et du passif net sous chaque poste des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2023 – suite

3. Débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	126	50
Parties externes.....	2 956	3 072
Total partiel.....	3 082	3 122
Moins: provision pour créances douteuses sur les parties externes.....	(213)	–
Total.....	2 869	3 122

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives.....	325	–	–	–	325
Logiciels.....	68 337	–	7 498	–	75 835
Matériel informatique.....	518	45	–	–	563
Équipement et outillage.....	158	–	–	–	158
Ameublement.....	116	–	–	–	116
Actifs en construction.....	23 744	18 622	(7 498)	(2 651)	32 217
Total.....	93 198	18 667	–	(2 651)	109 214

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives.....	325	–	–	325
Logiciels.....	41 738	12 821	–	54 559
Matériel informatique.....	272	62	–	334
Équipement et outillage.....	94	16	–	110
Ameublement.....	110	2	–	112
Total.....	42 539	12 901	–	55 440

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Valeur comptable nette		
Améliorations locatives.....	–	–
Logiciels.....	21 276	26 599
Matériel informatique.....	229	246
Équipement et outillage.....	48	64
Ameublement.....	4	6
Actifs en construction.....	32 217	23 744
Total.....	53 774	50 659

5. Crédoeurs et charges à payer

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	3 475	2 292
Parties externes.....	14 263	11 670
Total.....	17 738	13 962

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2023 – suite

6. Obligation pour indemnités de départ

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ, au début de l'exercice.....	2 240	2 410
Prestations payées au cours de l'exercice pour retraite et départs de la fonction publique.....	(56)	(330)
Dépense (revenu) de l'exercice.....	(184)	160
Obligation pour indemnités de départ, à la fin de l'exercice	2 000	2 240

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice, incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé (déficit), au début de l'exercice.....	(12 752)	26 718
Résultats net	(37 865)	(39 470)
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice	(50 617)	(12 752)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(95 215)	(111 759)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	6 747	16 544
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(88 468)	(95 215)
Passif net, à la fin de l'exercice	(139 085)	(107 967)

8. Obligations contractuelles

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada loue ses locaux selon des accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente officielle que concluent l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2024.....	5 374
2025.....	5 004
2026.....	4 715
2027.....	4 715
2028 et les exercices ultérieurs.....	18 861
Total.....	38 669

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés au logement, au contentieux, à la rémunération et aux avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties apparentées dans le cours normal des opérations.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *fin*

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2023 – *fin*

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas, et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2023, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses mesures légales et griefs ayant des implications financières dans les états financiers.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2023 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (l'Office). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de contrôle interne en matière de rapports financiers.

Le système de contrôle interne en matière de rapports financiers est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada. Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : www.canada.ca.

La vérificatrice générale du Canada, auditrice indépendante du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Suzanne Guèvremont

Directrice générale, Finance et administration
Dirigeante principale des finances
Joanne Heller, CPA, CA

Montréal, Canada
Le 11 juillet 2023

Office national du film – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022 ²	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(68 329)	(73 762)	(69 067)	(70 972)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	2 258	–	3 601
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(68 329)	(71 504)	(69 067)	(67 371)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	(3 396)	(937)	(984)	(1 876)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(6)	–	(90)
Autorisation fournie (employée)	(71 725)	(72 447)	(70 051)	(69 337)
Autorisation annuelle votée (employée).....	(71 725)	(72 441)	(70 051)	(69 247)
Autorisation législative du fonds renouvelable fournie (employée).....	–	(6)	–	(90)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 652)	(4 330)
Affectation bloquée.....	1 473	1 678
Autres éléments nets d'actifs et de passifs nécessitant l'utilisation du fonds renouvelable	(941)	(935)
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice.....	(2 120)	(3 587)
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....	12 880	11 413

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Office national du film (l'Office), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2023, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

Opinion

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la *Loi sur le cinéma* et les règlements administratifs de l'Office national du film.

À notre avis, les opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées.

Responsabilités de la direction à l'égard de la conformité aux autorisations spécifiées

La direction est responsable de la conformité de l'Office national du film aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Office national du film à ces autorisations spécifiées.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour la vérificatrice générale du Canada,
Tina Swiderski, CPA auditrice
Directrice principale

Montréal, Canada
Le 11 juillet 2023

Office national du film – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	4 946	5 041
Salaires à payer	1 804	1 591
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	3 136	3 590
Revenus reportés	577	661
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5)	133	222
Avantages sociaux futurs (note 6).....	3 273	3 715
Total des passifs nets.....	13 869	14 820
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	4 206	3 416
Débiteurs (note 7).....	1 679	2 278
Dépôts	120	101
Total des actifs financiers nets	6 005	5 795
Dette nette ministérielle	7 864	9 025
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	806	743
Stocks.....	113	166
Immobilisations corporelles (note 8)	21 482	23 974
Total des actifs non financiers.....	22 401	24 883
Situation financière nette ministérielle	14 537	15 858

Obligations contractuelles (note 9)

Passif éventuel (note 10)

Droits contractuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Présidente de l'Office National du Film du Canada
Suzanne Guèvremont

Présidente, Comité finances et audit
Victoria Chan, CPA, CGA

Le 11 juillet 2023

Office national du film – suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2023	2022
	Résultats prévus		
Charges (note 11a)			
Productions audiovisuelles	37 843	39 845	40 561
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	23 982	27 217	25 144
Services internes.....	10 710	10 932	11 341
Total des charges.....	72 535	77 994	77 046
Revenus (note 11b)			
Produits audiovisuels.....	2 457	2 709	2 584
Partenariats et préventes	1 649	788	3 394
Services techniques	25	649	52
Autres revenus.....	75	86	44
Total des revenus	4 206	4 232	6 074
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	68 329	73 762	70 972
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	66 817	71 651	73 515
Variations des montants à recevoir du Trésor	700	790	(4 267)
Coût (revenu) de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts.....	812	1 321	1 724
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	15 858	15 858	17 582
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice	15 046	14 537	15 858

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2023	2022
	Résultats prévus		
Coût (revenu) de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	812	1 321	1 724
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	3 396	848	1 763
Amortissement des immobilisations corporelles	(4 431)	(3 336)	(3 872)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	–	(4)	–
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(1 035)	(2 492)	(2 109)
Variation due aux stocks	–	(53)	75
Variation due aux charges payées d'avance	–	63	32
Variation nette de la dette nette ministérielle	(223)	(1 161)	(278)
Dette nette ministérielle, début de l'exercice	9 025	9 025	9 303
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice	8 802	7 864	9 025

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	73 762	70 972
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 336)	(3 872)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	(4)	–
Variation des avantages sociaux futurs	327	143
Variation de la provision pour révisions salariales	276	165
Constatation des revenus reportés	661	585
Charge de provision pour créances douteuses	28	(32)
Utilisation des charges payées d'avance	(509)	(354)
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer	(213)	(56)
Variation des indemnités de vacances et révisions salariales à payer	178	1 081
Entrées de fonds relatives aux revenus reportés	(577)	(661)
Sorties de fonds relatives aux avantages sociaux futurs	115	99
Variation des créditeurs et charges à payer	(131)	1 048
Variation des débiteurs	(627)	347
Variation des dépôts	19	3
Sorties de fonds relatives aux charges payées d'avance	572	385
Variation des stocks	(53)	75
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	70 488	69 928
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	1 074	3 474
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	1 074	3 474
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	89	113
Encaisse utilisée pour les activités de financement	89	113
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	71 651	73 515

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

Notes complémentaires aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

1. Statut et objectif

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant du ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (l'Office) est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Conformément à une décision du Conseil du Trésor émise en 2001, le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars. Les montants utilisés pour des projets d'immobilisations sont inscrits dans les autorisations de l'exercice en cours utilisées à la note 3b. En 2023, l'Office n'a pas utilisé le Fonds renouvelable pour des projets (2022 – 0 \$). L'utilisation de l'année 2020 sera remboursée selon les directives et modalités du Secrétariat du Conseil du Trésor à partir de 2022. La somme remboursée en 2023 est de 1 473 \$ (2022 – 1 678 \$).

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Plan ministériel 2022-2023*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffisent pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des affectations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux Productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à l'Accessibilité et interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les Services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Revenus

Les Partenariats et préventes et les revenus de Produits audiovisuels autres que les revenus de redevances sont comptabilisés lorsque les montants sont exigibles.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les Autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	4 à 20 ans
Logiciels et équipement informatique	3 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'État de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- Débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses);
- Dépôts liés aux productions à l'étranger.

Les passifs financiers sont constitués des crédateurs et charges à payer et des salaires à payer.

j) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont des actifs qui sont destinés à être utilisés dans le cours normal des opérations. Ils sont convertis en charges dans des périodes futures et incluent les immobilisations corporelles, les stocks et les charges payées d'avance.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

k) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquière pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

l) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

m) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	73 762	70 972
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Ajouter (déduire) :		
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations	431	303
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations	181	(242)
Variation des créances douteuses non imputées aux autorisations	28	(32)
Variation nette pour avantages sociaux futurs.....	442	242
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	(4)	–
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(3 336)	(3 872)
Sous-total	(2 258)	(3 601)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Ajouter (déduire) :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	848	1 763
Paieement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	89	113
Sous-total	937	1 876
Autorisations de l'exercice en cours utilisées.....	72 441	69 247

b) Autorisations fournies et utilisées

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Budget principal des dépenses	65 648	65 582
Budget supplémentaire des dépenses	9 752	7 268
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(1 475)	(1 925)
Affectation bloquée	(1 484)	(1 678)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées.....	72 441	69 247

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer – autres ministères et organismes	867	576
Crédoiteurs et charges à payer – parties externes	3 871	4 109
Total des crédoiteurs et charges à payer	4 738	4 685
Charges à payer – réorganisation	208	356
Total des crédoiteurs et des charges à payer	4 946	5 041

Durant l'exercice 2022-2023, l'Office a dû poursuivre la réorganisation de ses opérations. En conséquence, l'Office a comptabilisé au 31 mars 2023 une obligation au titre des prestations de cessation d'emploi supplémentaire au montant de 208 \$ (2022 – 356 \$) dans ses charges à payer pour les coûts estimatifs du réaménagement des effectifs.

5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

En fin d'exercice, l'Office a des ententes pour la location d'équipement technique en vertu de deux (2) contrats de location-acquisition (note 8). Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites variant de 0,6 % à 1,4 %. L'obligation correspondante sera remboursée pendant les durées du bail de 2 ans. Les ententes comprennent des options de renouvellement à un loyer mensuel prévu aux contrats ainsi que des options de rachat évaluées au terme de la location en fonction de la juste valeur marchande des biens loués. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 totalisent 89 \$ (2022 – 113 \$). Des intérêts de 2 \$ (2022 – 4 \$) sont imputés aux résultats.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
2022-2023	–	92
2023-2024	92	92
2024-2025	43	42
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	135	226
Moins : intérêts théoriques	(2)	(4)
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	133	222

6. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

En 2023, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 532 \$ (2022 – 3 375 \$). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés. En 2022, pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique.

Au 31 mars 2023, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération estimé de 2,75 % (2022 – 2,00 %), un taux d'actualisation de 2,99 % (2022 – 2,42 %), un taux de contribution aux bénéfices marginaux de 23,80 % (2022 – 24,00 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquissent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 345 \$ (2022 – 345 \$), un taux d'augmentation des salaires de 3,39 % (2022 – 3,37 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,24 % (2022 – 2,37 %), un taux d'actualisation de 2,99 % (2022 – 2,42 %), un taux de départ de 4,37 % (2022 – 3,98 %), un taux de contribution aux bénéfices marginaux de 23,80 % (2022 – 24,00 %), et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 2,99 % (2022 – 2,42 %).

Au 31 mars 2023, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
	(en milliers de dollars)		
Solde au 31 mars 2021	896	3 061	3 957
Charge pour l'exercice.....	(10)	(133)	(143)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(69)	(30)	(99)
Solde au 31 mars 2022	817	2 898	3 715
Charge pour l'exercice.....	(3)	(324)	(327)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(84)	(31)	(115)
Solde au 31 mars 2023	730	2 543	3 273

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs – autres ministères et organismes.....	288	461
Débiteurs – parties externes	1 652	2 155
Sous-total.....	1 940	2 616
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(261)	(338)
Total des débiteurs.....	1 679	2 278

8. Immobilisations corporelles

	31 mars 2022	Additions	Aliénations et radiations	Transferts	31 mars 2023
	(en milliers de dollars)				
Équipement technique					
Coût.....	16 178	357	(600)	–	15 935
Amortissement cumulé.....	(10 790)	(1 556)	596	–	(11 750)
	5 388	(1 199)	(4)	–	4 185
Logiciels et équipement informatique					
Coût.....	12 953	441	(882)	–	12 512
Amortissement cumulé.....	(11 140)	(586)	882	–	(10 844)
	1 813	(145)	–	–	1 668
Mobilier, équipement de bureau et autres					
Coût.....	1 540	–	–	–	1 540
Amortissement cumulé.....	(468)	(166)	–	–	(634)
	1 072	(166)	–	–	906
Matériel roulant					
Coût.....	25	–	–	–	25
Amortissement cumulé.....	(11)	(5)	–	–	(16)
	14	(5)	–	–	9
Améliorations locatives					
Coût.....	20 459	50	–	–	20 509
Amortissement cumulé.....	(4 772)	(1 023)	–	–	(5 795)
	15 687	(973)	–	–	14 714
Collection ¹	–	–	–	–	–
Travaux en cours.....	–	–	–	–	–
Total					
Coût.....	51 155	848	(1 482)	–	50 521
Amortissement cumulé.....	(27 181)	(3 336)	1 478	–	(29 039)
Valeur nette comptable.....	23 974	(2 488)	(4)	–	21 482

¹ La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 \$.

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition (note 5) d'une valeur brute de 449 \$ (2022 – 521 \$) moins l'amortissement cumulé de 312 \$ (2022 – 261 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 90 \$ (2022 – 104 \$).

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2024	2025	2026	2027	2028+	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux.....	8 205	8 259	8 050	8 229	112 292	145 035
Autres biens et services.....	1 719	647	581	207	212	3 366
Total.....	9 924	8 906	8 631	8 436	112 504	148 401

Les ententes pour la location de locaux totalisent 145 035 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada. L'Office a engagé avec Services publics et Approvisionnement Canada une entente pour une période de 20 ans à partir de l'exercice 2020 pour la location des nouveaux locaux du siège social, ainsi qu'une entente pour une période de 20 ans pour la location des locaux de la salle de conservation.

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

(a) Charges

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux.....	43 642	42 965
Services professionnels et spécialisés.....	12 594	13 617
Location.....	9 718	9 206
Amortissement des immobilisations corporelles.....	3 336	3 872
Transport et communication.....	2 990	1 528
Matériel et fournitures.....	1 621	1 760
Réparations et entretien.....	1 534	1 409
Participation en espèces dans les coproductions.....	848	820
Information.....	812	742
Redevances.....	593	725
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	209	343
Divers.....	93	59
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	4	–
Total.....	77 994	77 046

(b) Revenus

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Redevances et abonnements.....	2 191	2 046
Partenariats et préventes.....	788	3 394
Services techniques.....	649	52
Plans d'archives.....	469	470
Divers.....	86	44
Copies de films et téléchargements.....	49	68
Total.....	4 232	6 074

Office national du film – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – fin

12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada ainsi qu'avec ses principaux dirigeants, les proches parents de ceux-ci et les entités soumises au contrôle de ces personnes. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Ces transactions sont constatées à la valeur d'échange à l'exception des services non constatés à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des paiements offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs.....	10	34
Créditeurs.....	867	577
Charges.....	18 022	17 595
Revenus.....	390	1 947

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2023, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada pour un montant de 8 035 \$ (2022 – 7 872 \$). Ce montant est inclus dans les charges. Le montant des charges de 2023 inclut un montant capitalisé de 50 \$ (2022 – 117 \$) en lien avec les améliorations locatives des nouveaux locaux du siège social.

13. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle au montant de 0 \$ (0 \$ en 2022).

14. Droits contractuels

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des droits aux ressources économiques découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Au cours de l'exercice, l'Office a conclu cinq ententes avec des collaborateurs d'une valeur de 536 \$, dont 414 \$ reste à être encaissée au cours des exercices ultérieurs. Au cours de l'exercice 2022, l'Office a conclu quatre ententes avec des collaborateurs d'une valeur de 1 552 \$, dont une balance de 0 \$ reste à être encaissée au cours des prochains exercices. La valeur des neuf ententes est de 2 088 \$, dont un solde de 414 \$ reste à être encaissé au cours des prochains exercices.

	2024	2025	2026	2027	2028 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Droits contractuels.....	414	–	–	–	–	414

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor énoncée dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques financières et comptables et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Adjointe à la dirigeante principale des finances | Directrice générale
Direction générale des Opérations financières et de l'Approvisionnement
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Julie Chassé, CPA

Dirigeante principale des finances | Sous-ministre adjointe,
Finances, sécurité et administration
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Nathalie Manseau, CPA

Le 16 juin 2023
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(81 671)	(290 698)	(146 602)	(241 298)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	925	305	2 415	(1 432)
Fonds employés de l'exploitation	(80 746)	(290 393)	(144 187)	(242 730)
Éléments affectant l'encaisse :				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(29 206)	(7 325)	(23 198)	(677)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(19 999)	–	(8 050)
Autorisation employée	(109 952)	(317 717)	(167 385)	(251 457)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	397 211	669 575
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(128 829)	(66 930)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	27 117	10 571
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	295 499	613 216
Autorisation non employée reportée	295 499	613 216

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	28 540	11 319
Stocks destinés à la revente (note 4).....	32 442	16 917
Total des actifs financiers	60 982	28 236
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance (note 5).....	37 281	34 808
Stocks destinés à la consommation (note 4).....	6 169	3 996
Immobilisations corporelles (note 6).....	12 098	5 319
Total des actifs non financiers	55 548	44 123
Total des actifs	116 530	72 359
Passifs		
Créiteurs et charges à payer (note 7).....	130 127	66 976
Indemnités de vacances et congés compensatoires.....	5 441	5 846
Avantages sociaux futurs (note 8).....	1 775	2 016
Total des passifs	137 343	74 838
Passif net (note 9).....	(20 813)	(2 479)
Situation financière nette du Fonds	116 530	72 359

Obligations contractuelles (note 10)

Passifs éventuels (note 11)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Droits gagnés.....	403 742	179 466
Revenus divers	295	234
Total des revenus	404 037	179 700
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux	476 728	265 875
Salaires et avantages sociaux.....	102 801	94 511
Fret, messagerie et camionnage	47 722	15 703
Matériel de passeport.....	27 208	9 796
Services de passeports dans les missions à l'étranger.....	16 139	12 137
Location	8 927	11 272
Locaux	5 389	5 269
Imprimerie, papeterie et fournitures.....	5 256	2 675
Information	2 705	2 361
Amortissement des immobilisations corporelles.....	546	559
Voyages et réinstallations	494	42
Entretien et réparation	482	376
Autres.....	338	422
Total des frais d'exploitation.....	694 735	420 998
Résultats nets.....	(290 698)	(241 298)
Passif net, au début de l'exercice	(2 479)	(1 192)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	272 364	240 011
Passif net, à la fin de l'exercice (note 9)	(20 813)	(2 479)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(290 698)	(241 298)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	546	559
Ajustements d'immobilisations corporelles	–	(1 514)
Provision pour avantages sociaux futurs	(241)	(477)
Sous-total	(290 393)	(242 730)
Variation de l'état de la situation financière		
Augmentation des débiteurs.....	(17 221)	(9 468)
Augmentation des charges payées d'avance	(2 473)	(3 706)
Augmentation des stocks destinés à la revente.....	(15 525)	(2 071)
Augmentation des stocks destinés à la consommation	(2 173)	(837)
Augmentation des créditeurs et charges à payer.....	63 151	20 257
Diminution des indemnités de vacances et congés compensatoires	(405)	(779)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation.....	(265 039)	(239 334)
Activité d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(7 325)	(677)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(272 364)	(240 011)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	669 575	909 586
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 9).....	397 211	669 575

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le Fonds) a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente du Parlement, au montant de 1 \$, autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et du passif net et non par fonction ou par principaux programmes; et
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

b) Charges

Les charges sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

d) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette.

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'actifs applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

f) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime de retraite de la fonction publique sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime de retraite de la fonction publique. La responsabilité du Fonds relative au Régime de retraite de la fonction publique se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime de retraite de la fonction publique.

Indemnités de départ

L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. L'obligation restante pour les employés du Fonds qui n'ont pas retiré leurs indemnités est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Passifs éventuels

Les passifs éventuels représentent des obligations potentielles qui peuvent devenir des obligations réelles advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est constituée et une charge est comptabilisée. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges qui sont présentés dans les états financiers et les notes afférentes au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la fin de l'exercice. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, les passifs éventuels et la provision pour créances douteuses. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que des ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs du Fonds :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Débiteurs – Gouvernement du Canada.....	28 513	11 292
Débiteurs – Parties externes.....	38	31
Total partiel.....	28 551	11 323
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(11)	(4)
Débiteurs nets.....	28 540	11 319

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

4. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks destinés à la revente	32 442	16 917
Stocks destinés à la consommation	6 169	3 996
Total	38 611	20 913

Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports. Les stocks destinés à la consommation sont principalement composés d'enveloppes prépayées et de matériel informatique.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que charges dans l'État des résultats et du passif net est 57 181 355 \$ pour 2022-2023 (21 438 074 \$ pour 2021-2022).

5. Charges payées d'avance

Le tableau ci-dessous présente le détail des charges payées d'avance :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Charges payées d'avance		
Charges payées d'avance – Initiative de la modernisation	36 932	33 273
Charges payées d'avance – Autres	349	1 535
Total	37 281	34 808

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas et le système intégré de gestion des paiements et des revenus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour le traitement des demandes de passeports. Les coûts encourus pour cette initiative et financés par le Fonds sont enregistrés en tant que charges payées d'avance puisque ces systèmes appartiennent à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Les charges payées d'avance sont ensuite graduellement constatées comme charges afin de refléter l'utilisation des systèmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par le Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

6. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	4 353
Mobilier de bureau.....	109	–	109
Matériel informatique	6 714	–	6 714
Logiciels	26 930	–	26 930
Véhicules	21	–	21
Machines et matériel	666	–	666
Actifs en construction	3 161	7 325	10 486
Total.....	44 860	7 325	52 185

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	4 353
Mobilier de bureau.....	50	9	59
Matériel informatique	5 493	316	5 809
Logiciels	26 408	185	26 593
Véhicules	19	–	19
Machines et matériel	312	36	348
Total.....	39 541	546	40 087

Valeur comptable nette	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Plan de perfectionnement de la technologie	–	–
Améliorations locatives.....	–	–
Mobilier de bureau.....	50	59
Matériel informatique	905	1 221
Logiciels	337	522
Véhicules	2	2
Machines et matériel	318	354
Actifs en construction	10 486	3 161
Total.....	12 098	5 319

7. Crédoeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoeurs et charges à payer du Fonds :

Crédoeurs et charges à payer	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Crédoeurs – Gouvernement du Canada	85 167	48 662
Crédoeurs – Parties externes.....	34 544	9 337
Charges à payer – Parties externes.....	8 654	7 614
Retenues sur paiements aux entrepreneurs.....	1 762	1 363
Total.....	130 127	66 976

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

8. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans à un taux de deux pour cent par année de services ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que le Fonds versent des cotisations couvrant le coût du Régime de retraite de la fonction publique. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012 et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le Régime de retraite de la fonction publique depuis le 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2022-2023 s'élève à 7 996 992 \$ (7 582 549 \$ en 2021-2022). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,01 fois en 2021-2022) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2021-2022) les cotisations des employés.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou d'encaisser une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2023, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	2 016	2 493
Charge de l'exercice	(78)	(452)
Indemnités versées, au cours de l'exercice.....	(163)	(25)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	1 775	2 016

9. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

L'apport en capital correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports en capital à la création du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Passif net		
Surplus accumulé:		
Solde d'ouverture	586 622	827 920
Résultats nets	(290 698)	(241 298)
Solde de fin.....	295 924	586 622
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :		
Solde d'ouverture	(669 575)	(909 586)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	272 364	240 011
Solde de fin.....	(397 211)	(669 575)
Apport en capital	80 474	80 474
Passif net, fin de l'exercice	(20 813)	(2 479)

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – suite

10. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus aux contrats pour l'approvisionnement de passeports vierges, la location de locaux et autres dépenses d'opération se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2024.....	137 711
2025.....	62 112
2026.....	63 213
2027.....	48 831
2028.....	49 464
2029 et années subséquentes.....	173 266
Total.....	534 597

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à 1 250 \$ au 31 mars 2023 (1 250 \$ au 31 mars 2022).

12. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Le coût présenté à titre de services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et du passif net inclut les transactions suivantes avec Services partagés Canada et Emploi et Développement social Canada :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Prestation de services, opérations et services internes (Emploi et Développement social Canada).....	354 773	191 848
Agents réceptionnaires (Emploi et Développement social Canada).....	40 540	6 745
Services liés aux technologies de l'information (Services partagés Canada).....	19 978	18 578
e-Passeport (Emploi et Développement social Canada).....	7 693	2 721
Transition et modernisation (Emploi et Développement social Canada).....	6 287	5 120
3 ^e centre de traitement et d'impression (Emploi et Développement social Canada).....	5 521	3 169
Total.....	434 792	228 181

Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 – fin

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que les services de passeports dans les missions à l'étranger, la location de locaux, les services juridiques, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les revenus de passeport d'autres ministères et organismes gouvernementaux :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Charges – Autres ministères et organismes gouvernementaux	47 254	41 136
Revenus – Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	(3 844)	(3 195)

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds perçoit des frais consulaires au nom des Affaires mondiales Canada. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et du passif net. Pour l'exercice 2022-2023, le Fonds a perçu et remis aux Affaires mondiales Canada des frais consulaires de 50 496 578 \$ (18 161 045 \$ en 2021-2022).

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le Fonds) tels qu'exigés par la politique du Conseil du Trésor sur la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* selon les exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2023.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA

Sous-ministre adjoint
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada
Simon Page

Le 15 juin 2023
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée.....	100 000	100 000

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée.....	-	-

Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Note afférente aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le Fonds) a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA

Sous-ministre adjoint par intérim
Direction générale des services immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
Jean-François Lymburner

Le 15 juin 2023
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	1 628	9 013	(4 300)	21 062
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	1 628	9 013	(4 300)	21 062
Éléments affectant l'encaisse				
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	(4)	–	(134)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	214	6 212	137	5 888
Autorisation fournie (employée)	1 842	15 221	(4 163)	26 816

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	209 811	172 334
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(325 631)	(305 335)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	201 896	213 428
Autres éléments	30 833	21 261
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	116 909	101 688
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée	266 909	251 688

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des services immobiliers (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2023, et l'état des résultats et du passif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à la direction des Services publics et de l'Approvisionnement Canada, au Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 15 juin 2023
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	15	–
Débiteurs (note 3)	214 086	224 267
Autres actifs (note 4)	36 493	30 212
Total des actifs financiers	250 594	254 479
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	17	28
Total des actifs	250 611	254 507
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	338 571	309 568
Indemnités de vacances et congés compensatoires	24 059	26 940
Dépôts de garantie des entrepreneurs	179	566
Indemnité de départ aux employés (note 6)	8 863	10 026
Total des passifs	371 672	347 100
Passif net (note 7)	(121 061)	(92 593)
Total	250 611	254 507

Obligations contractuelles (note 8)

Passifs éventuels (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Services de biens immobiliers – autres ministères	1 861 176	1 650 456
Services de biens immobiliers – portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada.....	336 617	332 418
Autres revenus.....	2 570	2 734
Total revenus.....	2 200 363	1 985 608
Coût des ventes.....	(1 641 562)	(1 443 318)
Bénéfice brut	558 801	542 290
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	405 378	393 469
Services généraux et administratifs.....	88 634	79 131
Services professionnels et spéciaux	23 502	20 912
Coûts d'occupation	22 922	21 717
Transports et télécommunications	5 187	869
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	2 933	3 038
Autres charges.....	1 871	2 443
Indemnités de départ aux employés (note 6).....	(639)	(351)
Total des frais d'exploitation.....	549 788	521 228
Résultats nets.....	9 013	21 062
Passif net, au début de l'exercice	(92 593)	(84 824)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(4)	(134)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	(37 477)	(28 697)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)	(121 061)	(92 593)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	9 013	21 062
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	(15)	6
Diminution (augmentation) des débiteurs	10 181	18 627
Diminution (augmentation) des autres actifs	(6 281)	(3 649)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	11	4
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	29 003	(7 157)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(2 881)	1 254
Augmentation (diminution) des dépôts de garantie des entrepreneurs.....	(387)	230
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(1 163)	(1 546)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	28 468	7 769
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(4)	(134)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	37 477	28 697
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	172 334	143 637
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	209 811	172 334

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le Fonds) est un mécanisme de financement pour le programme des Services des biens immobiliers. Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les actifs éventuels, les instruments financiers ainsi que les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de parties de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	201 896	213 428
Parties externes	14 209	12 920
Total	216 105	226 348
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(2 019)	(2 081)
Débiteurs nets	214 086	224 267

4. Autres actifs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	35 598	29 345
Autres avances	895	867
Total autres actifs	36 493	30 212

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	314 178	294 194
Autres ministères et organismes gouvernementaux	11 453	11 141
Total	325 631	305 335
Charges à payer	12 940	4 233
Total des crédoiteurs et charges à payer	338 571	309 568

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de se faire payer immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice	10 026	11 572
Charge de l'exercice	(639)	(351)
Indemnités versées au cours de l'exercice	(524)	(1 195)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	8 863	10 026

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	79 741	58 813
Résultats nets	9 013	21 062
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(4)	(134)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	88 750	79 741
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(172 334)	(143 637)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(37 477)	(28 697)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(209 811)	(172 334)
Passif net, à la fin de l'exercice	(121 061)	(92 593)

Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs des principales obligations contractuelles sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2024	856 178
2025	137 343
2026	43 969
2027	11 846
2028 et les exercices suivants	54 137
Total des obligations contractuelles	1 103 473

9. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds doit se défendre dans certains cas de litige. Les causes en instance sont évaluées à 1,1 millions \$ (4,8 millions \$ en 2021-2022). Le règlement éventuel de ces litiges sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices pertinents lorsque l'événement futur risque de se produire et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA

Sous-ministre adjoint
Direction générale de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Mills

Le 15 juin 2023
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023		2022	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(323)	1 347	71	608
Éléments n'affectant pas l'encaisse	50	–	50	–
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(273)	1 347	121	608
Éléments affectant l'encaisse				
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	2	–	–
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(50)	20 830	(50)	(2 718)
Autorisation fournie (employée)	(323)	22 179	71	(2 110)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	5 236	(17 346)
Imputation des créditeurs sur le crédit, à la fin de l'exercice	(1 226)	(1 327)
Créances affectées au crédit, à la fin de l'exercice	1 029	1 810
Autres éléments	(1 435)	(1 712)
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	3 604	(18 575)
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée.....	38 604	16 425

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des Services optionnels (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2023, et l'état des résultats et de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à la direction de Services publics et Approvisionnement Canada, au Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 15 juin 2023
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de la situation financière au 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	–	11
Débiteurs (note 3).....	9 488	30 793
Avances remboursables de la taxe de vente et autres avances.....	60	58
Total des actifs	9 548	30 862
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	1 226	1 327
Indemnités de vacances et congés compensatoires	136	114
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	52	54
Total des passifs	1 414	1 495
Actif net (note 6)	8 134	29 367
Total	9 548	30 862

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Revenus		
Vaccins et médicaments	249 836	246 496
Services liés aux voyages et aux réinstallations.....	10 636	9 950
Services d'approvisionnement en communication.....	3 151	2 683
Total revenus	263 623	259 129
Coûts des ventes	(257 562)	(253 838)
Bénéfice brut	6 061	5 291
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	2 346	2 656
Services généraux et administratifs	1 370	1 248
Services professionnels et spéciaux	788	709
Intérêts sur prélèvement de la limite d'autorisation	144	16
Coûts d'occupation	64	53
Autres charges.....	4	8
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	(2)	(7)
Total des frais d'exploitation	4 714	4 683
Résultats nets	1 347	608
Actif net, au début de l'exercice	29 367	19 147
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	2	–
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice (note 6).....	(22 582)	9 612
Actif net, à la fin de l'exercice (note 6)	8 134	29 367

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	2023	2022
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	1 347	608
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	11	(11)
Diminution (augmentation) des débiteurs	21 305	(3 408)
Diminution (augmentation) des avances remboursables de la taxe de vente et autres avances	(2)	(4)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(101)	(6 772)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	22	(7)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(2)	(18)
Ressources financières nettes fournies (employées) dans les activités d'exploitation.....	21 233	(10 220)
Transfert de salaires payés en surplus d'autres ministères	2	–
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	22 582	(9 612)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(17 346)	(7 734)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	5 236	(17 346)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le Fonds) fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui a été annulée et remplacée en 1996 par l'article 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et de l'actif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les instruments financiers et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés en fonction d'un taux pondéré établi par contrat à prix fixe selon la proportion des biens totaux livrés avant la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont subies.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et honoraires, et ils sont constatés lorsque les services sont rendus.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	8 459	28 983
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 029	1 810
Débiteurs nets.....	9 488	30 793

4. Crédeurs et charges à payer

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	1 187	1 274
Autres ministères et organismes gouvernementaux	39	53
Total des crédeurs et charges à payer	1 226	1 327

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – suite

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	54	72
Charge pour l'exercice.....	(2)	(7)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	–	(11)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	52	54

6. Actif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2023	2022
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	12 021	11 413
Résultats nets.....	1 347	608
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	2	–
Surplus accumulé, fin de l'exercice	13 370	12 021
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	17 346	7 734
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(22 582)	9 612
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(5 236)	17 346
Actif net, à la fin de l'exercice	8 134	29 367

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2024	44 107
2025	325
2026	–
2027	–
2028 et les exercices suivants	–
Total des obligations contractuelles	44 432

Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2023 – fin

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

9. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Section 2

Comptes publics du Canada

2022-2023

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	132
Créances, radiations ou renonciations	137
Avances à justifier.....	142
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2022-2023.....	145
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2022-2023.....	146
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2022-2023.....	148
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023.....	153
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	160

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant ¹
<i>Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23)</i>	
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	292 985
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	2 682 407
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	9 815
Justice	
Ministère de la Justice.....	4 761 148
Revenu national	
Agence du revenu du Canada.....	3 054 977 731
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	195 447 396
Gendarmerie royale du Canada.....	225
	<u>195,447,621</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	2 039 081
<i>Tarif des douanes (Article 115)</i>	
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	<u>136 950 577</u>
Total.....	3 397 161 365

¹ Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques	
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
C.P. 2023-216, 10 mars 2023, décret de remise visant la prestation de revenu versée aux survivants des employés de la fonction publique tués dans l'exercice de leurs fonctions permet de remettre des trop-perçus du Régime de prestations de revenu versées aux survivants des employés de la fonction publique tués dans l'exercice de leurs fonctions aux prestataires ayant reçu ces trop-perçus avant le 31 mai 2023 en raison d'erreurs administratives	292 985
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
C.P. 2021-0363, le 30 avril 2021, pour permettre la remise de la dette à payer liée à certains trop-perçus ou de certaines prestations visant la prestation canadienne d'urgence et la prestation d'assurance-emploi d'urgence	633 457
C.P. 2022-0273, le 25 mars 2022, afin de procéder à la remise de la dette à payer par les personnes handicapées, leurs aidants ou leurs successions à la suite du versement par erreur de trop-payés au titre d'un programme prévoyant le versement d'un paiement unique aux personnes handicapées pour des raisons liées à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).....	1 590 200
C.P. 2022-0617, le 22 juin 2022, pour permettre la remise partielle des trop payés dans le cas d'étudiants jugés inadmissibles à la prestation canadienne d'urgence (PCU) ou à la prestation d'assurance-emploi d'urgence (PAEU), qui auraient autrement été admissibles à la prestation canadienne d'urgence pour étudiants (PCUE) s'ils en avaient fait la demande	458 750
	<u>2 682 407</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
C.P. 2012-1590, 29 novembre 2012, en vertu du paragraphe 23(2.1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour remettre le droit payé à une personne pour les services de passeports et autres documents de voyage si la raison de son voyage est sa propre maladie grave ou le décès ou la maladie grave d'une autre personne.....	9 815
Justice	
Ministère de la Justice	
C.P. 2019-0136, 28 février 2019, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables à la fin d'une année ou au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref	4 761 148
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude.....	(733 798)
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin	3 036 668 638
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves	5 694 296
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada	3 513 875
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada	116 765
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan) fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement dans revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.....	2 450 925
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba)	3 722 630

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996	3 640 149
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College	25 751
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, décret modifiant le décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada	3 442
C.P. 2018-0610, 29 mai 2018, modifiant le décret de remise visant l'échange de terrains de la moraine d'Oak Ridges, fait par le décret C.P. 2010-0218 du 23 février 2010, afin de prolonger de 10 ans de plus l'allègement fiscal prévu par le décret de remise original, qui prendrait autrement fin à la date d'échéance de production pour l'année d'imposition 2017	(365 665)
C.P. 2022-0473, 16 mai 2022, fait remise d'impôt sur le revenu, payés ou à payer par Moise Lafond pour les années d'imposition 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006, ainsi que des intérêts afférents.....	57 689
C.P. 2022-0474, 16 mai 2022, fait remise d'impôt sur le revenu, payés ou à payer par Alan Walker pour les années d'imposition 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005, ainsi que des intérêts afférents	37 053
C.P. 2022-1148, 20 octobre 2022, fait remise des sommes de pénalités de production tardive sur les impôts sur le revenu, payés ou à payer par Dennis Davin Dennis pour l'année d'imposition 1997, ainsi que des intérêts afférents	4 040
C.P. 2022-1149, 20 octobre 2022, fait remise 1) d'une partie des impôts sur le revenu, payée ou à payer par Frank Granata pour les années d'imposition 2003, 2004, 2006, 2007 et 2008, ainsi que des intérêts afférents; et 2) de pénalités de production tardive sur les impôts sur le revenu, payée ou à payer par Frank Granata pour les années d'imposition 2006 et 2007, ainsi que des intérêts afférents	141 941
	<u>3 054 977 731</u>
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello.....	5 964
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence	586 755
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada.....	121 796
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable	40 526
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale.....	178 023
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.....	3 074
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des avions civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger	151 308 067
C.P. 1984-867, 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers	69 710
C.P. 1985-0277, 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données.....	3 454
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie.....	16 466 148
C.P. 1985-3606, 25 décembre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises utilisées à des fins de mise en page	4
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité	528 340
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis	4 242

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada	58 107
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin	26 069 504
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas.....	3 682 195 447 396
Gendarmerie royale du Canada	
C.P. 2022-1017, 23 septembre, 2022, décret de remise visant les prix relatifs à la prise des empreintes digitales et à la vérification de casiers judiciaires (reprise de noms) afin de dispenser des frais administratifs qui seraient autrement assumés par les survivants de pensionnats et leurs familles qui demandent à reprendre leurs noms qui ont été changés par le système des pensionnats.....	225 195 447 621
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
P.C. 2022-522, 19 mai 2022, sur recommandation du Conseil du Trésor et de la ministre des Services aux Autochtones et en vertu du paragraphe 23(2.1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, fait remise à la Première Nation d'Elsipogtog de la somme de 2 039 081 \$, ainsi que des intérêts afférents	2 039 081
En vertu de l'article 115 du Tarif des douanes	
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires.....	165 611
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers	19 012
CP 1998-1455, 26 août 1998, remise des droits de douane visant certains textiles et vêtements importés du Chili	2
C.P. 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.....	49 488
C.P. 2008-0815, 1 mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du <i>Tarif des douanes</i> en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.....	496 712
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge	47 933 800
C.P. 2016-509, 14 juin 2016, décret de remise des droits de douane payés ou à payer aux termes du <i>Tarif des douanes</i> à l'égard des transbordeurs classés sous la sous-position n° 8901.10 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du <i>Tarif des douanes</i> , à l'exception de ceux produits au Canada qui sont exportés et par la suite réimportés au pays	12 402 335
C.P. 2020-304, 5 mai 2020, décret de remise visant certaines marchandises. L'objectif de ce décret est de réduire le coût d'importation des fournitures médicales, notamment les équipements de protection individuelle, en exonérant les droits de douane afin de soutenir les efforts de lutte contre la propagation de la COVID-19	43 463 029
C.P. 2020-1135, 20 décembre 2020, décret de remise pour la continuité commerciale avec le Royaume-Uni (2021). Est accordée une remise des droits de douane payés ou à payer aux termes du <i>Tarif des douanes</i> à l'égard des marchandises importées du Royaume-Uni au cours de la période commençant le 1 ^{er} janvier 2021 et se terminant à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de continuité commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'un montant correspondant à l'écart entre : d'une part, les droits de douane payés ou à payer à l'égard des marchandises selon le tarif de la nation la plus favorisée, aux termes du <i>Tarif des douanes</i> et de ses règlements; d'autre part, les droits de douane qui aurait été à payer à l'égard de ces marchandises si le taux prévu par le tarif de l'Accord s'appliquait à celles-ci aux termes du <i>Tarif des douanes</i> et de ses règlements	529 924
C.P. 2022-0182, 2 mars 2022, décret de retrait du bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée, décret retirant le statut de Nation la plus favorisée de la Russie et du Bélarus, et augmentant les droits à l'importation sur les marchandises russes et bélarussiennes.....	30 320 031

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2022-649, 9 juin 2022, décret de remise visant des marchandises de l'Ukraine. Remise est accordée des droits de douane payés ou à payer aux termes du <i>Tarif des douanes</i> à l'égard des marchandises originaires de l'Ukraine, à l'exception de marchandises assujetties au tarif général	1 570 633
	<u>136 950 577</u>

Créances, radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i. Approbation ministérielle

Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'autres lois du Parlement comme suit :

- L'article 25(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- L'article 155.1 (4) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (par exemple, chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
- Les autres lois du Parlement (par exemple, *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii. Approbation du Conseil du Trésor

L'article 25(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute obligation, dette ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii. Autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire

- L'article 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
- L'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une Loi de crédits.
- L'article 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une Loi de crédits ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Créances, radiations ou renonciations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires mondiales										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	A	125	480 279	12	66 906	–	–	–	137	547 185
Agence de développement économique du Pacifique Canada	A/D	3	1 823	–	–	–	–	–	3	1 823
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités										
Bureau du directeur général des élections.....	A	26	3 022	–	–	–	–	–	26	3 022
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec										
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	D	2	122	–	–	–	–	–	2	122
Agriculture et Agroalimentaire										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	A	145	8 293 421	–	–	–	–	–	145	8 293 421
Commission canadienne des grains	A	9	1 658	–	–	–	–	–	9	1 658
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	A	1 036	1 741 345	–	–	–	–	–	1 036	1 741 345
Conseil du Trésor										
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	C	–	–	–	–	²	7	292 985	7	292 985
Défense nationale										
Ministère de la Défense nationale.....	A	24	53 487	–	–	–	–	–	24	53 487
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A/C/D	4 060	35 878 412	–	–	^{2/10c}	27 887	223 245 873	31 947	259 124 285
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement.....	A/D	65	6 954	–	–	–	–	–	65	6 954
Agence Parcs Canada	A	974	25 570	–	–	–	–	–	974	25 570
Finances										
Ministère des Finances	A	1 083	99 357	–	–	–	–	–	1 083	99 357
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	A/C	9 667	2 264 936	–	–	²	76	9 815	9 743	2 274 751
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie.....	A/D	329	33 305 500	–	–	–	–	–	329	33 305 500
Agence de promotion économique du Canada atlantique	A/D	102	10 827 970	–	–	–	–	–	102	10 827 970
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	A	5	3 514 821	–	–	–	–	–	5	3 514 821
Agence spatiale canadienne.....	A	2	20	–	–	–	–	–	2	20
Conseil de recherches en sciences humaines.	A	1	3 641	–	–	–	–	–	1	3 641
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	A	2	1 779	–	–	–	–	–	2	1 779
Conseil national de recherches du Canada	A	3	36 564	–	–	–	–	–	3	36 564
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	A	2	5 117 654	–	–	–	–	–	2	5 117 654
Statistique Canada.....	A/D	159	12 257	–	–	–	–	–	159	12 257
Justice										
Ministère de la Justice	C	–	–	–	–	²	55 167	4 761 148	55 167	4 761 148
Registraire de la Cour suprême du Canada ...	A	1	70	–	–	–	–	–	1	70
Service administratif des tribunaux judiciaires	A	6	9 651	–	–	–	–	–	6	9 651
Patrimoine canadien										
Ministère du Patrimoine canadien	A	4	23 401	–	–	–	–	–	4	23 401
Bibliothèque et Archives du Canada.....	A	1	142	–	–	–	–	–	1	142
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A/D	769	26 740	–	–	–	–	–	769	26 740
Office national du film	A	14	57 846	–	–	–	–	–	14	57 846
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans.....	A/D	38	1 004 134	–	–	–	–	–	38	1 004 134

Créances, radiations ou renoncements – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles	A/D	96	152 612	–	–	–	–	–	96	152 612
Commission canadienne de sûreté nucléaire	A	6	27 818	–	–	–	–	–	6	27 818
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	1 060 977	2 280 235 247	–	–	–	–	–	1 060 977	2 280 235 247
Santé										
Ministère de la Santé	A	273	63 649	–	–	–	–	–	273	63 649
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	269	78 996	–	–	–	–	–	269	78 996
Agence de la santé publique du Canada	A	8	138	–	–	–	–	–	8	138
Sécurité publique										
Agence des services frontaliers du Canada ...	A	95	2 836 581	–	–	–	–	–	95	2 836 581
Commission des libérations conditionnelles du Canada	A	2	4 210	–	–	–	–	–	2	4 210
Gendarmerie royale du Canada	A/C/D	44	3 438 469	–	–	²	9	225	53	3 438 694
Service canadien du renseignement de sécurité	D	1	20	–	–	–	–	–	1	20
Service correctionnel du Canada	A	55	722	–	–	–	–	–	55	722
Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones	A/C	2	1 249	–	–	²	1	2 039 081	3	2 040 330
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	A/D	135	1 414 111	–	–	–	–	–	135	1 414 111
Transports										
Ministère des Transports	A	52	99 865	–	–	–	–	–	52	99 865
		1 080 672	2 391 146 263	12	66 906		83 147	230 349 127	1 163 831	2 621 562 296
Loi de l'impôt sur le revenu										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B/D	283 332	500 441 558	–	–	–	–	–	283 332	500 441 558
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	88 954	195 405 002	–	–	–	–	–	88 954	195 405 002
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	131	541 012	–	–	–	–	–	131	541 012
Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments	C	12 823	1 623 332	–	–	–	–	–	12 823	1 623 332
Loi sur l'assurance-emploi										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A	56 306	93 326 215	–	–	–	–	–	56 306	93 326 215
Loi sur l'expansion des exportations										
Affaires mondiales										
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	A/B	81 051	1 353 550 947	–	–	–	–	–	81 051	1 353 550 947

Créances, radiations ou renonciations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés										
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	D	899 959	120 653 701	–	–	–	–	–	899 959	120 653 701
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	37 662	554 481 675	–	–	–	–	–	37 662	554 481 675
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	C	5 583	7 941 561	–	–	–	–	–	5 583	7 941 561
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B	15 222	151 874 824	–	–	–	–	–	15 222	151 874 824
Loi sur le bien-être des vétérans										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	129	1 846 312	–	–	–	–	–	129	1 846 312
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	A	641	52 452 803	–	–	–	–	–	641	52 452 803
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	19	94 059	–	–	–	–	–	19	94 059
Loi sur le Parlement du Canada										
Parlement										
Sénat	A	24	9 233	–	–	–	–	–	24	9 233
Loi sur les aliments et drogues										
Santé										
Ministère de la Santé	C	773	3 356 391	–	–	–	–	–	773	3 356 391
Loi sur les douanes										
Sécurité publique										
Agence des services frontaliers du Canada ...	D	204	7 170 390	–	–	–	–	–	204	7 170 390
Loi sur les frais de service										
Agriculture et Agroalimentaire										
Commission canadienne des grains	C	2	20 451	–	–	–	–	–	2	20 451
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement	C	30	1 904	–	–	–	–	–	30	1 904
Agence Parcs Canada	C	1 370	18 800	–	–	–	–	–	1 370	18 800
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	C	2 199	72 187	–	–	–	–	–	2 199	72 187
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	C	2 134	290 450	–	–	–	–	–	2 134	290 450
Patrimoine canadien										
Office national du film	C	39	935	–	–	–	–	–	39	935
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans	C	8	3 273	–	–	–	–	–	8	3 273
Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles	C	3	1 447	–	–	–	–	–	3	1 447
Commission canadienne de sûreté nucléaire	C	2	1 695	–	–	–	–	–	2	1 695
Santé										
Ministère de la Santé	C	14	6 828	–	–	–	–	–	14	6 828

Créances, radiations ou renonciations – fin

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Sécurité publique										
Commission des libérations conditionnelles du Canada	C	2	132	–	–	–	–	–	2	132
Service correctionnel du Canada	C	6	30	–	–	–	–	–	6	30
Transports										
Ministère des Transports	C	61	2 678	–	–	–	–	–	61	2 678
		5 870	420 810	–	–	–	–	–	5 870	420 810
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	25	186 069	–	–	–	–	–	25	186 069
Sécurité publique										
Gendarmerie royale du Canada.....	C	11	49 492	–	–	–	–	–	11	49 492
		36	235 561	–	–	–	–	–	36	235 561
Loi sur les prêts aux apprentis										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	70	327 035	–	–	–	–	–	70	327 035
		2 569 461	5 436 898 684	12	66 906	–	83 147	230 349 127	2 652 620	5 667 314 717
Sommaire										
Radiations	A	1 174 657	3 095 798 269	12	66 906	–	22 428	220 563 466	1 197 097	3 316 428 641
Renonciations.....	B	266 352	2 032 065 873	–	–	–	–	–	266 352	2 032 065 873
Remises.....	C	25 060	13 391 586	–	–	–	60 719	9 785 661	85 779	23 177 247
Dispenses	D	1 103 392	295 642 956	–	–	–	–	–	1 103 392	295 642 956
		2 569 461	5 436 898 684	12	66 906	–	83 147	230 349 127	2 652 620	5 667 314 717

¹ Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.² Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 138 de cette section.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2023		Avances réglées en avril 2023		Avances en circulation au 30 avril 2023	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	17	35 111	2	647	15	34 464
Bureau du directeur général des élections.....	37	41 484	–	748 ¹	37	40 736
Commissariat aux langues officielles.....	6	1 600	–	–	6	1 600
Commission des débats des chefs.....	1	4 762	–	–	1	4 762
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	1	3 910	–	–	1	3 910
	62	86 867	2	1 395	60	85 472
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	6 806	20 716 155	71	744 135	6 735	19 972 020
Commission mixte internationale (section canadienne).....	8	16 756	–	–	8	16 756
Investir au Canada.....	5	9 119	1	3 796	4	5 323
	6 819	20 742 030	72	747 931	6 747	19 994 099
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec						
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	4	9 827	–	–	4	9 827
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	24	15 925	24	15 925	–	–
Commission canadienne des grains.....	3	650	–	–	3	650
Commission canadienne du lait.....	1	400	–	–	1	400
	28	16 975	24	15 925	4	1 050
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	198	302 316	1	6 473	197	295 843
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	3	15 677	–	632 ¹	3	15 045
	201	317 993	1	7 105	200	310 888
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	5	2 700	–	–	5	2 700
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	158	441 494	–	94 ¹	158	441 400
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	1	570	–	–	1	570
École de la fonction publique du Canada.....	81	202 593	–	–	81	202 593
	240	644 657	–	94	240	644 563
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé.....	115	232 429	–	–	115	232 429
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	7	5 168	–	–	7	5 168
Commission de la fonction publique.....	116	222 180	116	220 783	–	1 397
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.....	4	24 310	–	–	4	24 310
	242	484 087	116	220 783	126	263 304
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	11 419	45 525 586	343	3 485 053	11 076	42 040 533
Centre de la sécurité des télécommunications.....	255	884 942	149	421 191	106	463 751
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	1	1 936	–	–	1	1 936
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	1	1 565	1	1 565	–	–
	11 676	46 414 029	493	3 907 809	11 183	42 506 220
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	2 925	8 381 206	79	130 399	2 846	8 250 807
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	2	5 356	–	–	2	5 356
	2 927	8 386 562	79	130 399	2 848	8 256 163

Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2023		Avances réglées en avril 2023		Avances en circulation au 30 avril 2023	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement.....	300	563 854	1	3 384	299	560 470
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	38	21 120	–	–	38	21 120
Agence Parcs Canada.....	1 579	3 494 907	156	285 914	1 423	3 208 993
	<i>1 917</i>	<i>4 079 881</i>	<i>157</i>	<i>289 298</i>	<i>1 760</i>	<i>3 790 583</i>
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	22	38 159	1	1 996	21	36 163
Finances						
Ministère des Finances.....	8	24 352	–	–	8	24 352
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	2	8 497	–	–	2	8 497
Bureau du surintendant des institutions financières.....	2	1 736	1	1 636	1	100
Bureau du vérificateur général.....	5	1 700	5	1 700	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	3	5 764	–	–	3	5 764
	<i>20</i>	<i>42 049</i>	<i>6</i>	<i>3 336</i>	<i>14</i>	<i>38 713</i>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	435	851 736	19	18 025	416	833 711
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	104	387 098	1	1 398	103	385 700
	<i>539</i>	<i>1 238 834</i>	<i>20</i>	<i>19 423</i>	<i>519</i>	<i>1 219 411</i>
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie.....	168	450 367	4	7 547	164	442 820
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	2	936	–	–	2	936
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	6	1 400	–	–	6	1 400
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	39	106 281	–	–	39	106 281
Agence spatiale canadienne.....	16	52 182	2	1 074	14	51 108
Commission du droit d'auteur.....	2	1 595	–	–	2	1 595
Conseil de recherches en sciences humaines.....	2	2 624	–	–	2	2 624
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	1	1 347	–	–	1	1 347
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien....	1	2 699	–	245	1	2 454
Statistique Canada.....	100	385 829	2	831	98	384 998
	<i>337</i>	<i>1 005 260</i>	<i>8</i>	<i>9 697</i>	<i>329</i>	<i>995 563</i>
Justice						
Ministère de la Justice.....	176	8 343 113	2	5 737	174	8 337 376
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	28	453 076	–	–	28	453 076
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	9	4 450	–	–	9	4 450
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	18	85 089	–	1 676	18	83 413
Commission canadienne des droits de la personne.....	15	16 836	–	–	15	16 836
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	8	652	–	–	8	652
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	59	32 293	5	2 034	54	30 259
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	6	12 012	–	1 148	6	10 864
	<i>319</i>	<i>8 947 521</i>	<i>7</i>	<i>10 595</i>	<i>312</i>	<i>8 936 926</i>
Parlement						
Chambre des communes.....	371	661 482	4	2 037	367	659 445
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	1	250	–	–	1	250
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	2	2 150	–	–	2	2 150
Sénat.....	10	4 750	–	–	10	4 750
Service de protection parlementaire.....	11	10 662	1	1 048	10	9 614
	<i>395</i>	<i>679 294</i>	<i>5</i>	<i>3 085</i>	<i>390</i>	<i>676 209</i>
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien.....	52	172 215	–	–	52	172 215
Bibliothèque et Archives du Canada.....	8	3 582	–	136	8	3 446
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	34	141 047	–	–	34	141 047
Office national du film.....	34	29 722	7	3 930	27	25 792
	<i>128</i>	<i>346 566</i>	<i>7</i>	<i>4 066</i>	<i>121</i>	<i>342 500</i>

Avances à justifier – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2023		Avances réglées en avril 2023		Avances en circulation au 30 avril 2023	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	375	546 867	111	90 352	264	456 515
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	339	589 023	–	168 ¹	339	588 855
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	8	26 312	4	9 374	4	16 938
	347	615 335	4	9 542	343	605 793
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	155	348 985	1	3 057	154	345 928
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	12	16 893	1	4	11	16 889
Régie canadienne de l'énergie.....	1	8 394	–	–	1	8 394
	168	374 272	2	3 061	166	371 211
Revenu national						
Agence du revenu du Canada.....	865	599 786	51	49 998	814	549 788
Santé						
Ministère de la Santé.....	414	1 330 874	26	9 047	388	1 321 827
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	105	175 135	99	174 555	6	580
Agence de la santé publique du Canada.....	140	470 350	8	3 683	132	466 667
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	8	16 262	1	500	7	15 762
	667	1 992 621	134	187 785	533	1 804 836
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	223	300 575	–	–	223	300 575
Agence des services frontaliers du Canada.....	971	1 364 881	42	193 988	929	1 170 893
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	10	20 217	–	–	10	20 217
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	5	10 251	–	–	5	10 251
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	44	46 725	–	–	44	46 725
Gendarmerie royale du Canada.....	2 100	19 783 947	1 473	11 498 148	627	8 285 799
Service canadien du renseignement de sécurité.....	161	32 828 994	6	26 030	155	32 802 964
Service correctionnel du Canada.....	1 266	2 752 534	17	47 077	1 249	2 705 457
	4 780	57 108 124	1 538	11 765 243	3 242	45 342 881
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	849	1 773 901	4	13 506	845	1 760 395
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 499	17 198 831	5	13 531	1 494	17 185 300
Services partagés Canada.....	495	1 386 448	2	9 568	493	1 376 880
	1 994	18 585 279	7	23 099	1 987	18 562 180
Transports						
Ministère des Transports.....	89	244 287	4	25 455	85	218 832
Total.....	36 015	175 323 763	2 853	17 540 978	33 162	157 782 785

¹ Règlement partiel.

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur la gestion des fonds publics et des comptes débiteurs* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2022-2023

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'Agence du revenu du Canada du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement) ¹					
Impôt sur le revenu	13	2 406 834	–	²	²
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	3	1 549 408	–	²	²
Autres pertes administrées	1	42 544	–	²	²
	17	3 998 786	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu	8	2 035 151	28 765	117 223	1 889 163
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	46	8 258 395	2 475	2 993 463	5 262 457
	54	10 293 546	31 240	3 110 686	7 151 620
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>					
Non déclaration/Contrebande.....	1	1 922	1 922	–	–
Total.....	72	14 294 254	33 162	3 110 686	7 151 620

¹ Une fois qu'un jugement est prononcé devant les tribunaux, ces cas seront ensuite présentés à la section des sentences légales dans les années futures.

² Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2022-2023

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2022-2023	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	3	1	153	134	–	19
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	9	1	7 409	–	7 409	–
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	4	–	4	–
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor						
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires.....	31	20	171 104	21 414	–	149 690
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale						
Déficit de caisse (déficit de revenus seulement)	19	L20b	149 447	403	137 887	11 157
Double paiement de la réclamation au membre détaché	1	1	1 725	–	–	1 725
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	37 735	–	37 735	–
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite des Forces canadiennes	9	(S)	306 456	2 269	–	304 187
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social						
Demande de prestation frauduleuse à la Sécurité de la vieillesse	6	(S)	567 648	18 359	158 535	390 754
Demande de prestation frauduleuse d'un prêt d'études canadien	100	(S)	1 635 836	272 937	1 235 151	127 748
Demande de prestation frauduleuse du Régime de pensions du Canada	3	(S)	102 021	552	101 469	–
Demande de prestation frauduleuse pour les prestations d'assurance-emploi.....	44 902	(S)	95 779 495	25 055 463	145 373	70 578 659
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	4		8 859	–	8 859	–
Environnement et Changement climatique						
Agence Parcs Canada						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	76	1	59 537	16 939	–	42 598
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	6	1	5 240	–	3 595	1 645
Trop payé à un fournisseur	2	1	48 945	–	31 444	17 501
Finances						
Ministère des Finances						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	23	1	7 753	7 523	–	230
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....	6	1	58 148	–	–	58 148
Paiement de contribution inadmissible	15	10	124 207	–	124 207	–
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	5 508		1 447 257	30 146	1 271 955	145 156
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires.....	15	1	604 693	315 586	–	289 107
Parlement						
Chambre des communes						
Déficit de caisse (déficit de revenus seulement)	13	1	183	–	183	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	136	–	–	136
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	137	–	137	–

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –
Survenues ou découvertes en 2022-2023 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2022-2023	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	123	1	312 405	253 793	–	58 612
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	5 335	–	–	5 335
Revenu national						
Agence du revenu du Canada						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre ..	17	1	221 125	17 038	21 454	182 633
Santé						
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	7	1	1 578	468	954	156
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	141	–	141	–
Agence de la santé publique du Canada						
Contrat non exécuté par un vendeur	1	(S)	150 000 000	–	150 000 000	–
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre ..	1	1	137 674	–	–	137 674
Instituts de recherche en santé du Canada						
Trop payé à un fournisseur	1	1	15 778	–	–	15 778
Sécurité publique						
Agence des services frontaliers du Canada						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	4	1	1 274	–	1 274	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1		50	–	50	–
Gendarmerie royale du Canada						
Avances non récupérées des employés décédés	3	1	8 385	–	8 385	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1		14 436	–	–	14 436
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1		1 000	–	1 000	–
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones						
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	4	10	2 301	1 130	–	1 171
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	5	1	6 719	1 660	190	4 869
Paiement des annuités découlant de traités – déficit de trésorerie	11	(S)	470	–	470	–
Trop payé à un fournisseur	35	1	132 314	1 728	–	130 586
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	2 967	–	–	2 967
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre	8 413	1	22 881 573	22 661 768	219 805	–
Paiement électronique mal dirigé	5 718	1	7 000 112	2 908 269	3 019 852	1 071 991
Perte de revenus due à un paiement frauduleux	38	1	45 607	–	45 607	–
Trop payé à un fournisseur	1	1	100	–	–	100
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite de la fonction publique	30	1	1 387 507	272 386	–	1 115 121
Services partagés Canada						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	1	1	1 714	1 714	–	–
Transports						
Ministère des Transports						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1		11 083	2 233	–	8 850
Total	65 175		283 315 776	51 863 912	156 583 125	74 868 739

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2022-2023

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	205	–	205	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2	188	–	188	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	2	1 427	–	1 427	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	7	7 072	–	7 072	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 069	–	2 069	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	4	26 833	–	26 833	–
Commission canadienne des grains					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	1 500	–	1 500	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	449	–	449	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	5	2 127	–	2 127	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	8	1 055	–	1 055	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	20	4 011	–	4 011	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	7	846	–	846	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	12	21 647	–	21 647	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	850	–	850	–
Vol ou vandalisme : tenue de combat	21	2 230	125	2 105	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	48 108	–	48 108	–
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	898	–	898	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	58	72 970	–	72 970	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	3	450	–	450	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	3	4 195	–	4 195	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Vol ou vandalisme : armes et accessoires	1	4 000	–	4 000	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	3	1 800	–	1 800	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	4 500	–	4 500	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	5	15 622	–	15 622	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	6	9 800	–	9 800	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	3	2 200	–	2 200	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	20	118 142	–	118 142	–
Agence Parcs Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	555	90 915	–	90 915	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	5	23 694	–	23 694	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	9	18 812	–	18 812	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	23	41 176	–	41 176	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	6 910	–	5 750	1 160
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	1 380	–	1 380	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	4	82 970	–	82 970	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	5	3 794	3 794	–	–
Finances					
Ministère des Finances					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	40	–	40	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	5 447	–	5 447	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	2	1 880	–	1 880	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	51 969	51 969	–	–
Bureau du vérificateur général					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	836	–	836	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	1 004	–	1 004	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	970	–	970	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	7	8 550	–	8 550	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	8	4 142	–	4 142	–
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	8 348	–	8 348	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	2	1 700	–	1 700	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	1	4 000	–	4 000	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	848	–	848	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	9	31 216	–	31 216	–
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 243	–	2 243	–
Agence spatiale canadienne					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 221	–	2 221	–
Conseil national de recherches du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	300	–	300	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	2	980	–	980	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	1 108	–	1 108	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	20 408	–	20 408	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 400	–	2 400	–
Statistique Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	8	1 921	–	1 921	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	18	16 840	–	16 840	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	8	2 000	–	2 000	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	30	–	30	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 200	–	1 200	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	650	–	650	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	55	–	55	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 768	–	1 768	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Parlement					
Chambre des communes					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 117	–	3 117	–
Bibliothèque du Parlement					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	800	–	800	–
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	3 279	–	3 279	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	5	7 799	–	7 799	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 310	–	1 310	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2	2 000	–	2 000	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	8 313	–	8 313	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	100	–	100	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	8	18 114	–	18 114	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	5	7 000	–	7 000	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 100	–	1 100	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	16	145 238	69 361	75 877	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	30	–	30	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	1	200	–	200	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	3 600	–	3 600	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	2 200	–	2 200	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	604	604	–	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	4	14 400	–	14 400	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	1 300	–	1 300	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	2	2 406	–	2 406	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	4 150	–	4 150	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	912	–	912	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	2	937	–	622	315
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	7	1 675	–	1 675	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	32	1 198	–	1 198	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	6 249	–	6 249	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	5	2 064	–	2 064	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	52 695	41 955	10 740	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 800	–	1 800	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 154	–	1 154	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	7	58	–	58	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	200	–	200	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	3	125	–	125	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	4	8 000	–	8 000	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	2	2 000	–	2 000	–
Vol ou vandalisme : uniforme	3	256	–	256	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	60	110 549	1 340	109 209	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	1 106	–	1 106	–
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	10	–	10	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	3 520	–	3 520	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	1 109	–	1 109	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	2 077	–	2 077	–
Agence des services frontaliers du Canada					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	35	–	35	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	2	3 500	–	3 500	–
Vol ou vandalisme : uniforme	10	2 425	–	2 425	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	17 057	–	17 057	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	268	–	268	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 729	–	1 729	–
Gendarmerie royale du Canada					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	4	120	–	120	–
Vol ou vandalisme : armes et accessoires	2	225	–	225	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	1 314	–	1 314	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	1 106	–	1 106	–
Vol ou vandalisme : uniforme	3	5 875	–	5 875	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	81	271 506	2 666	215 962	52 878
Service correctionnel du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier.....	943	206 296	674	205 499	123
Vol ou vandalisme : armes et accessoires	1	144	13	–	131
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	5 000	–	5 000	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	661	132 032	–	132 032	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	9	26 281	–	26 281	–
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	30	–	30	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	4	430	–	430	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	2	2 000	–	2 000	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	650	–	650	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	2	3 150	–	3 150	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	538	–	538	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier.....	27	49 977	–	42 899	7 078
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	10	1 188	–	1 188	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	8	6 601	–	6 601	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	12	21 258	–	21 258	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	9	5 543	–	5 543	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2022-2023 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services partagés Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	530	–	530	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	9	14 540	–	14 540	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	6	2 345	–	2 345	–
Transports					
Ministère des Transports					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	1	150	–	150	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 400	–	3 400	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	2 200	–	2 200	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	4	3 172	–	3 172	–
Office des transports du Canada					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 600	–	1 600	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 200	–	1 200	–
Total	2 934	2 026 088	172 501	1 791 902	61 685

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	36	2 787	–	2 787	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	7 997	–	7 997	–
Bureau du directeur général des élections					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	7	1 381	–	1 381	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	13	11 670	–	11 670	–
Commissariat aux langues officielles					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	400	–	400	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	6	8 287	–	8 287	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	1 150	–	1 150	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	25	–	25	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	5	173	–	173	–
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	34	–	34	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	709	4 254	–	4 254	–
Perte ou dommage : téléphone portable	77	77 000	–	77 000	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	8	1 360	–	1 360	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	990	–	990	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	6	1 500	–	1 500	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	10	23 680	–	23 680	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Domage à un édifice ou un autres bien immobilier	4	80 714	–	80 714	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	2	24 188	–	24 188	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	5	1 672	–	1 672	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 039	–	1 039	–
Perte ou dommage : téléphone portable	12	10 800	–	10 800	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	16	58 067	–	58 067	–
Commission canadienne des grains					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	4	25	–	25	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	350	–	350	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	4 157	–	4 157	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	656	–	656	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	9	1 405	–	1 405	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	62	104 809	–	104 809	–
Perte ou dommage : téléphone portable	9	6 698	–	6 698	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Commissariat au lobbying					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	169	–	169	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 352	–	3 352	–
Perte ou dommage : téléphone portable	19	14 231	–	14 231	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	400	–	400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	1 479	100	1 379	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	2	1 635	–	1 635	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Domage à un édifice ou un autres bien immobilier	185	1 219 113	4 634	1 205 309	9 170
Domage aux articles militaires	27	62 664	–	62 664	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	11	965	450	515	–
Perte ou dommage : armes et accessoires	233	15 288	934	14 354	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	23	5 477	169	5 308	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement... ..	2 255	326 460	36 518	286 766	3 176
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	177	14 035	1 681	12 354	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	62	122 485	–	122 485	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	500	–	500	–
Perte ou dommage : tenue de combat	2 794	234 590	20 251	212 161	2 178
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	13	33 948	–	33 948	–
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	357	7 281	–	7 281	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	113	10 647	–	10 647	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement... ..	4	5 100	–	5 100	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	135	72 210	–	72 210	–
Perte ou dommage : téléphone portable	380	126 950	–	126 950	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	5	30 100	–	30 100	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	18 199	6 462	11 737	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 057	–	2 057	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	104 718	13 500	91 218	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	3	21	–	21	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	791	–	791	–
Agence Parcs Canada					
Domage à un édifice ou un autres bien immobilier	36	16 014 500	3 625	15 975 400	35 475
Perte ou dommage : armes et accessoires	1	800	–	800	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	5	22 025	–	22 025	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement... ..	6	18 470	385	18 085	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	4	2 287	–	2 287	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 200	–	1 200	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : téléphone portable	9	7 915	–	7 915	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	33	496 534	–	496 534	–
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	12	50	–	50	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	3	594	–	594	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	500	–	500	–
Perte ou dommage : téléphone portable	24	11 900	–	11 900	–
Finances					
Ministère des Finances					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	85	9 365	–	9 365	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	43	49 531	–	49 531	–
Perte ou dommage : téléphone portable	36	34 295	–	34 295	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	300	–	300	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	7	3 900	–	3 900	–
Bureau du surintendant des institutions financières					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	4	10 709	–	10 709	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	2 898	–	2 898	–
Bureau du vérificateur général					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	14	2 170	–	2 170	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	1 757	–	1 757	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	13	16 900	–	6 500	10 400
Perte ou dommage : téléphone portable	9	6 750	–	2 250	4 500
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	134	583	–	583	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	11	1 627	–	1 627	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	16	18 503	–	18 503	–
Perte ou dommage : téléphone portable	16	10 733	–	10 733	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	16	400	–	400	–
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	17	128	–	128	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	1 069	–	1 069	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	11	2 424	–	2 424	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	22	11 073	–	11 073	–
Perte ou dommage : téléphone portable	7	6 907	–	6 907	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	3 602	–	3 602	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 650	–	1 650	–
Agence spatiale canadienne					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	136	–	136	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 100	–	2 100	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	8 381	–	–	8 381

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Conseil de recherches en sciences humaines					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	11	–	11	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	11	–	11	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	500	–	500	–
Conseil national de recherches du Canada					
Dommage à un édifice ou un autres bien immobilier	4	887 306	2 119	885 187	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	12	110	–	110	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	13 481	–	13 481	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 499	–	2 499	–
Perte ou dommage : téléphone portable	8	8 700	–	8 700	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	2	14 827	–	14 827	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	200	–	200	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	4	400	–	400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	200	–	200	–
Statistique Canada					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	75	12 043	–	12 043	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	1	70	–	70	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	9	9 026	–	9 026	–
Perte ou dommage : téléphone portable	29	8 405	–	8 405	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	68	680	–	680	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	14	1 070	–	1 070	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 400	–	2 400	–
Perte ou dommage : téléphone portable	11	4 100	–	4 100	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	29	290	–	290	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	10	100	–	100	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	3 560	–	3 560	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	5	565	–	565	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	950	–	950	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 800	–	1 800	–
Commission canadienne des droits de la personne					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	12	6 490	–	6 490	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	115	–	115	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	25	–	25	–
Parlement					
Chambre des communes					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	22	11 524	–	11 524	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	13	3 554	–	3 554	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	6	9 972	–	9 972	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Sénat					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	44	669	–	669	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	154	6 973	–	6 973	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	494	14 483	–	14 483	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	9	1 247	–	1 247	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	1 539	–	1 539	–
Service de protection parlementaire					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	616	–	616	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	28	4 103	–	4 103	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipement de transport	6	12 901	–	12 901	–
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	2 398	–	2 398	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	3 900	–	3 900	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	17	1 995	–	1 995	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	14	16 968	–	16 968	–
Perte ou dommage : téléphone portable	5	1 692	–	1 692	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	188	186 615 234	–	186 615 234	–
Perte ou dommage : armes et accessoires	2	170	–	170	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	11	65 202	–	65 202	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	2	1 510	–	1 510	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	15	22 200	–	22 200	–
Perte ou dommage : téléphone portable	30	32 000	–	32 000	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	33	14 170 635	4 329	14 151 306	15 000
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	9	135	–	135	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 200	–	1 200	–
Perte ou dommage : téléphone portable	5	5 500	–	5 500	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 450	–	2 450	–
Perte ou dommage : téléphone portable	16	9 925	–	9 925	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	12	81 812	–	81 812	–
Régie canadienne de l'énergie					
Perte ou dommage : téléphone portable	6	4 680	–	4 680	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	174	25 932	–	25 932	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	2	489	–	489	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	283	19 911	–	19 911	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	45	21 001	–	21 001	–
Perte ou dommage : téléphone portable	64	18 522	–	18 522	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	2	2 141	–	2 141	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Santé					
Ministère de la Santé					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	18	29 563	–	29 563	–
Perte ou dommage : téléphone portable	14	13 232	–	13 232	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	40	305	–	305	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	8	3 200	–	3 200	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	25	–	25	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	16	31 850	–	31 850	–
Perte ou dommage : téléphone portable	16	16 000	–	16 000	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	54	134 954	6 704	126 615	1 635
Agence de la santé publique du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 500	–	1 500	–
Perte ou dommage : téléphone portable	9	12 224	–	12 224	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	11	1 589	–	1 589	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	1	560	–	560	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	4	9 816	–	9 816	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	10	30	–	30	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	10	510	–	510	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	5	8 300	–	8 300	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	2 800	–	2 800	–
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	1 058	–	1 058	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	39	46 094	–	46 094	–
Perte ou dommage : téléphone portable	8	9 729	–	9 729	–
Agence des services frontaliers du Canada					
Dommege à un édifice ou un autres bien immobilier	9	5 000	–	5 000	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	146	1 368	31	1 337	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	70	30 851	20	30 831	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	5	15 095	–	15 095	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	89	64 667	380	64 287	–
Perte ou dommage : téléphone portable	21	12 715	500	12 215	–
Perte ou dommage : uniforme	4	408	–	408	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	11	45 000	–	45 000	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	4	200	–	200	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	10	–	10	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	920	–	920	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	2 574	–	2 574	–
Gendarmerie royale du Canada					
Dommege à un édifice ou un autres bien immobilier	38	452 008	–	380 117	71 891
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	458	11 325	–	11 325	–
Perte ou dommage : armes et accessoires	11	3 760	–	3 760	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	65	213 905	–	213 905	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	2	5 000	–	5 000	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	75	63 480	–	63 480	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	36	48 124	–	48 124	–
Perte ou dommage : téléphone portable	144	155 392	–	155 392	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : uniforme.....	9	2 250	–	2 250	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	986	3 693 781	22 298	3 273 987	397 496
Service correctionnel du Canada					
Dommege à un édifice ou un autres bien immobilier.....	8	14 921	–	14 921	–
Perte ou dommage : armes et accessoires.....	4	1 200	–	1 200	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	480	514 737	–	514 737	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement.....	14	132 652	–	132 652	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	382	50 823	–	50 823	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	4	2 760	–	2 760	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	74	482 588	24 843	385 073	72 672
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Dommege à un édifice ou un autres bien immobilier.....	2	2 000	–	2 000	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité.....	45	690	–	690	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	13	2 034	–	2 034	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	1	50	–	50	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	17	16 044	–	16 044	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	26	41 700	–	41 700	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	15	134 160	17 111	93 372	23 677
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	2 491	–	2 491	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Dommege à un édifice ou un autres bien immobilier.....	11	503 428	–	503 428	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité.....	57	1 710	–	1 710	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	30	27 094	–	27 094	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement.....	2	1 153	–	1 153	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	3	412	–	412	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	29	36 635	–	35 418	1 217
Perte ou dommage : téléphone portable.....	28	16 194	–	16 194	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	17 464	–	17 464	–
Services partagés Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité.....	12	72	–	72	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	15	181 421	–	181 421	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	1	2 000	–	2 000	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	31	59 845	–	59 845	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	14	3 916	–	3 916	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	1	3 495	–	3 495	–
Transports					
Ministère des Transports					
Dommege à un édifice ou un autres bien immobilier.....	1	47 531	–	47 531	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité.....	28	420	–	420	–
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	78	11 995	–	11 995	–
Perte ou dommage : incendie d'un navire traversier.....	1	5 113 761	–	1 113 761	4 000 000
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	12	18 700	–	18 700	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	36	39 600	–	39 600	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autres équipements de	38	73 675	–	72 899	776
Office des transports du Canada					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	1	1 500	–	1 500	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	2	2 400	–	2 400	–
Total.....	14 453	234 546 359	167 044	229 721 671	4 657 644

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales									
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	2018-2019	1	12 883	–	12 883	– ¹	–	–	12 883
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2020-2021	5	40 984	–	40 984	32 537	5	–	8 442
Paiement mal dirigé après une tentative frauduleuse de modification du fournisseur	2021-2022	1	2 414 796	–	2 414 796	1 916 161	–	498 635	–
Perte, vol ou détournement d'encaissements et de petite caisse	2020-2021	1	346	–	346	–	–	–	346
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires	2003-2004	3	42 559	(410)	42 149	–	–	42 149	–
Réclamations frauduleuses de déplacements, de réinstallation, de paiement d'heures supplémentaires et autres par un employé...	2020-2021	2	71 852	(8 240) ¹	63 612	63 612 ¹	–	–	–
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions	2020-2021	11	1 016 335	–	1 016 335	540 257	–	476 078	–
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de cartes d'achat	2015-2016	1	13 872	–	13 872	4 812	140	–	8 920
Vol de fonds de mission.....	2000-2001	3	935 794	–	935 794	404 947	–	–	530 847
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995		176 857	–	176 857	–	–	176 857	–
Agriculture et Agroalimentaire									
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2021-2022	1	1 500	438 ¹	1 938	–	1 938	–	–
Anciens Combattants									
Ministère des Anciens Combattants									
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1992-1993	2	97 219	(5 634)	91 585	62 800	4 800	18 584	5 401
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire :									
.....	2007-2008	3	51 894	(10 465)	41 429	18 905	–	10 192	12 332
.....	2016-2017	1	26 817	–	26 817	3 600	–	–	23 217
Conseil du Trésor									
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Demande de prestation falsifiée :									
.....	2014-2015	5	70 725	(450)	70 275	4 466 ¹	485	–	65 324
.....	2015-2016	4	320 150	(3 039)	317 111	176	–	–	316 935
.....	2016-2017	2	10 552	–	10 552	–	–	–	10 552
.....	2017-2018	5	37 840	217	38 057	8 076	–	–	29 981
.....	2018-2019	12	113 149	(2 723)	110 426	42 557	1 350	–	66 519
.....	2019-2020	14	129 320	864	130 184	93 875	4 400	–	31 909
Demande de prestation falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires)	2013-2014	5	189 739	10 906 ¹	200 645	40 431	–	–	160 214
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	2021-2022	1	5 339	–	5 339	–	–	–	5 339
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires :									
.....	2020-2021	10	1 852 612	–	1 852 612	1 835 263	1 044	–	16 305
.....	2021-2022	15	62 803	(1 310) ¹	61 493	6 756	14 146	–	40 591

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	2021-2022	6	5 217	–	5 217	–	–	3 768	1 449
Défense nationale									
Ministère de la Défense nationale									
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs.....									
	2016-2017	1	1 300 000	–	1 300 000	–	–	–	1 300 000
Dommages aux équipements électriques									
	2019-2020	7	20 202	–	20 202	–	–	2 825	17 377
Dommages à l'équipement									
de télécommunication									
	2019-2020	1	12 433	–	12 433	–	–	12 197	236
Dommages à l'équipement spécifique militaire.									
Dommages à l'équipement spécifique non militaire.....									
	2019-2020	45	122 127	–	122 127	–	–	1 670	120 457
Dommages à un édifice causés par un incendie.....									
	2017-2018	5	14 040	–	14 040	–	–	4 264	9 776
Dommages à un édifice ou un autre bien immobilier.....									
	2021-2022	142	1 067 192	–	1 067 192	17 278	14 004	1 035 910	–
Dommages de tenue de combat									
	2019-2020	55	151 341	–	151 341	–	–	6 157	145 184
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée – Winnipeg									
	2015-2016	1	10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301
Emploi frauduleux de carte d'achat par une organisation / personne inconnue.....									
	2019-2020	1	57 101	–	57 101	15 430	–	–	41 671
Erreur de virement direct de fonds									
	2016-2017	2	1 363	–	1 363	847	–	–	516
Perte d'armes et accessoires :									
	2018-2019	286	16 022	–	16 022	1 178	–	14 665	179
	2019-2020	165	63 286	–	63 286	380	–	10 896	52 010
Perte d'avance à justifier									
	2016-2017	1	1 879	–	1 879	–	–	638	1 241
Perte d'avance permanente Kandahar – vol suspecté.....									
	2008-2009	1	20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	9 027	–
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité.....									
	2021-2022	4	1 645	–	1 645	–	–	116	1 529
Perte d'équipement de télécommunication :									
	2018-2019	26	31 999	–	31 999	300	–	31 406	293
	2019-2020	29	106 944	–	106 944	–	–	37 159	69 785
Perte d'équipement électrique									
	2019-2020	7	101 921	–	101 921	–	–	6 417	95 504
Perte d'équipement informatique.....									
	2019-2020	10	106 892	–	106 892	–	–	34 220	72 672
Perte d'équipement spécifique militaire:									
	2018-2019	1 110	196 420	–	196 420	7 081	–	181 677	7 662
	2019-2020	1 048	8 554 903	–	8 554 903	69 952	–	1 567 304	6 917 647
Perte d'équipement spécifique non militaire :									
	2018-2019	1 158	95 716	–	95 716	3 631	–	89 344	2 741
	2019-2020	1 390	889 554	–	889 554	8 877	–	107 653	773 024
Perte d'outils.....									
	2018-2019	217	12 571	–	12 571	1 543	–	10 197	831
Perte de fonds publics – 8 Wing Trenton – vol.....									
	2009-2010	1	3 870	2 688	6 558	2 688	–	3 870	–
Perte de machinerie									
	2019-2020	1	15 415	–	15 415	–	–	5 000	10 415
Perte de matériel.....									
	2019-2020	72	529 864	–	529 864	246	–	486 632	42 986
Perte de tenue de combat:									
	2018-2019	3 033	254 051	–	254 051	15 297	–	236 019	2 735
	2019-2020	2 659	1 952 517	–	1 952 517	15 582	–	238 344	1 698 591
Perte ou dommage : armes et accessoires:									
	2020-2021	318	157 328	–	157 328	1 032	–	26 569	129 727
	2021-2022	207	53 451	–	53 451	1 275	–	31 882	20 294
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques :									
	2020-2021	116	1 800 425	–	1 800 425	356	–	277 412	1 522 657
	2021-2022	44	220 325	–	220 325	110	–	33 609	186 606

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement :									
.....	2020-2021	1 604	2 844 938	–	2 844 938	19 829	–	575 775	2 249 334
.....	2021-2022	1 442	1 079 616	–	1 079 616	7 093	–	116 379	956 144
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures :									
.....	2020-2021	242	511 046	–	511 046	893	–	23 075	487 078
.....	2021-2022	164	93 119	–	93 119	974	–	7 485	84 660
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable :									
.....	2020-2021	154	2 540 707	–	2 540 707	–	–	193 933	2 346 774
.....	2021-2022	47	541 292	–	541 292	–	–	145 108	396 184
Perte ou dommage : téléphone portable.....	2020-2021	2	95 357	–	95 357	–	–	1 299	94 058
Perte ou dommage : tenue de combat:									
.....	2020-2021	2 138	2 430 911	–	2 430 911	21 542	–	271 609	2 137 760
.....	2021-2022	1 704	1 211 507	–	1 211 507	9 471	–	155 083	1 046 953
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :									
.....	2020-2021	32	87 706 181	–	87 706 181	–	–	87 702 665	3 516
.....	2021-2022	7	111 490	–	111 490	–	–	110 620	870
Réclamations frauduleuses – Bases des forces canadiennes Halifax.....	2010-2011	1	68 374	872	69 246	–	–	69 246	–
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçus de paye – Unité de soutien des Forces canadiennes – Ottawa.....	1999-2000	1	28 305	85 277	113 582	35 391	–	–	78 191
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite des Forces canadiennes.....	2021-2022	6	392 226	–	392 226	7 200 ¹	–	–	385 026
Vol d'armes et accessoires.....	2019-2020	1	2 328	–	2 328	–	–	58	2 270
Vol de matériel de télécommunication.....	2019-2020	5	9 362	–	9 362	1 039	–	2 000	6 323
Vol de matériel électrique.....	2019-2020	1	3 681	–	3 681	550	–	–	3 131
Vol de matériel technique.....	2019-2020	2	7 362	–	7 362	447	–	–	6 915
Vol de tenue de combat.....	2019-2020	31	36 136	–	36 136	1 027	–	3 025	32 084
Vol d'équipement spécifique non militaire.....	2019-2020	25	24 684	–	24 684	1 131	–	2 753	20 800
Vol d'équipement spécifique militaire.....	2019-2020	23	32 997	–	32 997	200	–	4 304	28 493
Vol ou vandalisme : armes et accessoires.....	2020-2021	3	1 793	–	1 793	–	–	278	1 515
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement :									
.....	2020-2021	40	37 151	–	37 151	146	–	4 138	32 867
.....	2021-2022	61	102 216	–	102 216	100	–	5 596	96 520
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture :									
.....	2020-2021	6	3 763	–	3 763	132	–	248	3 383
.....	2021-2022	3	3 851	–	3 851	–	–	122	3 729
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	2020-2021	20	23 088	–	23 088	–	–	22 867	221
Vol ou vandalisme : tenue de combat :									
.....	2020-2021	29	27 917	–	27 917	15	–	3 377	24 525
.....	2021-2022	51	60 000	–	60 000	100	–	5 012	54 888
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Demande de prestation frauduleuse à la Prestation canadienne d'urgence.....	2021-2022	12 507	7 562 568	–	7 562 568	–	–	7 562 568 ¹	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants.....	2009-2010	19	137 572	(74)	137 498	14 816	–	84 740	37 942
Opération frauduleuse par un employé :									
Sécurité de la vieillesse	2016-2017	1	39 546	–	39 546	18 700	–	–	20 846
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité.....	2021-2022	5	150	–	150	–	–	150	–
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse :									
.....	2020-2021	2	280	–	280	–	–	280	–
.....	2021-2022	7	11 494	–	11 494	1 675	5 119	4 647	53
Réclamations frauduleuses de prestations :									
Allocations familiales.....	1993-1994		113 772	42 974	156 746	45 431	–	111 252	63
Prestations d'assurance-emploi :									
.....	2015-2016	86 146	117 596 841	3 074 892 ¹	120 671 733	90 362 292	119 330	30 190 111 ¹	–
.....	2016-2017	103 342	163 978 027	(9 137 760) ¹	154 840 267	111 479 464 ¹	2 612 367	24 759 250 ¹	15 989 186
.....	2017-2018	104 179	176 993 293	(10 918 530) ¹	166 074 763	109 168 776	6 861 881	2 802 364 ¹	47 241 742
.....	2018-2019	93 659	168 605 168	(9 643 818) ¹	158 961 350	89 307 429	10 817 688	1 694 129 ¹	57 142 104
.....	2019-2020	82 981	151 716 218	(5 845 990) ¹	145 870 228	53 487 822 ¹	19 419 870	1 185 383 ¹	71 777 153
.....	2020-2021	6 925	14 737 747	(458 631) ¹	14 279 116	2 840 262	2 381 678	71 691 ¹	8 985 485
.....	2021-2022	23 295	43 458 183	(684 683) ¹	42 773 500	6 065 888	11 202 772	59 941 ¹	25 444 899
Prestations universelle pour la garde d'enfants :									
.....	2011-2012	2	14 000	300	14 300	13 880	193	–	227
.....	2014-2015	3	40 000	–	40 000	3 360	–	–	36 640
.....	2021-2022	2	32 720	–	32 720	–	–	–	32 720
Régime de pensions du Canada :									
.....	1990-1991		1 237 299	(1 025 188)	212 111	188 468	–	6 070	17 573
.....	1991-1992		400 740	89 095	489 835	422 083	750	34 993	32 009
.....	1992-1993		305 029	74 094	379 123	326 588	–	25 441	27 094
.....	1993-1994		244 571	(37 800)	206 771	182 996	931	8 562	14 282
.....	1994-1995		554 947	(190 296)	364 651	324 418	2 239	17 452	20 542
.....	1995-1996		724 248	413 861	1 138 109	956 914	959	72 169	108 067
.....	1996-1997		287 024	447 429	734 453	561 365	1 661	124 245	47 182
.....	1997-1998		1 862 075	(1 034 427)	827 648	621 980	3 419	49 997	152 252
.....	1998-1999		922 012	259 451	1 181 463	769 113	5 027	235 842	171 481
.....	1999-2000		1 166 820	178 427	1 345 247	1 059 301	11 134	114 359	160 453
.....	2000-2001		1 426 831	(382 140) ¹	1 044 691	715 306	9 726	133 451	186 208
.....	2001-2002		1 675 005	(717 506)	957 499	729 225	7 586	167 629	53 059
.....	2002-2003		540 077	54 944	595 021	481 023	678	110 086	3 234
.....	2003-2004		331 076	454 297	785 373	528 999	3 022	195 811	57 541
.....	2004-2005		709 351	(107 220)	602 131	353 023	4 591	117 554	126 963
.....	2005-2006		392 020	47 072	439 092	325 282	2 219	72 144	39 447
.....	2006-2007		27 486	910 703	938 189	595 151	8 301	304 355 ¹	30 382
.....	2007-2008		852 364	63 306	915 670	502 635	4 484	200 441	208 110
.....	2008-2009		724 860	(427 348)	297 512	204 070	1 187	15 615	76 640
.....	2009-2010	292	606 033	346 932	952 965	601 288	8 705	106 090	236 882
.....	2010-2011	336	983 060	(624 713)	358 347	229 173	420	115 531	13 223
.....	2011-2012	36	319 457	(64 689)	254 768	148 313	4 362	58 973	43 120
.....	2013-2014	35	963 674	(227 035) ¹	736 639	155 122	24 230	236 117 ¹	321 170
.....	2014-2015	61	710 001	(65 460) ¹	644 541	347 649	2 294	31 262	263 336
.....	2015-2016	40	491 332	11 025	502 357	199 801	22 269	165 613 ¹	114 674
.....	2016-2017	12	339 359	(50 437)	288 922	94 088	6 606	18 446	169 782
.....	2017-2018	5	92 010	3 975	95 985	38 287	2 400	–	55 298
.....	2019-2020	4	29 667	–	29 667	1 967	–	20 626	7 074
.....	2021-2022	7	165 956	(34) ¹	165 922	3 853	2 352	26 846	132 871

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Sécurité de la vieillesse :									
.....	1985-1986		168 923	430 684	599 607	243 415	–	184 916	171 276
.....	1986-1987		173 459	68 877	242 336	98 259	–	143 876	201
.....	1987-1988		348 198	(104 333)	243 865	156 434	–	82 923	4 508
.....	1989-1990		745 061	16 679	761 740	245 002	809	222 290	293 639
.....	1991-1992		563 001	137 222	700 223	174 130	330	461 358	64 405
.....	1992-1993		541 650	565 793	1 107 443	179 545	–	821 811	106 087
.....	1995-1996		558 177	446 044	1 004 221	506 772	–	443 435	54 014
.....	1996-1997		556 744	1 014	557 758	54 507	315	419 849	83 087
.....	1997-1998		808 271	257 334	1 065 605	223 625	–	673 710	168 270
.....	1998-1999		955 473	158 659	1 114 132	341 668	–	422 651	349 813
.....	1999-2000		517 463	(71 548)	445 915	262 456	14 048	105 433	63 978
.....	2000-2001		985 419	(340 189)	645 230	241 877	4 310	121 595	277 448
.....	2001-2002		3 658 263	(3 176 809)	481 454	152 354	–	97 019	232 081
.....	2002-2003		843 538	(316 107)	527 431	177 197	–	344 524	5 710
.....	2003-2004		2 330 524	(1 430 544)	899 980	161 674	738	284 353	453 215
.....	2004-2005		1 013 070	(694 547)	318 523	149 695	–	–	168 828
.....	2005-2006		718 362	(280 805)	437 557	98 205	–	167 638	171 714
.....	2008-2009		134 360	(21 833)	112 527	111 558	–	–	969
.....	2009-2010	15	606 989	(33 029)	573 960	172 606	33 824	–	367 530
.....	2010-2011	2	95 829	–	95 829	18 195	8 008	–	69 626
.....	2011-2012	1	14 995	–	14 995	11 924	–	–	3 071
.....	2012-2013	15	659 405	(190 675)	468 730	215 035	317	–	253 378
.....	2013-2014	16	585 092	484	585 576	241 251	–	237 454	106 871
.....	2014-2015	41	2 055 396	(205 887)	1 849 509	673 702	–	360 347	815 460
.....	2015-2016	15	795 157	(104 226)	690 931	144 366	–	160 276	386 289
.....	2016-2017	16	1 174 919	(10 717)	1 164 202	198 219	–	67 259	898 724
.....	2017-2018	10	494 490	–	494 490	91 146	–	–	403 344
.....	2018-2019	15	235 653	(71 010)	164 643	139 921	–	–	24 722
.....	2019-2020	12	166 727	(83 547) ¹	83 180	2 616	29 494	–	51 070
.....	2020-2021	10	576 497	–	576 497	67 570	–	–	508 927
.....	2021-2022	8	381 500	–	381 500	10 799	–	14 029	356 672
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants :									
.....	2013-2014	75	696 810	(3 833)	692 977	375 891	15 645	180 082 ¹	121 359
.....	2014-2015	30	266 102	204	266 306	114 196	1 619	137 490 ¹	13 001
.....	2015-2016	25	267 856	11 357	279 213	63 029	3 050	80 281 ¹	132 853
.....	2016-2017	2	40 701	(26 713)	13 988	806	–	–	13 182
.....	2017-2018	20	361 592	–	361 592	29 468	3 722	10 270 ¹	318 132
.....	2018-2019	39	404 156	15 678	419 834	128 947	27 541	17 969	245 377
.....	2019-2020	37	418 983	–	418 983	21 587	39 290	99 802	258 304
.....	2020-2021	18	415 649	–	415 649	6 552	19	100 069	309 009
.....	2021-2022	111	1 723 979	–	1 723 979	726 587	20 489	636 752 ¹	340 151
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions :									
.....	2011-2012	2	468 767	301 273	770 040	264 017	5 069	16 900	484 054
.....	2012-2013	3	620 814	(287 412)	333 402	105 502	–	154 965 ¹	72 935
.....	2014-2015	1	390 540	–	390 540	–	–	390 540 ¹	–
Réclamations frauduleuses ou non justifiées de subventions et de contributions :									
.....	2015-2016	2	2 756 135	661 751	3 417 886	400	–	3 417 486 ¹	–
.....	2019-2020	5	46 557	–	46 557	–	–	2 988 ¹	43 569
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....									
.....	2021-2022	5	9 739	–	9 739	–	–	9 739	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement meubles ou aménagement.....									
.....	2021-2022	4	5 220	–	5 220	–	–	5 220	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Environnement et Changement climatique									
Ministère de l'Environnement									
Emploi frauduleux de carte de voyage	2014-2015	1	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée	2019-2020	2	4 868	–	4 868	3 941	927	–	–
Perte de la petite caisse	2013-2014	5	7 894	(15)	7 879	–	–	–	7 879
Trop payé à un fournisseur	2021-2022	11	5 489 197	(1 949 281)	¹ 3 539 916	–	3 012 953	–	526 964
Agence Parcs Canada									
Carte de voyage non payée	2019-2020	7	12 475	–	12 475	12 065	258	152	–
Dompage à l'équipement	2019-2020	17	30 009	–	30 009	907	60	29 042	¹ –
Dompage à un édifice ou un autre bien immobilier:									
.....	2020-2021	22	539 975	–	539 975	135 288	10 687	394 000	¹ –
.....	2021-2022	48	43 263 708	487 669	¹ 43 751 377	16 432	43 561	43 104 618	¹ 586 765
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2021-2022	45	20 301	–	20 301	13 035	1 619	5 647	¹ –
Perte ou dompage : matériel, outil ou fourniture	2020-2021	26	33 630	2 198	35 828	24 135	–	11 693	¹ –
Perte ou dompage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :									
.....	2020-2021	58	424 168	–	424 168	–	–	424 168	¹ –
.....	2021-2022	57	598 181	(117)	¹ 598 064	9 668	2 511	585 885	¹ –
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2021-2022	11	3 108	–	3 108	100	–	3 008	¹ –
Utilisation frauduleuse d'une carte d'acquisition	2019-2020	28	57 034	(1 392)	55 642	50 925	–	4 717	¹ –
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2021-2022	30	76 146	–	76 146	–	–	76 146	¹ –
Finances									
Bureau du vérificateur général									
Perte ou dompage : téléphone portable	2021-2022	4	1 756	(50)	¹ 1 706	–	–	1 706	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Emploi non autorisé de carte de voyage	2019-2020	3	8 491	–	8 491	5 909	–	–	2 582
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre	2021-2022	3	21 518	–	21 518	–	–	–	21 518
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2021-2022	9 302	2 278 140	–	2 278 140	66 377	39 184	2 172 579	–
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires	2021-2022	25	4 227 063	95 982	¹ 4 323 045	1 599 265	1 371 279	649 025	703 476
Innovation, Sciences et Industrie									
Statistique Canada									
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement	2021-2022	20	2 543	–	2 543	–	1 220	1 323	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2021-2022	17	16 799	–	16 799	–	3 033	13 766	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2021-2022	25	6 866	–	6 866	–	960	5 906	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
Ministère des Pêches et des Océans									
Dompage à un édifice ou autre bien immobilier (inclus des ports pour petits bateaux)	2016-2017	6	393 046	–	393 046	–	–	293 046	100 000
Dompage à un édifice ou un autre bien immobilier	2020-2021	13	786 801	–	786 801	–	500 185	286 616	¹ –

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Emploi non autorisé de carte d'acquisition désignée :									
.....	2017-2018	3	1 286	–	1 286	1 188	–	98 ¹	–
.....	2018-2019	2	589	–	589	407	–	182 ¹	–
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2013-2014	9	22 100	–	22 100	16 942	–	5 158 ¹	–
.....	2014-2015	17	27 758	(3 411)	24 347	20 547	–	3 690	110
.....	2015-2016	12	23 688	–	23 688	15 217	2 949	–	5 522
.....	2016-2017	24	51 028	–	51 028	10 799 ¹	3 645	–	36 584
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée :									
.....	2012-2013	5	9 582	2 546	12 128	9 239	–	2 889 ¹	–
.....	2017-2018	15	38 962	–	38 962	10 516 ¹	7 114	– ¹	21 332
.....	2018-2019	16	46 147	–	46 147	23 375 ¹	222	– ¹	22 550
.....	2019-2020	10	20 901	–	20 901	14 556	–	1 190	5 155
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage :									
.....	2020-2021	136	93 053	–	93 053	84 435	–	12	8 606
.....	2021-2022	87	102 813	(2 566)	100 247	69 119	700	–	30 428
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs.....									
.....	2012-2013	1	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte de navire suite à un incendie.....									
.....	2010-2011	1	50 000	–	50 000	–	–	50 000 ¹	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement.....									
.....	2021-2022	6	303 616	125 000 ¹	428 616	–	–	148 616	280 000
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....									
.....	2021-2022	27	108 287	–	108 287	–	37 878	70 409 ¹	–
Vandalisme à un navire.....									
.....	2018-2019	1	11 000 000	3 000 000	14 000 000	–	–	–	14 000 000
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures.....									
.....	2021-2022	7	30 674	–	30 674	–	–	30 674 ¹	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....									
.....	2021-2022	2	2 800	–	2 800	–	–	2 800 ¹	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Demande de contributions falsifiée.....	2015-2016	1	153 250	40 250	193 500	40 250	–	–	153 250
Dommage à un édifice de l'État.....	2016-2017	2	6 209	–	6 209	–	–	–	6 209
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	2017-2018	1	1 100	–	1 100	–	–	–	1 100
Utilisation frauduleuse de carte d'achat.....	2010-2011	1	10 188	8 444	18 632	3 437	–	15 195	–
Utilisation frauduleuse de carte de voyage.....	2010-2011	1	19 784	–	19 784	–	–	19 784	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
Perte ou dommage : téléphone portable.....	2021-2022	3	225	–	225	–	–	–	225
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....									
.....	2021-2022	1	2 500	–	2 500	–	–	–	2 500
Ressources naturelles									
Ministère des Ressources naturelles									
Encaissement frauduleux de chèques de voyage.....	2007-2008	2	12 895	–	12 895	8 664	–	4 231	–
Vol et utilisation non autorisée de coupons de taxi.....	2010-2011	1	769	–	769	–	–	769	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national									
Agence du revenu du Canada									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....									
	2021-2022	19	172 412	(3 306) ¹	169 106	40 136	6 453	21 675	100 842
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés :									
	2013-2014	5	6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
	2014-2015	4	2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
	2015-2016	3	1 588	–	1 588	973	–	–	615
	2016-2017	5	21 605	–	21 605	17 172	–	–	4 433
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées :									
	2013-2014	6	77 379	–	77 379	49 988	–	17 772	9 619
	2014-2015	4	52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
	2015-2016	3	10 610	–	10 610	3 106	–	–	7 504
	2016-2017	4	25 002	–	25 002	290	–	–	24 712
	2017-2018	16	100 679	(7 268)	93 411	34 340	–	–	59 071
	2018-2019	12	143 083	–	143 083	68 901	117	58 324 ¹	15 741
	2019-2020	9	31 319	(7 879)	23 440	21 466	–	–	1 974
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour) :									
Autres pertes administrées :									
	2009-2010	31	111 065	–	111 065	58 665	–	30 700 ¹	21 700
	2011-2012	42	431 140	–	431 140	148 060	–	275 392 ¹	7 688
	2012-2013	8	47 923	–	47 923	26 134	–	–	21 789
	2013-2014	7	30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
	2014-2015	22	209 003	–	209 003	21 022	11 214	176 767	–
	2020-2021	1	61 460	–	61 460	–	–	–	61 460
	2021-2022	7	275 579	660 189 ¹	935 768	67 832	–	660 640 ¹	207 296
Impôt sur le revenu :									
	2003-2004	541	12 026 416	–	12 026 416	8 652 105	74	3 374 237	–
	2004-2005	916	7 922 895	–	7 922 895	5 582 532	–	2 332 987 ¹	7 376
	2005-2006	1 160	9 648 565	–	9 648 565	6 215 280	10	3 335 940 ¹	97 335
	2007-2008	2 020	13 004 212	–	13 004 212	4 065 482	–	8 908 971 ¹	29 759
	2008-2009	589	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 449 306	–	6 599 088	13 371
	2009-2010	653	7 428 731	–	7 428 731	3 483 488	12 538	3 683 350	249 355
	2010-2011	389	22 442 722	(20 048)	22 422 674	10 082 253	–	12 064 225 ¹	276 196
	2011-2012	252	4 611 681	–	4 611 681	2 570 950	–	1 927 864	112 867
	2012-2013	298	11 841 323	(6 594)	11 834 729	6 195 209	–	4 835 872 ¹	803 648
	2013-2014	180	8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 718 007	14 520	5 739 973	330 492
	2014-2015	237	3 508 671	–	3 508 671	1 832 705	–	917 941 ¹	758 025
	2015-2016	122	4 594 597	(79 287)	4 515 310	1 440 759	31 850	1 202 650 ¹	1 840 051
	2016-2017	79	3 700 231	154 470	3 854 701	1 060 815	14 864	1 863 889	915 133
	2017-2018	57	1 760 874	220 542	1 981 416	914 048	25 405	135 182 ¹	906 781
	2018-2019	41	2 187 366	–	2 187 366	1 371 982	27 807	347 449	440 128
	2019-2020	17	2 484 546	–	2 484 546	110 262	21 882	386 720	1 965 682
	2020-2021	20	7 950 148	–	7 950 148	619 645	108 287	162 589 ¹	7 059 627
	2021-2022	11	3 574 618	(660 189) ¹	2 914 429	111 269	206 810	– ¹	2 596 350
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée :									
	2006-2007	550	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 883	–	5 807 388	408
	2009-2010	400	7 265 375	1 045 720	8 311 095	2 131 432	–	6 179 663 ¹	–
	2010-2011	380	4 445 660	–	4 445 660	1 997 153	–	2 300 882	147 625
	2011-2012	255	13 871 865	–	13 871 865	8 403 982	56 641	5 275 302 ¹	135 940
	2012-2013	598	21 919 300	–	21 919 300	1 568 316	–	20 256 687	94 297
	2013-2014	280	18 502 691	–	18 502 691	912 320	–	17 590 371 ¹	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2014-2015	217	8 703 643	–	8 703 643	1 450 548	–	6 962 989 ¹	290 106
.....	2015-2016	34	1 251 325	31 895	1 283 220	376 012	–	867 054	40 154
.....	2016-2017	60	1 188 685	–	1 188 685	517 182	–	472 720	198 783
.....	2017-2018	36	1 452 077	(220 542)	1 231 535	317 161	73	753 410	160 891
.....	2018-2019	68	618 440	10 357 104	10 975 544	875 871	319	9 078 816 ¹	1 020 538
.....	2019-2020	30	13 893 312	–	13 893 312	446 757	16 687	11 928 778 ¹	1 501 090
.....	2020-2021	36	3 986 809	–	3 986 809	667 388	5 200	1 806 756 ¹	1 507 465
.....	2021-2022	29	1 583 590	–	1 583 590	24 558	4 547	327 999 ¹	1 226 486
Santé									
Ministère de la Santé									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....									
.....	2020-2021	1	3 543	–	3 543	–	3 543	–	–
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage.....									
.....	2014-2015	2	15 707	–	15 707	8 553	1 709	–	5 445
Emploi non autorisé de billets de taxi.....									
.....	2017-2018	2	13 936	–	13 936	6 872	3 213	–	3 851
Perte de téléphone cellulaire.....									
.....	2019-2020	7	3 800	–	3 800	–	1 000	2 800	–
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Emploi non autorisé de carte de voyage.....									
.....	2014-2015	6	26 698	–	26 698	26 420	–	19	259
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée.....									
.....	2012-2013	12	44 290	644	44 934	40 687	–	207	4 040
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :									
.....	2020-2021	54	145 564	8 819 ¹	154 383	24 223	–	130 160 ¹	–
.....	2021-2022	72	170 286	28 954 ¹	199 240	12 837	–	186 403 ¹	–
Agence de la santé publique du Canada									
Contrat non exécuté par un vendeur.....									
.....	2020-2021	3	105 119 965	–	105 119 965	–	–	20 366 167	84 753 798
Paiement de salaire et des frais d'études falsifié pour une formation non suivie.....									
.....	2017-2018	1	28 617	(4 757)	23 860	4 987 ¹	–	–	18 873
Instituts de recherche en santé du Canada									
Demande de subvention falsifiée.....									
.....	2017-2018	1	263 914	–	263 914	158 566	52 000	–	53 348
Trop payé à un fournisseur.....									
.....	2021-2022	1	10 254	–	10 254	–	10 254	–	–
Sécurité publique									
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....									
.....	2021-2022	26	34 956	–	34 956	–	–	28 171	6 785
Perte ou dommage : téléphone portable.....									
.....	2021-2022	13	11 968	–	11 968	–	–	9 060	2 908
Agence des services frontaliers du Canada									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....									
.....	2020-2021	4	24 639	(15 449) ¹	9 190	7 583	1 322	–	285
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes									
Fausse déclaration/ Valeur.....									
.....	2021-2022	1	417 339	–	417 339	–	6 000	–	411 339
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes									
Non déclaration/Contrebande.....									
.....	2020-2021	1	1 555	–	1 555	–	1 555	–	–
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes									
Autres infractions.....									
.....	2013-2014	1	27 266	–	27 266	18 569	–	–	8 697
Gendarmerie royale du Canada									
Dommage à des biens immobiliers.....									
.....	2018-2019	31	1 407 534	684 065	2 091 599	–	–	1 174 684	916 915

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Dompage à un édifice ou un autre bien immobilier	2021-2022	31	1 057 082	(16 763) ¹	1 040 319	–	–	1 027 440	12 879
Dompage à un véhicule de l'État :									
.....	2018-2019	736	2 332 017	100 191	2 432 208	210 605	–	1 910 709	310 894
.....	2019-2020	1 079	4 209 269	6 843	4 216 112	822 803	–	2 796 093	597 216
Dompage à un véhicule de l'État attribuable à un acte illégal.....	2019-2020	114	358 281	41 591	399 872	57 791	–	114 491	227 590
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :									
.....	2020-2021	671	2 996 932	102 018	3 098 950	325 549	–	1 770 812	1 002 589
.....	2021-2022	952	3 520 135	104 554 ¹	3 624 689	71 204	110 590	2 498 002 ¹	944 893
Vandalisme à un véhicule de l'État :									
.....	2018-2019	56	260 513	22 997	283 510	15 238	–	115 315	152 957
.....	2019-2020	53	35 973	149	36 122	3 325	–	29 851	2 946
Vol de pièces à conviction.....	2013-2014	1	116 231	68 ¹	116 299	9 000	1 800	– ¹	105 499
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport :									
.....	2020-2021	132	487 250	33 616	520 866	84 305	595	170 369 ¹	265 597
.....	2021-2022	110	352 482	2 822 ¹	355 304	13 668	996	181 323	159 317
Service correctionnel du Canada									
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2021-2022	47	236 865	–	236 865	11 700	–	211 092 ¹	14 073
Vandalisme à des biens et de l'équipement.....	2019-2020	2 345	156 273	–	156 273	2 126	38	152 004	2 105
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier :									
.....	2020-2021	403	154 022	–	154 022	2 009	107	151 906 ¹	–
.....	2021-2022	502	249 835	–	249 835	485 ¹	2 472	246 441 ¹	437
Vol ou vandalisme : autres équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	2020-2021	8	3 993	–	3 993	836	74	3 070 ¹	13
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement:									
.....	2020-2021	282	184 104	–	184 104	1 185	948	181 971 ¹	–
.....	2021-2022	1 401	111 870	–	111 870	351	162	109 182 ¹	2 175
Services aux Autochtones									
Ministère des Services aux Autochtones									
Demande de contributions falsifiées.....	2017-2018	1	1 458 744	–	1 458 744	–	–	–	1 458 744
Demande de contributions fausses ou falsifiées.....	2009-2010	2	3 699 000	(97 107)	3 601 893	947 307	71 434	–	2 583 152
Demande de prestations frauduleuses.....	2007-2008	1	95 000	(438)	94 562	29 750	–	64 812	–
Demande de subventions et de contributions falsifiée.....	2016-2017	1	1 200 000	–	1 200 000	–	–	543 843	656 157
Détournement de fonds gouvernementaux.....	2016-2017	1	779 825	–	779 825	–	–	–	779 825
Emploi non autorisé de carte d'achat.....	2017-2018	3	9 553	–	9 553	6 842	–	–	2 711
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage:									
.....	2020-2021	3	23 635	–	23 635	–	–	22 833	802
.....	2021-2022	3	7 398	–	7 398	–	750	–	6 648
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2021-2022	13	59 234	–	59 234	–	–	57 240 ¹	1 994
Réclamations frauduleuses dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec.....	2005-2006	1	60 000	–	60 000	17 346 ¹	4 616	9 000	29 038
Trop-payé – Fournisseur de services de santé non assuré.....	2009-2010	2	6 805 708	(6 388 074)	417 634	5 920	–	404 494	7 220
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État.....	2009-2010	1	19 222	–	19 222	10 355	–	–	8 867
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement.....	2015-2016	1	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services publics et Approvisionnement									
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Demande de remboursement de réinstallation non conforme.....	2019-2020	6	18 249	2 319 ¹	20 568	11 471 ¹	166	4 013 ¹	4 918
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....	2021-2022	2	10 534	- ¹	10 534	-	-	134 ¹	10 400
Dompage à un édifice ou un autre bien immobilier.....	2021-2022	10	163 442	-	163 442	-	32 297	41 534 ¹	89 611
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2017-2018	6	9 217	(657)	8 560	4 632	-	-	3 928
.....	2018-2019	15	20 523	(4 635)	15 888	15 816	-	-	72
.....	2019-2020	10	28 024	2 059 ¹	30 083	23 321	-	-	6 762
Emploi non autorisé de fonds du régime de pension de retraite de la fonction publique.....	2018-2019	5	434 911	449	435 360	-	-	-	435 360
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage:									
.....	2020-2021	1	2 700	264	2 964	-	-	-	2 964
.....	2021-2022	2	2 828	-	2 828	-	-	2 828 ¹	-
Fraude – Agent de la paie.....	2006-2007	1	250 000	-	250 000	123 075	7 959	-	118 966
Fraude – Caisse de retraite de la fonction publique.....	2006-2007	1	1 185 000	(904 631)	280 369	96 004	-	129 767	54 598
Malfaisance par un employé.....	2007-2008	1	2 775 542	-	2 775 542	1 036 444	10 950	1 578 175 ¹	149 973
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées.....	2018-2019	1	33 628	-	33 628	-	-	-	33 628
Perte de fonds attribuable à un acte illégal.....	2004-2005	1	3 452 066	-	3 452 066	543 406	-	2 898 744	9 916
Receveur général – Paiement électronique mal dirigé :									
.....	2010-2011	1	2,850,554	-	2 850 554	1 891 159	325	959 070	-
.....	2013-2014	7 174	3 420 463	-	3 420 463	2 246 866	1 250	1 172 347	-
.....	2015-2016	11 723	8 332 870	-	8 332 870	7 069 271	4 982	1 258 617	-
.....	2016-2017	11 220	27 023 363	424 318	27 447 681	25 495 190	1 040	1 951 451	-
.....	2017-2018	10 860	8 345 320	(92 756)	8 252 564	6 999 595	2 450	1 250 519	-
.....	2018-2019	10 552	5 713 290	13 435	5 726 725	4 060 568	1 834	1 664 323	-
.....	2019-2020	9 619	6 573 662	(561 134) ¹	6 012 528	3 634 549	205 984	2 171 995 ¹	-
.....	2020-2021	22 170	25 963 353	(10 939 618)	15 023 735	12 094 040	297 485	2 632 210 ¹	-
.....	2021-2022	7 998	9 170 377	(704 247)	8 466 130	5 313 775	2 990 829	161 526 ¹	-
Trop payé à un fournisseur.....	2021-2022	2	117 329	-	117 329	-	109 428	-	7 901
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au Régime de retraite de la fonction publique :									
.....	2020-2021	8	373 054	-	373 054	12 810	7 318	-	352 926
.....	2021-2022	22	1 483 461	329 726	1 813 187	2 233	358 972	382 419	1 069 563
Trop-payé – Caisse de retraite de la fonction publique :									
.....	2007-2008	1	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	-	116 042	-
.....	2009-2010	1	211 459	-	211 459	126 805	3 548	52 245	28 861
.....	2010-2011	1	145 480	-	145 480	87 007	750	14 623	43 100
.....	2012-2013	1	174 014	-	174 014	134 005	2 357	-	37 652
.....	2013-2014	1	497 792	-	497 792	285 698	16 433	6 549	189 112
.....	2015-2016	9	169 594	-	169 594	17 392	1 538	121 882	28 782
.....	2016-2017	11	21 214	(3 375)	17 839	17 672	-	-	167
.....	2019-2020	1	19 378	-	19 378	-	-	-	19 378
Utilisation frauduleuse de carte d'achat :									
.....	2009-2010	1	4 087	-	4 087	2 099	-	1 988	-
.....	2018-2019	5	52 059	(1 900)	50 159	442	1 140	14 900 ¹	33 677
.....	2019-2020	1	1 180	-	1 180	1 180	-	-	-

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2022-2023	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi	2009-2010	2	21 156	–	21 156	2 886	240	17 070	960
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2021-2022	25	57 145	–	57 145	4 622	6 886	45 637	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2021-2022	8	9 883	–	9 883	–	1 197	8 686	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2021-2022	7	2 873	–	2 873	–	–	2 873 ¹	–
Transports									
Ministère des Transports									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	2020-2021	1	9 531	–	9 531	–	–	–	9 531
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2021-2022	1	4 000	–	4 000	–	4 000	–	–
Total.....		656 212	1 595 174 415	(46 214 432)	1 548 959 983	652 799 229	63 766 178	427 985 656	404 408 920

¹ Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 3

Comptes publics du Canada
2022-2023

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	174

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	3 811 440	–	3 994 625	154 817	12 625 106	1 325 676
Bureau du directeur général des élections.....	3 110 491	–	–	81 332	36 854 985	1 003 151
Commissariat aux langues officielles	179 746	–	52 253	11 792	512 662	349 115
Commission des débats des chefs.....	103 634	–	–	–	22 672	1 345
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	338 001	–	–	2 367	149 373	525 387
	7 543 312	–	4 046 878	250 308	50 164 798	3 204 674
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	45 176 713	–	29 640 446	934 581	64 687 669	5 762 272
Agence de développement économique du Pacifique Canada	2 693 428	–	–	–	784 939	–
Commission mixte internationale (section canadienne).....	122 852	–	77 132	–	3 826	67 755
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	252 879 933	–	–	–	–	–
Investir au Canada.....	231 962	–	–	79	780 656	61 530
	301 104 888	–	29 717 578	934 660	66 257 090	5 891 557
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec						
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	74 258	–	–	–	1 070 311	191 166
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 499 869	–	6 038 733	489 154	47 768 130	4 538 382
Commission canadienne des grains	948 366	–	–	2 604	794 536	276 851
	16 448 235	–	6 038 733	491 758	48 562 666	4 815 233
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	75 710 366	–	–	423 473 624	88 675	1 791 937
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)...	156 405	–	–	–	–	72 342
	75 866 771	–	–	423 473 624	88 675	1 864 279
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	261 898	–	–	42 801	179 904	412 804
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	2 001 788	–	–	211 746	33 617 080	4 299 424
Commissariat à l'intégrité du secteur public	453 860	–	–	3 330	288 222	17 365
Commissariat au lobbying	341 913	–	–	8 366	725 894	31 590
École de la fonction publique du Canada.....	2 634	–	–	48 815	4 419 615	1 155 944
	2 800 195	–	–	272 257	39 050 811	5 504 323

Les renseignements détaillés sont disponibles au <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2023/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental:

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé;
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
3 200 236	1 212 884	3 127 269	12 405 872	301 176	116 333	1 514 701	14 087 636	57 877 771
379 086	3 517 350	248 316	275 431	506 617	254 886	718 690	2 040 967	48 991 302
22 606	161 216	43 104	19 646	36 396	94 285	102 647	71 643	1 657 111
13 406	–	–	–	169	–	–	32 035	173 261
55	–	22 469	8 000	2 371	–	5 871	227 718	1 281 612
3 615 389	4 891 450	3 441 158	12 708 949	846 729	465 504	2 341 909	16 459 999	109 981 057
26 063 417	45 424 907	63 807 775	2 553 872	12 758 670	20 474 298	24 967 184	18 015 912	360 267 716
173 782	350 115	–	–	79 809	–	213 561	1 060 352	5 355 986
–	56 230	26 532	1 543 416	46 317	–	60 765	261 055	2 265 880
–	–	–	–	–	–	–	–	252 879 933
35 655	215 946	–	491 245	1 881 768	19 500	135 462	311 947	4 165 750
26 272 854	46 047 198	63 834 307	4 588 533	14 766 564	20 493 798	25 376 972	19 649 266	624 935 265
720 299	321 739	242 364	–	92 759	–	218 159	2 240 565	5 171 620
7 809 478	3 708 003	3 660 924	9 794 546	769 767	–	3 597 237	18 712 381	122 386 604
256 201	252 391	5 774	39 482	112 626	–	361 634	176 168	3 226 633
8 065 679	3 960 394	3 666 698	9 834 028	882 393	–	3 958 871	18 888 549	125 613 237
4 355 389	173 742	1 170 090	–	699 451	691 968	1 437 062	15 994 664	525 586 968
–	13 200	34 225	–	20 845	–	122 889	75 822	495 728
4 355 389	186 942	1 204 315	–	720 296	691 968	1 559 951	16 070 486	526 082 696
–	169 606	–	–	15 001	237 417	38 368	89 324	1 447 123
10 499 225	16 208 801	1 314 806	2 603 018	641 933	86 024	6 125 605	80 919 357	158 528 807
–	44 632	2 789	–	11 702	–	38 325	53 243	913 468
20 609	56 299	5 711	–	10 176	16 583	44 846	63 258	1 325 245
90 100	205 492	16 732	–	174 243	53 979	2 053 532	537 325	8 758 411
10 609 934	16 515 224	1 340 038	2 603 018	838 054	156 586	8 262 308	81 573 183	169 525 931

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	1 770 988	–	–	–	9 256 516	4 158 903
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	234 796	–	3 762	75 083	904 058	126 023
Bureau du commissaire au renseignement	116 765	–	–	720	348 211	24 317
Commission de la fonction publique	522 831	–	–	24 046	3 762 764	238 567
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	296 234	–	–	29 115	2 008 780	203 797
	2 941 614	–	3 762	128 964	16 280 329	4 751 607
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	608 057 052	–	2 400 786 087	272 195 734	346 203 319	21 418 286
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	124 592	–	–	5 414	106 980	21 779
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	176 523	–	–	190	32 793	48 132
	608 358 167	–	2 400 786 087	272 201 338	346 343 092	21 488 197
Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	428 856 015	–	–	7 944 219	268 270 103	8 343 609
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	426 930	–	–	–	–	150 053
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	608 839	–	–	4 362	58 506	233 173
	429 891 784	–	–	7 948 581	268 328 609	8 726 835
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement.....	39 957 452	–	63 469 334	415 277	26 136 096	7 026 862
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	936 629	–	–	16 789	1 445 467	745 693
Agence Parcs Canada.....	9 320 254	–	61 737 196	1 607 725	11 051 574	5 095 487
	50 214 335	–	125 206 530	2 039 791	38 633 137	12 868 042
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	1 062 163	–	–	41 884	679 813	578 748
Finances						
Ministère des Finances	2 442 116	–	–	83 095	2 397 704	797 668
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	314 571	–	–	2 621	5 105 769	285 424
Bureau du surintendant des institutions financières	54 608	–	–	–	11 825 084	600 240
Bureau du vérificateur général.....	3 030 271	–	–	237 381	1 685 837	802 376
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	88 223	–	–	3 633	2 916 049	478 255
	5 929 789	–	–	326 730	23 930 443	2 963 963
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	663 766 542	–	–	389 146 814	110 006 619	6 717 676
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	3 935 238	–	–	146 060	7 665 965	16 286 160
	667 701 780	–	–	389 292 874	117 672 584	23 003 836

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
13 139 137	346 814	4 065 390	661 293	758 528	98 051	1 432 506	3 222 059	38 910 185
236 334	324 621	88 166	175 043	59 415	122 392	349 299	23 263	2 722 255
–	–	–	–	7 285	–	5 995	113 465	616 758
1 441 187	1 283 788	224 667	–	45 068	1 407	554 273	1 326 713	9 425 311
22 150	209 190	249 067	–	54 640	–	279 366	324 165	3 676 504
14 838 808	2 164 413	4 627 290	836 336	924 936	221 850	2 621 439	5 009 665	55 351 013
32 452 696	72 735 074	107 155 219	14 943 729	6 468 591	50 264 515	188 930 715	670 702 168	4 792 313 185
8 396	6 515	8 035	–	11 171	–	33 766	11 337	337 985
15 000	30 343	458	–	29 111	2 259	107 778	92 516	535 103
32 476 092	72 771 932	107 163 712	14 943 729	6 508 873	50 266 774	189 072 259	670 806 021	4 793 186 273
18 796 916	160 835 523	42 561 851	1 928 353	1 250 400	2 979 417	17 036 669	4 387 558	963 190 633
–	–	42 509	–	29 836	–	62 572	419 441	1 131 341
166 746	139 506	–	1 607 551	29 046	–	107 139	402 986	3 357 854
18 963 662	160 975 029	42 604 360	3 535 904	1 309 282	2 979 417	17 206 380	5 209 985	967 679 828
11 390 591	12 648 727	5 407 067	35 724 696	1 731 896	1 460 873	8 800 759	10 188 057	224 357 687
1 907 982	188 770	–	127 486	71 590	94 772	579 923	204 366	6 319 467
3 837 381	2 217 040	3 596 614	6 895 442	1 088 056	539 416	3 848 411	49 049 972	159 884 568
17 135 954	15 054 537	9 003 681	42 747 624	2 891 542	2 095 061	13 229 093	59 442 395	390 561 722
92 499	585 457	48 863	1 466 764	49 226	272 585	428 245	1 304 220	6 610 467
5 696 050	15 624	742 302	26 427	1 216 420	40 277	1 044 383	1 364 395	15 866 461
645 008	–	1 109	–	61 721	36 296	443 204	3 326 693	10 222 416
1 023 067	–	477 895	–	1 188 006	143 576	1 890 786	6 750 448	23 953 710
–	133 047	167 771	–	960 676	4 530	1 618 215	1 103 133	9 743 237
2 081 099	539 833	369 743	–	231 976	–	801 080	1 757 933	9 267 824
9 445 224	688 504	1 758 820	26 427	3 658 799	224 679	5 797 668	14 302 602	69 053 648
20 900 529	13 194 178	36 136 984	702 027	1 769 398	2 407 223	4 971 191	83 319 543	1 333 038 724
29 693	646 040	2 334 752	–	330 860	373 839	1 348 873	2 157 891	35 255 371
20 930 222	13 840 218	38 471 736	702 027	2 100 258	2 781 062	6 320 064	85 477 434	1 368 294 095

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie	30 560 694	–	1 778 066	598 500	93 923 763	5 010 291
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	792 348	–	–	–	320 372	110 301
Agence de promotion économique du Canada atlantique	275 967	–	37 079	1 394	207 832	256 010
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1 449 397	–	–	6 627	2 055 106	170 869
Agence spatiale canadienne.....	5 710 359	–	216 417 863	106 636	4 447 385	680 169
Commission du droit d'auteur.....	25 972	–	–	7 806	134 820	37 703
Conseil de recherches en sciences humaines	90 773	–	–	4 571	2 782 834	247 742
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	139 793	–	–	726	2 459 951	207 916
Conseil national de recherches du Canada.....	26 216 458	–	7 003 203	1 313 974	18 018 739	1 021 991
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	729 680	–	–	–	156 893	62 736
Statistique Canada	5 009 489	–	–	1 260 235	23 069 017	1 515 039
	71 000 930	–	225 236 211	3 300 469	147 576 712	9 320 767
Justice						
Ministère de la Justice	2 133 420	–	–	484 250	14 320 497	3 020 925
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	500 126	–	–	–	345 717	183 154
Bureau du directeur des poursuites pénales	1 095 508	–	–	59 086	2 501 202	727 647
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	606 741	–	–	103 570	1 094 383	280 255
Commission canadienne des droits de la personne	66 244	–	–	52 024	884 507	312 213
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	351 326	–	31 306	–	178 063	240 643
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 344 519	–	1 683 172	8 409	2 378 433	3 438 583
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	443 328	–	–	73 189	4 205 790	2 299 786
	7 541 212	–	1 714 478	780 528	25 908 592	10 503 206
Parlement						
Chambre des communes.....	1 435 697	–	53 083	240 375	14 252 570	141 543
Bibliothèque du Parlement	20 561	–	–	3 718	54 408	11 204
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	49 330	–	–	2 360	290 885	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	36 982	–	–	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	40	–	–	–	13 656	1 547
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	342 837	–	–	–	555 682	81 598
Sénat	755 926	–	–	59 734	145 906	45 203
Service de protection parlementaire.....	1 472 824	–	–	124 911	6 263 713	–
	4 114 197	–	53 083	431 098	21 576 820	281 095

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
13 075 214	14 660 800	3 035 109	32 579 922	1 370 101	910 461	7 347 779	8 914 369	213 765 069
274 726	–	–	25 000	233 634	–	194 106	969 864	2 920 351
728 047	643 952	19 867	–	140 388	–	646 804	488 216	3 445 556
40 301	385 397	45 346	1 500	141 085	19 698	372 033	36 409	4 723 768
1 300 087	1 441 547	1 967 345	41 713 011	254 406	118 923	1 258 330	2 758 928	278 174 989
523	23 212	13 153	–	14 268	119 191	49 074	83 827	509 549
50 726	704 079	40 110	–	206 874	118 476	289 039	664 381	5 199 605
16 180	1 091 886	60 165	–	172 102	177 714	284 751	820 386	5 431 570
4 293 045	1 063 372	4 556 369	16 039 211	1 527 770	472 996	3 105 362	44 825	84 677 315
467 985	760 231	12 152	–	263 159	–	793 875	2 874 200	6 120 911
330 580	1 835 573	1 336 666	–	254 546	28 140	3 102 227	1 823 556	39 565 068
20 577 414	22 610 049	11 086 282	90 358 644	4 578 333	1 965 599	17 443 380	19 478 961	644 533 751
2 536 111	1 206 573	2 994 664	540 000	6 205 796	1 271	4 096 932	8 447 408	45 987 847
2 153 919	291 000	14 699	–	13 928 472	–	974 707	930 179	19 321 973
34 765 413	4 848	934 308	–	1 385 021	26 873	1 126 812	1 803 328	44 430 046
276 397	213 013	76 750	9 000	98 038	178 567	617 476	212 934	3 767 124
186 653	415 199	676	501 077	62 066	132 181	354 927	1 768 106	4 735 873
22 851	47 256	1 075 414	–	250 726	12 125	113 799	439 674	2 763 183
128 545	468 910	3 961 936	–	256 315	–	550 603	1 097 256	16 316 681
52 679	902 768	228 145	–	388 735	–	514 055	818 465	9 926 940
40 122 568	3 549 567	9 286 592	1 050 077	22 575 169	351 017	8 349 311	15 517 350	147 249 667
113 818	1 162 200	238 515	885 340	3 455 801	370 627	2 487 223	1 353 908	26 190 700
26 205	742 001	48 927	–	174 353	3 643	345 475	–	1 430 495
–	–	58 258	–	19 149	102 264	59 200	3 259	584 705
23 705	47 204	–	–	8 882	–	–	–	116 773
–	295 118	–	–	16 344	–	60 795	–	387 500
–	–	–	32 000	10 918	–	4 844	22 689	1 050 568
124 204	410 644	18 617	575 190	381 739	–	307 932	29 522	2 854 617
174 371	356 005	851 510	–	181 143	–	360 975	74 667	9 860 119
462 303	3 013 172	1 215 827	1 492 530	4 248 329	476 534	3 626 444	1 484 045	42 475 477

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	3 485 310	–	7 500	7 075	9 764 040	1 865 700
Bibliothèque et Archives du Canada.....	2 033 058	–	–	5 912	2 827 848	242 030
Commission des champs de bataille nationaux.....	79 378	–	404 636	–	91 299	12 830
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	279 806	–	–	–	1 384 472	505 602
Office national du film	725 840	–	174 096	–	38 964	215 726
	6 603 392	–	586 232	12 987	14 106 623	2 841 888
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	211 707 667	–	444 857 374	719 888	28 864 065	8 068 044
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	13 939 328	–	212 670 604	598 737	21 159 192	2 522 997
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	1 241 268	–	40 000	5 410	211 343	130 784
	15 180 596	–	212 710 604	604 147	21 370 535	2 653 781
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	68 355 583	–	2 694 923	496 608	41 987 838	4 380 644
Administration du pipe-line du Nord.....	173 670	–	–	–	19 390	559
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	766 120	–	344 207	183 791	9 527 647	1 353 599
Régie canadienne de l'énergie.....	480 310	–	139 253	–	5 435 277	155 310
	69 775 683	–	3 178 383	680 399	56 970 152	5 890 112
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	182 507 566	–	19 935	2 176 514	146 711 966	3 529 214
Santé						
Ministère de la Santé	18 879 530	–	3 680 847	63 749 918	89 626 508	5 975 379
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	7 946 258	–	13 417 165	1 870 267	20 520 420	2 166 647
Agence de la santé publique du Canada.....	143 333 150	–	308 733	31 530 646	76 841 873	8 389 393
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	66 499	–	–	10 000	52 953	108 429
Instituts de recherche en santé du Canada.....	123 492	–	–	–	428 270	405 345
	170 348 929	–	17 406 745	97 160 831	187 470 024	17 045 193
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 134 841	–	–	15 057	7 168 136	1 800 530
Agence des services frontaliers du Canada.....	66 041 691	–	248 317	28 230 578	286 767 641	11 186 061
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	117 943	–	–	361	162 990	19 764
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	48 636	–	–	190	36 247	161 428
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	28 511	–	–	2 454	149 427	122 186
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	209 929	–	117 988	20 413	5 031 002	399 818
Gendarmerie royale du Canada.....	147 901 151	–	60 763 334	141 379 462	95 552 621	–
Service correctionnel du Canada	35 395 162	–	18 591 069	200 237 642	24 787 400	4 092 810
	250 877 864	–	79 720 708	369 886 157	419 655 464	17 782 597

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
3 420 690	512 789	1 602 318	2 202 016	599 843	235 493	1 489 819	9 394 505	34 587 098
240 688	112 052	1 621 817	–	212 623	–	360 468	13 309 877	20 966 373
231 617	51 584	476 075	–	15 045	6 215	43 850	865 548	2 278 077
239 969	1 311 131	145 503	34 380	324 951	283 467	462 306	28 750	5 000 337
91 885	206 738	–	171 327	228 678	–	129 224	11 608 949	13 591 427
4 224 849	2 194 294	3 845 713	2 407 723	1 381 140	525 175	2 485 667	35 207 629	76 423 312
16 280 013	10 942 881	11 025 092	40 752 946	2 196 959	1 897 031	16 783 251	15 133 502	809 228 713
53 807 139	19 078 389	71 502	9 524 552	345 350	13 170	1 880 469	66 863 897	402 475 326
19 741	39 482	457 715	770 668	109 600	–	140 527	257 241	3 423 779
53 826 880	19 117 871	529 217	10 295 220	454 950	13 170	2 020 996	67 121 138	405 899 105
6 678 044	7 063 957	4 480 872	26 767 222	1 531 992	1 877 430	7 609 341	1 258 462	175 182 916
4 507	–	–	–	–	–	–	37 590	235 716
158 437	258 932	602 576	1 035 260	533 970	–	1 626 778	1 169 890	17 561 207
241 941	3 448 534	7 375	–	371 149	334 870	614 503	3 447 332	14 675 854
7 082 929	10 771 423	5 090 823	27 802 482	2 437 111	2 212 300	9 850 622	5 913 274	207 655 693
103 686 201	5 049 635	5 748 844	1 962 195	8 022 956	20 476	23 010 685	9 284 056	491 730 243
24 575 660	11 582 252	6 784 333	15 553 436	1 188 448	1 818 505	7 346 396	52 612 388	303 373 600
7 646 742	901 231	1 324 745	15 387 398	2 428 455	357 605	3 208 026	13 698 052	90 873 011
9 098 137	2 539 702	11 918 984	20 557 588	681 325	296 697	3 610 578	302 085 279	611 192 085
377 487	–	–	218 666	28 829	–	61 824	77 815	1 002 502
79 808	568 753	320 542	18 800	252 297	92 883	500 810	1 923 570	4 714 570
41 777 834	15 591 938	20 348 604	51 735 888	4 579 354	2 565 690	14 727 634	370 397 104	1 011 155 768
7 050 924	6 696 478	2 534 950	1 621 845	491 897	1	1 418 475	1 945 127	31 878 261
25 160 618	14 853 027	42 826 103	647 253	531 662	36 102	7 904 476	27 815 349	512 248 878
–	45 788	–	30 275	22 414	34 700	26 833	37 646	498 714
42 956	10 118	–	–	35 454	159 793	101 256	–	596 078
–	171 289	2 325	50 577	9 457	14 434	203 016	–	753 676
1 612 324	90 199	27 435	–	30 127	119 264	262 541	535 682	8 456 722
39 274 365	5 379 862	146 466 790	1 397 525	1 995 334	5 623 647	24 614 910	1 744 120	672 093 121
32 096 647	5 933 148	15 991 023	1 950 818	1 314 387	413 532	46 686 184	90 451 436	477 941 258
105 237 834	33 179 909	207 848 626	5 698 293	4 430 732	6 401 473	81 217 691	122 529 360	1 704 466 708

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	51 148 537	–	1 892 622	628 590 130	43 945 226	2 934 577
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	1 046 484	–	–	5 000	16 830	148 860
	52 195 021	–	1 892 622	628 595 130	43 962 056	3 083 437
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	469 930 028	445 937 220	438 910 452	586 246	230 374 537	56 533 089
Services partagés Canada	9 598 696	–	10 962 683	497 150	255 798 006	2 734 488
	479 528 724	445 937 220	449 873 135	1 083 396	486 172 543	59 267 577
Transports						
Ministère des Transports	17 953 084	–	39 867 906	3 504 497	43 420 994	3 573 479
Office des transports du Canada	138 080	–	–	80	648 273	244 870
	18 091 164	–	39 867 906	3 504 577	44 069 267	3 818 349
Total.....	3 709 672 134	445 937 220	4 042 916 984	2 206 381 691	2 661 657 081	240 350 524

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
36 033 223	8 210 926	2 527 131	16 178 744	1 447 457	28 954	6 534 710	76 627 249	876 099 486
254 684	59 627	2 641	–	32 423	–	52 049	53 299	1 671 897
36 287 907	8 270 553	2 529 772	16 178 744	1 479 880	28 954	6 586 759	76 680 548	877 771 383
22 272 452	148 250 187	32 979 803	2 840 580	1 619 369	3 059 441	10 538 764	388 324 755	2 252 156 923
1 065 077	174 947 076	5 449 044	346 053	200 259	32 876	15 656 089	53 034	477 340 531
23 337 529	323 197 263	38 428 847	3 186 633	1 819 628	3 092 317	26 194 853	388 377 789	2 729 497 454
23 258 374	42 282 961	3 803 030	21 934 669	2 351 351	1 096 522	8 512 263	15 622 298	227 181 428
1 271	343 976	246 269	–	83 135	70 245	381 307	452 710	2 610 216
23 259 645	42 626 937	4 049 299	21 934 669	2 434 486	1 166 767	8 893 570	16 075 008	229 791 644
643 685 911	838 288 135	598 440 880	368 849 383	96 243 739	101 603 204	497 622 549	2 139 723 458	18 591 372 893

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada
2022-2023

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	186

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2023/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	7 150 728	–	–	7 150 728
Bureau du directeur général des élections.....	–	(1 014)	–	–	(1 014)
	–	7 149 714	–	–	7 149 714
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	8 421	74 515	23 613 401	15 956 654	39 652 991
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	109 478	23 878 291	–	23 987 769
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants.....	–	302 312	–	–	302 312
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale.....	–	167 232 191	321 958 721	67 886 752	557 077 664
Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	13 455 891	–	13 455 891
	–	167 232 191	335 414 612	67 886 752	570 533 555
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement.....	116 656	253 771	988 555	–	1 358 982
Agence Parcs Canada.....	2 013 449	81 706 394	40 053 253	520 305	124 293 401
	2 130 105	81 960 165	41 041 808	520 305	125 652 383
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministères des Femmes et de l'Égalité des genres.....	–	–	195 536	–	195 536
Finance					
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	5 734 568	–	5 734 568
Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	1 447 131	–	1 447 131
	–	–	7 181 699	–	7 181 699
Innovation, Sciences et Industries					
Agence spatiale canadienne.....	–	1 202 941	–	–	1 202 941
Conseil national de recherches du Canada.....	–	27 904	52 428 273	–	52 456 177
Statistique Canada.....	–	–	522 048	–	522 048
	–	1 230 845	52 950 321	–	54 181 166

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Justice					
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	54 964	–	54 964
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	1 103 156	–	1 103 156
	–	–	1 158 120	–	1 158 120
Patrimoine canadien					
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	59 314 952	–	59 314 952
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans.....	–	167 762 497	6 821 544	–	174 584 041
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	–	–	3 803 388	–	3 803 388
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	–	–	152 637	–	152 637
	–	–	3 956 025	–	3 956 025
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles	–	1 256 351	6 572 768	–	7 829 119
Santé					
Ministère de la Santé.....	–	–	5 731	–	5 731
Agence de la santé publique du Canada.....	–	35 975	366 842	–	402 817
	–	35 975	372 573	–	408 548
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada.....	–	154 805	33 906 353	–	34 061 158
Gendarmerie royale du Canada.....	1 312 614	4 369 819	75 190 438	5 753 227	86 626 098
Service correctionnel du Canada	–	1 457 383	121 918 936	–	123 376 319
	1 312 614	5 982 007	231 015 727	5 753 227	244 063 575
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones.....	20	–	29 545	–	29 565
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 826 706	211 686 616	448 436 900	220 294	662 170 516
Services partagés Canada	–	–	16 786 026	–	16 786 026
	1 826 706	211 686 616	465 222 926	220 294	678 956 542
Transports					
Ministère des Transports	165 020	80 841 424	6 752 684	–	87 759 128
Total.....	5 442 886	725 624 090	1 265 492 532	90 337 232	2 086 896 740

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

Comptes publics du Canada
2022-2023

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel	190

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	60	–	212 594
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	86 993
Commissariat aux langues officielles	397	–	152 069
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	75 253
	457	–	526 909
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	4 778 877	–	9 691 011
Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	–	10 371
Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	18 823
Investir au Canada.....	–	–	1 632
	4 778 877	–	9 721 837
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	6 453	–	465 209
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 327 442	–	785 908
Commission canadienne des grains	46	–	233 712
	5 327 488	–	1 019 620
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	2 565	–	65 855
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	–	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	–	21 624
Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	44 608
Commissariat au lobbying	–	–	12 870
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	460 729
	–	–	539 831
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	100 138	–	1 246 644
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	128 958	–	4 211
Bureau du commissaire au renseignement	–	–	–
Commission de la fonction publique	–	–	36 023
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	24 850
	229 096	–	1 311 728

Matériel d'ordinateur/ Matériel Connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
3 276 313	645	161 314	–	37 147	15 914	3 703 987
1 009 105	–	220 091	–	69 364	33 743	1 419 296
490 747	11 776	188 504	–	1 721	16 118	861 332
80 147	–	–	–	2 116	–	157 516
4 856 312	12 421	569 909	–	110 348	65 775	6 142 131
12 824 776	7 341 402	18 015 246	–	1 104 353	6 918 236	60 673 901
337 748	–	64 042	–	–	–	412 161
178 576	–	3 796	–	–	–	201 195
231 867	–	363 056	–	1 014	–	597 569
13 572 967	7 341 402	18 446 140	–	1 105 367	6 918 236	61 884 826
180 526	–	120 694	–	–	817	773 699
6 486 505	16 136 642	1 176 032	139 685	202 909	4 998 849	35 253 972
345 049	1 921 330	105 140	–	23 822	203 626	2 832 725
6 831 554	18 057 972	1 281 172	139 685	226 731	5 202 475	38 086 697
4 165 697	–	1 532 328	–	117 041	34 278	5 917 764
486 443	19 120	23 807	–	300	1 534	531 204
3 722 346	–	123 072	–	13 387	6 800	3 887 229
200 134	–	978	–	1 856	–	247 576
75 254	–	5 376	–	–	–	93 500
2 217 806	–	207 359	–	23 159	24 251	2 933 304
6 215 540	–	336 785	–	38 402	31 051	7 161 609
6 117 899	1 692 133	1 082 483	–	66 590	48 299	10 354 186
357 169	51 044	46 598	–	1 463	32 834	622 277
–	–	11 892	–	–	–	11 892
1 734 263	10 245	212 247	–	250	2 735	1 995 763
12 707	237	4 642	–	5 458	306	48 200
8 222 038	1 753 659	1 357 862	–	73 761	84 174	13 032 318

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de Communication
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale.....	1 915 862 350	599 832 555	157 650 979
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	–	7 553
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	–	47 814
	1 915 862 350	599 832 555	157 706 346
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes			
en situation de handicap			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	54 503	–	1 484 550
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	–	–	–
	54 503	–	1 484 550
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement.....	5 449 720	64 419	1 101 096
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	–	–	585 120
Agence Parcs Canada.....	12 593 424	50 412	1 154 947
	18 043 144	114 831	2 841 163
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	49 368	–	167 249
Finances			
Ministère des Finances.....	–	–	262 116
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	430 463
Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	220 142
Bureau du vérificateur général.....	–	–	358 230
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	464 998
	–	–	1 735 949
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	5 775	–	691 123
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	713 185
	5 775	–	1 404 308
Innovation, Sciences et Industrie			
Ministère de l'Industrie.....	1 178 780	–	1 175 887
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	3 233	–	8 768
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	106 617	–	59 916
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	45 627
Agence spatiale canadienne.....	47 784	–	440 073
Commission du droit d'auteur.....	–	–	895
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	7 094
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	16 581
Conseil national de recherches du Canada.....	1 729 767	–	1 042 143
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	26 764
Statistique Canada.....	41 664	–	626 829
	3 107 845	–	3 450 577

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
316 414 427	169 208 738	42 917 864	13 925 316	6 838 294	609 328 134	3 831 978 657
11 242	245	11 725	–	725	435	31 925
38 266	–	5 444	–	3 414	83	95 021
316 463 935	169 208 983	42 935 033	13 925 316	6 842 433	609 328 652	3 832 105 603
25 190 156	734 716	10 315 695	–	441 554	187 301	38 408 475
189 184	–	11 224	–	33 496	–	233 904
804	–	12 041	–	–	–	12 845
25 380 144	734 716	10 338 960	–	475 050	187 301	38 655 224
12 031 664	17 298 055	3 842 334	–	283 646	3 353 660	43 424 594
825 433	2 691	49 361	–	23 429	–	1 486 034
5 584 289	4 458 186	1 268 088	377 690	390 922	8 609 898	34 487 856
18 441 386	21 758 932	5 159 783	377 690	697 997	11 963 558	79 398 484
660 590	–	58 880	–	9 216	22 494	967 797
1 404 645	–	199 333	–	79 307	13 458	1 958 859
813 770	–	1 799 848	–	2 350	–	3 046 431
3 466 785	–	648 165	–	–	–	4 335 092
1 055 695	–	123 594	–	12 033	–	1 549 552
1 961 125	5 629	287 487	5 180	49 617	2 169	2 776 205
8 702 020	5 629	3 058 427	5 180	143 307	15 627	13 666 139
12 509 881	3 032 316	2 392 750	–	81 242	422 562	19 135 649
1 680 012	15 785	151 171	–	9 177	42 521	2 611 851
14 189 893	3 048 101	2 543 921	–	90 419	465 083	21 747 500
10 414 080	3 980 535	3 568 020	645 236	43 037	2 545 360	23 550 935
16 884	–	48 826	–	5 515	7 977	91 203
376 730	–	231 333	–	10 979	377	785 952
360 589	371	78 822	–	10 621	11 211	507 241
2 009 496	2 548 250	147 576	–	11 184	648 142	5 852 505
5 317	1 295	66 153	–	–	–	73 660
1 053 735	–	25 703	–	22 036	27 364	1 135 932
1 601 653	–	38 954	–	33 054	41 046	1 731 288
8 859 564	44 005 885	1 730 221	4 637 434	424 783	2 887 347	65 317 144
835 645	–	576 051	–	109	–	1 438 569
4 473 724	232 503	143 986	–	839 245	141 632	6 499 583
30 007 417	50 768 839	6 655 645	5 282 670	1 400 563	6 310 456	106 984 012

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Justice			
Ministère de la Justice	80	–	361 062
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	20 212
Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	18 591
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	190 535
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	265 792
Registraire de la Cour suprême du Canada	298 578	–	196 902
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	1 478 636
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	182 635
	298 658	–	2 714 365
Parlement			
Chambre des communes	199 804	–	4 142 735
Bibliothèque du Parlement	–	–	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	20 731
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	72 808
Service de protection parlementaire	2 195	669 062	79 251
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	–
Sénat	–	–	217 342
	201 999	669 062	4 532 867
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	57 953	–	63 208
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	497 707
Commission des champs de bataille nationaux	807 923	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	341 443
Office national du film	–	–	86 552
	865 876	–	988 910
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans	238 438 044	216 484	9 919 516
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	124 612	–	8 940
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	530 635	6 792	65 395
	655 247	6 792	74 335
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	1 876 114	–	5 591 262
Commission canadienne de sûreté nucléaire	52 051	11 240	87 056
Régie canadienne de l'énergie	–	–	11 800
	1 928 165	11 240	5 690 118
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	193 433	–	179 748
Santé			
Ministère de la Santé	563 153	–	2 425 092
Agence canadienne d'inspection des aliments	979 413	–	591 515
Agence de la santé publique du Canada	240 791	–	205 732
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	35 303
Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	28 871
	1 783 357	–	3 286 513

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
5 580 226	1 231 841	1 027 687	–	112 371	22 401	8 335 668
80 589	–	20 479	–	3 639	–	124 919
1 434 418	28 598	103 461	–	70 543	372 733	2 028 344
633 845	–	43 602	–	2 316	–	870 298
829 817	–	82 031	–	396	–	1 178 036
692 486	22 365	264 942	–	3 048	177 465	1 655 786
828 510	3 720	603 535	–	8 942	39 612	2 962 955
659 304	212	58 843	–	30 439	19 575	951 008
10 739 195	1 286 736	2 204 580	–	231 694	631 786	18 107 014
16 558 385	–	2 477 386	–	135 714	5 682 819	29 196 843
330 177	–	79 736	–	–	–	409 913
456 314	–	800	–	189	–	478 034
620	–	–	–	82	–	702
33 830	–	7 923	–	–	–	114 561
988 533	654 500	138 129	–	3 595	366 419	2 901 684
–	–	2 369	–	140	1 985	4 494
649 613	4 567	70 465	–	12 407	65 085	1 019 479
19 017 472	659 067	2 776 808	–	152 127	6 116 308	34 125 710
410 480	73 235	100 856	–	11 368	159 851	876 951
2 033 506	21 742	778 625	–	17 358	304 405	3 653 343
65 001	32 238	–	–	69 107	29 809	1 004 078
859 771	62 924	29 397	–	465	–	1 294 000
1 444 681	–	28 336	–	–	344 346	1 903 915
4 813 439	190 139	937 214	–	98 298	838 411	8 732 287
17 751 713	30 542 338	5 978 172	5 824 346	485 429	62 618 800	371 774 842
267 891	6 056	100 352	–	19 463	295 938	823 252
187 022	120 857	215 532	14 635	7 817	51 977	1 200 662
454 913	126 913	315 884	14 635	27 280	347 915	2 023 914
15 668 999	16 190 669	1 814 785	–	616 623	4 274 269	46 032 721
1 681 175	174 370	54 635	–	–	9 270	2 069 797
719 277	–	82 788	–	–	4 260	818 125
18 069 451	16 365 039	1 952 208	–	616 623	4 287 799	48 920 643
56 188 269	–	6 542 827	–	215 773	1 358 196	64 678 246
22 783 886	11 526 868	4 832 871	2 516	800 670	3 249 442	46 184 498
4 670 223	10 084 540	942 579	–	300 587	1 084 807	18 653 664
9 902 405	24 439 917	528 123	127 949	106 724	2 219 996	37 771 637
68 404	2 825	16 627	–	1 594	–	124 753
471 679	–	6 144	–	19 781	675	527 150
37 896 597	46 054 150	6 326 344	130 465	1 229 356	6 554 920	103 261 702

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	375 097
Agence des services frontaliers du Canada.....	10 374 242	878 054	12 879 110
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	28 784
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	16 810
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	28 499
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	41 086	–	171 927
Gendarmerie royale du Canada.....	140 589 852	19 490 622	38 882 568
Service correctionnel du Canada.....	11 489 871	897 804	2 485 188
	162 495 051	21 266 480	54 867 983
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones.....	1 355 443	–	1 664 741
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	5 651	–	33 470
	1 361 094	–	1 698 211
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	626 727	–	8 333 275
Services partagés Canada.....	463 903	–	58 781 558
	1 090 630	–	67 114 833
Transports			
Ministère des Transports.....	34 391 694	6 392	1 360 016
Office des transports du Canada.....	–	–	153 509
	34 391 694	6 392	1 513 525
Total.....	2 391 171 169	622 123 836	335 022 055

¹ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 520 283 748 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 1 367 515 549 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 463 065 983 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 40 305 889 \$.

² Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation.

³ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
2 489 483	–	1 462 118	–	50 944	–	4 377 642
35 518 191	5 980 665	4 045 792	–	169 596	1 999 368	71 845 018
5 044	–	16 623	–	–	–	50 451
39 579	–	13 953	–	6 476	–	76 818
576 145	–	25 302	–	–	–	629 946
418 523	–	67 236	–	64 032	–	762 804
61 903 609	11 025 877	8 890 302	389 876	8 693 459	13 721 563	303 587 728
9 782 817	8 843 000	6 985 403	108 300	–	15 613 769	56 206 152
110 733 391	25 849 542	21 506 729	498 176	8 984 507	31 334 700	437 536 559
7 925 971	46 292 186	1 339 307	–	273 846	630 299	59 481 793
33 604	–	922	–	6 299	53	79 999
7 959 575	46 292 186	1 340 229	–	280 145	630 352	59 561 792
54 950 709	2 247 100	53 168 637	4 221 560	420 148	29 459 845	153 428 001
298 646 573	–	1 065 948	–	3 966	1 163 884	360 125 832
353 597 282	2 247 100	54 234 585	4 221 560	424 114	30 623 729	513 553 833
11 905 168	148 791	5 419 624	271 240	97 568	17 291 553	70 892 046
450 691	–	5 959	–	–	16 177	626 336
12 355 859	148 791	5 425 583	271 240	97 568	17 307 730	71 518 382
1 107 953 618	442 471 775	203 960 509	30 690 963	24 173 849	803 282 157	5 960 849 931

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2022-2023

Paiements de transfert

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert	200

Paiements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paiements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	481 380 112	4 157 503 721
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–
	–	481 380 112	4 157 503 721
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	408 545	631 484 341	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	56 441 040	–
	408 545	687 925 381	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	171 887 015	–
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	1 299 649 984	1 326 024 058
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	4 136 842 336	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	956 251	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	257 016	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	45 425	–	–
	302 441	–	–
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé.....	2 835 746	–	–
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale.....	692 756	14 218 367	32 550 910
Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	75 629 595 955	229 208 058	7 253 040 281
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	7 164 680	–	–
	75 636 760 635	229 208 058	7 253 040 281
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement.....	387 243	31 406 174	218 212 909
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	746 406	–	345 500
Agence Parcs Canada.....	13 577	238 970	1 215 073
	1 147 226	31 645 144	219 773 482
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	–	–	22 072 448

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2023/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c'est-à-dire les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	271 820 751	1 639 157 518	–	6 549 862 102
–	7 350 314	–	–	7 350 314
–	279 171 065	1 639 157 518	–	6 557 212 416
6 007 705 028	96 875 250	13 913 957	–	6 750 387 121
–	96 441 239	41 857 737	–	194 740 016
6 007 705 028	193 316 489	55 771 694	–	6 945 127 137
–	275 357 375	44 318 754	–	491 563 144
7 891 148	198 995 654	193 792	–	2 832 754 636
10 964 061	30 050 206	–	–	4 177 856 603
–	–	–	–	956 251
467 143	167 730	–	–	891 889
–	–	–	–	45 425
467 143	167 730	–	–	937 314
–	–	–	–	2 835 746
1 259 711 581	15 895 543	1 681 159	–	1 324 750 316
7 011 698	2 740 143 850	74 392 166	(483 349 821)	85 450 042 187
–	1 333 495	–	–	8 498 175
7 011 698	2 741 477 345	74 392 166	(483 349 821)	85 458 540 362
35 391 641	365 690 816	2 063 905	–	653 152 688
100 688	13 497 766	–	–	14 690 360
839 111	68 199 560	4 513 768	–	75 020 059
36 331 440	447 388 142	6 577 673	–	742 863 107
–	237 310 604	–	–	259 383 052

Paiements de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Finances			
Ministère des Finances	–	–	83 658 131 196
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	558 497 008	–	880 409 576
Innovation, Sciences et Industrie			
Ministère de l'Industrie	–	1 475 897 266	–
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	474 057	32 028 210	8 809 290
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 249 007	149 684 780	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	147 723 519	–
Agence spatiale canadienne.....	120 605	22 661 725	–
Conseil de recherches en sciences humaines	1 014 866 402	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 315 533 566	–	–
Conseil national de recherches du Canada.....	–	460 498 568	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	168 064 279	–
	2 332 243 637	2 456 558 347	8 809 290
Justice			
Ministère de la Justice	459 694	–	509 841 191
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	–
	459 694	–	509 841 191
Parlement			
Chambre des communes.....	–	–	–
Sénat	10 378	–	–
	10 378	–	–
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	33 911 325	155 443 143	473 795 576
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–
	33 911 325	155 443 143	473 795 576
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans.....	185 658 938	36 230 510	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	419 904	1 304 489 763	741 354 826
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	208 000	218 000	264 960
	627 904	1 304 707 763	741 619 786
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	345 881 916	525 415 846	583 309 784
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	37 448	–	–
Régie canadienne de l'énergie.....	8 063	–	–
	345 927 427	525 415 846	583 309 784
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	7 239 790 592	81 542 902	40 623 071
Santé			
Ministère de la Santé	156 907 140	1 964 970	1 262 297 012
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	120 800 639	–	–
Agence de la santé publique du Canada.....	20 000	–	147 268 148
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1 199 035 559	–	–
	1 476 763 338	1 964 970	1 409 565 160

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
1 123 588 893	(184 223)	–	100 733 215	84 882 269 081
136 436 782	1 115 744 947	109 451 790	–	2 800 540 103
5 008 051	1 435 748 702	–	–	2 916 654 019
–	32 218 405	8 550 828	–	82 080 790
–	178 186 689	22 266 018	–	351 386 494
–	318 264 244	87 099 165	–	553 086 928
47 439 179	14 843 017	–	–	85 064 526
–	–	–	–	1 014 866 402
–	–	–	–	1 315 533 566
28 291 970	123 535 692	–	–	612 326 230
–	218 868 389	59 326 853	–	446 259 521
80 739 200	2 321 665 138	177 242 864	–	7 377 258 476
719 253	91 215 995	116 000	–	602 352 133
–	498 506	–	–	498 506
719 253	91 714 501	116 000	–	602 850 639
1 425 007	–	–	–	1 425 007
611 906	–	–	–	622 284
2 036 913	–	–	–	2 047 291
12 998 089	1 308 767 519	20 851 161	–	2 005 766 813
–	2 520 303	–	–	2 520 303
12 998 089	1 311 287 822	20 851 161	–	2 008 287 116
892 360	179 319 442	–	–	402 101 250
–	5 062 421 782	4 597 337	–	7 113 283 612
–	7 092 362	–	–	7 783 322
–	5 069 514 144	4 597 337	–	7 121 066 934
9 204 056	190 610 198	–	–	1 654 421 800
1 008 867	3 281 957	–	–	4 328 272
–	1 255 785	–	–	1 263 848
10 212 923	195 147 940	–	–	1 660 013 920
–	2 976 230	–	–	7 364 932 795
–	542 044 689	10 950	–	1 963 224 761
–	–	–	–	120 800 639
5 347 294	492 401 391	271 026	–	645 307 859
–	59 383 682	–	–	1 258 419 241
5 347 294	1 093 829 762	281 976	–	3 987 752 500

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	41 700 000	–	2 538 847 534
Gendarmerie royale du Canada.....	529 833 986	–	–
Service correctionnel du Canada	–	–	–
	571 533 986	–	2 538 847 534
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones.....	12 942 109	1 397 632 173	982 439 008
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	24 702 099	–
	12 942 109	1 422 334 272	982 439 008
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	–	–
Transports			
Ministère des Transports	100 294	457 434 853	162 441 985
Total.....	92 538 412 566	9 357 546 667	105 000 798 057

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
1 259 292	360 757 122	102 539 190	–	3 045 103 138
58 000	855 239	–	–	530 747 225
–	4 418 838	543 097	–	4 961 935
1 317 292	366 031 199	103 082 287	–	3 580 812 298
–	15 287 779 376	26 078 310	–	17 706 870 976
–	93 035 828	–	–	117 737 927
–	15 380 815 204	26 078 310	–	17 824 608 903
–	–	557 325 806	(612 065 895)	(54 740 089)
242 323	466 367 052	52 197 332	–	1 138 783 839
8 704 613 421	32 013 359 311	2 873 317 619	(994 682 501)	249 493 365 140

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2022-2023

Frais de la dette publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	208

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent les intérêts effectifs calculés sur la dette contractée sur les marchés, y compris les montants découlant de l'extinction de la dette ainsi que les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite du secteur public et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2023
Dette non échue			
Intérêt sur les obligations négociables ¹			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087K866 – Mai 2022	1.50	–	13 191 759
CA135087UM44 – Juin 2022	9.25	–	3 193 725
CA135087ZU15 – Juin 2022	2.75	–	48 174 275
CA135087L286 – Août 2022	0.25	–	30 056 343
CA135087G732 – Sept 2022	1.00	–	144 701 118
CA135087L369 – Nov 2022	0.25	–	65 396 515
CA135087L773 – Fév 2023	0.25	–	67 449 435
CA135087H490 – Mars 2023	1.75	–	390 489 228
CA135087L856 – Mai 2023	0.25	29 750 000 000	84 616 757
CA135087A610 – Juin 2023	1.50	14 150 000 000	259 793 918
CA135087UT96 – Juin 2023	8.00	2 358 552 000	187 383 754
CA135087M359 – Août 2023	0.25	20 000 000 000	90 198 984
CA135087H987 – Sept 2023	2.00	40 500 000 000	351 400 859
CA135087M763 – Nov 2023	0.50	16 500 000 000	87 830 800
CA135087M920 – Fév 2024	0.75	17 450 000 000	186 873 362
CA135087J546 – Mars 2024	2.25	11 907 680 000	256 558 938
CA135087L690 – Avril 2024	0.25	36 980 000 000	152 603 028
CA135087N423 – Mai 2024	1.50	15 800 000 000	310 493 411
CA135087B451 – Juin 2024	2.50	13 700 000 000	350 562 343
CA135087N910 – Août 2024	2.75	16 500 000 000	386 240 066
CA135087J967 – Sept 2024	1.50	16 065 381 000	232 900 697
CA135087M508 – Oct 2024	0.75	14 000 000 000	126 989 284
CA135087P402 – Nov 2024	3.00	16 000 000 000	311 954 768
CA135087P659 – Fév 2025	3.75	15 000 000 000	174 024 073
CA135087K528 – Mars 2025	1.25	17 300 000 000	253 071 320
CA135087N340 – Avril 2025	1.50	12 000 000 000	252 610 735
CA135087Q319 – Mai 2025	3.75	10 500 000 000	32 778 181
CA135087D507 – Juin 2025	2.25	13 100 000 000	254 407 143
CA135087VH40 – Juin 2025	9.00	2 133 858 000	189 551 335
CA135087K940 – Sept 2025	0.50	47 500 000 000	204 158 790
CA135087P246 – Oct 2025	3.00	10 000 000 000	179 794 393
CA135087L518 – Mars 2026	0.25	34 000 000 000	205 284 054
CA135087P816 – Avril 2026	3.00	4 000 000 000	20 479 088
CA135087E679 – Juin 2026	1.50	13 472 000 000	197 179 329
CA135087L930 – Sept 2026	1.00	23 000 000 000	230 160 337
CA135087VS05 – Déc 2026	4.25	9 198 210 000	906 846 454
CA135087M847 – Mars 2027	1.25	17 000 000 000	258 214 584
CA135087F825 – Juin 2027	1.00	14 740 000 000	210 121 381
CA135087VW17 – Juin 2027	8.00	3 620 841 000	279 612 510
CA135087P733 – Août 2027	3.245	500 000 000	5 268 893
CA135087N837 – Sept 2027	2.75	16 000 000 000	352 780 598
CA135087P576 – Mars 2028	3.50	15 000 000 000	140 026 619
CA135087H235 – Juin 2028	2.00	13 500 000 000	292 657 735
CA135087J397 – Juin 2029	2.25	12 300 000 000	263 629 463
CA135087WL43 – Juin 2029	5.75	10 598 959 000	607 021 471
CA135087N670 – Déc 2029	2.25	5 000 000 000	114 788 473
CA135087K379 – Juin 2030	1.25	44 200 000 000	388 406 863
CA135087L443 – Déc 2030	0.50	40 000 000 000	356 643 591
CA135087M276 – Juin 2031	1.50	42 000 000 000	595 343 524
CA135087N266 – Déc 2031	1.50	32 000 000 000	543 749 251
CA135087WV25 – Déc 2031	4.00	9 766 330 000	930 620 283

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2023
CA135087N597 – Juin 2032	2.00	24 000 000 000	547 645 960
CA135087P329 – Déc 2032	2.50	21 000 000 000	285 600 342
CA135087XG49 – Juin 2033	5.75	11 988 905 000	700 719 750
CA135087Q236 – Juin 2033	2.75	12 000 000 000	31 709 425
CA135087XQ21 – Déc 2036	3.00	8 740 192 500	749 041 572
CA135087XW98 – Juin 2037	5.00	11 730 774 000	584 351 676
CA135087YQ12 – Juin 2041	4.00	13 838 441 000	555 045 508
CA135087YK42 – Déc 2041	2.00	9 062 121 500	689 319 925
CA135087ZH04 – Déc 2044	1.50	10 249 393 000	747 913 266
CA135087ZS68 – Déc 2045	3.50	16 300 000 000	527 776 169
CA135087B949 – Déc 2047	1.25	9 610 062 000	682 798 514
CA135087D358 – Déc 2048	2.75	14 900 000 000	386 831 188
CA135087G997 – Déc 2059	0.50	8 998 020 000	551 801 523
CA135087H722 – Déc 2051	2.00	51 816 529 000	921 231 762
CA135087M680 – Déc 2053	1.75	32 000 000 000	545 225 122
CA135087M433 – Déc 2054	0.25	2 313 570 000	109 672 091
CA135087P998 – Déc 2055	2.75	1 500 000 000	6 963 438
CA135087C939 – Déc 2064	2.75	8 750 000 000	230 566 744
		<i>1 037 889 819 000</i>	<i>21 432 497 813</i>
Ajustement du coût amorti		6 890 682 360	–
		<i>1 044 780 501 360</i>	–
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation ...		(215 600 000)	–
		<i>1 044 996 101 360</i>	<i>21 432 497 813</i>
À payer en devises étrangères			
US135087H643 – Nov 2022	2.00	–	52 483 742
US135087K787 – Jan 2025	1.625	4 054 650 000	67 568 479
US135087N757 – Avril 2025	2.875	4 730 425 000	127 117 568
US427028AB18 – Mai 2026	0.75	4 730 425 000	39 572 570
		<i>13 515 500 000</i>	<i>286 742 359</i>
Ajustement du coût amorti		59 919 499	–
		<i>13 575 419 499</i>	–
Moins : titres détenus par le gouvernement		–	–
		<i>13 575 419 499</i>	<i>286 742 359</i>
Total des intérêts sur la dette non échue.....		1 058 571 520 859	21 719 240 172
Bons du Trésor.....		201 800 000 000	4 534 320 447
Ajustement au coût amorti		(2 884 316 753)	–
Redressement de consolidation		(16 209 000)	–
		198 899 474 247	4 534 320 447
Bons du Canada		2 473 385 156	61 824 166
Ajustement au coût amorti		(14 503 292)	–
		2 458 881 864	61 824 166
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes		1 259 929 876 970	26 315 384 785
Réévaluation des swaps de devises	divers	–	(331 033 460)
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts	divers	–	6 042 251
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés.....	divers	–	–
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition.....	divers	2 545 769 112	161 630 767
Intérêts sur les obligations en vertu des partenariats public-privé	divers	2 564 165 234	126 950 364
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue		1 265 039 811 316	26 278 974 707

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2023
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes ³	divers	–	–
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	44 157 822 558	1 404 822 449
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	239 875 279	4 107 648
Compte d'allocations de retraite des parlementaires	divers	630 156 633	10 468 217
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique ³	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique	divers	91 343 666 054	2 914 448 351
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve ³	divers	–	–
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes	divers	514 800 278	16 036 172
CCR n° 1 – Fonction publique	divers	1 404 077 730	43 055 196
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada	divers	36 331 403	1 127 650
CCR n° 2 – Fonction publique	divers	528 295 402	16 830 187
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	13 920 882 906	404 408 117
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges)	divers	295 762 840	8 259 713
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres)	divers	1 151 646	34 444
		<i>153 072 822 729</i>	<i>4 823 598 144</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite ⁴	divers	13 235 000 000	(2 242 000 000)
Société d'État et autres entités consolidées ^{3,4}	divers	117 735 000	(238 486 000)
		<i>166 425 557 729</i>	<i>2 343 112 144</i>
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés			
		40 925 000 000	856 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la Gendarmerie royale du Canada			
		22 412 000 000	824 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres		1 790 000 000	47 000 000
Droits à des prestations de congés de maladie cumulés		2 211 000 000	47 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants		108 127 000 000	3 740 000 000
Indemnisation des accidents du travail		2 160 000 000	49 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités		323 900 000	7 549 000
	divers	<i>177 948 900 000</i>	<i>5 570 549 000</i>
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs		<i>344 374 457 729</i>	<i>7 913 661 144</i>
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)			
	divers	305 726 187	11 008 283
Compte des rentes sur l'État	divers	68 020 976	4 256 014
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation	divers	9 557 327	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon	divers	104 984 386	–
Intérêts pour les accidents ferroviaires	divers	–	2 867 865
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire	divers	1 113 429	54 260
Dépôt en garantie pour échanges de devises		1 043 538 556	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	201 611	440 763
Dépôts de garantie générale	divers	8 025 851	–
Comptes ne portant pas intérêt		506 473 495	–
		<i>1 673 894 655</i>	<i>3 362 888</i>

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2023
Comptes en fiducie			
Comptes en fiducie gérés	divers	–	2 087
Agri-Invest Kickstart		–	728 443
Service canadien du renseignement de sécurité			
Bourses scolaires	divers	26 782	704
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus	divers	33 982 520	1 998
Fonds des bandes indiennes	divers	560 703 371	16 246 023
Comptes de succession des Indiens	divers	39 772 046	1 194 017
Comptes d'épargne des Indiens	divers	23 857 056	711 206
Intérêts pour les résidences scolaires indiennes	divers	1 917 490	56 522
Gendarmerie royale du Canada – Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	2 897 259	75 248
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants	divers	1 227 428	32 313
Comptes ne portant pas intérêt		564 536	–
		664 948 488	19 048 561
Total des comptes de dépôt et en fiducie		2 338 843 143	22 411 449
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	4 131 135 861	128 068 360
Compte de prestations de décès de la Force régulière	divers	166 641 508	5 308 916
Comptes ne portant pas intérêt		1 408 534	–
		4 299 185 903	133 377 276
Comptes de pension			
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place	divers	51 482	–
Gendarmerie royale du Canada			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	6 475 375	222 283
		6 526 857	222 283
Autres comptes			
Programme Agri-investissement	divers	10 021 697	–
Programme Agri-stabilité	divers	59 572 183	–
Commission canadienne du lait	divers	–	432 689
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec	5,00	2 677 771	133 889
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial	divers	6 065 167	–
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	–	174 491
Société de gestion Canada Hibernia – Fonds de réserve pour abandon	divers	111 563 756	2 977 958
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	66 445 907	1 828 165
Comptes ne portant pas intérêt		64 298 416	–
Droits de tirage spéciaux		–	585 574 483
		320 644 897	591 121 675
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées ⁶			
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie	divers	–	4 831
Total des autres comptes à fins déterminées		4 626 357 657	724 726 065
Autres passifs – Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	– ⁷	–
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs		7 338 947 963	762 401 811

Frais de la dette publique – fin

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2023
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie	divers	1 493 355	11 618
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	divers	420 707 682	12 047 535
Compte de fiducie Mackenzie King	divers	225 000	6 885
Dons pour la recherche sur la santé	divers	75 000	50 521
Conseil de recherches en sciences humaines Fonds pour les boursiers de la Reine.....	divers	5 892 660	8 747
Comptes ne portant pas intérêt		(20 947 826 591)	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		(20 519 432 894)	12 125 306
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation.....		1 596 233 784 114	34 967 162 968
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		20 519 432 894	(12 125 306)
Total des frais de la dette publique		1 616 753 217 008	34 955 037 662
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation.....			31 588 518 837
Courus et autres redressements.....			3 378 644 131
Redressements de consolidation			(12 125 306)
Total des frais de la dette publique			34 955 037 662

¹ Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent au mois et à l'année d'échange.² Les mois et années pour chaque série d'obligation correspondent au mois et à l'année d'échange.³ Ces régimes de retraite, ainsi que des régimes de retraite de certaines sociétés d'État et autres entités consolidées, se trouvaient dans une position d'actif net à la date de l'état de la situation financière.⁴ Le montant des frais comprend les frais de la dette publique sur les régimes de retraite qui se trouvaient dans une position d'actif net.⁵ Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.⁶ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.⁷ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume I.

Section 8

Comptes publics du Canada

2022-2023

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État	214
Paiements à titre gracieux.....	229
Montants adjudés par une cour.....	232

Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Bureau du directeur général des élections	
Règlement d'une réclamation liée à un vol Sedgwick Canada Inc.....	1 000
Règlement d'une réclamation pour blessure Sedgwick Canada Inc.....	1 000
Règlement d'une réclamation pour dommage de bien – bureau de vote Sedgwick Canada Inc.....	4 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (26)	12 408
	<u>18 408</u>
Commissariat aux langues officielles	
Paiement inférieur à 1 000 \$	275
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (4)	37 000
	<u>55 683</u>
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Règlement d'une réclamation liée à un véhicule endommagé CRG Auto Body and Repair	2 568
Règlement d'une réclamation liée à une sollicitation de contrat local Providence Group	4 634
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	591
	<u>7 793</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (7)	176 673
	<u>184 466</u>
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (9)	6 465
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Règlement d'une réclamation pour dommages aux biens personnels Abate F	1 700
Règlement d'une réclamation pour dommages matériels T&B Adventures Ltd	7 045
Règlement d'une réclamation pour le Tribunal canadien du commerce extérieur GCPROC Ltd.....	8 993
	<u>17 738</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (5)	77 000
	<u>94 738</u>
Anciens Combattants	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (4)	145 000
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	40 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Conseil du Trésor	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (4)	114 578
Conseil privé	
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	927
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	1 174
	2 101
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des dommages environnementaux	
GFL Environmental Inc	93 826
Thunder Bay International Airport Authority Inc	13 563
Paiement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bima	143 541
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, en Allemagne	
Bafu	31 528
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule ministériel	
AMG Claims Inc en fiducie pour	
MRDC Operations Corporation	6 195
Assiff Law Office en fiducie pour	
Nguyen C	144 000
Assurances du gouvernement de la Saskatchewan pour	
Crawford K	19 511
Compagnie d'assurance Aviva pour	
Pilkey T	5 430
Compagnie d'assurance Economical pour	
Blanchfield D	1 804
Compagnie d'assurance Intact pour	
Park 2 Go Inc	3 369
Dinning Hunter Jackson Law en fiducie pour	
Fraser D	365 000
Richard Neary Law Corporation en fiducie pour	
Barcelo D	175 000
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Beck R	5 206
Desilva J	1 372
Hau E	1 398
Lavallee J	9 695
MacKenzie C	1 457
Mercedes-Benz Kamloops	3 872
Paulin G	2 783
Savard A	2 690
Sherwood Buick GMC	5 542
Tornado Haulers Ltd	18 353
Règlement de réclamation concernant des déclarations inexactes faites par négligence	
Kennedy R	12 658
Lafontaine D	46 300
Panaktalok J	63 402
Tomeho S	15 000
Règlement de réclamation concernant le logement militaire	
Edwards K	1 369
Règlement de réclamation dû à une rupture de contrat	
McLennan Ross LLP en fiducie pour	
Alberta Skydivers Ltd	235 000
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Mondor J	3 394
Règlement de réclamation pour dommage aux effets personnels	
L'Unique Assurances générales pour	
Krahenbuhl L	6 186
Audlakiak S	6 915
Doucet D	2 199

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Dubinsky J.....	4 105
Dwyer L.....	1 004
Finch B.....	1 714
Grenier D.....	2 448
Hart C.....	1 614
Hurley M.....	11 944
Searson J.....	2 486
Smith C.....	4 229
Société d'assurance publique du Manitoba.....	27 816
Taylor D.....	1 830
The British Columbia Hydro and Power Authority.....	6 047
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Enterprise Rent-A-Car.....	16 884
Greg Stewart Ltd.....	8 557
Groupe Avis Budget.....	13 360
Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles	
Ferguson Deacon Taws LLP en fiducie pour Wallace D.....	342 500
Howie, Sacks & Henry LLP en fiducie pour Fudge D.....	250 000
James H Brown & Associates en fiducie pour Cline K, Cline W.....	2 699 990
Lerners LLP en fiducie pour Duffin J.....	870 390
McKellar Structured Settlements Inc en fiducie pour Boyd J, Boyd S.....	715 990
Peters Rouse Barristers and Solicitors en fiducie pour Albert D.....	300 000
Sampson McPhee en fiducie pour Googoo G.....	25 000
Valent Legal Injury Lawyers en fiducie pour Garven R.....	25 000
Wallbridge, Wallbridge en fiducie pour Hummell T.....	20 000
Oleniuk J.....	10 674
Règlement de réclamation pour dommage aux biens	
Confort Inn Brandon.....	7 346
Le Gouvernement du Manitoba.....	2 942
Indemnipro Inc.....	3 881
Murray K.....	3 712
Waugh R.....	2 018
Règlement de réclamations pour perte des biens personnels	
Compagnie d'assurance Intact pour Cucksey B.....	1 115
Lebel D.....	1 523
Schlat I, Schlat L.....	46 670
Smith T.....	1 050
Remboursement de la perte d'objets personnels lors de l'exercice des fonctions d'écuyer de bureau lors de la visite royale	
Assefa A.....	3 362
Remboursement des dépenses	
Robertson-Harrison D.....	1 948
Royston G.....	1 200
Solbert E.....	1 544
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (698).....	505 843
	7 395 294
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – Heyder Beattie	
Epiq Class Action Services Inc en fiducie pour Noms retenus (16 173).....	408 797 207
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (22).....	583 705
	416 776 206
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5 202).....	130 237

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (21)	1 017 541
	1 147 778
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Kohli E	4 164
Indemnisation pour frais juridiques	
McCarthy Tétraut LLP pour	
The City of Medicine Hat	200 000
Règlement d'une réclamation liée à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application des modalités d'un contrat	
Ebrahim N	15 300
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Hanna M	14 894
Règlement d'une réclamation pour la résiliation d'un contrat de transport d'employés pour des relevés en mer d'oiseaux marins	
League and Williams Law Corporation pour	
Egan D	100 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 895
	336 253
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour blessure corporelle	
Lawyer G	2 100
Indemnisation pour déversement de carburant	
Comtés unis de Leeds et Grenville	5 731
Indemnisation pour dommage causé à un bateau	
Grenier J	5 165
Langlois M	1 181
Indemnisation pour dommage causé à un quai	
Dallaire L	14 304
Forest J	7 152
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Aviva Assurance pour	
Enterprise location d'auto	8 289
Intact compagnie d'assurance pour	
Whitehead R	7 993
La Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Clayton P	3 025
Peace Hills Assurance pour	
Daigle C	3 236
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Courtney S	4 703
Canada Damage Recovery	5 413
Favreau J	1 152
Geldart L	1 958
Gouldie J	1 200
Lays B	2 919
McTavish J	2 681
Transport Sidhu	7 330
Ware D	2 286
Indemnisation pour dommages aux récoltes	
L&J Farms LTD	2 373
Règlement d'une réclamation liée au vol d'effets personnels	
Boschman M	1 582
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (13)	6 760
	98 533
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (23)	949 455
	1 384 241
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	5 000

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Finances	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	277 000
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1 488
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Entente hors cour pour une réclamation liée à des questions d'emploi	
Maiato E	5 000
Paievement inférieur à 1 000 \$	157
	5 157
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (14)	166 355
	173 000
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministère de l'Industrie	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Anderson M	7 473
Manitoba Public Insurance	6 147
Règlement d'une réclamation du Tribunal de la concurrence liée aux fusions	
Parrish & Heimbecker Limited	1 472 500
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 296
	1 487 416
Conseil national de recherches du Canada	
Accident impliquant un chariot télescopique – Réparation du dommage fait au chariot télescopique	
Timmerman Timberworks Inc.	35 612
Paievement inférieur à 1 000 \$	700
	36 312
Statistique Canada	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (12)	3 326
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (19)	1 456 150
	2 983 204
Justice	
Ministère de la Justice	
Paievement inférieur à 1 000 \$	78
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Taylor J	60 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Ruttan Bates Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Lowe T L	3 200
Badali J	2 614
	65 814
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	551 742
	617 634
Parlement	
Service de protection parlementaire	
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule à moteur	
Rabb Construction Ltd	11 443
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (2)	560
	12 003

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	197 328
	<u>209 331</u>
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Attribution de dépenses dans les litiges en révision judiciaire	
Scher Law Professional Corporation en fiducie pour	
Shoan, B.	16 937
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 602
	<u>18 539</u>
Office national du film	
Franchise pour dommages sur location de véhicule	
Enterprise Rent-A-Car	1 000
Indemnité d'accident de travail	
Emploi et du Développement social (Ministère de l')	75 645
	<u>76 645</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	164 368
	<u>259 552</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels	
Burke M.	8 497
West Coast Marine Terminals	9 237
Indemnisation pour perte financière personnelle	
Mika M.	2 143
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Unifund Assurance	3 448
Vallis E.	1 742
Règlement pour frais légaux	
Ratcliff LLP en fiducie pour	
Ahousesht Five Nations	1 000 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5)	2 723
	<u>1 027 790</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	23 042 543
	<u>24 070 333</u>
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Frais avancés liés au recours collectif Gottfriedson	
Waddell Phillips Professional Corporation	500 000
Règlement de réclamations liées au recours collectif d'anciens élèves externes des pensionnats indiens (Gottfriedson)	
Deloitte LLP en fiducie pour	
Membres du recours collectif Gottfriedson	
Noms retenus (5 401)	54 000 000
Règlement de réclamations liées au recours collectif des externats indiens fédéraux	
Deloitte LLP en fiducie pour	
Membres du recours collectif des externats indiens fédéraux	
Noms retenus (7 051)	1 273 900 000
Règlement d'une réclamation liée à un litige pétrolier et gazier	
Bande de Saddle Lake #125	9 414 970
Première Nation de Whitefish Lake #128	3 685 030
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – Rafle des années 1960	
Collectiva Class Action Services inc en fiducie pour	
Membres du recours collectif concernant la rafle des années 1960	
Noms retenus (1 147)	28 675 000
	<u>1 370 175 000</u>
Règlement de réclamations liées aux écoles indiennes	
Noms retenus (9)	2 740 591

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (6)	2 691 062
	<u>1 375 606 653</u>
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Paievement au Manitoba dans le cadre d'une entente incluant un règlement et une renonciation de réclamations relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats	
Province du Manitoba	37 316
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	185 211
	<u>222 527</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Règlement hors cour d'une poursuite civile	
DLA Piper (Canada) S E N C R L, srl en fiducie pour	
Grove J K	25 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (138)	9 074
	34 074
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (20)	740 802
	<u>774 876</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Raven Law LLP en fiducie pour	
Haydon M	42 510
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant le Tribunal canadien du commerce extérieur	
Cistel Technology Inc	1 150
	43 660
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Intact Assurance pour	
Cannon C	13 338
Kelly Santini S E N C R L en fiducie pour	
Patel PV	20 405
Shelley M. Martin Law Office Professional Corporation en fiducie pour	
Pavlopoulos A	550 000
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Johnstone S	1 299
Sabin WS	2 124
Municipality of Middlesex Centre	1 169
Accident impliquant un véhicule de location	
Hertz Canada	11 822
Règlement d'une réclamation liée aux dommages-intérêts	
Daily Seafood Inc	2 000
Paragon Farms	10 122
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3)	2 270
	614 549
Agence de la santé publique du Canada	
Paievement inférieur à 1 000 \$	630
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (23)	318 928
	<u>977 767</u>
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Vandermeulen J	3 800

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
2190036 Ontario Ltée.	3 243
Kundert L.	2 229
Lavergne R.	3 253
Marsh M.	3 574
Ramuglia A.	1 022
Zawany A.	1 486
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de l'État	
Société d'assurance de la Colombie-Britannique pour	
Ritchie A T.	8 408
Règlement d'une réclamation liée à des frais de surestaries	
Thompson J.	2 269
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Chin S.	6 000
Gallinger I.	23 965
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Traveras M R.	8 898
Règlement d'une réclamation pour dédommagement dû à une erreur d'estampillage du Carnet Admissioin Temporaire	
9449-1446 Québec Inc.	5 000
Remboursement des dépenses encourus pour l'annulation d'un voyage dû à une obligation de se présenter au travail	
Beauséjour P-L.	1 760
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (49)	11 541
	86 448
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Airdrie Auto Body Ltd pour	
Whittaker B.	2 529
Allan Christie's Body Shop Limited pour	
Robertson A.	1 469
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
Friesen D, Friesen R.	3 506
Green C.	4 374
Spicer J.	1 082
AMA Insurance pour	
Madut A.	3 741
Assurance Economical pour	
Feltmate A.	3 537
Henderson C.	2 974
Hills P.	5 381
Jennings A.	23 761
Avalon Ford pour	
Toope C.	1 138
Aviva Canada pour	
Brown T.	5 995
Loder G.	6 748
Millea R.	23 335
Baker's Auto Body Shop Ltd pour	
London J.	2 391
Boundary Auto Body (1988) Ltd pour	
Shwaluk W.	1 545
Carrot River Auto Body pour	
Tonge R.	1 980
Chadly's Autobody pour	
Ingram F.	2 378
Charles Leblanc CP Inc en fiducie pour	
St-Pierre L.	50 000
Compagnie d'assurances auto et habitation Certas pour	
Fenn P.	2 870
Compagnie d'assurance générale Co-operators pour	
Anthony J.	3 569
Bangma D.	9 751
Dixon P.	2 300
Elliot S.	8 749
Hannan G.	12 158
Vallon M.	7 485

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Compagnie d'assurance Intact pour	
Alunday M.....	2 440
Bielert R.....	2 362
Dowsett J.....	1 235
Gibeault B.....	3 285
Lomas J.....	4 916
Miller P.....	2 963
Ostopchuk S.....	8 721
Compagnie d'assurance Sécurité Nationale pour	
Breau R.....	1 756
Stephenson D.....	4 916
Cumis General Insurance pour	
Hebert M.....	1 857
Dale Matheson's Towing and Repair Ltd pour	
Guest D.....	3 116
Reichel C.....	3 039
DeVita Auto Design pour	
Pitt T.....	2 740
Echelon Assurance pour	
Smith B.....	3 414
Family Insurance Solutions pour	
Wilson P.....	1 257
Fix Auto Spruce Grove pour	
Barnes J.....	3 827
Plesa D.....	1 739
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Alwell S.....	11 769
Barclay P.....	2 360
Brink H.....	1 873
Chen Y.....	3 511
Imbriani G.....	9 041
Moore P.....	1 954
Sandher H.....	3 505
Shim L.....	1 452
Speers I.....	1 183
Weeres J.....	2 590
La Corporation financière Northbridge pour	
Perfection Contracting Inc.....	5 761
Tomkins M.....	14 744
Litco Law en fiducie pour	
Blackwell A.....	21 462
McCuaig Desrochers LLP en fiducie pour	
Harvey J.....	113 966
Precision Auto Body pour	
Fehr A.....	4 335
Primum Insurance pour	
Trenholm B.....	15 646
Risk and Recovery Inc pour	
Province de l'Alberta.....	21 808
Saskatchewan Government Insurance pour	
AMG Energy Corp.....	63 423
Billette D.....	1 945
Bola R.....	10 877
Effler B.....	2 270
Elris K, Elris P.....	19 674
Farms G.....	1 802
Helgason C.....	1 767
Istvan F.....	4 074
Key H.....	1 119
Kretsch L.....	1 298
Oluyinka M.....	3 579
Poier T.....	1 357
Powroznik J.....	1 732
Sharma S.....	3 020
Vancoughnett S.....	1 606
Wuschke J.....	7 892

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Bugg T	6 096
Clark Z	9 140
Dore G	1 421
Fotheringham B	3 620
Jonasson D	1 335
King P	1 141
Krentz M	3 163
Laramée D	1 964
Mansell R, McKenna N	1 767
Martin J	5 064
McLeod M	4 805
Puhach S	3 608
Stephane Godin Garage pour	
Dussault P	1 175
TD Assurance pour	
Isaiah H	1 189
The Insurance Company of Prince Edward Island pour	
Rafuse I, Rafuse P	3 522
Unifund Assurance Company pour	
Roberts D	5 801
Wawanesa Assurance pour	
Brown L	16 213
Layden D	2 177
Pacli M	3 692
Alwell S	21 400
AMG Energy Corp	15 949
Ballantyne M	5 003
BC Hydro	21 805
Beaudry M	9 900
Belland D	1 838
Bolstad T	1 000
Carstairs O	6 000
Dussault P	10 350
Emslie E	20 000
Gautreau R	3 431
Jabbar S	1 244
Joseph M	6 500
MacDonald E	4 760
MacInnis D	4 506
Major Y	3 508
Mau C, Mau E	1 500
Moise D	1 002
Moncrieff H	5 000
Murton B	5 000
Ngo K	6 846
Nunavut Caribou Tuktuk Cabs Ltd	7 785
Perea M	3 098
Poirier M	1 772
Province de la Nouvelle-Écosse	9 500
Province du Manitoba	1 592
Province du Nouveau-Brunswick	1 238
Quondam U	2 573
Semeniuk J	7 500
Stark J	1 367
Stenerson S	4 788
The Hertz Corporation	3 317
Ville d'Edmonton	5 719
Zinck G	1 798
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
A-Tech Automotive pour	
McIntee S	2 114
Drivers Collision Inc 2014 pour	
Chisan C	1 315
Fountain Tire Ltd pour	
Letwin C	1 126

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Front Line Towing PCNP pour	
Buffalo D	1 478
M U Rhino Renovations pour	
Borean F.....	2 165
Noble Equipment Ltd pour	
Wever W.....	2 050
Pulse Veterinary Specialist and Emergency pour	
Lacerte J.....	2 593
Strata Plan EPS 2829 pour	
Marashi H	4 150
Weber's Quality Carpentry pour	
Rushton K	1 163
Acheson M	1 764
Adesanya M.....	1 260
Adeyemi B.....	1 733
Anderson C.....	1 292
Anderson K.....	1 534
Anderson L.....	1 229
Anger M	1 569
Assefa B	1 811
Aubin M	1 851
Baraich P	3 770
Bardgett M.....	1 948
Beckwith G.....	1 789
Bigham B.....	1 998
Bird T	2 940
Bischler C	2 445
Boisselle R.....	1 500
Borshowa J	1 861
Bourque K	2 381
Bradford R.....	2 061
Brydges R.....	1 229
Buehner K.....	2 289
Bujaczek M.....	2 540
Bull R	1 260
Bulman R.....	1 643
Busson J.....	1 541
Cairns A.....	3 330
Callahan R	1 517
Campbell R.....	3 282
Carey J.....	1 835
Carlton Clan Cattle Company	25 000
Cartier J	1 581
Charlie A	1 427
Charpentier C.....	1 262
Chow F.....	2 835
Chwialkowski P.....	1 397
Ciulei R	1 895
Colbert A.....	2 415
Conniff M.....	2 132
Curran K.....	1 852
David L.....	20 000
Dereniowski E	1 926
DesLauriers E	2 704
Despins A	2 076
Devine T.....	8 500
Dickson S	2 053
Disney T.....	1 507
Doyle J	3 059
Duiker J	1 581
Duthie C	2 242
Fadil M	1 439
Findlater F	2 433
Foote D.....	3 012
Forster J	1 575
Freilinger A	1 685
Gallant J.....	17 550

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Gelinas A.....	1 591
Gelinas K.....	1 428
Gibson C.....	1 678
Giles C.....	1 680
Gill J.....	1 834
Glover M.....	1 995
Godlonton S.....	2 649
Gratton A.....	1 710
Haastrup N.....	1 754
Hagel P.....	2 118
Harding S.....	1 877
Harvey A.....	4 282
Hebbes A, Hebbes K.....	1 043
Hebert J.....	2 888
Henry J.....	4 269
Howe B.....	1 559
Huett J.....	1 449
Huget D.....	2 300
Hydro-Québec.....	4 755
Isert B.....	2 296
Ivany M.....	2 888
Jacob P.....	1 711
Jeyte J.....	1 785
Johnson M.....	1 256
Kalra P.....	2 100
Kirscht J.....	1 470
Kitikmeot Region Properties.....	2 149
KLS Earthworks.....	1 441
Komorani A.....	1 523
Korecki K.....	2 178
Krystal K.....	1 713
Kuebler M.....	2 671
Labrie S.....	1 982
Lang G.....	1 391
Lawrence R.....	2 784
Lemieux P.....	1 186
Liesemer N.....	1 333
Lindberg R.....	2 688
Lindgrin D.....	2 616
Lorentz D.....	1 496
Lovell D.....	1 754
Lysohirka D.....	1 890
MacDonald B.....	1 883
MacKinnon G.....	1 842
Magnusson A.....	1 318
Maldonado A.....	1 675
Malone P.....	2 307
Marenco A.....	2 235
Marten R.....	1 000
Martens E.....	1 435
Martin M.....	2 801
Martin S.....	1 025
Masse J.....	1 753
Maynes J.....	1 358
McCallum J.....	1 050
McInroy S.....	1 483
McIntee K.....	2 937
McKenzie C.....	2 472
McKerchar N.....	1 515
McLean S.....	1 386
McWilliam B.....	1 265
Meek-White M.....	1 927
Metke G.....	1 685
Mielke R.....	1 584
Mihalich B.....	1 334
Miller A.....	1 613
Mitchell R.....	1 060

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Monkman T	1 575
Monteith M	1 727
Moran M	1 200
Murrell D	1 762
Nay R	1 121
Neitz C	1 377
Nicholls B	1 019
Nixon J	1 500
Norman M	1 528
Okeadu J	1 764
Olynyk K, Puddifant C	4 256
Oneski J	1 733
Opper P	1 182
Orr R	2 250
Ouellette J	1 408
Oyetero T	2 888
Patel D	1 187
Perron P	2 511
Pettipas K	1 250
Pinksen S	1 916
Pond S	2 227
Prue K	2 021
Rangarira S	1 439
Roberts L	1 838
Robinson B	1 097
Rowe G	1 643
Rudrum J	2 323
Samji T	2 129
Samuelson D	1 557
Schmekel T	1 916
Schmidt J	1 345
Schmitt J	2 528
Schuster S	2 353
Setzerman M	1 803
Shingiro J	1 864
Simons R	1 279
Skaley J	1 399
Skochylas B	1 244
Smillie E	1 114
Smith R	3 185
Sohail M	1 344
Sonic Wash Hudson Rd Inc	2 380
Stead J	2 616
Stevens W	2 218
Swanson K	1 364
Switzer G	1 049
Textor N	1 271
Thompson M	2 544
Trehearne T	1 097
Ullock A	1 297
Wagner D	1 496
Walker R	2 105
Warren R	3 365
Wedge J	1 239
Welch G, Welch S	3 063
Werenka R	2 415
White S	2 063
Whitford J	1 733
Whitten A	1 743
Willerton G	2 871
Willows R	2 579
Wong S	1 478
Yurmanov A	1 863
Zemp M	1 002
Règlement de réclamation pour perte des biens personnels d'un fonctionnaire	
MacInnis L	1 455
Ngo S	1 914
Wright S	4 886

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour préjudice personnel	
Engel & Associates en fiducie pour	
Johnson D	9 000
Athabasca Outdoor Products Ltd	1 000
Bigler J	1 800
Contreras C.....	25 000
Hooper C	5 000
Hooper D	5 000
Jonasson B.....	7 500
Malkin R.....	20 000
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G.....	26 542
Pilitak Enterprises Ltd	41 160
Règlement pour perte de biens personnels sous garde	
Merrick L.....	10 304
Pearson D	1 100
Woodill S.....	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (122)	60 093
	<u>1 567 210</u>
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour perte ou dommage aux biens personnels	
Gaudet S	1 044
Règlement d'accidents de véhicules motorisés	
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Corra B.....	13 979
TD Assurance pour	
Gorbahn G.....	6 611
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Cabelguen M	1 397
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (546)	95 204
	<u>118 235</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (239)	39 502 056
	<u>41 273 949</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Frais légaux d'avocats liés au recours collectif sur l'eau potable de la Première Nation	
McCarthy Tétrault LLP en fiducie pour	
Curve Lake, la première Nation Neskantaga, la Première Nation Tataskweyak Cree Nation	58 000 000
Règlement de la réclamation liée au recours collectif sur l'eau potable des Premières Nations	
Scotiabank, The Bank of Nova Scotia Trust Company pour	
Curve Lake, la première Nation Neskantaga, la Première Nation Tataskweyak Cree Nation	1 888 000 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nixon Wenger LLP en fiducie pour	
Louie J	1 037
Thompson Dorfman Sweatman en fiducie pour	
Beardy M, Beardy P.....	50 000
Règlement d'une réclamation liée à une allégation de mauvaise gestion des ressources pétrolières et gazières	
La Première Nation d'Ermineskin Cree Nation	60 000 000
Règlement lié aux baux de certaines terres cédées sur la réserve de Cowichan	
McKimm and Lott LLP en fiducie pour	
Antoine C.....	4 500 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (6)	1 219
	<u>2 010 552 256</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (35)	3 467 232
	<u>2 014 019 488</u>
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Règlement d'une réclamation pour perte de profit	
Joe Parsons Construction Ltd.....	199 654
Ports 79 Inc.....	25 000

Paiements de réclamations contre l'État – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	2 267
	226 921
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (15)	1 013 105
	1 240 026
Transports	
Ministère des Transports	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Société d'Assurance Beneva Inc pour	
Martinhunter R.....	9 866
Paiement pour les dommages causés à un véhicule	
West Kelowna Glass.....	1 500
Paiement inférieur à 1 000 \$	200
	11 566
Office des transports du Canada	
Paiement inférieur à 1 000 \$	250
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	3 854 801
	3 866 617
Autres paiements de réclamations contre l'État	
Règlement des dommages reliés à Phénix	
Noms retenus (4 439)	25 661 992
Total.....	3 912 190 205

Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulcation, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (6).....	31 125
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Paiement inférieur à 100 \$.....	20
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Versement à titre gratuit	
Evic-Carleton R.....	300
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Paiement d'avantage spéciaux pour les participants à un tour de table lors de l'Enquête conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse	
Duhaney P.....	200
MacLean L.....	200
Whitman L.....	200
Zellars R.....	200
	800
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	1 179
	1 979
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des frais juridiques	
Langlois Avocats S E N C R L.....	146 347
Indemnisation pour dommages corporels	
Thomson R.....	46 621
Réclamation d'invité d'un membre des Forces armées canadiennes pour un voyage au Programme de reconnaissance des Forces armées canadiennes	
Côté C.....	419
Harel P.....	2 274
Sandilands J.....	986
Taylor V.....	846
White E.....	242
	197 735
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3).....	36 012
	233 747
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Don en l'honneur de la tournée royale du Prince de Galles et de la Duchesse de Cornouailles au Canada	
Start2Finish Canada.....	15 000
Remboursement au client suite à un incident de courrier	
Mott G.....	123
	15 123
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Dons officiels au nom de Leurs Altesses Royales le Prince de Galles et la Duchesse de Cornouailles pour marquer la fin d'une tournée royale réussie au Canada	
Conservation Corps Newfoundland and Labrador.....	15 000

Paiements à titre gracieux – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Agence Parcs Canada	
Rachat d'exploitants de l'arrière-pays pour faciliter les activités de conservation du caribou	
Tonquin Valley Adventures Ltd.....	409 300
Tonquin Valley Pack and Ski Trips	409 297
	<u>818 597</u>
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	2 325
	<u>835 922</u>
Finances	
Ministère des Finances	
Revenus nets liés à la participation aux bénéfices nets et à la participation accessoire aux bénéfices nets du projet pétrolier extracôtier Hibernia pour l'année 2021	
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	191 585 622
Bureau du surintendant des institutions financières	
Honoraire pour Aîné autochtone	
Richer D	1 200
	<u>191 586 822</u>
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Don testamentaire pour rendre hommage à Sa Majesté la reine Elizabeth II	
Fondation Rideau Hall	20 000 000
Don testamentaire au Aboriginal Sport Circle of the Northwest Territories dans le cadre de la tournée royale 2022	
Aboriginal Sport Circle of the Northwest Territories	15 000
	<u>20 015 000</u>
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Paiement unique lié aux droits fonciers issus des traités	
Première Nation Barren Lands	1 000 000
Première Nation Brokenhead Ojibway	1 000 000
Première Nation Buffalo Point	1 000 000
Première Nation Bunibonibee Cree	1 000 000
Première Nation God's Lake	1 000 000
Première Nation Manto Sipi Cree	1 000 000
Première Nation Nisichawayasihk Cree	1 000 000
Première Nation Northlands Denesuline	1 000 000
Première Nation Norway House Cree	1 000 000
Première Nation Opaskwayak Cree	1 000 000
Première Nation Rolling River	1 000 000
Première Nation Sapotaweyak Cree	1 000 000
Première Nation War Lake	1 000 000
Première Nation Wuskwi Sipiik	1 000 000
	<u>14 000 000</u>
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Versement à titre gracieux	
Agligoetok T.....	1 000
Angohiatok G	350
Attagutsiak A	300
Kakolak E.....	100
Lyllall S	1 000
	<u>2 750</u>
	<u>14 002 750</u>
Ressources naturelles	
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Paiements inférieurs à 100 \$ (9)	40
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (669)	10 091 562
	<u>10 091 602</u>
Santé	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3)	750 000

Paiements à titre gracieux – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Sécurité publique	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Indemnisation à la ville de Windsor pour les coûts liés au blocage illégal au pont Ambassador en 2022	
Ville de Windsor.....	6 094 915
Paiement à Centraide Territoires du Nord-Ouest pour souligner la visite royale du Duc et de la Duchesse de Cambridge	
Centraide Territoires du Nord-Ouest.....	25 000
	6 119 915
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour perte de main-d'œuvre	
Murphy D.....	242
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	
Paiement inférieur à 100 \$.....	66
Gendarmerie royale du Canada	
Indemnisation pour dommage matériel	
Hatami N.....	3 000
H Coyne and Sons LTD.....	3 770
Norman N.....	300
Remboursement de coûts et perte de revenus	
Notte M.....	300
Sitwell A.....	300
	7 670
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	1 048
	6 128 941
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Indemnisation pour les frais de rétablissement engagés en raison d'un incendie de forêt	
Première Nation Tl'etinqox.....	452 343
Total.....	244 145 674

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-541-10</i>	
Adjugé des dommages-intérêts et frais judiciaires	
IMK s.e.n.c.r.l./LLP en fiducie pour	
Boily R.....	735 957
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1039-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Pelletier J.....	5 664
<i>T-1784-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cabinet juridique Michel Drapeau en fiducie pour	
Machoun M.....	2 000
<i>T-1645-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Wood C.....	2 760
	10 424
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
<i>Autorisation – Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick</i>	
<i>2022 NBQB 085</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Juristes Power Law en fiducie pour	
La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.....	38 133
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
<i>Autorisation – Cour du banc du Roi de l'Alberta</i>	
<i>2003-11016</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Assiff Law en fiducie pour	
Mo'Allim N.....	1 250
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1508-22</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Senicar T.....	50
	1 300
<i>Autorisation – Cour supérieure du Québec</i>	
<i>200-06-000038-037</i>	
Règlement des demandes liées à une action collective – Spieser	
Raymond Chabot Grant Thornton en fiducie pour	
Noms retenus (1 259).....	50 000 000
	50 001 300
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-431-22</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Pike K.....	1 100
<i>T-1700-21</i>	
Adjugé des coûts d'indemnisation	
Glen Chochla Professional Corporation en fiducie pour	
Watkins H.....	4 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A 287-20 (Lead) A 82-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Smith B, Smith M	600
	5 700
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	13 786
	<u>19 486</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-5274-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Waldman & Associates Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Oladele DK	5 000
<i>T-64-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Elgin, Cannon & Associates en fiducie pour	
Sharafaldin M	65 000
<i>IMM-2767-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
Jafari Law Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Tafreshi SN, Sarachen AH, Harirforoush M, Farahani N, Karimi AD, Taghizadeh S, Mazaheri R, Heidari N	53 668
<i>T-609-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
Landings LLP en fiducie pour	
Ahmed I	18 463
<i>IMM-6551-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
Downtown Legal Services en fiducie pour	
Inneh KI, Idele PI	4 000
<i>IMM-2286-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
Edelmann & Co Law Offices en fiducie pour	
Djikounou BKB, Awuno A	4 685
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-20-00649404-0000</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Andrew C Dekany en fiducie pour	
Toussaint N	92 000
	<u>242 816</u>
Justice	
Ministère de la Justice	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-8593-22</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Abramovich & Tchern P.C. en fiducie pour	
Chebotarev A	500
Autorisation – Cour suprême de la Nouvelle-Écosse	
<i>498341</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Halifax Regional Municipality	200
Valent Legal en fiducie pour	
Anderson G	200
	900
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett M C	62 370

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-190-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Facebook Inc	7 258
<i>T-473-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Facebook Inc	40 000
	47 258
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	51 300
	161 828
Parlement	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	6 971
Patrimoine canadien	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>18-00606153-0000</i>	
Adjugé à la personne	
Scher Law Professional Corporation en fiducie pour	
Shoan B.	8 468
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-127-21 and T-1156-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Hunter Litigation Chambers en fiducie pour	
Saltstream	44 567
<i>A-264-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Dana Robinson	2 080
<i>MC-544-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bingham Law en fiducie pour	
Pêcheries FN Itée	112 174
	158 821
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3)	755 000
	913 821
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord ¹	
Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario	
<i>C67642</i>	
Remboursement des frais liés à un appel	
John A. Annen Barrister Professional Corporation en fiducie pour	
Cannon, S G	4 051
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>39323</i>	
Adjugé pour des frais avocat-client	
JFK Law Corporation en fiducie pour	
Germaine Anderson et la Nation crie de Beaver Lake	555 156
	559 207
Ressources naturelles	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	40 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Autorisation – Cour canadienne de l'impôt	
2021-1143(IT)I	
Adjugé des frais	
Burke T.....	500
2015-1665(GST)G	
Adjugé des frais	
C C Gold Inc.....	250
2020-1718(GST)G, 2020-1719(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
BRS Tax Lawyers S E N C R L/srl en fiducie pour	
Abedipour A, Arezghar A	10 095
2022-556(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Connors Stilwell en fiducie pour	
Ryan L C.....	1 000
2022-1297(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Streef J.....	400
2021-2172(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Felesky Flynn S E N C R L/srl en fiducie pour	
Urkow P.....	700
2020-582(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
McCarthy Tétraut en fiducie pour	
Chan J C.....	3 000
2019-984(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Shin J S.....	10 000
2019-594(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
RK Tax Law en fiducie pour	
Verrelli A.....	9 613
2019-2031(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Seybold L H.....	435
2018-861(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Neil T Mather PC en fiducie pour	
Hocheimi O.....	6 511
2018-401(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Cianflone P.....	300
2018-2540(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
MKLK en fiducie pour	
Streef Produce Ltd	7 480
2017-5072(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
RK Tax Law en fiducie pour	
Le Mong T.....	1 000
2017-5004(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
RK Tax Law en fiducie pour	
Timberview Developments Ltd.....	24 500
2017-4045(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Schmidt Gilmour en fiducie pour	
Sandhu K K.....	43 342
2017-2825(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Mediclean Inc.....	55 000
2016-2675(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Georgeson Shareholder Communications Canada Inc.....	1 717

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2015-2998(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin en fiducie pour	
Loblaw Financial Holdings Inc	1 824 425
<i>2014-1690(IT)G, 2014-1691(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Dominion Tax Law en fiducie pour	
Allegro Wireless Canada Inc.....	42 569
<i>2012-950(IT)G, 2013-1251(IT)G, 2013-1252(IT)G, 2013-1253(IT)G, 2013-1254(IT)G, 2013-2961(IT)G, 2013-2962(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Bennett Jones S E N C R L/srl en fiducie pour	
CIT Group Securities (Canada) Inc	442 940
Autorisation – Cour d'appel d'Alberta	
<i>1703-0237AC</i>	
Adjugé des frais	
Duncan Craig S E N C R L/srl en fiducie pour	
Canada North Group Inc	6 046
Autorisation – Cour d'appel de la Colombie-Britannique	
<i>CA47384</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Myers D, Murchie-Myers L.....	8 663
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-179-22</i>	
Adjugé des frais	
Howard P.....	200
<i>T-1567-22</i>	
Adjugé des frais	
Robinson A.....	800
<i>T-1539-21</i>	
Adjugé des frais	
Crook D.....	1 120
<i>T-1447-22</i>	
Adjugé des frais	
Legacy Advisors en fiducie pour	
Hou J.....	4 500
<i>T-1099-21</i>	
Adjugé des frais	
Seghir M S.....	1 875
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>38871</i>	
Adjugé des frais	
Duncan Craig S E N C R L/srl en fiducie pour	
Canada North Group Inc	6 755
<i>39113</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons en fiducie pour	
Alta Energy Luxembourg S.A.R.L	6 596
<i>39220</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin en fiducie pour	
Loblaw Financial Holdings Inc	15 051
	2 537 383
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (7)	2 173 768
	<u>4 711 151</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1566-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Koskie Minsky LLP en fiducie pour	
O'Neil M	11 000
<i>T-1931-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Trilogy Class Action Services Inc.....	37 500

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-1702-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bouchelev Law Professional Corporation en fiducie pour	
Watson BEJ.....	1 146
<i>T-1700-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bouchelev Law Professional Corporation en fiducie pour	
Pollack SP.....	1 146
<i>T-1699-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bouchelev Law Professional Corporation en fiducie pour	
Zhuk AV.....	9 895
<i>T-200-22</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Koskie Minsky LLP en fiducie pour	
Petkau D.....	800
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-16-23260</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Kirwin Partners LLP en fiducie pour	
Cen Biotech Inc.....	33 820
	95 307
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-237-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau DuMoulin S E N C R L en fiducie pour	
Alexion Pharmaceuticals Inc.....	13 750
<i>A-51-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau DuMoulin S E N C R L en fiducie pour	
Alexion Pharmaceuticals Inc.....	13 750
	27 500
	122 807
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
Autorisation – Cour d'appel de l'Alberta	
<i>1803-0294A & 1803-0293A</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Pringle Chivers Sparks Teskey en fiducie pour	
Canfiled S W & Townsend D E.....	2 450
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-150-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lapointe Rosenstein Marchand Melançon S E N C R L en fiducie pour	
Danson Décor Inc.....	2 000
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-436-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
RavenLaw LPP en fiducie pour	
Scott B.....	4 500
<i>T-368-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Burlacu A-I.....	250
<i>T-886-19 & T-887-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Burlacu A-I.....	150
<i>IMM-7463-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Monge Contreras J H.....	2 000
<i>IMM-6206-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bjorn Harsanyi en fiducie pour	
Ali Meer F.....	250

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-22-00681184-00CP</i>	
Adjugé des frais judiciaires d'un recours collectif	10 000
Waddell Phillips Professional Corporation	21 600
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1571-20</i>	
Adjugé des frais	
Elders Without Borders Professional en fiducie pour	
Paul J L	4 260
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation – Cour d'appel de la Colombie-Britannique	
<i>CA47578</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bridge Law Professional Corporation en fiducie pour	
Aubichon C	10 032
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-321-22</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Atwood D	1 000
<i>T-925-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gordon Scott Campbell en fiducie pour	
Lachance M	2 500
<i>T-1421-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Wanotch S	2 500
<i>T-13-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Greene F	2 500
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>S055295</i>	
Adjugé pour dommages	
Emond J	65 312
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>39885</i>	
Adjugé des frais judiciaires du recours collectif	
Kim Spencer McPhee Barristers Professional Corporation	1 147
	84 991
Service correctionnel du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-148-22</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
La société John Howard du Canada	3 500
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-15-53262500-CP</i>	
Adjugé pour dommages	
Epiq Class Action Services Canada Inc en fiducie pour	
Membres des actions collectives concernant l'isolement préventif dans un pénitencier fédéral.....	772 053
<i>CV-18-005</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Victory Verbatim Reporting Services Inc	1 642
	777 195
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (10)	298 354
	<u>1 186 400</u>

Montants adjugés par une cour – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-402-19, T-141-20</i>	
Adjugé pour frais liés aux services actuariels	
Eckler Ltd.	25 086
<i>T-1621-19</i>	
Adjugé pour des frais légaux d'un recours collectif	
Assemblée des Premières Nations, Fraternité des Indiens du Canada	333 772
Conway Baxter Wilson LLP	227 517
Falconers LLP	30 465
Olthuis Kleer Townshend LLP	98 000
<i>T-1673-19</i>	
Adjugé pour les frais d'administration de recours collectif	
CA2 Inc.	15 060
<i>T-402-19, T-141-20, T-1120-221</i>	
Adjugé pour les frais d'administration de recours collectif	
Sotos LLP	68 430
<i>T-336-19</i>	
Adjugé pour les frais liée au litige	
Duboff Edwards Schachter Law Corporation.....	23 370
	<u>821 700</u>
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1343-21</i>	
Adjugé des frais	
RavenLaw LLP en fiducie pour	
Patterson D.	1 000
Total.....	<u>59 581 469</u>

¹ Un montant de 620 000 000 \$ a été versé pour le règlement des réclamations liées au recours collectif des externats indiens à « Deloitte Legal Canada en fiducie pour » des membres du recours collectif contre les externats indiens. Le paiement a été financé par le vote statutaire accordé par le tribunal en vertu de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, mais a été déplacé aux Paiements des réclamations contre l'État à des fins de divulgation. Ce paiement se rapporte à une entente de règlement et devrait donc être divulgué sous Paiements des réclamations contre l'État et classé avec les autres paiements effectués en vertu de cette réclamation.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada

2022-2023

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	242
Agriculture et Agroalimentaire.....	244
Conseil privé.....	248
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.....	248
Environnement et Changement climatique.....	250
Innovation, Sciences et Industrie.....	252
Justice.....	252
Patrimoine canadien.....	252
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	254
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	258
Ressources naturelles.....	258
Santé.....	258
Sécurité publique.....	260
Services aux Autochtones.....	260
Services publics et Approvisionnement.....	262
Transports.....	262

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Capacité communautaire et innovation – Contributions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Financement de base de l'infrastructure des provinces et les territoires.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	–	–	–	8 350
	–	–	–	–	–
	<i>104 550</i>	<i>30 006</i>	<i>105 500</i>	<i>378 600</i>	<i>903 582</i>
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités.....	–	–	–	–	12 647
	–	–	–	–	1 161
	<i>54 283</i>	<i>21 930</i>	<i>36 951</i>	<i>32 415</i>	<i>326 908</i>
Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	22 698
	<i>71 383</i>	<i>13 250</i>	<i>186 683</i>	<i>15 990</i>	<i>1 217 770</i>
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe	–	–	–	5 123	–
	–	–	–	2 484	–
	–	–	–	8 271	–
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées.....	–	–	–	–	2 733
	–	2 696	126	805	37 594
	<i>66 250</i>	<i>44 224</i>	<i>82 800</i>	<i>77 008</i>	<i>304 972</i>
Fonds pour l'infrastructure verte.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	<i>64 653</i>	–	–	<i>36 614</i>
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	–	–	–	–	<i>37 278</i>
	–	–	–	–	74 530
	<i>3 025</i>	<i>635</i>	<i>31 555</i>	<i>8 580</i>	<i>587 829</i>
Fonds solution pour le transport en commun en milieu rural – Subventions.....	–	20	68	150	–
	–	–	–	–	–
	–	20	68	150	–
Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	30 000	<i>133 876</i>
Fonds transport actif – Subventions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Fonds transport en commun zéro émission.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative de recherche et de connaissances.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet infrastructures nationales	–	–	–	15 534	60 394
	–	–	–	19 992	60 418
	–	–	–	<i>64 885</i>	<i>224 189</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet infrastructures provinciales-territoriales –					
Fonds des petites collectivités.....	735	774	1 991	1 022	15 508
	2 058	2 994	2 179	108	33 323
	<i>30 144</i>	<i>7 797</i>	<i>35 943</i>	<i>35 688</i>	<i>130 276</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet infrastructures provinciales-territoriales –					
Projets nationaux et régionaux.....	3 319	11 940	34 565	21 352	18 078
	33 430	18 251	39 636	21 453	153 911
	<i>268 355</i>	<i>125 620</i>	<i>242 308</i>	<i>200 153</i>	<i>351 203</i>

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
213	-	-	-	-	213	-	-	-	213
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
213	-	-	-	-	213	-	-	-	213 (a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
175 000	175 000	175 000	175 000	175 000	1 750 000	185 311	182 680	182 910	2 300 901
-	-	-	-	-	8 350	-	-	-	8 350
1 024	-	-	-	-	1 024	-	-	-	1 024
1 050 997	363 787	92 700	300 000	735 000	4 064 722	65 000	40 000	39 936	4 209 658 (a)
-	-	-	-	-	12 647	-	-	-	12 647
-	-	-	-	-	1 161	-	-	-	1 161
337 419	40 771	97 653	87 544	127 061	1 162 935	-	-	-	1 162 935 (a)
-	-	-	15	-	15	-	-	-	15
107 346	-	-	698	1 417	132 159	-	-	-	132 159
2 274 197	66 816	115 626	528 621	561 528	5 051 864	-	-	-	5 051 864
29 710	-	2 024	-	14 531	51 388	-	-	-	51 388
12 879	-	1 555	-	4 932	21 850	-	-	-	21 850
51 550	-	3 591	-	21 098	84 510	-	-	-	84 510 (a)
591	416	-	149	4 498	8 387	-	-	-	8 387
10 811	835	-	705	10 587	64 159	3 030	2 462	214	69 865
506 158	85 691	87 129	180 320	206 658	1 641 210	47 150	39 333	46 045	1 773 738 (a)
9 667	-	-	-	-	9 667	-	-	-	9 667
19 334	-	-	-	5 000	24 334	-	-	-	24 334
216 181	9 900	-	-	180 000	507 348	-	-	71 000	578 348
684	92	-	1 256	-	39 310	-	-	-	39 310
195 045	270	-	13 306	20 844	303 995	-	-	-	303 995
1 363 087	65 923	28 390	344 342	420 600	2 853 966	254	-	785	2 855 005 (a)
100	50	-	162	150	700	-	-	-	700
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
100	50	-	162	150	700	-	-	-	700 (a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
291 895	-	5 000	-	88 000	548 771	-	-	-	548 771
-	-	-	-	50	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	50	50	-	-	-	50 (a)
709	-	-	-	-	709	-	-	-	709
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
709	-	-	-	-	709	-	-	-	709 (a)
211	-	-	-	-	211	-	-	-	211
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
211	-	-	-	-	211	-	-	-	211 (a)
-	-	-	12 982	84 306	173 216	-	-	-	173 216
-	-	-	48 392	98 389	227 191	-	-	-	227 191
-	-	-	362 847	277 152	929 073	-	-	-	929 073 (a)
28 557	143	856	3 591	1 977	55 154	-	3 014	27 842	86 010
31 653	1 459	5 438	5 697	4 714	89 623	18 729	17 534	35 944	161 830
199 578	45 960	38 850	78 197	98 902	701 335	110 557	81 578	180 255	1 073 725 (a)
7 664	10 100	27 874	45 941	55 597	236 430	1 080	1 202	-	238 712
450 739	58 601	31 174	256 013	114 215	1 177 423	-	10 761	-	1 188 184
1 134 943	278 625	318 568	581 350	637 504	4 138 629	72 000	80 395	-	4 291 024 (a)

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Programme d'infrastructure investir dans le Canada	22 193	36 516	22 375	12 575	238 882
	48 944	65 987	80 627	42 817	264 553
	<i>100 261</i>	<i>151 594</i>	<i>141 869</i>	<i>73 943</i>	<i>635 758</i>
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs – Contributions	112	–	567	1 224	1 669
	–	–	–	–	–
	<i>112</i>	–	<i>567</i>	<i>1 224</i>	<i>1 669</i>
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs – Subventions	–	–	–	144	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	<i>144</i>	–
Réalisation de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	26 359	49 250	59 566	57 124	395 539
	84 432	89 928	122 568	87 659	648 188
	<i>873 363</i>	<i>634 729</i>	<i>1 039 244</i>	<i>1 102 051</i>	<i>5 029 646</i>

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

2011 Canada – Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	<i>4 906</i>	–
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	52
2012 Canada – Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2012 Canada – Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	113
2013 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	<i>750</i>	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
224 813	22 471	7 675	177 019	181 436	945 955	–	–	338	946 293
330 366	10 150	84 319	215 489	258 734	1 401 986	61 641	15 319	51 958	1 530 904 ^(a)
619 244	47 683	140 774	439 366	698 935	3 049 427	77 347	22 107	111 867	3 260 748 ^(a)
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	1 000	–	–	1 000
–	–	–	–	–	–	200 000	–	–	200 000
3 655	4 540	1 643	11	227	13 648	–	4 500	–	18 148
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
3 655	4 540	1 643	11	227	13 648	–	4 500	–	18 148 ^(a)
89	–	106	–	–	339	–	–	–	339
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
89	–	106	–	–	339	–	–	–	339 ^(a)
81 365	–	–	–	–	81 365	–	–	–	81 365
50 440	–	–	–	–	50 440	–	–	–	50 440
295 384	–	–	–	–	295 384	–	–	–	295 384 ^(a)
388 028	37 812	40 178	241 126	342 772	1 637 754	1 080	8 716	28 180	1 675 730
1 209 637	71 315	122 486	540 300	518 832	3 495 345	84 400	46 076	88 116	3 713 937
8 520 610	1 184 746	1 105 030	3 077 760	4 227 865	26 795 044	757 619	450 593	632 798	28 636 054
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	1 176	–	1 176	–	–	–	1 176
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	793	793	–	–	–	793
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	105	105	–	–	–	105
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	1 399	1 399	–	–	–	1 399
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	6 948	–	–	–	6 948	–	–	–	6 948
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	4 906	–	–	–	4 906
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	67 428	141 359	22 538	–	231 377	–	–	–	231 377
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
222	–	–	–	–	222	–	–	–	222
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	113	–	–	–	113
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	750	–	–	–	750

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
2014 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide contre l'influenza aviaire	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2014 Canada – Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	783	–	–
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	590	–	–
2016 Canada – Saskatchewan Initiative d'aide en tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Québec Initiative d'aide aux entreprises agricoles affectées par des épisodes exceptionnels de grêle	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	6 487
2018 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Agri-protection – Contributions	103	15 412	2 170	2 473	50 228
	177	16 528	1 838	2 129	40 652
	5 367	186 211	31 652	81 859	963 011
Agri-stabilité – Contributions	–	1 346	–	–	71 969
	–	3 955	–	–	10 961
	1 653	87 375	25 870	63 263	1 067 922
Agri-stabilité – Subventions	(595)	–	883	559	–
	775	–	1 210	1 874	–
	10 086	–	77 092	45 261	–
Initiative Canada-Manitoba d'aide aux producteurs pour les coûts liés à l'alimentation du bétail et au transport	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative Colombie-Britannique tuberculose bovine en 2018	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative d'aide aux producteurs des Prairies (IAPP)	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative d'inondation du Cariboo en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative Récolte d'automne – L'Île-du-Prince-Édouard	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	9 199	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	8 211	-	8 211	-	-	-	8 211
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	783	-	-	-	783
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	590	-	-	-	590
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	5 782	5 782	-	-	-	5 782
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	(55)	(55)	-	-	-	(55)
-	-	-	-	839	839	-	-	-	839
88 483	124 623	431 082	314 270	23 676	1 052 520	-	-	-	1 052 520
73 368	92 866	277 398	194 478	20 405	719 839	-	-	-	719 839
1 671 484	2 073 220	5 567 511	4 486 477	407 823	15 474 615	-	-	-	15 474 615
75 913	-	50 563	106 864	25 092	331 747	-	-	-	331 747
45 426	-	54 986	76 105	10 246	201 679	-	-	-	201 679
1 350 248	587 386	2 010 787	1 700 446	354 166	7 249 116	-	-	124	7 249 240
-	11 656	(36)	-	(9)	12 458	-	-	-	12 458
-	26 289	(63)	(1)	(12)	30 072	-	-	-	30 072
-	482 484	(29 196)	(1)	(2 166)	583 560	-	-	54	583 614
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(10)	-	-	-	(10)	-	-	-	(10)
-	6 102	-	-	-	6 102	-	-	-	6 102
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	(1)	(1)	-	-	-	(1)
-	-	-	-	274	274	-	-	-	274
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(1)	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
-	25 284	151 600	10 774	-	187 658	-	-	-	187 658
-	-	-	-	22 385	22 385	-	-	-	22 385
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	257	257	-	-	-	257
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	9 199	-	-	-	9 199

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Initiatives Agri-risques – Activités de renforcement des capacités administratives.....	–	–	295	–	88
	–	–	80	–	642
	–	45	173	38	3 556
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Partenariat Canadien pour l'agriculture – Programmes à frais partagés.....	4 407	4 029	4 051	4 606	29 901
	3 810	4 009	3 164	3 790	37 605
	14 636	15 014	14 993	14 438	120 754
Programme Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	21 473
	–	–	–	–	21 223
	–	–	–	–	323 383
Programme Agri-investissement – Subventions.....	57	1 182	743	918	–
	47	1 178	654	893	–
	1 282	25 545	15 993	18 636	16 812
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	150	–
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	387	4 509	3 991	3 675	4 000
Programme de démarrage d'Agri-investissement – Contributions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	92 514
Programme de rétablissement Colombie-Britannique à la suite des inondations.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme de rétablissement des porcs	–	–	–	–	(116)
	–	257	–	25	13 086
	–	257	–	25	13 086
Programme de retrait de bovins	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	102	1 069	902	813	–
Sécheresse et Feux Incontrôlés 2021	–	–	–	–	(4)
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	3 972	21 969	8 142	8 556	173 539
	4 809	25 927	6 946	8 711	124 169
	44 258	344 239	185 793	238 690	3 129 694
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête publique conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse.....	–	–	11 603	–	–
	–	–	11 002	–	–
	–	–	24 048	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	11 603	–	–
	–	–	11 002	–	–
	–	–	24 048	–	–
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Apprentissage et la garde des jeunes enfants	60 173	24 325	118 991	97 521	1 290 330
	48 246	20 861	90 881	74 865	659 601
	133 990	59 405	256 522	209 580	2 296 415

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
34	261	457	823	135	2 093	-	-	-	2 093
812	240	445	869	138	3 226	-	-	-	3 226
934	3 776	5 549	10 371	1 288	25 730	-	-	-	25 730
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	-	416	1 149 093
50 677	19 273	39 911	48 920	9 916	215 691	678	308	918	217 595
48 952	17 827	39 941	43 212	12 920	215 230	511	483	681	216 905
180 485	72 084	159 763	158 692	48 416	799 275	2 099	1 602	2 915	805 891
-	-	-	-	-	21 473	-	-	-	21 473
-	-	-	-	-	21 223	-	-	-	21 223
-	-	-	-	-	323 383	-	-	-	323 383
27 730	20 124	53 972	33 761	3 926	142 413	-	-	1	142 414
24 886	18 229	49 863	35 510	3 941	135 201	-	-	1	135 202
471 163	331 778	831 814	611 160	75 786	2 399 969	-	2	22	2 399 993
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
95 682	56 246	97 388	248 182	22 849	536 909	-	-	10	536 919
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	92 514	-	-	-	92 514
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	9 468	9 468	-	-	-	9 468
-	-	-	-	9 468	9 468	-	-	-	9 468
-	-	-	-	-	(116)	-	-	-	(116)
(1)	-	-	436	-	13 803	-	-	-	13 803
783	-	-	436	-	14 587	-	-	-	14 587
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(66)	14	(55)	2 845	-	2 738	-	-	-	2 738
1 900	854	3 765	16 983	-	23 502	-	-	-	23 502
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22 600	14 354	25 801	64 003	5 020	134 664	-	-	7	134 671
-	26 691	(25)	(1 157)	1 797	27 302	-	-	-	27 302
2 323	29 100	166 725	214 234	5 402	417 784	-	-	-	417 784
2 323	29 100	166 725	214 234	5 402	417 784	-	-	-	417 784
242 837	202 628	575 924	503 481	86 918	1 827 966	678	308	919	1 829 871
195 700	184 554	589 240	567 688	62 452	1 770 196	511	483	682	1 771 872
4 046 340	3 797 988	9 178 925	7 744 508	999 910	29 710 345	2 439	1 604	3 548	29 717 936
-	-	-	-	-	11 603	-	-	-	11 603
-	-	-	-	-	11 002	-	-	-	11 002
-	-	-	-	-	24 048	-	-	-	24 048
-	-	-	-	-	11 603	-	-	-	11 603
-	-	-	-	-	11 002	-	-	-	11 002
-	-	-	-	-	24 048	-	-	-	24 048
1 876 335	215 973	189 939	673 191	608 745	5 155 523	11 088	13 795	9 954	5 190 360
1 396 611	163 757	144 626	502 165	454 083	3 555 696	11 375	13 282	10 414	3 590 767
3 859 141	442 124	389 364	1 357 235	1 270 245	10 274 021	31 770	35 602	29 986	10 371 379

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Ententes sur le développement de la main d'œuvre	12 386	4 020	24 014	19 123	204 774
	8 770	3 939	23 780	18 918	206 252
	80 529	26 480	157 516	118 142	1 196 800
Ententes sur le développement du marché du travail	144 014	28 055	97 754	107 597	705 564
	130 533	29 804	103 840	111 606	716 667
	1 964 269	415 742	1 350 539	1 460 523	9 659 140
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux	13	13	13	13	13
	12	12	12	12	12
	1 362	1 362	1 362	1 362	1 362
Total du portefeuille ministériel	216 586	56 413	240 772	224 254	2 200 681
	187 561	54 616	218 513	205 401	1 582 532
	2 180 150	502 989	1 765 939	1 789 607	13 153 717
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Accord Canada – Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	–	–	–	–	239
	–	–	–	–	241
	–	–	–	–	10 604
Accord lié à la notification des événements environnementaux	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Accord concernant les relevés hydrométriques	466	38	119	273	1 086
	1 035	52	164	323	1 201
	10 565	1 031	3 623	6 702	33 934
Entente avec Conservation Officer Service de la Colombie-Britannique concernant le service de données pour l'investigation du mont Polley	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	49	281	–	29	–
	61	232	–	29	155
	540	2 075	–	262	1 503
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent – Atlantique	–	–	–	–	366
	–	–	–	–	35
	–	–	–	–	647
Entente Canada – Québec sur le plan du Saint-Laurent	–	–	–	–	4 271
	–	–	–	–	3 870
	–	–	–	–	67 079
LEP – Loi sur les espèces en péril	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	523
	–	–	–	–	5 342
Pâtes et papier	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	3 922
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique	148	246	254	205	1 911
	133	221	228	184	1 716
	1 350	2 250	2 325	1 875	17 473
Régularisation de la rivière des Outaouais	–	–	–	–	119
	–	–	–	–	101
	–	–	–	–	3 273
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	–	–	–	346
	–	–	–	–	346
	–	–	–	–	5 695
Total du portefeuille ministériel	663	565	373	507	8 388
	1 229	505	392	536	8 238
	12 455	5 356	5 948	8 839	149 472

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
355 812	33 186	28 136	106 986	125 265	913 702	2 766	2 766	2 766	922 000
355 389	33 169	28 281	106 497	125 000	909 995	2 766	2 168	2 766	917 695
2 335 787	210 449	186 095	704 171	820 938	5 836 907	18 217	17 249	18 300	5 890 673
790 049	62 925	54 840	217 750	345 165	2 553 713	4 616	3 736	4 692	2 566 757
768 422	63 633	57 030	210 247	328 031	2 519 813	4 858	3 768	4 762	2 533 201 ^(a)
9 818 272	782 058	674 004	2 133 956	4 439 343	32 697 846	64 532	46 817	58 198	32 867 393 ^(a)
13	13	13	13	13	130	13	13	13	169
12	12	12	12	12	120	12	12	12	156
1 362	1 362	1 362	1 362	1 362	13 620	1 362	1 362	1 362	17 706
3 022 209	312 097	272 928	997 940	1 079 188	8 623 068	18 483	20 310	17 425	8 679 286
2 520 434	260 571	229 949	818 921	907 126	6 985 624	19 011	19 230	17 954	7 041 819
16 014 562	1 435 993	1 250 825	4 196 724	6 531 888	48 822 394	115 881	101 030	107 846	49 147 151
–	–	–	–	–	239	–	–	–	239
–	–	–	–	–	241	–	–	–	241
–	–	–	–	–	10 604	–	–	–	10 604
94	12	12	60	81	259	–	–	6	265
90	12	12	58	78	250	–	–	6	256 ^(a)
530	71	71	348	459	1 479	23	–	35	1 537 ^(a)
2 313	1 722	2 168	5 640	4 431	18 256	1 579	–	1 254	21 089
2 722	1 674	1 825	2 247	3 358	14 601	1 365	–	872	16 838
60 088	25 080	30 369	46 510	31 852	249 754	13 811	–	6 517	270 082
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	308	308	–	–	–	308
–	–	–	–	308	308	–	–	–	308 ^(f)
–	–	–	–	–	359	–	–	–	359
–	–	–	–	–	477	–	–	–	477
–	–	–	–	–	4 380	317	–	–	4 697
–	–	–	–	–	366	–	–	–	366
–	–	–	–	–	35	–	–	–	35
–	–	–	–	–	647	–	–	–	647
–	–	–	–	–	4 271	–	–	–	4 271
–	–	–	–	–	3 870	–	–	–	3 870
–	–	–	–	–	67 079	–	–	–	67 079
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	523	100	150	201	974
–	–	–	–	502	5 844	135	150	201	6 330
–	–	–	–	–	50	–	–	–	50
–	–	–	–	–	50	–	–	–	50
–	–	–	–	273	4 195	–	–	–	4 195
2 903	312	279	796	1 074	8 128	–	–	–	8 128
2 608	280	250	714	965	7 299	40	13	13	7 365
26 548	2 850	2 550	7 274	9 824	74 319	361	120	120	74 920
119	–	–	–	–	238	–	–	–	238
101	–	–	–	–	202	–	–	–	202
3 273	–	–	–	–	6 546	–	–	–	6 546
–	–	–	–	–	346	–	–	–	346
–	–	–	–	–	346	–	–	–	346
–	–	–	–	–	5 695	–	–	–	5 695
5 429	2 046	2 459	6 496	5 586	32 512	1 579	–	1 260	35 351
5 521	1 966	2 087	3 019	4 709	28 202	1 505	163	1 092	30 962
90 439	28 001	32 990	54 132	43 218	430 850	14 647	270	6 873	452 640

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Innovation, Sciences et Industrie					
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Accord sur la croissance du commerce et des investissements.....	489	293	1 075	1 075	–
	584	351	1 286	1 286	–
	2 513	1 508	5 528	5 528	–
Partenariat du tourisme du Canada atlantique.....	–	4 130	–	–	–
	–	5 972	–	–	–
	–	20 284	–	–	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	944
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Faire la promotion de l'accès au transport en commun pour les Canadiens vulnérables à la suite de la réduction des services de Greyhound Canada 2018	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	489	4 423	1 075	1 075	–
	584	6 323	1 286	1 286	–
	2 513	21 792	5 528	5 528	944
Justice					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés					
	60	–	–	–	9 600
	12	–	596	–	6 160
	110	–	596	–	43 548
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique en matière pénale					
	2 937	546	4 988	3 108	31 481
	2 657	490	4 526	2 879	28 896
	76 859	14 176	138 463	80 694	902 611
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones.....					
	–	60	386	–	1 840
	–	60	361	–	1 217
	2 936	247	3 985	–	23 337
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes					
	4 886	1 833	5 831	4 549	34 879
	4 886	1 833	5 831	4 549	34 879
	174 863	68 796	209 855	164 489	1 230 867
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation					
	243	465	588	453	300
	213	300	702	385	300
	5 692	6 652	11 253	7 234	10 299
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique).....					
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	8 126	2 904	11 793	8 110	78 100
	7 768	2 683	12 016	7 813	71 452
	260 460	89 871	364 152	252 417	2 210 662
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts					
	186	–	–	–	–
	245	–	–	–	–
	2 340	–	–	–	–
Langues officielles en éducation et services					
	7 263	5 630	20 298	41 182	74 669
	5 908	5 158	15 019	37 991	68 862
	169 738	139 476	374 339	1 127 126	3 635 195

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	2 932	-	-	-	2 932
-	-	-	-	-	3 507	-	-	-	3 507
-	-	-	-	-	15 077	-	-	-	15 077
-	-	-	-	-	4 130	-	-	-	4 130
-	-	-	-	-	5 972	-	-	-	5 972
-	-	-	-	-	20 284	-	-	-	20 284
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	944	-	-	-	944
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 619	1 619	-	-	-	1 619
-	-	-	-	-	7 062	-	-	-	7 062
-	-	-	-	-	9 479	-	-	-	9 479
-	-	-	-	1 619	37 924	-	-	-	37 924
-	215	-	924	-	10 799	-	-	-	10 799
38 200	764	-	2 584	3 840	52 156	-	-	-	52 156
144 889	2 951	-	8 135	15 303	215 532	-	-	-	215 532
61 190	9 431	8 735	21 723	21 189	165 328	-	-	-	165 328
55 079	8 160	7 632	16 925	19 083	146 327	-	-	-	146 327
1 795 786	182 420	154 919	387 298	499 368	4 232 594	24 435	-	7 605	4 264 634
2 618	735	920	2 639	2 444	11 642	-	-	68	11 710
2 560	335	883	2 327	2 189	9 932	-	-	6	9 938
44 385	16 287	21 688	48 301	47 175	208 341	6 871	65	2 477	217 754
65 342	8 313	8 224	22 707	21 743	178 307	2 893	2 431	1 343	184 974
65 342	8 313	8 224	22 707	21 743	178 307	2 893	2 431	1 343	184 974
2 209 370	218 473	255 551	563 865	703 735	5 799 864	126 079	37 755	42 154	6 005 852
2 308	1 961	2 657	1 659	505	11 139	300	400	310	12 149
1 636	1 920	2 369	1 778	546	10 149	300	300	300	11 049
30 036	20 657	24 794	24 235	19 138	159 990	5 693	7 410	5 584	178 677
-	-	-	-	-	-	3 566	3 946	2 003	9 515
-	-	-	-	-	-	3 140	3 417	1 858	8 415
-	-	-	-	-	-	51 672	50 104	28 436	130 212
131 458	20 655	20 536	49 652	45 881	377 215	6 759	6 777	3 724	394 475
162 817	19 492	19 108	46 321	47 401	396 871	6 333	6 148	3 507	412 859
4 224 466	440 788	456 952	1 031 834	1 284 719	10 616 321	214 750	95 334	86 256	11 012 661
-	-	-	-	-	186	-	-	-	186
-	-	-	-	-	245	-	-	-	245
-	-	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
191 590	21 366	18 284	38 650	30 572	449 504	5 476	4 576	3 358	462 914
119 580	20 853	12 571	21 080	22 616	329 638	3 945	8 779	2 585	344 947
3 842 341	533 965	361 759	579 219	610 952	11 374 110	82 914	50 771	69 862	11 577 657

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Programme de soutien au sport.....	413	357	418	401	818
	413	357	418	401	818
	8 745	7 831	10 383	9 210	20 314
Total du portefeuille ministériel	7 862	5 987	20 716	41 583	75 487
	6 566	5 515	15 437	38 392	69 680
	180 823	147 307	384 722	1 136 336	3 655 509
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Analyse de la pêche récréative en eau douce en Colombie-Britannique.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Données annuelles sur la production des pêches et renseignements supplémentaires sur les prix pour les pêches commerciales en Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Données sur l'emploi dans la transformation des produits de la mer de diverses pêches en Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Enquête sur la pêche récréative au Canada	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente Canada-Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	885
	-	-	-	-	4 142
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	3 050
	-	-	-	-	3 135
	-	-	-	-	18 351
Entente CB-MPO Technologies alternatives en aquaculture.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Espèces en péril.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Exécution des programmes du Ministère des Pêches et des Océans par le Gouvernement du Nunavut – ministère de l'Environnement à l'intérieur et à proximité immédiate du Nunavut	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Exploitation de l'Allco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique).....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds d'innovation et de restauration du saumon de la Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds des pêches de l'Atlantique (FPA)	8 339	2 549	11 336	8 592	-
	11 812	3 448	16 197	7 846	-
	50 721	16 857	57 381	36 150	-
Fonds des pêches du Québec (FPQ)	-	-	-	-	3 573
	-	-	-	-	4 719
	-	-	-	-	12 018
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec	-	-	-	-	50
	-	-	-	-	46
	-	-	-	-	1 178
Groupe de travail sur les enquêtes intégrées de Mount Polley – Gestion des données divulguées.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
1 128	500	477	641	661	5 814	394	416	353	6 977
1 108	500	477	641	661	5 794	394	416	353	6 957
26 231	11 287	10 967	15 291	15 899	136 158	7 921	6 462	7 795	158 336
192 718	21 866	18 761	39 291	31 233	455 504	5 870	4 992	3 711	470 077
120 688	21 353	13 048	21 721	23 277	335 677	4 339	9 195	2 938	352 149
3 868 572	545 252	372 726	594 510	626 851	11 512 608	90 835	57 233	77 657	11 738 333
-	-	-	-	64	64	-	-	-	64
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	64	64	-	-	-	64
-	-	-	-	82	82	-	-	-	82
-	-	-	-	159	159	-	-	-	159
-	-	-	-	241	241	-	-	-	241
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3 ^(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
278	-	-	-	-	278	-	-	-	278
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	885	-	-	-	885
-	-	-	-	-	4 142	-	-	-	4 142
-	-	-	-	-	3 050	-	-	-	3 050
-	-	-	-	-	3 135	-	-	-	3 135
-	-	-	-	-	18 351	-	-	-	18 351
-	-	-	-	50	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	50	50	-	-	-	50
85	-	-	-	-	85	-	-	-	85
45	-	-	-	-	45	-	-	-	45
395	-	-	-	-	395	-	-	-	395
-	-	-	-	-	-	-	150	-	150
-	-	-	-	-	-	-	150	-	150 ^(a)
-	-	-	-	-	-	-	300	-	300 ^(a)
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	175	175	-	-	-	175
-	-	-	-	25 896	25 896	-	-	-	25 896
-	-	-	-	24 226	24 226	-	-	-	24 226
-	-	-	-	71 693	71 693	-	-	-	71 693
-	-	-	-	222	31 038	5	-	-	31 043
-	-	-	-	52	39 355	11	-	-	39 366
-	-	-	-	355	161 464	23	-	-	161 487
-	-	-	-	-	3 573	-	-	-	3 573
-	-	-	-	-	4 719	-	-	-	4 719 ^(a)
-	-	-	-	-	12 018	-	-	-	12 018 ^(a)
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	46	-	-	-	46
-	-	-	-	-	1 178	-	-	-	1 178
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	300	300	-	-	-	300
-	-	-	-	330	330	-	-	-	330 ^(f)

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Participation du gouvernement du Nunavut à la planification et à la conservation marines	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Pêche d'essai dans la rivière Skeena à Tyee	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture	-	-	-	-	-
	138	73	402	238	197
	<i>138</i>	<i>390</i>	<i>402</i>	<i>238</i>	<i>554</i>
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard	-	188	-	-	-
	-	155	-	-	-
	-	<i>3 840</i>	-	-	-
Programme de défense des moules envahissantes de la Colombie-Britannique – 2022.	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme de surveillance de l'impact cumulatif	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Projet d'échantillonnage du RCBA de la rivière Nanaimo	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Projet d'interaction poisson-forêt de Carnation Creek	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Relevé des petits poissons du lac Winnipeg	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2020-2021) (#1)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2021-2022) (#1)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2022-2023) #1 (Colombie Britannique)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2022-2023) #1 (Yukon)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Rétablissement à la suite des inondations en Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Secteur des pêches et de l'aquaculture de la Colombie-Britannique (édition 2022)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services de diagnostic de la santé des poissons avec le Ministère de l'Aquaculture de la Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Soutien des navires pour les relevés de base du biote dans les ports de l'Arctique canadien et à proximité des collectivités du Nunavut	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Structure de la population et identification du stock de la rivière Skeena	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Système de gestion de l'habitat du poisson pour l'extraction des placers au Yukon	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	8 339	2 737	11 336	8 592	6 673
	11 950	3 676	16 599	8 084	8 982
	<i>50 859</i>	<i>21 087</i>	<i>57 783</i>	<i>36 388</i>	<i>36 243</i>

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	345	-	345
-	-	-	-	-	-	-	5	-	5 ^(a)
-	-	-	-	-	-	-	350	-	350 ^(a)
-	-	-	-	298	298	-	-	-	298
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	298	298	-	-	-	298
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
290	-	121	76	786	2 321	-	-	-	2 321
15 769	-	121	76	1 227	18 915	-	-	-	18 915 ^(f)
-	-	-	-	-	188	-	-	-	188
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	3 840	-	-	-	3 840
-	-	-	-	475	475	-	-	-	475
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	475	475	-	-	-	475
-	-	-	-	-	-	300	-	-	300
-	-	-	-	-	-	711	-	-	711
-	-	-	-	-	-	2 877	-	-	2 877
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	4	4	-	-	-	4 ^(f)
-	-	-	-	85	85	-	-	-	85
-	-	-	-	85	85	-	-	-	85
-	-	-	-	327	327	-	-	-	327
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	5	-	-	-	5	-	-	-	5 ^(f)
-	46	-	-	-	46	-	-	-	46 ^(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	366	366	-	-	-	366
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	430	430	-	-	-	430
-	-	-	-	430	430	-	-	-	430
-	-	-	-	410	410	-	-	-	410
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	410	410	-	-	-	410
-	-	-	-	-	-	-	-	100	100
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	100	100
-	-	-	-	250	250	-	-	-	250
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	250	250	-	-	-	250
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	171	171	-	-	-	171
-	-	-	-	75	75	-	-	-	75
-	-	-	-	874	874	-	-	-	874
-	-	-	-	-	-	-	315	-	315
-	-	-	-	-	-	-	315	-	315
-	-	-	-	-	-	-	1 069	-	1 069
-	-	-	-	2	2	-	-	-	2
-	-	-	-	2	2	-	-	-	2
-	-	-	-	19	19	-	-	-	19
-	-	-	-	-	-	-	-	105	105
-	-	-	-	-	-	-	-	105	105
-	-	-	-	-	-	-	-	315	315
85	-	-	-	28 055	65 817	305	810	205	67 137
335	5	121	76	26 147	75 975	722	470	105	77 272
16 442	46	121	76	77 616	296 661	2 900	1 719	415	301 695

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Relations Couronne-Autochtones et Affaire du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Canada/Colombie-Britannique Protocole d'échange de renseignements (Informations sur les terres et ressources en support des négociations de traité)	-	-	-	-	-
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak.....	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	-	-	-	-	30 513
					29 599
					393 607
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première Nation de Kitselas	-	-	-	-	-
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première nation de Kitsumkalum.....	-	-	-	-	-
Facilitateur de Wet'suwet'en	-	-	-	-	-
Négociations de traité trilatéral.....	-	-	-	-	-
Restoule/Whitesand - Accord de partage des coûts de médiation	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	30 513
					29 599
					393 607
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	-	-	1 914	-	-
			1 290		
			46 270		
Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers.....	519	-	-	-	-
	149				
	86 147				
Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation	534	178	185	-	2 295
	-	-	-	-	588
	534	178	185	-	2 883
Total du portefeuille ministériel	1 053	178	2 099	-	2 295
	149		1 290		588
	86 681	178	46 455	-	2 883
Santé					
Ministère de la Santé					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	2
					2
					37
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	28
					-
					154

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	300	300	-	-	-	300
-	-	-	-	290	290	-	-	-	290 ^(a)
-	-	-	-	8 142	8 142	-	-	-	8 142 ^(a)
-	-	-	-	-	-	-	25	-	25
-	-	-	-	-	-	-	25	-	25
-	-	-	-	-	-	191	943	-	1 134
-	-	-	-	-	30 513	-	-	-	30 513
-	-	-	-	-	29 599	-	-	-	29 599
-	-	-	-	-	393 607	-	-	-	393 607
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	280	280	-	-	-	280
-	-	-	-	280	280	-	-	-	280
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	315	315	-	-	-	315
-	-	-	-	315	315	-	-	-	315
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	142	142	-	-	-	142 ^(a)
-	-	-	-	374	374	-	-	-	374 ^(a)
-	-	-	-	1 829	1 829	-	-	-	1 829
-	-	-	-	1 829	1 829	-	-	-	1 829
-	-	-	-	179 383	179 383	-	-	-	179 383
53	-	-	-	-	53	-	-	-	53
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53	-	-	-	-	53	-	-	-	53
53	-	-	-	2 129	32 695	-	25	-	32 720
-	-	-	-	2 856	32 455	-	25	-	32 480
53	-	-	-	188 494	582 154	191	943	-	583 288
-	-	-	-	-	1 914	-	-	-	1 914
-	-	-	-	-	1 290	-	-	-	1 290
-	-	-	-	-	46 270	-	-	-	46 270
-	-	-	-	-	519	-	-	-	519
-	-	-	-	-	149	-	-	-	149
-	-	-	-	-	86 147	-	-	-	86 147
2 976	631	470	364	500	8 133	153	-	85	8 371
161	89	106	-	-	944	71	-	-	1 015 ^(a)
3 138	720	576	364	500	9 078	224	-	85	9 387 ^(a)
2 976	631	470	364	500	10 566	153	-	85	10 804
161	89	106	-	-	2 383	71	-	-	2 454
3 138	720	576	364	500	141 495	224	-	85	141 804
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2 ^(a)
-	-	-	-	-	37	-	-	-	37 ^(a)
-	-	-	-	-	28	-	-	-	28
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	154	-	-	-	154

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	–	14 410	–	48 246
	–	–	–	–	–
	–	–	14 410	–	48 246
Programme de sites sécuritaires d'isolement volontaire	–	–	1 661	–	–
	–	–	2 198	–	–
	–	–	3 859	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	16 071	–	48 276
	–	–	2 198	–	2
	–	–	18 269	–	48 437
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC)	6 161	3 291	–	9 901	59 569
	–	–	–	2 972	14 526
	196 912	25 775	78 781	219 535	1 484 464
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	–	7	–	–	19 802
	–	–	–	–	1 249
	–	7	210	–	28 173
Programme de services de police des Premières nations	–	–	546	322	55 871
	–	–	531	314	44 946
	1 345	1 020	24 711	11 624	740 909
Subventions au Système national de repérage	57	52	63	61	167
	57	52	63	61	167
	632	572	695	667	1 807
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	–	–	–	–	–
	–	225	1 009	975	–
	2 255	5 752	25 113	25 975	111 835
Service correctionnel du Canada					
Offre de formation générale des adultes dans les pénitenciers fédéraux	–	–	–	–	4 006
	–	–	–	–	4 132
	–	–	–	–	23 092
Total du portefeuille ministériel	6 218	3 350	609	10 284	139 415
	57	277	1 603	4 322	65 020
	201 144	33 126	129 510	257 801	2 390 280
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Aide à la gestion des urgences	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Entente sur les inondations du Nord	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Partage des coûts pour les contributions aux équipes de mieux-être mental des communautés des Premières nations de l'Ontario	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Protection contre les inondations	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Protection des forêts	–	–	–	–	1 079
	–	–	–	–	1 143
	–	–	–	–	5 975
Routes des réserves	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Services sociaux	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	29 748	33 179	125 583	10 202	-	10 191	145 976
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	29 748	33 179	125 583	10 202	-	10 191	145 976
-	1 771	-	-	100	3 532	-	-	1 105	4 637
15 650	11 019	11 959	-	-	40 826	258	-	4 016	45 100
23 683	12 791	16 750	-	100	57 183	258	-	5 121	62 562
-	1 771	-	29 748	33 279	129 145	10 202	-	11 296	150 643
15 650	11 019	11 959	-	-	40 828	258	-	4 016	45 102
23 683	12 791	16 750	29 748	33 279	182 957	10 460	-	15 312	208 729
-	425 057	24 480	347 889	1 496 609	2 372 957	50 681	-	-	2 423 638
-	-	50 000	-	378 252	445 750	-	-	-	445 750
240 778	1 389 926	788 835	1 696 482	2 767 101	8 888 589	80 163	5 300	13 499	8 987 551
12 291	-	-	-	455	32 555	-	-	-	32 555
6 608	-	3 832	-	1 023	12 712	-	-	-	12 712
30 364	-	3 832	-	2 756	65 342	-	-	-	65 342
95 787	11 097	3 247	9 080	2 123	178 073	-	-	427	178 500
67 354	8 286	1 441	6 752	1 539	131 163	-	-	208	131 371
1 077 906	150 379	96 031	163 842	80 600	2 348 367	6 910	3 784	17 825	2 376 886
242	68	66	-	116	892	-	-	-	892
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
2 605	744	716	1 040	1 255	10 733	43	69	43	10 888
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 150	-	-	-	-	8 359	-	-	-	8 359
157 958	2 464	2 190	4 587	27 893	366 022	1 137	-	1 297	368 456 ^(a)
-	-	-	-	-	4 006	-	-	-	4 006
-	-	-	-	-	4 132	-	-	-	4 132
-	-	-	-	-	23 092	-	-	-	23 092
108 320	436 222	27 793	356 969	1 499 303	2 588 483	50 681	-	427	2 639 591
80 354	8 354	55 339	6 860	380 930	603 116	-	-	208	603 324
1 509 611	1 543 513	891 604	1 865 951	2 879 605	11 702 145	88 253	9 153	32 664	11 832 215
-	-	-	-	-	-	1 718	-	-	1 718
-	-	-	-	-	-	85	-	-	85
-	-	-	-	-	-	2 060	-	-	2 060
-	16	-	-	-	16	-	-	-	16
-	15	-	-	-	15	-	-	-	15
-	63	-	-	-	63	-	-	-	63
8 750	-	-	-	-	8 750	-	-	-	8 750
8 162	-	-	-	-	8 162	-	-	-	8 162 ^(a)
33 371	-	-	-	-	33 371	-	-	-	33 371 ^(a)
641	-	-	-	-	641	-	-	-	641
40	-	-	-	-	40	-	-	-	40
681	-	-	-	-	681	-	-	-	681
-	5 659	2 863	-	-	9 601	-	-	-	9 601
-	4 725	1 596	-	-	7 464	-	-	-	7 464
-	30 558	11 545	-	-	48 078	-	-	-	48 078
7 000	-	-	-	-	7 000	-	-	-	7 000
7 000	-	-	-	-	7 000	-	-	-	7 000 ^(a)
40 216	19 803	-	-	-	60 019	-	-	-	60 019 ^(a)
342 127	-	-	-	-	342 127	-	-	-	342 127
332 843	-	-	-	-	332 843	-	-	-	332 843
1 681 675	-	-	3 071	-	1 684 746	-	-	373	1 685 119

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Transport médical aérien vers les communautés innues et inuites de la côte du Labrador	1 600	–	–	–	–
	1 600	–	–	–	–
	9 157	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	1 600	–	–	–	1 079
	1 600	–	–	–	1 143
	9 157	–	–	–	5 975
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue – Remplacement du barrage de l'Ontario	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	–	–	–	–	188
	–	–	–	–	186
	–	–	–	–	12 475
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	29
	–	–	–	–	11
	–	–	–	–	269
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	217
	–	–	–	–	197
	–	–	–	–	12 744
Transports					
Ministère des Transports					
Contributions visant à assurer le service de transport aérien aux collectivités éloignées	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	11 944
	–	–	–	–	11 944
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	20
	–	–	–	–	104
	–	–	–	–	333
Fonds national des corridors commerciaux	–	–	4 921	6 216	–
	–	–	1 994	1 463	–
	–	–	7 912	11 202	18 910
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	8 000	9 153	110 521	–
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	62
Initiative des équipements de sécurité et des infrastructures portuaires de base pour les collectivités du Nord	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	–	–	–	–
	–	–	–	2 442	353
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	207	161	220	207	748
	189	161	220	207	5 239
	5 148	4 334	7 284	5 922	20 410
Rénovation des routes en Outaouais	–	–	–	–	1 489
	–	–	–	–	4 284
	–	–	–	–	149 765
Total du portefeuille ministériel	207	161	5 141	6 423	2 257
	189	161	2 214	1 670	21 571
	5 148	12 334	24 349	130 087	201 777
Total global	281 474	147 937	389 296	366 508	3 162 459
	306 894	189 611	412 064	363 874	2 631 361
	3 907 011	1 813 008	4 051 740	4 957 744	30 421 590

(a) Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	1 600	-	-	-	1 600
-	-	-	-	-	1 600	-	-	-	1 600 ^(a)
-	-	-	-	-	9 157	-	-	-	9 157 ^(a)
358 518	5 675	2 863	-	-	369 735	1 718	-	-	371 453
348 045	4 740	1 596	-	-	357 124	85	-	-	357 209
1 755 943	50 424	11 545	3 071	-	1 836 115	2 060	-	373	1 838 548
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24 975	-	-	-	-	24 975	-	-	-	24 975
188	-	-	-	-	376	-	-	-	376
186	-	-	-	-	372	-	-	-	372
17 613	-	-	-	-	30 088	-	-	-	30 088
-	-	-	-	-	29	-	-	-	29
-	-	-	-	-	11	-	-	-	11
-	-	-	-	-	269	-	-	-	269
188	-	-	-	-	405	-	-	-	405
186	-	-	-	-	383	-	-	-	383
42 588	-	-	-	-	55 332	-	-	-	55 332
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 580	12 606	1 505	-	2 154	38 789	18 831	16 324	4 591	78 535
21 714	24 637	3 097	-	4 330	65 722	35 955	33 448	11 757	146 882 ^(f)
-	-	-	-	-	20	-	-	-	20
-	-	-	-	-	104	-	-	-	104
-	-	-	-	-	333	-	-	-	333
-	-	3 022	-	3 863	18 022	4 265	8 226	47 375	77 888
-	-	33 000	-	861	37 318	1 726	1 421	25 124	65 589
-	-	39 754	-	4 724	82 502	11 560	9 647	84 299	188 008
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 871	-	-	-	-	9 871	-	-	-	9 871
767 183	49 278	26 969	-	-	971 104	-	-	252	971 356 ^(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	30	217	207	454
-	-	-	-	-	62	2 372	617	3 596	6 647 ^(f)
-	-	-	-	-	-	1 106	607	-	1 713
-	-	-	-	-	-	7 175	351	-	7 526 ^(a)
-	-	-	-	-	-	18 316	958	-	19 274 ^(a)
-	25	78	-	-	103	-	-	-	103
-	-	15	-	-	15	-	-	-	15
30	409	1 083	40	532	4 889	-	-	-	4 889
3 697	336	228	2 265	2 588	10 657	153	-	153	10 963
1 482	241	228	2 170	856	10 993	153	-	153	11 299
35 294	7 205	7 100	16 300	14 550	123 547	3 748	250	3 945	131 490
-	-	-	-	-	1 489	-	-	-	1 489
-	-	-	-	-	4 284	-	-	-	4 284
-	-	-	-	-	149 765	-	-	-	149 765 ^(a)
3 697	361	3 328	2 265	6 451	30 291	5 524	8 833	47 528	92 176
21 933	12 847	34 748	2 170	3 871	101 374	27 915	18 313	30 075	177 677
824 221	81 529	78 003	16 340	24 136	1 397 924	71 951	44 920	103 849	1 618 644
4 456 516	1 041 764	965 240	2 227 332	3 161 295	16 199 821	103 032	50 771	114 760	16 468 384
4 681 461	596 305	1 079 787	2 007 076	1 977 601	14 246 034	145 150	100 103	148 693	14 639 980
40 940 668	9 121 791	13 396 047	18 615 018	16 919 700	144 144 317	1 372 210	762 799	1 067 676	147 347 002

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada

2022-2023

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

	<i>Page</i>
Commissions.....	266
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	267
Frais d'études.....	268
Revenus de placements	270
Dépenses des cabinets des ministres.....	274
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires.....	286
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	290

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres			Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour ¹				
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau du directeur général des élections						
Commissions fédérales de délimitation des circonscriptions électorales	432 111	168 480	3 014 718	5 762 716	9 378 025	
Ces Commissions indépendantes, une par province, ont été constituées par décret en conseil (Conseil privé (C.P.) 2021-0953 en date du 1 ^{er} novembre 2021) en conformité avec la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorale</i> . Les commissions sont chargées d'étudier les révisions à effectuer en matière de représentation des provinces à la Chambre des communes à l'issue de chaque recensement décennal, et de faire rapport à cet égard. La durée du mandat de chaque commission dépend de la date où son rapport final est complété.						
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé						
Enquête publique sur l'état d'urgence déclaré en 2022	–	17 171	2 136 051	15 325 609	17 478 831	
Cette Commission a été créée par un décret (Conseil privé (C.P.) 2022-0392 en date du 25 avril 2022) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> , et conformément au sous-section 63(1) de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> . Le mandat de la Commission était d'examiner les circonstances qui ont mené à la déclaration d'urgence d'ordre public pour la période du 14 au 23 février 2022 et de faire rapport sur l'utilisation et la modernisation nécessaire de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> , ainsi que sur tout domaine nécessitant une étude ou un examen plus approfondi.						
Enquête public conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse.....	685 005	62 058	2 643 200	8 212 254	11 602 517	
Cette Commission a été créée par un décret (Conseil privé (C.P.) 2020-0822 en date du 21 octobre 2020) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> . Lancée conjointement par le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, cette Commission enquête la plus grande fusillade de masse de l'histoire du Canada afin de déterminer ce qui s'est produit et de formuler des recommandations qui pourraient contribuer à prévenir des événements similaires et à intervenir.						

¹ Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Bureau du directeur général des élections	
Commissions fédérales de délimitation des circonscriptions électorales	
Barry D (Commissaire).....	5 160
Beatty B (Commissaire).....	4 225
Bird K (Commissaire).....	7 519
Bittner A (Commissaire).....	4 329
Blais A (Commissaire).....	5 146
Carbert L (Commissaire).....	2 283
Carpentier K (Commissaire).....	214
Carter M (Commissaire).....	5 597
Carty K R (Commissaire).....	7 651
Desserud D (Commissaire).....	94
Eveleigh J (Commissaire).....	7 544
Grondin C R (Commissaire).....	2 070
Johnson D (Commissaire).....	5 481
Juge Alphonsus Faour (Président).....	4 250
Juge Bruce McDonald (Président).....	8 660
Juge Georgina Jackson (Présidente).....	4 220
Juge Jacques Chamberland (Président).....	3 300
Juge John K Mitchell (Président).....	89
Juge Lucie LaVigne (Présidente).....	6 412
Juge Lynne Leitch (Présidente).....	9 316
Juge Mary Saunders (Présidente).....	9 031
Ladyman S (Commissaire).....	25 787
Loewen P J (Commissaire).....	8 243
Massicotte L (Commissaire).....	11 356
Riordon T (Commissaire).....	3 509
Saunders K (Commissaire).....	1 012
Thomas P (Commissaire).....	54
Wilson D (Commissaire).....	15 928
	<u>168 480</u>
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Enquête publique sur l'état d'urgence déclaré en 2022	
Rouleau P S (Commissaire).....	17 171
Enquête publique conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse	
Fitch L (Commissaire).....	27 156
Stanton K (Commissaire).....	34 902
	<u>62 058</u>
	<u>79 229</u>
Total	<u>247 709</u>

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	3	42 420	7 514	57 190	–	107 124
Bureau du directeur général des élections.....	1	–	–	26 067	–	26 067
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	2	–	–	–	70 899	70 899
Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	1	15 049	6 572	26 000	–	47 621
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec						
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	1	5 363	–	10 809	–	16 172
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	3	27 294	981	47 600	–	75 875
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	4	39 045	12 002	49 600	–	100 647
École de la fonction publique du Canada.....	1	3 679	1 938	21 831	–	27 448
Conseil privé						
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.....	1	24 989	–	–	–	24 989
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	314	50 110 093	4 227 716	16 220 399	36 525	70 594 733
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	1	10 273	–	4 788	–	15 061
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	2	18 562	6 660	13 242	–	38 464
Environnement et Changement climatique						
Agence Parcs Canada.....	2	16 769	3 624	24 490	–	44 883
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	1	–	–	13 600	–	13 600
Finances						
Bureau du vérificateur général.....	3	59 449	8 147	38 265	–	105 861
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	2	7 949	–	28 310	–	36 259
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	1	–	–	30 058	–	30 058
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie.....	8	100 859	–	27 951	2 180	130 990
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	1	25 591	14 917	–	–	40 508
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	4	8 208	–	29 519	596	38 323
Agence spatiale canadienne.....	4	65 079	15 239	69 660	–	149 978
Conseil national de recherches du Canada.....	2	63 864	–	11 969	136	75 969
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	2	16 067	3 506	18 000	–	37 573

Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Justice						
Bureau du directeur des poursuites pénales	1	–	–	1 178	–	1 178
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1	19 103	–	1 954	–	21 057
Service administratif des tribunaux judiciaires	1	6 072	2 093	23 354	–	31 519
Patrimoine canadien						
Bibliothèque et Archives du Canada.....	1	16 393	–	3 717	–	20 110
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	13	227 835	29 199	73 630	14 690	345 354
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	4	29 942	–	–	–	29 942
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	4	11 331	16 739	59 800	–	87 870
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	2	272	–	6 532	–	6 804
Santé						
Ministère de la Santé	1	8 460	3 745	13 600	–	25 805
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	2	28 475	3 686	31 600	–	63 761
Agence de la santé publique du Canada.....	3	63 861	–	27 943	–	91 804
Sécurité publique						
Agence des services frontaliers du Canada.....	10	5 898	–	86 443	–	92 341
Gendarmerie royale du Canada.....	6	48 492	5 000	112 267	–	165 759
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	10	197 261	–	74 405	534	272 200
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	6	228 546	–	5 132	–	233 678
Transports						
Ministère des Transports	24	279 166	77 407	606 722	–	963 295
Total.....	453	51 831 709	4 446 685	17 897 625	125 560	74 301 579

¹ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.² Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfiques, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2022-2023
Trésorerie et créances	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts des dépôts bancaires	262 306
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Intérêts sur les comptes bancaires des missions	25 504
Ministère des Finances	
Intérêts des dépôts bancaires	416 674 685
Total de la trésorerie et des créances	416 962 495
Comptes d'opérations de change	
Ministère des Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfiques	
Prêts	1 544 854
Souscriptions	109 065 455
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfiques	835 923 357
Total des comptes d'opérations de change	946 533 666
Prêts, placements et avances	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Banque de développement du Canada	
Intérêts	505 511 363
Banque du Canada	
Virement des bénéfiques	(520 299 118)
Financement agricole Canada	
Dividendes	470 500 000
Intérêts	834 445 670
	1 304 945 670
Corporation de développement des investissements du Canada	
Dividendes	114 000 000
Intérêts	747 286 665
Autres	37 628 105
	898,914,770
Monnaie royale canadienne	
Dividendes	40 700 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Dividendes	1 580 000 000
Intérêts	420 324 254
	2 000 324 254
Société immobilière du Canada limitée	
Dividendes	10 000 000

Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2022-2023
Autres entreprises publiques	
Autres que des intérêts	
Ministère des Transports	
Administration portuaire de Belledune	178 502
Administration portuaire de Halifax	2 261 870
Administration portuaire de Hamilton–Oshawa	1 820 777
Administration portuaire de Montréal	4 739 523
Administration portuaire de Nanaimo	228 987
Administration portuaire de Port Alberni	97 913
Administration portuaire de Prince Rupert	3 233 849
Administration portuaire de Québec	2 383 378
Administration portuaire du Saguenay	112 520
Administration portuaire de Saint John	1 049 591
Administration portuaire de Sept-Îles	1 098 883
Administration portuaire de St John's	166 854
Administration portuaire de Thunder Bay	81 777
Administration portuaire de Toronto	3 215 300
Administration portuaire de Trois-Rivières	385 072
Administration portuaire de Vancouver Fraser	8 123 641
Administration portuaire de Windsor	45 770
	29 224 207
Total des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	4 269 321 146
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Aide au développement international	
Intérêts sur les prêts aux pays en développement	442 743
Organisations internationales	
Ministères des Finances	
Association internationale de développement	
Intérêts	5 532 496
Fonds monétaire international	
Intérêts	178 042
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance	25 412 800
Total des Organisations internationales	31 123 338
Autres prêts, placements et avances	
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation – intérêts	38 435 730
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Commission canadienne du lait – intérêts	232 078
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 208 076
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis	554
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants	13 006 590
Paiements reçus sur les prêts escomptés	1 289 589
Ministère de l'Industrie	
Intérêts sur les prêts à recevoir	12 987 971
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Corporation commerciale canadienne – Dividendes	1 000 000
Intérêts sur les contributions remboursables inconditionnelles	5 347 667
Intérêts sur les placements de portefeuille	135 813
Intérêts sur les prêts et avances faites aux employés affectés à l'étranger	119 049

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2022-2023
Ministère des Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	128 181
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.....	58 944
Fonds renouvelable des Services optionnels.	330 759
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Les fonds de prêts aux Inuit	3 930
Ministère des Services aux Autochtones	
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens.....	17 770
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves.....	91 718
Total des autres prêts, placements et avances.....	74 394 419
Total des prêts, placements et avances	4 375 281 646
Autres comptes	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – intérêts	12 161
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	292
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	790 184
Intérêts sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	149 412
Service canadien du renseignement de sécurité	
Compte bancaire – intérêts	7 856
Total des autres comptes	959 905
Total des revenus de placements	5 739 737 712
Sommaire	
Dividendes	2 216 200 000
Intérêts	3 029 161 264
Virement des bénéfices.....	426 234 548
Autres.....	68 141 902
Total.....	5 739 737 714

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 96 462 082 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres, consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires intergouvernementales, Infrastructures et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 010 638	57 641	–	849
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille du Logement					
L'honorable A Hussen	1 avril 2022 au 31 mars 2023	338 392	144 916	1 869	–
		1 349 030	202 557	1 869	849
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Ministre des Affaires étrangères					
L'honorable M Joly	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 284 284	132 058	2 762	742
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique					
L'honorable M Ng	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 408 738	72 682	29 672	–
Ministre du développement international					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 423 926	54 141	1 139	1 224
		5 116 948	258 881	33 573	1 966
Agence de développement économique du Pacifique Canada					
Ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2022 au 31 mars 2023	300 000	49 822	–	178
		5 416 948	308 703	33 573	2 144
Agence du développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
L'honorable P St-Onge	1 avril 2022 au 31 mars 2023	307 420	48 624	1 408	79
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'honorable M-C Bibeau	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 324 667	107 610	540	8 217

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	1 069 128
-	-	936	-	-	-	486 113
-	-	936	-	-	-	1 555 241
-	-	543	-	80	-	2 420 469
511	-	240	-	11	-	1 511 854
321	-	126	-	400	170	1 481 447
832	-	909	-	491	170	5 413 770
-	-	-	-	-	-	350 000
832	-	909	-	491	170	5 763 770
57	-	843	-	144	-	358 575
-	-	436	-	-	-	1 441 470

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministre des Anciens Combattants					
L'honorable L MacAulay.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 249 230	182 776	–	772
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Présidente du Conseil du Trésor					
L'honorable M Fortier	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 290 766	38 171	684	795
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premier ministre					
Le très honorable J Trudeau	1 avril 2022 au 31 mars 2023	10 536 649	984 330	3 260	179 310
Leader du gouvernement à la					
Chambre des communes					
L'honorable M Holland	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 894 493	9 215	550	217
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 468 971	106 313	965	5 302
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile					
L'honorable B Blair	1 avril 2022 au 31 mars 2023	635 000	9	–	55
Lieutenant du Québec					
L'honorable P Rodriguez	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 286 042	58 831	44	1 120
Vice-première ministre et ministre des Finances					
L'honorable C Freeland	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 227 577	103 518	–	–
Vice-première ministre et ministre des Finances – Personnel exonéré travaillant dans les Bureaux régionaux des ministres ¹					
L'honorable C Freeland	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 348 814	98 199	–	661
		18 397 546	1 360 415	4 819	186 665
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Ministre de la Défense nationale					
L'honorable A Anand	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 084 506	141 182	–	1 519
Ministre associé de la Défense nationale					
L'honorable L MacAulay.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	100 000	–	–	–
		2 184 506	141 182	–	1 519
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 740 944	81 724	2 377	3 587
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'honorable K Gould.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 672 526	190 585	1 875	101
Ministre des Aînés					
L'honorable K Kherra	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 049 691	89 550	571	–
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse					
L'honorable M Ien.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	126 385	18 183	–	132

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
857	–	5 051	–	–	–	1 438 686
–	–	280	–	–	–	1 330 696
8 494	1 581	90 685	–	377	36	11 804 722
–	–	39	–	–	–	1 904 514
–	–	125	–	98	–	1 581 774
–	–	–	–	–	–	635 064
50	–	1 126	–	–	–	1 347 213
–	–	691	–	–	–	1 331 786
–	–	–	–	–	–	1 447 674
8 544	1 581	92 666	–	475	36	20 052 747
–	–	1 025	–	866	(2 640)	2 226 458
–	–	–	–	–	–	100 000
–	–	1 025	–	866	(2 640)	2 326 458
–	–	1 405	–	435	58	1 830 530
–	–	1 150	–	–	–	1 866 237
–	–	1 270	–	788	91	1 141 961
–	–	–	–	–	–	144 700

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Ien	1 avril 2022 au 31 mars 2023	695 850	42 370	1 494	2 972
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de la Diversité					
L'honorable A Hussen	1 avril 2022 au 31 mars 2023	630 666	21 833	244	–
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen	1 avril 2022 au 31 mars 2023	136 981	21 833	244	–
Ministre du Travail					
L'honorable S O'Regan	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 489 602	180 792	3 624	482
		7 542 645	646 870	10 429	7 274
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique					
L'honorable S Guilbeault	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 312 466	192 941	1 550	4 150
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Ien	1 avril 2022 au 31 mars 2023	736 194	42 596	1 848	2 446
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen	1 avril 2022 au 31 mars 2023	136 981	21 833	244	–
		873 175	64 429	2 092	2 446
Finances					
Ministère des Finances					
Ministre des Finances					
L'honorable C Freeland	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 349 100	141 850	2 552	1 705
Ministre associé des Finances					
L'honorable R Boissonnault	1 avril 2022 au 31 mars 2023	399 584	45 000	–	1 005
		2 748 684	186 850	2 552	2 710
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'honorable S Fraser	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 916 346	144 006	2 592	5 359
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable F-P Champagne	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 235 530	202 451	2 802	4 288
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique					
L'honorable M Ng	1 avril 2022 au 31 mars 2023	474 000	41 000	–	–
Ministre du Développement économique rural					
L'honorable G Hutchings	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 272 496	154 921	4 046	13 149
Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances					
L'honorable R Boissonnault	1 avril 2022 au 31 mars 2023	953 921	77 123	3 765	1 763
		4 935 947	475 495	10 613	19 200

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	481	-	-	-	743 167
-	-	40	-	-	-	652 783
-	-	40	-	-	-	159 098
-	-	1 422	2 870	15	-	1 678 807
-	-	5 808	2 870	1 238	149	8 217 283
1 193	-	4 152	-	-	-	2 516 452
73	-	656	-	-	1	783 814
-	-	40	-	-	-	159 098
73	-	696	-	-	1	942 912
519	-	4 232	-	-	-	2 499 958
900	-	3 209	-	-	-	449 698
1 419	-	7 441	-	-	-	2 949 656
652	-	2 726	-	-	-	2 071 681
-	-	2 409	-	80	14 749	2 462 309
-	-	-	-	-	-	515 000
-	-	1 420	-	-	3 103	1 449 135
26	-	1 806	-	265	-	1 038 669
26	-	5 635	-	345	17 852	5 465 113

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord					
L'honorable D Vandal	1 avril 2022 au 31 mars 2023	64 469	7 546	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique					
L'honorable G Petitpas Taylor	1 avril 2022 au 31 mars 2023	290 841	55 312	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministres responsables de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
L'honorable F Tassi	31 août 2022 au 31 mars 2023	558 682	34 042	–	–
L'honorable H Jaczek	1 avril 2022 au 31 août 2022	404 714	20 514	–	–
		963 396	54 556	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies					
L'honorable D Vandal	1 avril 2022 au 31 mars 2023	182 477	27 844	–	–
		6 437 130	620 753	10 613	19 200
Justice					
Ministère de la Justice					
Ministre de la Justice et procureur général du Canada					
L'honorable D Lametti	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 024 216	127 227	3 262	14 264
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'honorable P Rodriguez	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 238 124	117 065	3 496	1 214
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la jeunesse					
L'honorable M Ien	1 avril 2022 au 31 mars 2023	126 385	18 315	–	–
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique					
L'honorable G Petitpas Taylor	1 avril 2022 au 31 mars 2023	917 506	163 569	–	219
Ministre des Sports					
L'honorable P St-Onge	1 avril 2022 au 31 mars 2023	957 939	95 021	6 435	555
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen	1 avril 2022 au 31 mars 2023	630 665	21 834	244	–
		4 870 619	415 804	10 175	1 988
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'honorable J Murray	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 611 350	201 007	–	7 683

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	72 015
-	-	-	-	-	-	346 153
-	-	1 215	-	-	-	593 939
-	-	1 510	-	(464)	-	426 274
-	-	2 725	-	(464)	-	1 020 213
-	-	-	-	-	-	210 321
26	-	8 360	-	(119)	17 852	7 113 815
6 960	-	4 719	-	4 330	-	2 184 978
11 518	3 069	1 125	-	144	-	2 375 755
-	-	-	-	-	-	144 700
30	-	11	-	-	-	1 081 335
172	-	2 032	-	176	352	1 062 682
-	-	40	-	-	-	652 783
11 720	3 069	3 208	-	320	352	5 317 255
-	-	-	-	-	-	1 820 040

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Ministre des Relations Couronne-Autochtones					
L'honorable M Miller	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 632 211	175 411	655	2 370
Ministre des Affaires du Nord					
L'honorable D Vandal	1 avril 2022 au 31 mars 2023	886 495	184 016	504	800
		2 518 706	359 427	1 159	3 170
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministre des Ressources naturelles					
L'honorable J Wilkinson.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 657 284	217 029	–	4 241
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministre du Revenu national					
L'honorable D Lebouthillier	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 013 292	101 172	–	1 076
Santé					
Ministère de la Santé					
Ministre de la Santé					
L'honorable J-Y Duclos.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	2 234 918	94 873	1 603	6 678
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé					
L'honorable C Bennett.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 228 739	158 622	–	116
		3 463 657	253 495	1 603	6 794
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministre de la Sécurité publique					
L'honorable M Mendicino.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 835 639	206 216	40	5 105
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile					
L'honorable B Blair.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	625 265	113 670	–	–
		2 460 904	319 886	40	5 105
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Ministre des Services aux Autochtones					
L'honorable P Hajdu.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 618 767	286 334	993	2 120
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
L'honorable P Hajdu.....	1 avril 2022 au 31 mars 2023	300 000	7 838	–	–
		1 918 767	294 172	993	2 120
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministres des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'honorable H Jaczek	31 août 2022 au 31 mars 2023	919 342	36 642	–	187
L'honorable F Tassi.....	1 avril 2022 au 31 août 2022	930 618	42 335	2 326	4 819
		1 849 960	78 977	2 326	5 006

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	1 708	-	-	238	1 812 593
575	-	-	-	-	4	1 072 394
575	-	1 708	-	-	242	2 884 987
-	-	-	-	2 239	-	1 880 793
-	-	2 364	-	1 477	-	1 119 381
-	-	9 049	-	156	663	2 347 940
-	-	947	-	-	233	1 388 657
-	-	9 996	-	156	896	3 736 597
431	141	1 911	-	-	-	2 049 483
-	-	-	-	-	-	738 935
431	141	1 911	-	-	-	2 788 418
250	-	554	-	-	9 082	1 918 100
-	-	-	-	-	-	307 838
250	-	554	-	-	9 082	2 225 938
-	-	44	-	-	675	956 890
-	-	-	-	-	-	980 098
-	-	44	-	-	675	1 936 988

Dépenses des cabinets des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Transports					
Ministère des Transports					
Ministre des Transports					
L'honorable O Alghabra	1 avril 2022 au 31 mars 2023	1 714 088	171 179	4 139	3 756
Autre ²	Sans objet	(1 939)	–	–	–
Total		78 451 463	6 785 262	96 418	297 382

¹ La responsabilité de tous les Bureaux régionaux de ministres tombe sous le Bureau du Conseil Privé. Par conséquent, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille du Bureau du Conseil Privé.

² Ces dépenses, qui ont été versées au cours de l'exercice financier 2022-2023, sont reliées aux bureaux des ministres précédents.

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	713	66	–	2 017	–	1 895 958
–	–	–	–	–	–	(1 939)
33 589	5 504	155 899	2 870	13 634	26 815	85 868 836

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités		
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable D Leblanc	1	18 736
Secrétaire parlementaire du ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités		
J O'Connell	1	5 431
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
L'honorable A Hussien	1	70 668
Secrétaire parlementaire du ministre du Logement, de la Diversité et de l'Inclusion		
S Martinez Ferrada	1	4 953
Affaires mondiales		
Ministre des Affaires étrangères		
L'honorable M Joly	1	88 236
Secrétaires parlementaires de la ministre des Affaires étrangères		
L'honorable R Oliphant	1	91 990
M Sidhu	1	62 482
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique		
L'honorable M Ng	1	117 795
Secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique		
A Virani	1	17 391
Ministre du Développement international		
L'honorable H S Sajjan	1	169 296
Secrétaire parlementaire du ministre du Développement international		
A Vandenbeld	1	19 705
Secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (Logement)		
S Martinez Ferrada	1	797
Ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada		
L'honorable H S Sajjan	1	49 822
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
L'honorable P St-Onge	1	48 616
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'honorable M-C Bibeau	1	76 596
Secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
F Drouin	1	5 808

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Anciens Combattants		
Ministre des Anciens Combattants		
L'honorable L MacAulay.....	1	68 737
Secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants		
D Samson.....	1	5 870
Conseil du Trésor		
Présidente du Conseil du Trésor		
L'honorable M Fortier.....	1	10 310
Secrétaire parlementaire du premier ministre et de la présidente du Conseil du Trésor		
L'honorable G Fergus.....	1	2 040
Conseil privé		
Premier ministre		
Le très honorable J Trudeau.....	1	6 270
Vice-première ministre et ministre des Finances		
L'honorable C Freeland.....	1	26 579
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable D Leblanc.....	1	16 722
Leader du gouvernement à la Chambre des communes		
L'honorable M Holland.....	1	3 337
Lieutenant du Québec		
L'honorable P Rodriguez.....	1	1 884
Défense nationale		
Ministre de la Défense nationale		
L'honorable A Anand.....	1	112 698
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Défense nationale		
B May.....	1	7 422
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap		
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap		
L'honorable C Qualtrough.....	1	62 235
Secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap		
I Kusmierczyk.....	1	4 298
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'honorable K Gould.....	1	50 469
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
Y Saks.....	1	18 858
Ministre des Aînés		
L'honorable K Khera.....	1	19 249
Secrétaire parlementaire de la ministre des Aînés		
D Fisher.....	1	7 173
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
L'honorable M Ien.....	1	5 247
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
J Sudds.....	1	588
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres		
L'honorable M Ien.....	1	16 136
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres		
J Sudds.....	1	1 371
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de l'Inclusion		
L'honorable A Hussen.....	1	11 467
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de la Diversité		
L'honorable A Hussen.....	1	11 467
Ministre du Travail		
L'honorable S O'Regan.....	1	98 780
Secrétaire parlementaire du ministre du Travail		
T Sheehan.....	1	7 009
Environnement et Changement climatique		
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'honorable S Guilbeault.....	1	114 640
Secrétaires parlementaires du ministre de l'Environnement et Changement climatique		
J Dabrusin.....	1	10 982
T Duguid.....	1	18 336

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse		
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	16 091
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
J Sudds	1	1 371
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
L'honorable A Hussen	1	11 467
Finances		
Ministre des Finances		
L'honorable C Freeland	1	104 781
Ministre associé des Finances		
L'honorable R Boissonnault	1	23 031
Secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances		
T Beech	1	4 880
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'honorable S Fraser	1	85 979
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
M-F Lalonde	1	15 903
Innovation, Sciences et Industrie		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
L'honorable F-P Champagne	1	225 217
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
A Fillmore	1	6 882
Ministres responsables de l'Agence fédérale de développement économique du Sud de l'Ontario		
L'honorable H Jaczek	1	20 514
L'honorable F Tassi	1	34 042
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
L'honorable G Petitpas Taylor	1	10 790
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique		
L'honorable M Ng	1	6 000
Ministre du Développement économique rural		
L'honorable G Hutchings	1	50 735
Secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique rural		
S Lauzon	1	1 543
Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances		
L'honorable R Boissonnault	1	48 374
Ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies		
L'honorable D Vandal	1	27 844
Ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord		
L'honorable D Vandal	1	7 546
Justice		
Ministre de la Justice et procureur général du Canada		
L'honorable D Lametti	1	63 408
Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada		
G Anandasangaree	1	2 496
Patrimoine canadien		
Ministre du Patrimoine Canadien		
L'honorable P Rodriguez	1	55 007
Secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien		
C Bittle	1	3 835
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	5 244
Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
J Sudds	1	588
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
L'honorable G Petitpas Taylor	1	32 761
Secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
M Serré	1	5 053
Ministre des sports		
L'honorable P St-Onge	1	17 256
Secrétaire parlementaire de la ministre des Sports		
A van Koevorden	1	12 728

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
L'honorable A Hussen	1	11 467
Secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
S Martinez Ferrada	1	4 953
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'honorable J Murray	1	40 251
Secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
M Kelloway	1	14 618
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
Ministre des Affaires du Nord		
L'honorable D Vandal	1	31 174
Ministre des Relations Couronne-Autochtones		
L'honorable M Miller	1	73 670
Ressources naturelles		
Ministre des Ressources naturelles		
L'honorable J Wilkinson	1	91 219
Secrétaires parlementaires du ministre des Ressources naturelles		
J Dabrusin	1	6 800
Y Jones	1	2 799
Revenu national		
Ministre du Revenu national		
L'honorable D Lebouthillier	1	29 075
Santé		
Ministre de la Santé		
L'honorable J-Y Duclos	1	41 486
Secrétaire parlementaire du ministre de la Santé		
A van Koeverden	1	4 154
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé		
L'honorable C Bennett	1	62 162
Secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé		
É Brière	1	2 259
Sécurité publique		
Ministre de la Sécurité publique		
L'honorable M Mendicino	1	206 152
Secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique		
P Damoff	1	5 228
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile		
L'honorable B Blair	1	78 600
Services aux Autochtones		
Ministre des Services aux Autochtones		
L'honorable P Hajdu	1	74 221
Secrétaire parlementaire de la ministre des Services aux Autochtones		
V Badawey	1	4 346
Services publics et Approvisionnement		
Ministres des Services publics et de l'Approvisionnement		
L'honorable H Jaczek	1	6 082
L'honorable F Tassi	1	12 204
Transports		
Ministre des Transports		
L'honorable O Alghabra	1	80 270
Secrétaire parlementaire du ministre des Transports		
A Koutrakis	1	9 375
Total		3 362 427

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Affaires mondiales	
Ministre des Affaires étrangères	
L'honorable M Joly	507 628
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique	
L'honorable M Ng	265 976
Ministre du Développement international	
L'honorable H S Sajjan	537 403
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'honorable M-C Bibeau	99 550
Anciens Combattants	
Ministre des Anciens Combattants	
L'honorable L MacAulay	71 776
Secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	
D Samson	358
Défense nationale	
Ministre de la Défense nationale	
L'honorable A Anand	216 114
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap	
L'honorable C Qualtrough	72 399
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille des Femmes et de l'Égalité des genres	
L'honorable M Ien	13 287
Ministre des Aînés	
L'honorable K Khera	551
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de l'Inclusion	
L'honorable A Hussen	104
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de la Diversité	
L'honorable A Hussen	104
Ministre du Travail	
L'honorable S O'Regan	113 573
Environnement et Changement climatique	
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	
L'honorable S Guilbeault	279 951
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse	
L'honorable M Ien	13 287
Finances	
Ministre des Finances	
L'honorable C Freeland	201 615
Ministre associé des Finances	
L'honorable R Boissonnault	46 147
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'honorable S Fraser	80 688
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
M-F Lalonde	4 772
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	
L'honorable F-P Champagne	384 479
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	
L'honorable G Petitpas Taylor	12 911

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Ministre du Développement économique rural L'honorable G Hutchings.....	8 621
Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances L'honorable R Boissonnault.....	27 520
Justice	
Ministre de la Justice et procureur général du Canada L'honorable D Lametti.....	39 790
Patrimoine canadien	
Ministre du Patrimoine Canadien L'honorable P Rodriguez.....	66 917
Ministre des Sports L'honorable P St-Onge.....	7 463
Secrétaire parlementaire de la ministre des Sports A van Koeverden.....	5 608
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion L'honorable A Hussien.....	104
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne L'honorable J Murray.....	53 464
Ressources naturelles	
Ministre des Ressources naturelles L'honorable J Wilkinson.....	117 557
Santé	
Ministre de la Santé L'honorable J-Y Duclos.....	49 796
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé L'honorable C Bennett.....	30 603
Sécurité publique	
Ministre de la Sécurité publique L'honorable M Mendicino.....	42 351
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile L'honorable B Blair.....	35 070
Services aux Autochtones	
Ministre des Services aux Autochtones L'honorable P Hajdu.....	51 497
Transports	
Ministre des Transports L'honorable O Alghabra.....	74 423
Total	3 533 457

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 11

Comptes publics du Canada

2022-2023

Autres informations diverses

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections).....	294
Détails des dépenses – Élection partielle de décembre 2022 (Bureau du directeur général des élections).....	294
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	295
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	298
Conseil du Trésor	
Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	308
Conseil privé	
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé).....	314
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	315
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2022-2023 (Sénat).....	316
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 (Chambre des communes).....	319
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2022-2023 (Chambre des communes).....	328
Sécurité publique	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada)	329

Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Surveillance régulatoire	Administration électorale	Révision des limites des circonscriptions électorales	Services internes	Total
Crédit 1 – Dépenses du programme					
Salaires des postes indéterminés.....	11 586 961	21 797 287	90 948	18 724 421	52 199 617
Dépenses législatives					
Élection partielle de décembre 2022.....	106 499	1 574 127	–	247 692	1 928 318
45 ^e élection générale ¹	33 226	27 027 172	–	10 381 725	37 442 123
44 ^e élection générale et autres élections.....	9 216 491	13 634 234	–	504 282	23 355 007
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription.....	1 468 397	–	–	–	1 468 397
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	5 715 857	34 165 289	9 665 107	33 841 151	83 387 404
	16 540 470	76 400 822	9 665 107	44 974 850	147 581 249
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 474 582	6 098 851	363 882	4 415 193	13 352 508
Total.....	30 602 013	104 296 960	10 119 937	68 114 464	213 133 374

¹ Ce sont les dépenses en préparation pour la 45^e élection générale encourues en 2022-2023, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses – Élection partielle de décembre 2022

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Surveillance régulatoire	Administration électorale	Services internes	Total
Mississauga-Lakeshore (Ontario).....	104 656	935 455	–	1 040 111
Bureau chef d'Élections Canada ¹	1 843	638 672	247 692	888 207
Total.....	106 499	1 574 127	247 692	1 928 318

¹ Inclus les dépenses encourues pour la conduite de l'élection partielle par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer le directeur de scrutin dans la circonscription électorale.

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du Premier ministre à Addis-Abeba (Éthiopie) – Sommet de l'Union africaine, Ville de Koweït (Koweït), Dakar (Sénégal) et Munich (Allemagne) – Conférence de Munich sur la sécurité, 6-15 février 2020	19 913
Visite du Premier ministre à Rome (Italie) – Sommet des dirigeants du G20, 30-31 octobre 2021	1 402
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA), novembre 2021	279
Visite du Premier ministre à Paris (France), 5-7 décembre 2021	672
Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet extraordinaire de l'OTAN, mars 2022	166 770
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), Riga (Lettonie), Berlin (Allemagne), Varsovie (Pologne), 6-11 mars 2022	69 022
Visite du Premier ministre à Kyiv (Ukraine), 7-9 mai 2022	36 537
Visite du Premier ministre à Colorado Springs (États-Unis) – Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), 7 juin 2022	20 868
Visite du Premier ministre à Los Angeles (États-Unis) – Sommet des Amériques, 7-11 juin 2022	446 184
Visite du Premier ministre à Kigali (Rwanda) – Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), 21-25 juin 2022	191 376
Visite du Premier ministre à Schloss Elmau (Allemagne) – Sommet des dirigeants du G7, 26-28 juin 2022	428 935
Visite du Premier ministre à Madrid (Espagne) – Sommet des dirigeants des pays de l'OTAN, 28-30 juin 2022	255 949
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Funérailles d'État de Sa Majesté la reine Élisabeth II, 16-19 septembre 2022	659 402
Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – La 77e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), 19-22 septembre 2022 ...	244 800
Visite du Premier ministre à Phnom Penh (Cambodge) – Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 12-14 novembre 2022	193 521
Visite du Premier ministre à Bali (Indonésie) – Sommet des dirigeants du G20, 14-17 novembre 2022	484 696
Visite du premier ministre à Bangkok (Thaïlande) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 17-18 novembre 2022	230 617
Visite du Premier ministre à Djerba (Tunisie) – Sommet de la Francophonie, 19-20 novembre 2022	170 368
Visite du Premier ministre à Mexico (Mexique) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA) et visite bilatérale, 9-11 janvier 2023	210 898
Visite du Premier ministre à Nassau (Bahamas) – Sommet de la Conférence des chefs de gouvernement de la communauté des Caraïbes (CARICOM), 15-17 février 2023	445 842
Planification pour la visite du Premier ministre à Hiroshima (Japon) – Sommet des dirigeants du G7, 15-21 mai 2023	9 026
Visite de la gouverneure générale en Allemagne, 17-21 octobre 2021	12 865
Visite de la gouverneure générale à Dubaï, Abou Dhabi (Émirats arabes unis), Doha (Qatar), Ville de Koweït (Koweït), 16-23 mars 2022	39 807
Visite de la gouverneure générale à Londres (Royaume-Uni) – Jubilé de platine de la reine, 2-6 juin 2022	67 288
Visite de la gouverneure générale à Londres (Royaume-Uni) – Funérailles d'État de sa Majesté la reine Élisabeth II, 16-20 septembre 2022	103 101
Visite de la gouverneure générale à Reykjavik (Islande) – Assemblée du Cercle arctique, 12-15 octobre 2022	315 626

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite de la gouverneure générale à Helsinki et Rovaniemi (Finlande), 6-10 février 2023	289 224
Planification pour la visite de la gouverneure générale à Londres (Royaume-Uni) – Couronnement du roi Charles III, mai 2023	47 636
Vice-première ministre – Visites bilatérales (agent de visites)	71 361
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)	65 296
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni) – Réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G7, 2-6 mai 2021	21 261
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Liverpool (Royaume-Uni) – Réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G7, 10-12 décembre 2021	14 046
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 6-7 avril 2022	34 906
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Weissenhaus (Allemagne) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 12-14 mai 2022	46 039
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Berlin (Allemagne) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 14-15 mai 2022	18 630
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (jumelage de députés).....	131 277
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Los Angeles (États Unis) – Sommet des Amériques, 6-10 juin 2022	41 516
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Kigali (Rwanda) – Réunion des chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth (RCGC), 20-25 juin 2022	73 052
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Schloss Elmau (Allemagne) – Sommet des dirigeants du G7, 26-28 juin 2022	32 327
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bali (Indonésie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 7-8 juillet 2022	96 210
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – 10e Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1-26 août 2022	104 434
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – La 77e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2022	763 506
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Lima (Pérou) – 52e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OAE), 5-7 octobre 2022	78 955
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Münster (Allemagne) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 3-4 novembre 2022.....	74 511
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Phnom Penh (Cambodge) – 41e Sommet des dirigeants de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 10-14 novembre 2022	23 796
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bali (Indonésie) – Sommet des dirigeants du G20, 15-16 novembre 2022	159 647
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Djerba (Tunisie) – Sommet de la Francophonie, 17-19 novembre 2022.....	103 518
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bucarest (Roumanie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 29-30 novembre 2022.....	39 135
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Lodz (Pologne) – Réunion du conseil ministériel de l'OCDE, 1-2 décembre 2022.....	47 237
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Munich (Allemagne) – Conférence sur la sécurité, 17-28 février 2023	119 313
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New Delhi (Inde) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 1-2 mars 2023.....	56 771

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Coûts de préparation pour la réunion de l'OTAN, 3-6 avril 2023	18 262
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Karuizawa (Japon) – Coûts de préparation pour la réunion du G7, 16-18 avril 2023.....	10 287
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites).....	100 773
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 21-22 mai 2022.....	56 430
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Paris (France) – Organisation de la coopération de développement économique (OCDE), 9-10 juin 2022	22 263
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Genève (Suisse) – Réunion de la 12e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 12-17 juin 2022	40 501
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Phnom Penh (Cambodge) – Réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 3-5 août 2022.....	74 182
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Berlin (Allemagne) – Réunion ministérielle du G7 sur le commerce et l'investissement, 14-15 septembre 2022.....	27 974
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Siem Reap (Cambodge) – 54e réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 17-18 septembre 2022.....	22 680
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bali (Indonésie) – Réunion ministérielle du G20 sur le commerce et l'investissement, 21-23 septembre 2022.....	35 089
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 16-19 novembre 2022	93 092
Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)	213 729
Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Berlin (Allemagne) – Réunion des ministres du développement du G7, 18-19 mai 2022	44 151
Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Doha (Qatar) – La 5e conférence des Nations Unis sur les pays les moins avancés (PMA), 5-9 mars 2023	20 117
Planification pour la délégation canadienne à Davos (Suisse) – Forum économique mondial (FEM), mai 2022.....	46 338
Délégation canadienne à Lugano (Suisse) – Conférence sur les réformes en Ukraine, 4-5 juillet 2022	37 969
Délégation canadienne à Vienne (Autriche) – Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 26-30 septembre 2022	29 415
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à San José (Costa Rica), 6-8 mai 2022.....	3 378
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Séoul (Corée du Sud), 8-11 mai 2022.....	19 297
Participation du Canada aux funérailles nationales de l'ancien président Sheikn Kalifa à Abou Dhabi (Émirats arabes unis), 15-17 mai 2022.....	27 843
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Bogota (Colombie), 5-9 août 2022	8 896
Participation du Canada aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre Abe Shinzo à Tokyo (Japon), 24-28 septembre 2022.....	215 959
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Brasilia (Brésil), 1-2 janvier 2023	4 787
Participation du Canada à la semaine des événements du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), 13-15 mars 2023.....	19 660
Total.....	8 572 440

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées et ne sont pas imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'Affectation au titre des conférences internationales font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, par conséquent, ils ne sont pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulés « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du Premier ministre à Rome (Italie) – Sommet des dirigeants du G20, 30-31 octobre 2021</i>	1 402
Cabinet du premier ministre	
Grover, A.	
<i>Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA), novembre 2021</i>	279
Cabinet du premier ministre	
Grover, A.	
<i>Visite du Premier ministre à Paris (France), 5-7 décembre 2021</i>	672
<i>Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet extraordinaire de l'OTAN, mars 2022</i>	127 295
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre	
Archambault, A., Armbruster, J., Chin, B., Clow, B., Esposito, V., Grover, A., Hage-Moussa, V., Halle, A., Jackson, S., Jervis, B., Jungic, O., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé	
Brazeau, D., Calvert, M., Cloutier, B., Costello, D., Gascon, A., Golbeck, B., Gorman, L., Gracey, S., Khoury, C., Madore, J., Maloley, J., Marinescu, R., Moss, N., Robert, A., Tesselaar, R., Thomas, J., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Loudon, L., Morrison, D., Snider, C.	
Ministère de la Défense nationale	
Rainbow, Dr. S.	
<i>Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), Riga (Lettonie), Berlin (Allemagne), Varsovie (Pologne), 6-11 mars 2022</i>	24 245
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J., Freeland, l'honorable C., Joly, l'honorable M., Sajjan, l'honorable H. S., Baker, Y. (député)	
Cabinet du premier ministre	
Ahmad, C., Archambault, A., Broadhurst, J., Clow, B., Esposito, V., Gravel, A., Grech, A., Grover, A., Guillon, T., Hallé, A-L., Jackson, S., Lange, R., Proulx, P., Scotti, A., Sparkes, B., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé	
Ammerman, R., Bonneville-Mainville, R., Brazeau, D., Charrette, J., Chart, E., Cloutier, B., Conley, D., Costello, D., Cotten, B., Golbeck, B., Grecco, B., Hage, M., Hamilton, D., Lanbro, J., Lemire, M., Lussier, V., Madore, J., McCallum, P., McNicoll, B., Moss, N., O'Nions, C., Powell, D., Robert, A., Russell, Y., Thompson, G., Tremblay, E., Wagner, R., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Anstead, V., Beliard-Joseph, Y., Benson, I., Dionne-Petit, M., Gagnon, C., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J., Loudon, L., Roy, S., Theriault, M-C., Wheeler, S., Wright, A.	
Ministère des Finances Canada	
Hall, M., Nathoo, F.	
Ministère de la Défense nationale	
Jackson, Dr. T.	
<i>Visite du Premier ministre à Kyiv (Ukraine), 7-9 mai 2022</i>	17 024
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J., Freeland, l'honorable C., Joly, l'honorable M.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Cabinet du premier ministre Chin, B., Clow, B., Hage-Moussa, V., Proulx, P., Robinson, J., Sparkes, B., Travers, P., Telford, K., Scotti, A.	
Bureau du Conseil privé Charette, J., Costello, D., Gaudreault, S., Lussier, V., Robert, A., Thomas, J.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F., Labrosse, J., Proteau, M., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale Rainbow, Dr. S.	
Ministère des Finances Canada Lawrence, A.	
<i>Visite du Premier ministre à Colorado Springs (États-Unis) – Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), 7 juin 2022.....</i>	<i>16 987</i>
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Anand, l'honorable A.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Armbruster, J., Brodhead, J., Clow, B., Esposito, V., Grover, A., Hage-Moussa, V., Hallé, A-L., Jackson, S., Jungic, O., Lange, R., Roy, C., Scotti, A., Telford, K., Vaillancourt, A-C., Wagner, E.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Costello, D., Cotten, B., Dompierre, G., Drouin, N., Khoury, C., Kwan, R., Le Gras, G., Martin, J., Madore, J., Moss, N., Thomas, J., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F., Louden, L., Wheeler, S.	
Ministère de la Défense nationale Power, M., Rivera, A.	
<i>Visite du Premier ministre à Los Angeles (États-Unis) – Sommet des Amériques, 7-11 juin 2022.....</i>	<i>310 618</i>
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Armbruster, J., Axiotis-Perez, A., Brodhead, J., Clow, B., Grech, A., Grover, A., Hage-Moussa, V., Hallé, A-L., Jackson, S., Jungic, O., Lange, R., Roy, C., Scotti, A., Telford, K., Vaillancourt, A-C., Wagner, E.	
Bureau du Conseil privé Costello, D., Cotten, B., Dompierre, G., Drouin, N., Khoury, C., Kwan, R., Le Gras, G., Martin, J., Madore, J., Moss, N., Pilon, T., Thomas, J., Wagner, R., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Anstead, V., Huot-Bolduc, F., Sarkar, R., Vanderwerf, D., Wheeler, S.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Gonzales, A.	
<i>Visite du Premier ministre à Kigali (Rwanda) – Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), 21-25 juin 2022.....</i>	<i>167 945</i>
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Archambault, A., Chin, B., Esposito, V., Gahimbare, N., Gravel, A., Grover, A., Jackson, S., Michel, M., Proulx, P., Robinson, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Ammerman, R., Christopher, J., Cloutier, B., Costello, D., Desroches, C., Gascon, A., Golbeck, B., Goosen, J., Lanbro, J., Madore, J., Marinescu, R., Mackey, T., Moss, N., Robert, A., Rollins, J., Thomas, J., Wilson, I., Zed, J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Hindle, L., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J.	
Ministère de la Défense nationale MacDonald, Dr. D.	
<i>Visite du Premier ministre à Schloss Elmau (Allemagne) – Sommet des dirigeants du G7, 26-28 juin 2022.....</i>	<i>417 259</i>
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Chin, B., Gravel, A., Guillon, T., Grover, A., Jackson, S., Michel, M., Proulx, P., Scotti, A., Sparkes, B., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A.	
Bureau du Conseil privé Ammerman, R., Brazeau, D., Charette, J., Christopher, J., Conley, D., Costello, D., Desroches, D., Gasco, A., Golbeck, B., Goosen, J., Kwan, R., Lanbro, J., Lemire, M., Mackey, T., Madore, J., Maloley, T., McNicoll, B., Moss, N., Rideout, P., Rollins, J., Wilson, I.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Loudon, L., Huot-Bolduc, F. Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Nakamura, S.	
<i>Visite du Premier ministre à Madrid (Espagne) – Sommet des dirigeants des pays de l'OTAN, 28-30 juin 2022</i>	135 998
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Anand, l'honorable A., Joly, l'honorable M.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Axiotis-Perez, A., Gravel, A., Grover, A., Guillon, T., Jackson, S., Michel, M., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, M-C.	
Bureau du Conseil privé Ammerman, R., Bonneville-Mainville, R., Brazeau, D., Charrette, J., Christopher, J., Conley, D., Gascon, A., Gauthier, N., Golbeck, B., Goosen, J., Grecco, B., Lanbro, J., Madore, J., McCallum, P., Moss, N., Rollins, J., Tremblay, E., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Angell, D., Gagnon, C., Huot-Bolduc, F., Proteau, M., Roy, S., Thériault, M-C., Wheeler, S.	
Ministère de la Défense nationale Chaffee-Goehr, M., MacDonald, Dr. D., Power, M.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Gonzalez, A.	
<i>Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) – Funérailles d'État de Sa Majesté la reine Élisabeth II, 16-19 septembre 2022</i>	649 157
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Chin, B., Guillon, T., Hallé, A-L., Jackson, S., Proulx, P., Robinson, J., Scotti, A., Sparkes, B., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A.	
Bureau du Conseil privé Ammerman, R., Bonneville-Mainville, R., Charrette, J., Calvert, M., Cotten, B., Darling, B., Gascon, A., Madore, J., Moss, N., O'Nions, C., Robert, A., Sutherland, A., Tremblay, E., Zed, J.	
Affaires mondiales Canada Anstead, V., Labrosse, J., Lambert, D., Huot-Bolduc, F., Wheeler, S.	
Ministère de la Défense nationale Juneau, Dr. E.	
Délégation d'accompagnement Campbell, La très honorable K., Harper, Le très honorable S., Johnston, Le très honorable D., Jean, La très honorable M., Martin, Le très honorable P., Archibald, R., Benoit, K-A., Caron, C., Charles, G., Lafond, J-D., Obeb, N., Oh, S., Palmer, L-A., Pimblett, J., Tewksbury, M., Tomala, A.	
<i>Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – La 77e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), 19-22 septembre 2022</i>	240 283
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Axiotis-Perez, A., Chin, B., Grover, A., Hallé, A-L., Helfant, G., Kojo, H., Michel, M., Poirier, K., Proulx, P., Robinson, J., Roy, C., Scotti, A., Travers, P., Vaillancourt, A-C., Wagner, E.	
Bureau du Conseil privé Christopher, J., Costello, D., Dompierre, G., Goosen, J., Grecco, B., Madore, J., Massabki, M., Mitchell, K., Moss, N., Pilon, T., Robert, A., Thomas, J., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Hamer, A., Huot-Bolduc, F., Thériault, M-C.	
<i>Visite du Premier ministre à Phnom Penh (Cambodge) – Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 12-14 novembre 2022</i>	188 743
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Archambault, A., Armbruster, J., Chin, B., Grant, E., Gravel, A., Grover, A., Hage-Moussa, V., Helfant, G., Jackson, S., Jungic, O., Proulx, P., Scotti, A., Spencer, W., Telford, K., Tétreault, A., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Cuvelier, A., DesRoches, C., Erickson, J., Gascon, A., Goosen, J., Hanafin, T., Kwan, R., Khoury, C., Lanbro, J., Létourneau, A., Leuprecht, F., Madore, J., Massabki, M., Moss, N., Pilon, T., Rollins, J., Spencer, W., Wilson, I., Zed, J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Huot-Bolduc, F., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale Lee, Dr. R.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du Premier ministre à Bali (Indonésie) – Sommet des dirigeants du G20, 14-17 novembre 2022.....</i>	481 158
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Armbruster, J., Axiotis-Perez, A., Chin, B., Gravel, A., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Helfant, G., Jackson, S., Jungic, O., Proulx, P., Scotti, A., Tétreault, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Bonneville-Mainville, R., Cloutier, B., Cuvelier, A., DesRoches, C., Erickson, J., Gascon, A., Goosen, J., Grecco, B., Khoury, C., Kwan, R., Létourneau, A., Leuprecht, F., Madore, J., Massabki, M., Moss, N., Rollins, J., Wilson, I., Zed, J., Zurawell, R.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Bellehumeur, F., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J.	
Ministère de la Défense nationale Lee, Dr. R.	
<i>Visite du Premier ministre à Bangkok (Thaïlande) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 17-18 novembre 2022.....</i>	225 552
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Armbruster, J., Chin, B., Gravel, A., Grover, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Helfant, G., Jackson, S., Jungic, O., Proulx, P., Scotti, A., Sparkes, A., Telford, K., Tétreault, A., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Cuvelier, A., DesRoches, C., Gascon, A., Goosen, J., Khoury, C., Kwan, R., Lemire, M., Letourneau, A., Leuprecht, F., Madore, J., Marinescu, R., Massabki, M., McNicoll, B., Millington, S., Moss, N., Robert, A., Rollins, J., Wilson, I., Zed, J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J., Theriault, M-C.	
Ministère de la Défense nationale Lee, Dr. R.	
<i>Visite du Premier ministre à Djerba (Tunisie) – Sommet de la Francophonie, 19-20 novembre 2022.....</i>	90 742
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Lalonde, M-F. (député)	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Tétreault, A., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Calvert, M., Létourneau, A., McCallum, P., Tremblay, E.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Anstead, V., Huot-Bolduc, F., Lambert, D.	
Ministère de la Défense nationale Lee, Dr. R.	
<i>Visite du Premier ministre à Mexico (Mexique) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA) et visite bilatérale, 9-11 janvier 2023.....</i>	198 422
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Joly, l'honorable M., Mendicino, l'honorable M., Ng, l'honorable M., Dzerowicz, J. (député), Sidhu, M. (député)	
Cabinet du Premier ministre Axiotis-Perez, A., Archambault, A., Armbruster, J., Clarke, S., Clow, B., Grover, A., Jervis, B., Khalil, S., Lange, R., Poirier, K., Robinson, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Calvert, M., Christopher, J., Cotten, B., Douksieh, I., Gascon, A., Guillemette, C., Kwan, R., Lanbro, J., Loken, M., Mackey, T., Madore, J., Moss, N., O'Nions, C., Power, K., Tejpar, A., Thomas, J., Williams, D., Zed, J.	
Affaires mondiales Canada Bruce, J., Dionne-Petit, M., Easton, J., Gagnon, C., Huot-Bolduc, F., Hillman, K., Morrison, D., Ross, B., Roy, S., Wagner, E., Wheeler, S.	
Sécurité publique Canada Jones, M.	
Ministère de la Défense nationale Lavoie, Dr. M-A.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Ledesma, M.	
<i>Visite du Premier ministre à Nassau (Bahamas) – Sommet de la Conférence des chefs de gouvernement de la communauté des Caraïbes (CARICOM), 15-17 février 2023.....</i>	434 486
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Fergus, l'honorable G.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Cabinet du Premier ministre Armbuster, J., Esposito, V., Grover, A., Guillon, T., Lange, R., Michel, M., Murphy, A., Poirier, K., Robinson, J., Scotti, A., Songuissa-Moulangou, L., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C. Bureau du Conseil privé Bonneville-Mainville, R., Christopher, J., Goosen, J., Kabongo, D., Khoury, C., Létourneau, A., Loken, M., McNicoll, B., Mitchell, K., Pilon, T., Power, K., Robert, A., Tejpar, A., Thomas, J., Williams, D., Wilson, I., Zurawell, R. Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Berman, M., Carrière, S., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J., Mireault, C., Rae, B. Ministère de la Défense nationale Lee, Dr. R., Errington, J.	
<i>Planification pour la Visite du Premier ministre à Hiroshima (Japon) – Sommet des dirigeants du G7, 15-21 mai 2023</i>	9 026
<i>Visite de la gouverneure générale en Allemagne, 17-21 octobre 2021</i>	12 865
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W. Bureau du secrétaire du gouverneur général Bell, P., Hamer, A., Hurtubise, J., Laframboise, J., McCowan, I., Mousseau, D., Munro, H., Rocheleau, J. Affaires mondiales Canada Barrette, J., Boucher, C., Fry, R., Guérin, M., Snider, C., Wheeler, S. Ministère de la Défense nationale Assari, A. (cplc), Billy, C. (cpl), Frenette, S. (sgt), Hastings, S. (cpl), Kassissia, S. (capt), Lavoie, M-A. (maj), Mathers, K. (avr), Philipson, J. (adj), Rousseau, V. (capt), St-Amour, M. (sgt), Trudel, B. (capt) Délégation d'accompagnement Halfe, L.B., Koperqualuk, L., Nanos, N., Thuy, K.	
<i>Visite de la gouverneure générale à Dubaï, Abou Dabi (Émirats arabes unis), Doha (Qatar), Ville de Koweït (Koweït), 16-23 mars 2022</i>	38 030
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W. Bureau du secrétaire du gouverneur général Anido, C., Brambley, K., Hamer, A., Hurtubise, J., Jaskula, B., Lafleur, S., MacIntyre, C., Mousseau, D., Rocheleau, J. Affaires mondiales Canada Anstead, V., Barrette, J., Cruz, A., de Leeuw, L., Dutton, J., Labrosse, J., Thériault, M-C., Wheeler, S. Ministère de la Défense nationale Assari, A. (cplc), Bouchard, S. (cplc), Chen, R. (sdt), Crowley, S. (cpl), Dionne, A. (ltv), Lazsadi, T. (sdt), LeBlanc, S. (maj), Mercer, C. (clp), Ross, A. (maj), St-Amour, M. (sgt), Thompson, J. (capt) Services publics et Approvisionnement Canada Ghabrial, H.	
<i>Visite de la gouverneure générale à Londres (Royaume-Uni) – Jubilé de platine de la reine, 2-6 juin 2022</i>	65 426
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W. Bureau du secrétaire du gouverneur général Babin Dufresne, N., McAdam, R., McCowan, I. Affaires mondiales Canada Labrosse, J. Ministère de la Défense nationale St-Amour, M. (sgt), Trudel, B. (capt)	
<i>Visite de la gouverneure générale à Londres (Royaume-Uni) – Funérailles d'État de sa Majesté la reine Élisabeth II, 16-20 septembre 2022</i>	99 777
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W. Bureau du secrétaire du gouverneur général Anido, C., Babin Dufresne, N., Barkhouse, I., McCowan, I. Affaires mondiales Canada Barrette, J. Ministère de la Défense nationale Assari, A. (cplc), Kassissia, S. (capt)	
<i>Visite de la gouverneure générale à Reykjavik (Islande) – Assemblée du Cercle arctique, 12-15 octobre 2022</i>	300 526
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W. Bureau du secrétaire du gouverneur général Babin Dufresne, N., McCowan, I., Mousseau, D., Rocheleau, J., Tartarian, J.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Barette, J., Kutz, H., Wheeler, S. Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Ministère de la Défense nationale Dionne, A. (ltv), Kassissia, S. (capt), St-Amour, M. (sgt)	
<i>Visite de la gouverneure générale à Helsinki et Rovaniemi (Finlande), 6-10 février 2023</i>	237 393
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M. Chambre des communes Oliphant, l'honorable R. Bureau du secrétaire du gouverneur général Anido, C., Babin Dufresne, N., Barkhouse, I., Laforce, V., Maher, A., McCowan, I., Sylvester, M. Affaires mondiales Canada Barette, J., McCardell, S., Thériault, M-C., Wheeler, S. Ministère de la Défense nationale Burke, H. (cpl), Campos, D. (capt), Dionne, A. (ltv), Kassissia, S. (capt), Schabauer, Dr. K., St-Amour, M. (sgt)	
<i>Planification pour la visite de la gouverneure générale à Londres (Royaume-Uni) – Couronnement du roi Charles III, mai 2023</i>	47 636
<i>Vice-première ministre – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	62 821
Affaires mondiales Canada Anstead, V., Dionne-Petit, M., Thériault, M-C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	55 827
Affaires mondiales Canada Ross, B., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (jumelage de députés)</i>	128 591
Chambre des communes (Membres du parlement) Abouttaif, Z. (député), Bergeron, S. (député), Chong, M. (député), Dreeschen, E. (député), Epp, D. (député), Gallant, C. (député), Genuis, G. (député), Hoback, R. (député), Lake, M. (député), Morantz, M. (député), Muys, D. (député), Seeback, K. (député), Vecchio, K. (député), Vis, B. (député)	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 6-7 avril 2022</i>	34 906
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Anderson, E., Aubé, S., Hulan, H., Marchuck, L., Proteau, M., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Weissenhaus (Allemagne) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 12-14 mai 2022</i>	46 039
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Aubé, S., Hulan, H., Marchuck, L., Proteau, M., Rashid, Y., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Berlin (Allemagne) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 14-15 mai 2022</i>	18 630
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Aubé, S., Hulan, H., Marchuck, L., Proteau, M., Roy, S., Vidal, M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Los Angeles (États Unis) – Sommet des Amériques, 6-10 juin 2022</i>	38 395
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Adsett, H., Allam, D., Bruce, J., Cohen, S., D'Costa, P., Dulude, V., Gagnon, C., Grant, M., Jean, P-D., Lapierre-Houssian, R., McDowell, C., McLaughlin, E., Pearson, M., Sacher, H., St-Arnaud, A., Thériault, M-C., Williams, E. Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Ledesma, M.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Kigali (Rwanda) – Réunion des chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth (RCGC), 20-25 juin 2022</i>	73 052
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M., Goodale, l'honorable R.	
Affaires mondiales Canada	
Butera, E., Lalani, A., Roy, S., Séguin, C., Sunderland, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Schloss Elmau (Allemagne) – Sommet des dirigeants du G7, 26-28 juin 2022</i>	32 327
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Aubé, S., Bonser, M., McBain, D., Morisson, D., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bali (Indonésie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 7-8 juillet 2022</i>	91 315
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
De Sanctis, M-A., Gagnon, C., Levesque, A., Morgan, M., Proteau, M., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – 10e Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1-26 août 2022</i>	104 434
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Alauzet-Brouard, J-P., Fetz, T., Friele, S., Gracia-Gutierrez, T., Hamilton, K., Hartery, L., Liao-Moroz, A., Mellon, A., Murphy, B., Norton, L., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – La 77e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2022</i>	761 643
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M., Sajjan, l'honorable H. S., Vecchio, K. (député)	
Affaires mondiales Canada	
Allard, S., Aubé, S., Beaulieu, M., Belisle-Leclerc, T., Ducasse, D., Furuya, E., Gallant, V., Harvey, A., Howell, N., Hulan, H., Kaminski, A., MacDougall, P., Morelli, A., Morency, L., Pereira, D., Ross, B., Southcott, F., Stenson, M., Steward, C., Tabah, J., Williams, E., Wynen, K., Yue, K., Zou, A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Lima (Pérou) – 52e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OAE), 5-7 octobre 2022</i>	78 955
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Adsett, H., Bruce, J., Blanchard, A., D'Costa, P., Dulude, V., Grant, M., Jubinville, F., Kostine, M., Mainville, I., McLaghlin, E., Ross, B.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Münster (Allemagne) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 3-4 novembre 2022</i>	74 245
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Butera, E., Blanchard, A., Rashid, Y., Ross, B., Hulan, H., Marchuck, L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Phnom Penh (Cambodge) – 41e Sommet des dirigeants de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 10-14 novembre 2022</i>	23 703
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M., Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Corbeil, A., Currie, J., Gagnon, C., Hansen, A., Lai, J., Ross, B., Séguin, C., Shipley, B., Singmin, V., Thoppil, P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bali (Indonésie) – Sommet des dirigeants du G20, 15-16 novembre 2022</i>	159 117
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M., Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Clark, N., Corbeil, A., Currie, J., Dobner, G., Gagnon, C., Hansen, A., MacLennan, C., Morrison, D., Ross, B., Séguin, C.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Djerba (Tunisie) – Sommet de la Francophonie, 17-19 novembre 2022</i>	84 711
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M., Dreeschen, E. (député)	
Affaires mondiales Canada	
Furuya, E., Gagnon, C., Gateau, J., Nguyen, M., Roberge, L., Ross, B., Roy, C., Séguin, C.	
Délégation d'accompagnement	
Allaire, L., Brouillette, L., Juneau, N., Mallet, V., Nour, E., Roy, L., Tölgyesi, M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bucarest (Roumanie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 29-30 novembre 2022</i>	38 617
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Angell, D., Blanchard, A., Hulan, H., Kamineni, M., Leclerc, B., Pepin-Hallé, V., Rodriguez, L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Lodz (Pologne) – Réunion du conseil ministériel de l'OCDE, 1-2 décembre 2022</i>	46 684
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Belisle-Leclerc, B., Blanchard, A., Cramphorn, R., Hulan, H., Kamineni, M., Kinnear, J., Pepin-Hallé, V., Rheaume, M-J., Rodriguez, L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Munich (Allemagne) – Conférence sur la sécurité, 17-28 février 2023</i>	113 425
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Cramphorn, R., Gagnon, C., Grant, A., Hulan, H., Rodriguez, L., Ross, B., Vogel, S., Williams, E.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New Delhi (Inde) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 1-2 mars 2023</i>	56 634
Chambre des communes	
Joly, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Butera, E., Lévêque, A., Ross, B., Rashid, Y.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) – Coûts de préparation pour la réunion de l'OTAN, 3-6 avril 2023</i>	18 262
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Karuizawa (Japon) – Coûts de préparation pour la réunion du G7, 16-18 avril 2023</i>	10 192
<i>Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	96 533
Affaires mondiales Canada	
Dionne-Petit, M., Currie, J.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 21-22 mai 2022</i>	53 286
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Agustin, C., Barnes, R., Currie, J., Easton, J., Lefler, A., Thoppil, P.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Paris (France) – Organisation de la coopération de développement économique (OCDE), 9-10 juin 2022</i>	19 681
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada	
Climenhage, C., Cristie, B., Currie, J., Harvey, L., McDonald, L., Morrison, D., Printchard, M., Thiessen, K.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Genève (Suisse) – Réunion de la 12e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 12-17 juin 2022</i>	33 451
Chambre des communes	
Ng, l'honorable M., Hoback, R. (député)	
Affaires mondiales Canada	
Christie, B., Currie, J., Easton, J., Harvey, L., Morrison, D., Thiessden, K., White, J.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre du Commerce international– Délégation canadienne à Phnom Penh (Cambodge) – Réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 3-5 août 2022</i>	58 666
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Corbeil, A., Currie, J., Hansen, A., Lai, J., Robson, M., Singmin, V., Taylor, S., Tinkler, S., Thoppil, P.	
<i>Ministre du Commerce international– Délégation canadienne à Berlin (Allemagne) – Réunion ministérielle du G7 sur le commerce et l'investissement, 14-15 septembre 2022</i>	27 374
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Corbeil, A., Currie, J., Hansen, A., Theodore, N., Smith, M., Vicente, J.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Siem Reap (Cambodge) – 54e réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), 17-18 septembre 2022</i>	22 188
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Allen, J., Currie, J., Easton, J., Hansen, A., Shipley, B., Singmin, V.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Bali (Indonésie) – Réunion ministérielle du G20 sur le commerce et l'investissement, 21-23 septembre 2022</i>	32 429
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Allen, J., Currie, J., Kuss, J., Niarchos, J., White, J.	
<i>Ministre du Commerce international– Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 16-19 novembre 2022</i>	92 176
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Billard, M-O., Corbeil-Morin, A., Collin, I., Currie, J., Gilbreth, C., Hansen, A., Lefler, A., Sinclair, C., Thoppil, P., Tonbol, A., Zhou, L.	
<i>Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	175 586
Affaires mondiales Canada Benson, I., Rodriguez, L.	
<i>Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Berlin (Allemagne) – Réunion des ministres du développement du G7, 18-19 mai 2022</i>	43 578
Chambre des communes Sajjan, l'honorable H. S. Affaires mondiales Canada Benson, I., Pereira, D., MacLennan, C., Wright, A.	
<i>Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Doha (Qatar) – La 5e conférence des Nations Unis sur les pays les moins avancés (PMA), 5-9 mars 2023</i>	20 117
Chambre des communes Sajjan, l'honorable H. S. Affaires mondiales Canada Benson, I., Heffernan, E., Pereira, D., Rae, B.	
<i>Planification pour la délégation canadienne à Davos (Suisse) – Forum économique mondial (FEM), mai 2022</i>	46 338
<i>Délégation canadienne à Lugano (Suisse) – Conférence sur les réformes en Ukraine, 4-5 juillet 2022</i>	37 818
Chambre des communes Oliphant, l'honorable R. Affaires mondiales Canada Arif, S., Galadza, L., Genest, P., McCardell, S., Urban, C.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
<i>Délégation canadienne à Vienne (Autriche) – Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 26-30 septembre 2022</i>	29 415
Affaires mondiales Canada Gollan, N., Liao-Moroz, A., Thoppil, N.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à San José (Costa Rica), 6-8 mai 2022</i>	3 378
Chambre des communes Sidhu, M. (député)	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Séoul (Corée du Sud), 8-11 mai 2022</i>	19 297
Sénat du Canada Furey, l'honorable G., MacNeil, V.	
<i>Participation du Canada aux funérailles nationales de l'ancien président Sheikn Kalifa à Abou Dabi (Émirats arabes unis), 15-17 mai 2022</i>	27 563
Chambre des communes Sajjan, l'honorable H. S. Affaires mondiales Canada Benson, I., Pereira, D., Wright, A.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Bogota (Colombie), 5-9 août 2022</i>	8 623
Chambre des communes Sidhu, M. (député) Affaires mondiales Canada Bruce, J.	
<i>Participation du Canada aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre Abe Shinzo à Tokyo (Japon), 24-28 septembre 2022</i>	175 327
Chambre des communes Champagne, l'honorable F-P. Cabinet du premier ministre Grant, E., Sparkes, B. Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Lanbro, J., Lemire, M., McCallum, P., Spencer, W., Wagner, R. Innovation, Sciences et Développement économique Canada Foucher, I., Massicotte, F. Affaires mondiales Canada Labrosse, J., Roy, S.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture du président à Brasilia (Brésil), 1-2 janvier 2023</i>	2 598
Chambre des communes Sidhu, M. (député)	
<i>Participation du Canada à la semaine des événements du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), 13-15 mars 2023</i>	19 660
Chambre des communes Oliphant, l'honorable R. Affaires mondiales Canada Trnkus, M.	
Total	7 736 553

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités							
Bureau de l'infrastructure du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 024	1 903 595	8 435 529	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	7 908 257
Subventions et contributions.....	10	632 869	–	–	–	–	–
Bureau du directeur général des élections							
Dépenses de programme.....	1	–	5 300	1 456 466	2 447 056	112 000	–
Commissariat aux langues officielles							
Dépenses du programme.....	1	–	1 500	574 220	600 856	–	–
Commission des débats des chefs							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	234 783	81 282	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	–	–	93 422	279 812	–	–
Affaires mondiales							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	477 455	29 790 085	87 692 171	5 944 762	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	29 596 821
Agence de développement économique du Pacifique Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	1 184 288	–	–
Centre de recherches pour le développement international							
Paiements au Centre	1	–	–	105 812	–	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)							
Dépenses du programme.....	1	–	–	273 877	467 711	36 544	–
Investir au Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	1 713 578	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Dépenses de fonctionnement	1	–	7 507	903 728	1 596 197	88 857	–
Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire							
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 221 702	6 291 323	25 951 758	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	6 928 475
Commission canadienne des grains							
Dépenses du programme.....	1	–	248 006	621 877	206 190	–	–
Commission canadienne du lait							
Dépenses du programme.....	1	–	–	269 669	–	123 269	–
Anciens Combattants							
Ministère des Anciens Combattants							
Dépenses de fonctionnement	1	–	98 847	3 550 522	17 007 167	–	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)							
Dépenses du programme.....	1	–	–	895 673	439 153	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Dépenses du programme.....	1	–	2 000	651 576	880 265	312 851	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Conseil du Trésor							
Secrétariat du Conseil du Trésor							
Dépenses du programme.....	1	–	7 923 284	11 803 496	11 875 792	3 762 306	–
Assurances de la fonction publique.....	20	39 305 780	–	–	–	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public							
Dépenses du programme.....	1	–	2 500	179 246	253 414	–	–
Commissariat au lobbying							
Dépenses du programme.....	1	–	–	134 307	209 405	–	–
École de la fonction publique du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	508 568	1 752 241	2 738 811	175 627	–
Conseil privé							
Bureau du Conseil privé							
Dépenses du programme.....	1	–	1 649 545	6 442 789	7 101 457	500 000	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports							
Dépenses du programme.....	1	–	8 455	629 218	1 500 079	150 000	–
Bureau du commissaire au renseignement							
Dépenses du programme.....	1	–	–	57 327	118 440	–	–
Commission de la fonction publique							
Dépenses du programme.....	1	–	18 983	2 210 129	4 434 827	–	–
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement							
Dépenses du programme.....	1	–	–	155 191	1 408 813	–	–
Défense nationale							
Ministère de la Défense nationale							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	505 742	31 910 981	819 313 947	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	169 294	–
Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme.....	1	–	7 308	3 632 690	30 960 417	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires							
Dépenses du programme.....	1	–	–	208 109	297 986	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire							
Dépenses du programme.....	1	–	–	111 736	220 803	–	–
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap							
Ministère de l'Emploi et du Développement social							
Dépenses de fonctionnement.....	1	18 602 249	1 029 549	8 736 555	56 552 373	12 269 225	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	–	40 048	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	2 959	209 148	536 842	–	–
Environnement et changement climatique							
Ministère de l'Environnement							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	817 506	8 750 913	47 487 213	13 723 211	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	25 033 562
Agence canadienne d'évaluation d'impact							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	14 325	937 743	2 679 229	–	–
Agence Parcs Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	1	–	283 654	4 262 329	18 495 727	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	377 000	–	–	–	88 529 780

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement			
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse								
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres								
Dépenses de fonctionnement	1	–	361	383 013	1 984 382	–	–	
Finances								
Ministère des Finances								
Dépenses du programme	1	–	18 243	7 911 922	5 460 774	–	–	
Bureau du vérificateur général								
Dépenses du programme	1	–	3 044	11 279 377	4 301 977	–	–	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada								
Dépenses du programme	1	–	1 689	–	2 088 907	–	–	
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté								
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration								
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 085 085	9 594 656	43 524 567	679 084	–	
Dépenses en capital	5	–	472 204	–	–	–	8 206 213	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié								
Dépenses du programme	1	–	13 750	4 497 341	9 663 434	–	–	
Innovation, Sciences et Industrie								
Ministère de l'Industrie								
Dépenses de fonctionnement	1	–	634 642	12 064 241	31 054 177	7 842 587	–	
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	6 097 082	
Agence canadienne de développement économique du Nord								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	510 187	1 008 438	–	–	
Agence de promotion économique du Canada atlantique								
Dépenses de fonctionnement	1	–	16 114	1 922 344	3 257 908	–	–	
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario								
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 375	673 133	1 468 086	–	–	
Agence spatiale canadienne								
Dépenses de fonctionnement	1	–	18 358	1 331 466	10 483 702	1 472 757	–	
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	16 320 910	
Commission canadienne du tourisme								
Paievements à la Commission	1	–	–	95 231	–	–	–	
Commission du droit d'auteur								
Dépenses du programme	1	–	–	117 824	194 083	57 299	–	
Conseil canadien des normes								
Paievements au Conseil	1	–	–	–	–	265 429	–	
Conseil de recherches en sciences humaines								
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 039	1 841 379	1 423 222	–	–	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie								
Dépenses de fonctionnement	1	–	325 700	1 098 268	1 888 896	668 455	–	
Conseil national de recherches du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	167 451	7 970 523	18 953 887	–	–	
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	26 834 606	
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien								
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 000	1 114 601	2 199 588	–	–	
Statistique Canada								
Dépenses du programme	1	–	410 343	4 288 374	40 792 210	25 343 357	–	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement			
Justice								
Ministère de la Justice								
Dépenses de fonctionnement	1	–	560 559	2 864 287	28 044 630	–	–	
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	218 916	528 865	–	–	
Conseil canadien de la magistrature								
Dépenses de fonctionnement	5	–	–	91 406	105 586	–	–	
Bureau du directeur des poursuites pénales								
Dépenses du programme	1	–	13 345	415 307	10 124 245	–	–	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada								
Commissariat à l'information du Canada								
Dépenses du programme	1	–	2 500	325 338	711 693	–	–	
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada								
Dépenses du programme	5	–	–	648 843	1 141 077	478 994	–	
Commission canadienne des droits de la personne								
Dépenses du programme	1	–	400	779 717	1 590 766	486 855	–	
Registraire de la Cour suprême du Canada								
Dépenses du programme	1	–	9 000	420 003	1 261 248	241 892	–	
Service administratif des tribunaux judiciaires								
Dépenses du programme	1	–	10 000	756 343	4 002 908	641 437	–	
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs								
Dépenses du programme	1	–	4 551	3 913 724	4 349 981	–	–	
Parlement								
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement								
Dépenses de programme	1	–	–	–	170 500	–	–	
Patrimoine canadien								
Ministère du Patrimoine canadien								
Dépenses de fonctionnement	1	–	38 707	4 887 627	8 741 895	–	–	
Bibliothèque et Archives du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	12 967	1 400 112	5 213 695	–	–	
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	3 680 192	
Conseil des Arts du Canada								
Paiements au Conseil	1	–	–	100 521	–	–	–	
Commission des champs de bataille nationaux								
Dépenses du programme	1	–	–	39 757	331 133	–	–	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes								
Dépenses du programme	1	–	15 553	45 859	3 073 559	–	–	
Musée canadien de la nature								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	117 928	–	91 211	–	
Musée canadien de l'histoire								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	105 812	–	173 711	–	
Musée canadien des droits de la personne								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	80 083	–	–	–	
Musée des beaux-arts du Canada								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	81 247	–	35 390	–	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Musée national des sciences et de la technologie							
Paielements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	88 233	–	133 848	–
Office national du film							
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 053 643	2 400 177	–	–
Société du Centre national des Arts							
Paielements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	107 958	–	–	–
Société Radio-Canada							
Paielements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	173 701	–	–	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
Ministère des Pêches et des Océans							
Dépenses de fonctionnement	1	–	250 012	12 812 955	80 220 734	16 398 915	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	224 487 639
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	115 018	4 551 688	15 476 122	1 449 503	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	218 383
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique							
Dépenses du programme.....	1	–	–	280 683	1 098 251	–	–
Ressources naturelles							
Ministère des Ressources naturelles							
Dépenses de fonctionnement	1	–	90 909	7 101 970	35 997 288	4 400 000	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	5 541 639
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses du programme.....	1	–	8 132	1 367 951	1 965 566	–	–
Régis canadienne de l'énergie							
Dépenses du programme.....	1	–	7 941	1 938 144	1 876 189	419 819	–
Revenu national							
Agence du revenu du Canada							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	–	1 434 238	22 512 574	5 567 634	66 527 893	–
Santé							
Ministère de la Santé							
Dépenses de fonctionnement	1	–	153 114	8 855 672	65 617 576	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	4 216 884
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	1	–	312 673	7 495 144	19 876 322	3 600 000	–
Dépenses en capital.....	5	–	60 000	–	–	–	6 720 141
Agence de la santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	31 990	3 495 922	394 248 620	423 936	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	7 846 181
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses du programme.....	1	–	–	246 983	565 124	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 000	914 832	3 143 599	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Sécurité publique							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile							
Dépenses de fonctionnement	1	–	9 600	4 147 291	8 788 718	2 208 985	–
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 828 734	11 753 763	–	24 654 356	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	291 954	243 976	8 630	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	51 237	–	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	256 274	16 135	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	16 300	2 822 659	2 748 426	–	–
Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	191 529	23 632 717	84 848 867	59 348 539	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	73 413 268
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses du programme.....	1	–	15 710	6 216 013	29 648 624	–	–
Service correctionnel du Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	1	–	1 444 825	11 007 998	108 231 703	753 782	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	46 324 211
Services aux Autochtones							
Ministère des Services aux Autochtones							
Dépenses de fonctionnement	1	–	769 343	8 162 115	40 632 725	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	1 231 100
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	330 493	–	–
Services publics et Approvisionnement							
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 952 492	12 225 374	58 013 954	8 010 886	–
Commission de la capitale nationale							
Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	1 528 947	–	1 553 356	–
Services partagés Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	70 624	6 166 219	106 288 421	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	69 885 260
Transports							
Ministère des Transports							
Dépenses de fonctionnement	1	–	258 250	8 586 758	38 587 931	4 720 760	–
Dépenses en capital.....	5	–	1 499 000	–	–	–	38 113 555
Office des transports du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	1 600	1 040 051	1 135 237	–	–
Total.....		58 540 898	30 578 733	385 380 126	2 512 030 520	270 580 942	697 134 159

**Conseil privé
Bureau du Conseil privé**

Traitements et indemnités aux ministres d'État

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap Ministère de l'Emploi et du Développement social

Paiements d'indemnités et frais d'administration ¹

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités ²	Frais d'administration ³	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador	3 526 084	900 248	4 426 332
Île-du-Prince-Édouard.....	307 713	117 392	425 105
Nouvelle-Écosse – Fédéral.....	17 146 078	2 928 281	20 074 359
Nouvelle-Écosse – Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton.....	7 778 397	1 033 312	8 811 709
Nouvelle-Écosse – Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton	2 271 367	258 591	2 529 958
Nouvelle-Écosse – Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton	157 281	13 231	170 512
Nouveau-Brunswick	9 706 185	2 395 576	12 101 761
Québec.....	24 321 095	4 380 947	28 702 042
Ontario.....	52 754 027	7 079 036	59 833 063
Manitoba.....	3 902 747	2 180 657	6 083 404
Saskatchewan.....	4 300 702	2 934 396	7 235 098
Alberta.....	23 031 724	5 237 690	28 269 414
Colombie-Britannique.....	30 015 610	14 829 095	44 844 705
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7)	33 836	–	33 836
	179 252 846	44 288 452	223 541 298
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État	31 009 220	11 265 082	42 274 302
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux	119 917 659	36 658 679	156 576 338
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi	152 195	41 805	194 000
	151 079 074	47 965 566	199 044 640
Dépenses nettes ⁴	28 173 772	(3 677 114)	24 496 658

¹ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (se référer au sommaire du portefeuille ministériel de la section 11 du volume II).

² Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

a) les agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);

b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et

c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

³ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁴ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2022-2023

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Anderson M D, Territoires du Nord-Ouest.....	164 500	35 165	141 928
Arnot D M, Saskatchewan.....	164 500	51 132	141 881
<i>Vice-président de comité</i>	2 770	–	–
Ataullahjan S, Ontario.....	164 500	54 646	153 969
<i>Présidente de comité</i>	12 900	–	–
Audette M, Québec.....	164 500	67 049	203 030
Batters D, Saskatchewan.....	164 500	107 008	222 257
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 586	–	–
Bellemare D, Québec.....	164 500	25 411	187 121
<i>Présidente de comité</i>	12 900	–	–
Bernard W E T, Nouvelle-Écosse.....	164 500	20 217	211 395
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 400	–	–
<i>Agente de liaison du Groupe progressiste du Sénat</i>	617	–	–
Black R, Ontario.....	164 500	95 155	188 287
<i>Président de comité</i>	12 900	–	–
Boehm P M, Ontario.....	164 500	6 568	204 548
<i>Président de comité</i>	12 900	–	–
Boisvenu P-H, Québec.....	164 500	43 491	178 420
<i>Vice-président de comité</i>	6 400	–	–
Boniface G, Ontario.....	164 500	41 089	190 464
<i>Présidente de comité</i>	13 515	–	–
Bovey P, Manitoba.....	164 500	86 069	235 325
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 400	–	–
<i>Agente de liaison du Groupe progressiste du Sénat</i>	2 158	–	–
Boyer Y, Ontario.....	164 500	59 880	215 014
Brazeau P, Québec.....	164 500	36 972	194 463
Burey S, Ontario ²	59 403	29 573	31 669
Busson B, Colombie-Britannique.....	164 500	78 086	148 980
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 400	–	–
Campbell L W, Colombie-Britannique ²	150 302	61 373	149 134
<i>Vice-président de comité</i>	3 630	–	–
Cardozo A, Ontario ²	59 403	9 971	48 270
Carignan C, Québec.....	164 500	32 798	236 582
<i>Vice-président de comité</i>	10 065	–	–
Christmas D, Nouvelle-Écosse ²	137 083	35 198	181 043
<i>Vice-président de comité</i>	3 630	–	–
Clement B, Ontario.....	164 500	29 821	214 033
<i>Coordinatrice des travaux de la Chambre du Groupe des sénateurs indépendants</i>	2 467	–	–
Cordy J, Nouvelle-Écosse ³	164 500	75 581	–
<i>Leader du Groupe progressiste du Sénat</i>	15 975	–	592 998
Cormier R, Nouveau-Brunswick.....	164 500	58 586	225 508
<i>Président de comité</i>	12 900	–	–
Cotter B, Saskatchewan.....	164 500	52 433	214 889
<i>Président de comité</i>	3 225	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	6 400	–	–
Coyle M, Nouvelle-Écosse.....	164 500	55 353	200 532
Dagenais J-G, Québec.....	164 500	34 993	217 310
<i>Vice-président de comité</i>	6 400	–	–
Dalphond P J, Québec.....	164 500	31 279	181 708
<i>Vice-président de comité</i>	971	–	–
<i>Leader adjoint du Groupe progressiste du Sénat</i>	10 050	–	–
Dasko D, Ontario.....	164 500	63 888	180 945
Dawson D, Québec ²	141 000	57 705	144 455
<i>Vice-président de comité</i>	5 429	–	–
Deacon C, Nouvelle-Écosse.....	164 500	71 366	219 110
<i>Vice-président de comité</i>	6 400	–	–
Deacon M, Ontario.....	164 500	50 476	205 867
Dean T, Ontario.....	164 500	49 887	164 378
<i>Président de comité</i>	12 900	–	–
<i>Facilitateur adjoint du Groupe des sénateurs indépendants</i>	20 250	–	–
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard.....	164 500	71 838	228 477
<i>Liaison du Groupe des sénateurs canadiens</i>	2 775	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Duncan P, Yukon.....	164 500	79 043	217 309
<i>Agente de liaison et Coordonnatrice des travaux de la Chambre du Groupe des sénateurs</i>			
<i>indépendants.....</i>	1 521	–	–
<i>Agente de liaison adjointe et Coordonnatrice des travaux de la Chambre du Groupe des sénateurs</i>			
<i>indépendants.....</i>	676	–	–
Dupuis R, Québec.....	164 500	33 786	137 531
<i>Vice-présidente de comité.....</i>	6 400	–	–
Forest É, Québec.....	164 500	28 362	195 242
<i>Vice-président de comité.....</i>	6 400	–	–
Francis B, Île-du-Prince-Édouard.....	164 500	122 572	179 438
<i>Président de comité.....</i>	12 900	–	–
<i>Agent de liaison adjoint et Président du caucus du Groupe progressiste du Sénat.....</i>	763	–	–
Furey G J, Terre-Neuve-et-Labrador ³	164 500	90 784	–
<i>Président du Sénat.....</i>	66 000	–	869 126
Gagné R, Manitoba ³	164 500	64 523	–
<i>Coordonnatrice législative du représentant du gouvernement au Sénat.....</i>	42 800	–	136 638
Galvez R, Québec.....	164 500	102 670	198 809
<i>Présidente de comité.....</i>	1 075	–	–
Gerba A, Québec.....	164 500	33 577	218 408
Gignac C, Québec.....	164 500	40 701	213 571
Gold M, Québec ³	164 500	42 378	–
<i>Représentant du gouvernement au Sénat.....</i>	90 475	–	1 105 190
Greene S, Nouvelle-Écosse.....	164 500	74 584	229 766
<i>Agent de liaison adjoint du Groupe des sénateurs canadiens.....</i>	1 125	–	–
Greenwood M, Colombie-Britannique ²	64 429	27 448	22 987
Harder P, Ontario.....	164 500	6 771	160 361
<i>Vice-président de comité.....</i>	6 400	–	–
Hartling N J, Nouveau-Brunswick.....	164 500	40 165	204 705
Housakos L, Québec.....	164 500	32 783	216 006
<i>Président de comité.....</i>	12 900	–	–
<i>Whip adjoint de l'opposition.....</i>	3 175	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique.....	164 500	119 769	217 640
<i>Présidente de comité.....</i>	9 675	–	–
Klyne M, Saskatchewan.....	164 500	77 956	205 492
<i>Président de comité.....</i>	12 900	–	–
Kutcher S, Nouvelle-Écosse.....	164 500	56 193	227 654
LaBoucane-Benson P, Alberta ³	164 500	89 898	–
<i>Agente de liaison du représentant du gouvernement au Sénat.....</i>	12 900	–	185 040
Lankin F, Ontario.....	164 500	26 900	202 697
<i>Vice-présidente de comité.....</i>	5 448	–	–
Loffreda T, Québec.....	164 500	43 598	175 917
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick ²	137 083	24 233	72 524
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse.....	164 500	85 134	225 592
<i>Président de comité.....</i>	12 900	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador.....	164 500	102 148	239 633
<i>Président de comité.....</i>	12 900	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	164 500	60 556	216 161
Martin Y, Colombie-Britannique ³	164 500	85 878	–
<i>Présidente de comité.....</i>	12 649	–	–
<i>Leader adjointe de l'opposition.....</i>	27 000	–	307 082
Marwah S, Ontario.....	164 500	35 211	123 483
<i>Président de comité.....</i>	2 938	–	–
Massicotte P J, Québec.....	164 500	22 733	152 340
<i>Président de comité.....</i>	11 825	–	–
McCallum M J, Manitoba.....	164 500	82 115	219 349
McPhedran M, Manitoba.....	164 500	119 246	197 149
Mégie M-F, Québec.....	164 500	35 144	190 321
<i>Vice-présidente de comité.....</i>	6 276	–	–
Mercer T M, Nouvelle-Écosse ²	15 919	16 811	12 109
Miville-Dechêne J, Québec.....	164 500	34 112	227 153
<i>Vice-présidente de comité.....</i>	6 400	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2022-2023 – fin

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Mockler P, Nouveau-Brunswick	164 500	25 172	237 704
<i>Président de comité</i>	12 900	–	–
Moncion L, Ontario	164 500	41 961	223 276
<i>Présidente de comité</i>	9 962	–	–
Moodie R, Ontario	164 500	61 481	215 781
Oh V, Ontario	164 500	34 509	239 094
Omidvar R, Ontario	164 500	52 044	222 927
<i>Présidente de comité</i>	12 900	–	–
Osler F, Manitoba ²	84 535	46 611	51 362
Pate K, Ontario	164 500	42 364	149 732
Patterson D G, Nunavut	164 500	135 050	192 602
<i>Leader adjoint du Groupe des sénateurs canadiens</i>	10 050	–	–
Patterson R, Ontario ²	59 403	10 310	14 938
Petitclerc C, Québec	164 500	25 584	202 835
<i>Vice-présidente de comité</i>	5 729	–	–
<i>Agente de liaison et Présidente des délibérations du Groupe des sénateurs indépendants</i>	1 562	–	–
<i>Agente de liaison adjointe et Présidente des délibérations du Groupe des sénateurs indépendants</i>	1 724	–	–
Plett D N, Manitoba ³	164 500	134 284	–
<i>Leader de l'opposition</i>	42 800	–	1 093 159
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	164 500	22 050	214 333
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 400	–	–
<i>Présidente du caucus conservateur</i>	6 400	–	–
Quinn J, Nouveau-Brunswick	164 500	57 803	214 997
Ravalia M, Terre-Neuve-et-Labrador	164 500	124 863	218 636
Richards D, Nouveau-Brunswick	164 500	33 522	127 519
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	164 500	40 355	163 460
<i>Présidente intérimaire</i>	27 000	–	–
Saint-Germain R, Québec ³	164 500	53 769	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	671	–	–
<i>Facilitatrice du Groupe des sénateurs indépendants</i>	32 100	–	1 078 697
Seidman J G, Québec ³	164 500	42 995	–
<i>Présidente de comité</i>	12 900	–	–
<i>Whip de l'opposition</i>	7 400	–	307 822
Shugart I, Ontario ²	84 535	–	793
Simons P, Alberta	164 500	87 015	180 101
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 400	–	–
Smith L W, Québec	164 500	30 804	201 804
<i>Vice-président de comité</i>	3 040	–	–
Sorensen K, Alberta	164 500	103 207	151 214
Tannas S, Alberta ³	164 500	111 710	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 753	–	–
<i>Leader du Groupe des sénateurs canadiens</i>	15 975	–	682 257
Verner J, Québec	164 500	43 020	209 168
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 400	–	–
Wallin P, Saskatchewan	164 500	59 602	231 638
<i>Présidente de comité</i>	12 900	–	–
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador	164 500	94 184	227 658
<i>Vice-président de comité</i>	6 400	–	–
Wetston H, Ontario ²	28 331	4 787	26 644
White V, Ontario ²	83 134	3 465	62 603
Woo Y P, Colombie-Britannique	164 500	94 825	171 373
<i>Président de comité</i>	12 793	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	952	–	–
Yussuff H, Ontario	164 500	56 253	198 043
Total	15 628 899	5 291 438	21 668 583

¹ Incluant les frais de subsistance dans la région du Parlement.² Sénateurs et sénatrices qui ont été nommés, ont pris leur retraite, ont démissionné ou sont décédés au cours de l'exercice financier 2022-2023.³ Depuis le 1^{er} avril 2017, le budget des dépenses de bureau des agents supérieurs est consolidé avec le budget des dépenses de bureau des sénateurs.

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Aboultaif Z	189 500	59 426
Aitchison S	189 500	78 279
Albas D.....	189 500	68 610
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 565	–
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 702	–
Aldag J.....	189 500	139 604
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Alghabra L'hon O	189 500	57 133
Ali S	189 500	69 901
Allison D	189 500	84 351
Anand L'hon A.....	189 500	55 511
Anandasangaree G	189 500	76 579
Angus C.....	189 500	71 849
Arnold M.....	189 500	98 431
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 831	–
Arseneault R	189 500	118 122
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Arya C	189 500	27 573
Ashton N.....	189 500	165 555
Atwin J	189 500	56 739
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	349	–
Bachrach T.....	189 500	148 836
Badawey V	189 500	81 600
Bains P.....	189 500	24 944
Baker Y	189 500	100 222
Baldinelli T.....	189 500	61 291
Barlow J.....	189 500	134 570
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Barrett M	189 500	28 785
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	7 003	–
Barron L M.....	189 500	139 056
Barsalou-Duval X	189 500	59 875
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Battiste J	189 500	94 497
Beaulieu M	189 500	56 068
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Beech T	189 500	99 210
Bendayan R	189 500	34 694
Bennett L'hon C.....	189 500	66 033
Benzen B	142 125	32 557
Bergen L'hon C.....	173 708	103 242
<i>Indemnité à titre de cheffe Opposition officielle</i>	40 178	–
Bergeron S.....	189 500	59 045
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	10 599	–
Berthold L.....	189 500	78 273
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	10 120	–
Bérubé S	189 500	93 111
Bezan J	189 500	111 696
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 831	–
Bibeau L'hon M-C	189 500	38 279
Bittle C	189 500	79 727
Blaikie D.....	189 500	93 010
Blair L'hon B	189 500	64 059
Blanchet Y-F	189 500	74 206
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	64 100	–
Blanchette-Joncas M.....	189 500	99 499
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Blaney R.....	189 500	103 791
<i>Indemnité à titre de whip en cheffe Autre parti d'opposition</i>	13 000	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Block K	189 500	95 196
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 565	–
Blois K.....	189 500	97 198
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Boissonnault L'hon R.....	189 500	104 873
Boulerice A.....	189 500	48 747
Bradford V.....	189 500	63 464
Bragdon R.....	189 500	112 527
Brassard J.....	189 500	63 973
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 871	–
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	21 190	–
Brière É.....	189 500	48 495
Brock L.....	189 500	86 520
Brunelle-Duceppe A.....	189 500	94 152
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	7 728	–
Calkins B.....	189 500	145 117
<i>Indemnité à titre de whip en chef de Opposition officielle</i>	15 213	–
Cannings R.....	189 500	89 500
Caputo F.....	189 500	126 658
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 565	–
Carr L'hon J.....	132 446	90 148
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 247	–
Carrie C.....	189 500	31 963
Casey S.....	189 500	73 016
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Chabot L.....	189 500	44 812
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
Chagger L'hon B.....	189 500	57 414
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	13 000	–
Chahal G.....	189 500	112 695
Chambers A.....	189 500	75 524
Champagne L'hon F-P.....	189 500	44 735
Champoux M.....	189 500	60 919
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Chatel S.....	189 500	25 421
Chen S.....	189 500	63 896
Chiang P.....	189 500	62 199
Chong L'hon M.....	189 500	55 009
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 428	–
Collins C.....	189 500	47 525
Collins L.....	189 500	96 164
Cooper M.....	189 500	79 916
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 132	–
Cormier S.....	189 500	76 093
Coteau M.....	189 500	47 959
Dabrusin J.....	189 500	66 200
Dalton M.....	189 500	138 635
Damoff P.....	189 500	84 592
Dancho R.....	189 500	102 373
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
Davidson S.....	189 500	82 630
Davies D.....	189 500	136 602
DeBellefeuille C.....	189 500	38 355
<i>Indemnité à titre de whip en cheffe Autre parti d'opposition</i>	13 000	–
Deltell G.....	189 500	51 571
d'Entremont C.....	189 500	78 344
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniers</i>	46 800	–
Desbiens C.....	189 500	100 415
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Desilets L.....	189 500	45 942
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Desjarlais B	189 500	132 856
Dhaliwal S	189 500	120 905
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	2 456	–
Dhillon A.....	189 500	52 892
Diab L.....	189 500	69 378
Doherty T	189 500	99 172
Dong H.....	189 500	49 249
Dowdall T.....	189 500	56 401
Dreeshen E.....	189 500	109 611
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 565	–
Drouin F	189 500	16 565
Dubourg E	189 500	40 478
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Duclos L'hon J-Y	189 500	67 090
Duguid T.....	189 500	85 390
Duncan E.....	189 500	63 133
Duncan L'hon K.....	189 500	24 781
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	13 000	–
Dzerowicz J	189 500	71 371
Ehsassi A	189 500	66 219
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	10 797	–
El-Khoury F.....	189 500	42 857
Ellis S	189 500	90 161
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 953	–
Epp D	189 500	112 985
Erskine-Smith N	189 500	46 272
Falk R	189 500	101 222
Falk T	189 500	87 070
Fast L'hon E.....	189 500	96 959
Fergus L'hon G	189 500	18 387
Ferreri M.....	189 500	41 054
Fillmore A	189 500	105 773
Findlay L'hon K-L	189 500	110 545
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 565	–
<i>Indemnité à titre de whip en cheffe parti d'opposition</i>	18 480	–
Fisher D.....	189 500	72 447
Fonseca P.....	189 500	58 350
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Fortier L'hon M.....	189 500	4 208
Fortin R.É.....	189 500	38 876
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Fragiskatos P	189 500	74 827
Fraser L'hon S.....	189 500	72 365
Freeland L'hon C	189 500	62 144
Fry L'hon H	189 500	55 059
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	13 000	–
Gaheer I.....	189 500	66 962
Gallant C.....	189 500	44 607
Garneau L'hon M.....	181 859	21 965
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	23 301	–
Garon J-D	189 500	55 464
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 446	–
Garrison R	189 500	98 446
Gaudreau M-H.....	189 500	62 758
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Autre parti d'opposition</i>	6 500	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 428	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Gazan L	189 500	90 969
Généreux B	189 500	96 022
Genuis G	189 500	121 129
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 936	–
Gerretsen M	189 500	42 103
Gill M	189 500	233 375
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	6 500	–
Gladu M	189 500	67 178
Godin J	189 500	60 995
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Goodridge L	189 500	116 155
Gould L'hon K	189 500	62 817
Gourde J	189 500	64 042
Gray T	189 500	109 999
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 848	–
Green M	189 500	77 051
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Guilbeault L'hon S	189 500	31 930
Hajdu L'hon P	189 500	64 611
Hallan J S	189 500	61 858
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Hanley B	189 500	121 969
Hardie K	189 500	102 463
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	10 400	–
Hepfner L	189 500	54 582
Hoback R	189 500	105 630
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 565	–
Holland L'hon M	189 500	88 640
Housefather A	189 500	38 597
Hughes C	189 500	82 259
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers</i>	18 400	–
Hussen L'hon A	189 500	61 400
Hutchings L'hon G	189 500	100 619
Iacono A	189 500	38 841
Idlout L	189 500	205 335
Ien L'hon M	189 500	39 604
Jaczek L'hon H	189 500	44 237
Jeneroux M	189 500	138 162
Johns G	189 500	98 155
Joly L'hon M	189 500	34 336
Jones Y	189 500	138 666
Jowhari M	189 500	48 153
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Julian P	189 500	113 187
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	18 400	–
Kayabaga A	189 500	65 823
Kelloway M	189 500	83 942
Kelly P	189 500	68 597
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	7 129	–
Khalid I	189 500	65 477
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
Khera L'hon K	189 500	56 323
Kitchen R	189 500	120 787
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	7 129	–
Kmiec T	189 500	100 239
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	8 331	–
Koutrakis A	189 500	49 032
Kram M	189 500	75 531
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 565	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Kramp-Neuman S	189 500	52 296
Kurek D	189 500	142 979
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 901	–
Kusie S	189 500	120 940
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 565	–
Kusmierczyk I	189 500	63 162
Kwan J	189 500	127 752
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Autre parti d'opposition</i>	6 500	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 228	–
Lake L'hon M	189 500	112 451
Lalonde M-F	189 500	13 545
Lambropoulos E	189 500	52 924
Lametti L'hon D	189 500	41 962
Lamoureux K	189 500	79 466
Lantsman M	189 500	92 688
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 565	–
Lapointe V	189 500	68 459
Larouche A	189 500	54 933
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
Lattanzio P	189 500	33 881
Lauzon S	189 500	23 902
Lawrence P	189 500	50 376
LeBlanc L'hon D	189 500	102 161
Lebouthillier L'hon D	189 500	55 060
Lehoux R	189 500	57 581
Lemire S	189 500	84 398
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Lewis C	189 500	107 068
Lewis L	189 500	68 544
Liepert R	189 500	103 025
Lightbound J	189 500	58 492
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Lloyd D	189 500	79 706
Lobb B	189 500	80 035
Long W	189 500	56 888
Longfield L	189 500	49 723
Louis T	189 500	88 923
MacAulay L'hon L	189 500	88 392
MacDonald H	189 500	75 500
MacGregor A	189 500	101 649
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 552	–
MacKenzie D	156 389	23 665
Mackinnon L'hon S	189 500	13 872
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	33 600	–
Maguire L	189 500	114 170
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 565	–
Maloney J	189 500	85 036
Martel R	189 500	88 072
Martinez Ferrada S	189 500	56 101
Masse B	189 500	50 916
Mathysen L	189 500	79 932
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	6 500	–
May B	189 500	58 761
May E	189 500	95 586
Mazier D	189 500	131 406
McCauley K	189 500	155 478
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 836	–
McDonald K	189 500	116 383
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
McGuinty L'hon D.....	189 500	3 168
McKay L'hon J.....	189 500	46 156
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	13 000	–
McKinnon R.....	189 500	137 533
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	6 572	–
McLean G.....	189 500	125 861
McLeod M.....	189 500	106 306
McPherson H.....	189 500	111 271
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	5 200	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition.....</i>	6 500	–
Melillo E.....	189 500	138 981
Mendès A.....	189 500	36 092
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente adjointe des comités pléniers.....</i>	18 400	–
Mendicino L'hon M.....	189 500	68 606
Miao W.....	189 500	102 551
Michaud K.....	189 500	272 069
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 500	–
Miller L'hon M.....	189 500	20 695
Moore L'hon R.....	189 500	61 950
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 500	–
Morantz M.....	189 500	74 519
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 565	–
Morrice M.....	189 500	78 814
Morrison R.....	189 500	157 229
Morrissey R.....	189 500	89 219
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	13 000	–
Motz G.....	189 500	127 011
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 500	–
Murray L'hon J.....	189 500	97 739
Muys D.....	189 500	67 037
Naqvi Y.....	189 500	6 696
Nater J.....	189 500	71 475
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 518	–
Ng L'hon M.....	189 500	48 487
Noormohamed T.....	189 500	108 494
Normandin C.....	189 500	39 880
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 500	–
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	6 500	–
O'Connell J.....	189 500	66 974
Oliphant L'hon R.....	189 500	68 943
O'Regan L'hon S.....	189 500	90 107
O'Toole L'hon E.....	189 500	82 224
Patzer J.....	189 500	111 806
Paul-Hus P.....	189 500	69 031
Pauzé M.....	189 500	34 363
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 500	–
Perkins R.....	189 500	85 450
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 605	–
Perron Y.....	189 500	61 465
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 500	–
Petitpas Taylor L'hon G.....	189 500	53 789
Plamondon L.....	189 500	40 878
Poileuvre L'hon P.....	189 500	–
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle.....</i>	50 473	–
Powlowski M.....	189 500	103 029
Qualtrough L'hon C.....	189 500	122 207
Rayes A.....	189 500	66 829
Redekopp B.....	189 500	99 464
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 953	–

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Reid S.....	189 500	326
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle.....</i>	13 000	–
Rempel Garner L'hon M.....	189 500	108 701
Richards B.....	189 500	90 779
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	7 021	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 918	–
Roberts A.....	189 500	62 628
Robillard Y.....	189 500	31 103
Rodriguez L'hon P.....	189 500	41 849
Rogers C.....	189 500	114 313
Romanado S.....	189 500	57 270
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Gouvernement.....</i>	18 400	–
Rood L.....	189 500	110 944
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Opposition officielle.....</i>	5 886	–
Rota L'hon A.....	189 500	22 320
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes.....</i>	90 400	–
Ruff A.....	189 500	42 672
Sahota R.....	189 500	55 224
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement.....</i>	13 000	–
Sajjan L'hon H S.....	189 500	92 814
Saks Y.....	189 500	56 854
Samson D.....	189 500	77 571
Sarai R.....	189 500	126 782
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	13 000	–
Savard-Tremblay S-P.....	189 500	48 526
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 500	–
Scarpaleggia F.....	189 500	56 920
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	13 000	–
Scheer L'hon A.....	189 500	165 870
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle.....</i>	25 740	–
Schiefke P.....	189 500	37 817
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	13 000	–
Schmale J.....	189 500	98 235
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 500	–
Seeback K.....	189 500	91 887
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 953	–
Serré M.....	189 500	57 064
Sgro L'hon J.....	189 500	73 272
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	13 000	–
Shanahan B.....	189 500	47 604
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Gouvernement.....</i>	13 000	–
Sheehan T.....	189 500	95 823
Shields M.....	189 500	153 320
Shiple D.....	189 500	70 871
Sidhu M.....	189 500	58 424
Sidhu S.....	189 500	68 833
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 500	–
Simard M.....	189 500	82 546
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 500	–
Sinclair-Desgagné N.....	189 500	42 061
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 500	–
Singh J.....	189 500	163 316
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition.....</i>	64 100	–
Small C.....	189 500	109 007
Sorbara F.....	189 500	81 005
Soroka G.....	189 500	157 107
Spengemann S.....	29 546	10 958
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	2 027	–
Sousa C.....	57 563	20 665
Steinley W.....	189 500	126 275
Stewart J.....	189 500	118 555
St-Onge L'hon P.....	189 500	45 309

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Ste-Marie G	189 500	43 260
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Strahl M.....	189 500	83 708
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 934	–
Stubbs S.....	189 500	120 111
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 953	–
Sudds J.....	189 500	9 911
Tassi L'hon F.....	189 500	58 863
Taylor Roy L.....	189 500	44 319
Thériault L.....	189 500	54 730
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	12 052	–
Therrien A.....	189 500	52 192
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	18	–
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	18 400	–
Thomas R.....	189 500	133 726
Thompson J.....	189 500	97 344
Tochor C.....	189 500	113 008
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Tolmie F.....	189 500	93 373
Trudeau Le très hon J.....	189 500	3 799
Trudel D.....	189 500	59 258
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 118	–
Turnbull R.....	189 500	58 867
Uppal L'hon T.....	189 500	167 325
Valdez R.....	189 500	63 600
Van Bynen T.....	189 500	66 316
van Koeverden A.....	189 500	71 789
Van Popta T.....	189 500	138 063
Vandal L'hon D.....	189 500	79 508
Vandenbeld A.....	189 500	6 418
Vecchio K.....	189 500	75 872
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	13 000	–
Vidal G.....	189 500	102 740
Vien D.....	189 500	40 575
Viersen A.....	189 500	119 206
Vignola J.....	189 500	77 602
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
Villemure R.....	189 500	68 759
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Virani A.....	189 500	77 579
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 500	–
Vis B.....	189 500	109 157
Vuong K.....	189 500	100 228
Wagantall C.....	189 500	86 605
Warkentin C.....	189 500	125 355
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	7 150	–
Waugh K.....	189 500	95 953
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 901	–
Webber L.....	189 500	112 897
Weiler P.....	189 500	109 302
Wilkinson L'hon J.....	189 500	88 561
Williams R.....	189 500	43 582
Williamson J.....	189 500	93 619
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	13 000	–
Yip J.....	189 500	52 531
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 500	–
Zahid S.....	189 500	87 146
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	13 000	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Zarrillo B	189 500	79 325
Zimmer B	189 500	167 798
Zuberi S	189 500	63 090
Indemnité à titre de vice-président de comité	6 446	–
Anciens députés ²	–	34,893
Total	65 254 862	26 661 320

¹ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct à la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale liées à l'utilisation des avions de l'État;
- tous les frais de déplacement des députés engagés pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de cette section intitulé « Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

² Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2022-2023

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Anandasangaree G	Ministre de la Justice et procureur général du Canada	18 400
Badawey V	Ministre des Services aux Autochtones.....	18 400
Battiste J	Ministre des Relations Couronne-Autochtones	18 400
Beech T	Vice-première ministre et ministre des Finances.....	18 400
Bendayan R	Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances.....	18 400
Bittle C	Ministre du Patrimoine canadien	18 400
Brière É	Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé.....	18 400
Chiang P	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (Diversité et Inclusion)	18 400
Dabrusin J	Ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Environnement et du Changement climatique	18 400
Damoff P	Ministre de la Sécurité publique	18 400
Drouin F	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	18 400
Duguid T	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	18 400
Fergus Hon G	Premier ministre et de la présidente du Conseil du Trésor	18 400
Fillmore A	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	18 400
Fisher D	Ministre des Aînés.....	18 400
Fragiskatos P	Ministre du Revenu national	18 400
Gerretsen M	Leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat).....	18 400
Housefather A	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.....	18 400
Jones Y	Ministre des Ressources naturelles et du ministre des Affaires du Nord	18 400
Kelloway M	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	18 400
Koutrakis A	Ministre des Transports	18 400
Kusmierczyk I	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap	18 400
Lalonde M-F	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	18 400
Lamoureux K	Leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	18 400
Lauzon S	Ministre du Développement économique rural	18 400
Martinez Ferrada S	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (Logement)	18 400
May B	Ministre de la Défense nationale.....	18 400
Naqvi Y	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile.....	9 695
	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile.....	8 705
O'Connell J	Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités	18 400
Oliphant Hon R	Ministre des Affaires étrangères	18 400
Saks Y	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.....	18 400
Samson D	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale.....	18 400
Serré M	Ministre des Langues officielles	18 400
Sheehan T	Ministre du Travail.....	18 400
Sidhu M	Ministre des Affaires étrangères	18 400
Sudds J	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse.....	18 400
van Koeverden A	Ministre de la Santé et de la ministre des Sports	18 400
Vandenbeld A	Ministre du Développement international	18 400
Virani A	Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique.....	18 400
	Total	717 600

Sécurité publique Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario.....	350 087 707	25 573 491	375 661 198
Administration régionale – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	34 227 217	29 454	34 256 671
Administration régionale – Ontario, Kingston, Ontario.....	35 449 541	812 676	36 262 217
Administration régionale – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	39 241 746	3 922 093	43 163 839
Administration régionale – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	44 141 195	2 572 000	46 713 195
Administration régionale – Québec, Laval, Québec	36 088 641	461 966	36 550 607
Bureaux de district régionaux – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	34 851 826	815 859	35 667 685
Bureaux de district régionaux – Ontario, Kingston, Ontario.....	87 151 766	610 559	87 762 325
Bureaux de district régionaux – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	63 869 814	789 347	64 659 161
Bureaux de district régionaux – Prairies, Winnipeg, Manitoba	81 218 361	1 196 290	82 414 651
Bureaux de district régionaux – Québec, Montréal, Québec.....	71 194 172	2 648 539	73 842 711
Centre fédéral de formation, Laval, Québec.....	65 402 318	8 464 551	73 866 869
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta.....	9 896 737	3 494 158	13 390 895
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan.....	51 812 862	1 428 682	53 241 544
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	52 244 726	1 042 822	53 287 548
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	8 766 507	–	8 766 507
Centre régional de traitement, Bath, Ontario	14 358 550	–	14 358 550
Collège régional de formation du personnel – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	2 310 288	–	2 310 288
Collège régional de formation du personnel – Ontario, Kingston, Ontario	5 001 932	461 017	5 462 949
Collège régional de formation du personnel – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	4 658 638	–	4 658 638
Collège régional de formation du personnel – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	5 886 041	–	5 886 041
Collège régional de formation du personnel – Québec, Laval, Québec	5 254 057	13 320	5 267 377
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	61 783 516	3 923 484	65 707 000
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta.....	58 033 237	1 810 472	59 843 709
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta.....	36 064 142	1 376 033	37 440 175
Établissement de Bath, Bath, Ontario.....	52 928 280	10 386 488	63 314 768
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario.....	65 686 548	2 653 248	68 339 796
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta.....	67 215 484	2 880 449	70 095 933
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario.....	74 208 051	3 844 227	78 052 278
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec	46 707 730	1 784 649	48 492 379
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec	55 950 166	2 021 982	57 972 148
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta.....	59 163 121	10 693 871	69 856 992
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta	44 807 692	3 924 666	48 732 358
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario	87 101 427	25 417 629	112 519 056
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	56 937 064	4 887 312	61 824 376
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec	34 599 264	2 151 792	36 751 056
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	26 066 995	76 429	26 143 424
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	53 251 742	4 505 276	57 757 018
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	42 884 754	13 111 761	55 996 515
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique	51 464 067	5 724 875	57 188 942
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	45 483 310	1 913 840	47 397 150
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse.....	55 870 055	4 023 239	59 893 294
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba.....	79 586 477	5 881 911	85 468 388
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario	56 224 290	2 100 726	58 325 016
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	35 988 678	741 794	36 730 472
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	66 793 330	806 708	67 600 038
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	5 736 835	355 924	6 092 759
Établissement Joliette, Joliette, Québec.....	25 061 342	460 580	25 521 922
Établissement Millhaven, Bath, Ontario.....	56 277 440	5 857 883	62 135 323
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	40 009 096	5 356 815	45 365 911
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse	27 252 215	1 762 821	29 015 036
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	39 161 796	1 115 283	40 277 079
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique	15 864 977	367 771	16 232 748
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	10 695 751	81 491	10 777 242
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan	9 185 949	37 144	9 223 093
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick.....	79 545 119	4 867 371	84 412 490
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario	1 111 608	80 370	1 191 978
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan.....	88 997 525	6 246 582	95 244 107
Village de guérison Kwikwêxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique.....	8 572 927	1 787 644	10 360 571
Total.....	2 825 386 642	199 357 364	3 024 744 006

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section **12**

Comptes publics du Canada
2022-2023

Index

Index

	Page	
	Français	Anglais
A		
Acquisition de machinerie et matériel	189	181
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	185	177
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers du)	8	32
Autres informations diverses	293	283
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	265	257
Avances à justifier	142	139
B		
Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers du)	20	117
C		
Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers du)	32	8
Commissions	266	258
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers du)	45	44
Créances, radiations ou renoncations	137	134
D		
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	290	280
Dépenses des cabinets des ministres	274	266
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	295	285
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme, (Bureau du directeur général des élections)	294	298
Détails des dépenses – Élection partielle de décembre 2022 (Bureau du directeur général des élections).....	294	298
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat du Conseil du Trésor)	308	314
E		
État des dépenses par établissement, (Service correctionnel du Canada)	329	313
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2022-2023, (Sénat).....	316	309
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2022-2023, (Chambre des communes)	319	300
États financiers des fonds renouvelables	7	7
F		
Frais d'études	268	260
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	286	276
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	267	259
Frais de la dette publique	207	199
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunion internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	298	288
G		
Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers du)	58	59
I		
Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	131	129
M		
Montants adjugés par une cour.....	232	224
O		
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers du).....	67	21
Office national du film, (états financiers de l')	79	67

Index – fin

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
P		
Paiements à titre gracieux	229	221
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	315	284
Paiements de réclamation contre l'État	214	206
Paiements de réclamation contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	213	205
Paiements de transfert	199	191
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers du).....	96	94
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2022-2023	148	145
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2022-2023	153	150
Pertes de fonds et de biens publics	145	142
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs	160	157
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2022-2023	146	143
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2022-2023.....	145	142
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers du)	108	57
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés.....	241	233
R		
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	132	130
Revenus de placements	270	262
S		
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers du)	110	106
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers du).....	121	84
Services professionnels et spéciaux.....	173	167
T		
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2022-2023, (Chambre des communes)	328	299
Traitements et indemnités aux ministres d'États (Bureau du Conseil privé).....	314	312